

PREFET DE L'ALLIER

Préfecture

Direction de la réglementation  
des libertés publiques et des étrangers  
Bureau des élections, de la réglementation générale  
et des procédures d'intérêt public

**Arrêté préfectoral n° 2501/16 en date du 19 septembre 2016  
portant ouverture d'une enquête publique relative à la demande présentée  
par la société RENOVA à l'effet d'obtenir l'autorisation du Préfet de  
l'Allier d'exploiter une usine de transformation de papier, relevant de la  
rubrique n° 2445-1 de la nomenclature des installations classées pour la  
protection de l'environnement, situé sur la commune de Saint-Yorre, 1, rue  
des Chênes.**

Le Préfet de l'Allier  
Chevalier de l'Ordre National du Mérite

VU le code de l'environnement, et notamment les articles L.123-1 et  
suivants, L.511-1, L.511-2, L.512-2, R.123-1 à R.123-23 et R.512-14 à R.512-18, R.512-20  
et R.122-1-1 ;

VU la demande déposée à la Préfecture de l'Allier le 30/05/2016 par la  
société RENOVA, à l'effet d'obtenir l'autorisation d'exploiter une usine de transformation de  
papier, relevant de la rubrique n° 2445-1 de la nomenclature des installations classées pour la  
protection de l'environnement, situé sur la commune de Saint-Yorre, 1, rue des Chênes ;

VU les plans et documents présentés à l'appui de la demande et notamment  
l'étude d'impact ;

VU le rapport de la Direction Régionale de l'Environnement, de  
l'Aménagement et du Logement Auvergne en date du 14 juin 2016 ;

VU la décision de M. le Président du Tribunal Administratif de Clermont-  
Ferrand en date du 27 juillet 2016 portant désignation d'un commissaire enquêteur ;

VU l'avis émis en application de l'art L.122-1 du code de l'environnement  
par le Préfet de Région, autorité compétente en matière d'environnement ;

SUR proposition du Secrétaire Général de la Préfecture,

## **ARRETE**

### **ARTICLE 1<sup>er</sup> : Objet de l'enquête**

La demande susvisée, présentée par la société RENOVA, à l'effet d'obtenir l'autorisation d'exploiter une usine de transformation de papier, relevant de la rubrique n° 2445-1 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement, situé sur la commune de Saint-Yorre, 1, rue des Chênes, sera soumise à enquête publique selon les modalités fixées par le présent arrêté.

### **ARTICLE 2 : Date de l'enquête**

La demande présentée par la société RENOVA, sera soumise à une enquête publique d'une durée d'un mois du lundi 10 octobre au mercredi 9 novembre 2016.

### **ARTICLE 3 : Commissaire enquêteur**

Le Président du Tribunal Administratif de Clermont-Ferrand a désigné par décision du 27 juillet 2016 Monsieur Hervé DESABRE (directeur technique d'une société pétrolière, en retraite) en qualité de commissaire enquêteur titulaire et M. Yves LACOT (directeur du développement et de l'environnement, en retraite) en qualité de commissaire enquêteur suppléant.

Le siège de l'enquête est fixé à la mairie de Saint-Yorre  
(Tél : 04 70 59 20 09)

Le commissaire enquêteur est autorisé à utiliser son véhicule personnel pour accomplir sa mission.

### **ARTICLE 4 : Publicité de l'enquête**

Un avis au public annonçant l'ouverture de l'enquête visée à l'article 2 ci-dessus sera :

**4-1** : Inséré en caractères apparents dans les journaux :

- La Montagne Centre France
- La Semaine de l'Allier

15 Jours au moins avant la date d'ouverture de l'enquête et rappelé dans les huit premiers jours de celle-ci. Il sera justifié de cette formalité de publicité par un exemplaire de chaque journal contenant l'insertion.

**4-2** : Affiché, 15 jours au moins avant la date d'ouverture de l'enquête publique, et pendant toute la durée de celle-ci, aux frais de la société et par les soins du maire de la commune de Saint-Yorre ainsi que chaque commune concernée par les risques et inconvénients dont l'établissement envisagé peut-être la source et compris dans un rayon d'au moins 1 km autour de l'installation.

Les communes concernées par le rayon d'affichage sont : Busset, Saint-Priest Bramefand, Saint-Sylvestre Pragoulin et Saint-Yorre.

En conséquence, l'avis au public prévu par le code de l'environnement, sera affiché dans ces communes.

L'accomplissement de cet affichage sera certifié également par le maire de ces communes.

En outre, dans les mêmes conditions de délai et de durée, il sera procédé, par les soins du demandeur, à l'affichage du même avis sur les lieux ou en un lieu situé au voisinage des aménagements projetés et visible de la voie publique. Cette affiche au format A2 (42 x 59,4cm) devra comporter le titre "avis d'enquête publique" en caractères gras d'au moins 2 cm de hauteur et les informations visées en caractères noirs sur fond jaune.

#### **ARTICLE 5 : Consultation des dossiers d'enquête**

Pendant la durée de l'enquête, le dossier ainsi que le registre d'enquête, côté et paraphé par le commissaire enquêteur seront déposés et tenus à la disposition du public à la mairie de Saint-Yorre aux jours et heures habituels d'ouverture de la mairie :

- lundi au vendredi de 8h30 à 12h et de 13h30 à 17h
- samedi de 8h45 à 12h

#### **ARTICLE 6 : Observations du public**

Les observations du public pourront être :

- consignées par écrit sur un registre ouvert à cet effet au lieu indiqué à l'article 5.

- adressées par écrit au Commissaire Enquêteur à l'adresse suivante :

Mairie de Saint-Yorre (03270) – Place de la mairie – à l'attention de M. Hervé DESABRE

- exprimées oralement auprès du commissaire enquêteur qui recevra personnellement le public à la mairie de Saint-Yorre :

- lundi	10/10/2016	de	9h à 12h
- mardi	18/10/2016	de	14h à 17h
- vendredi	28/10/2016	de	9h à 12h
- jeudi	03/11/2016	de	9h à 12h
- mercredi	09/11/2016	de	14h à 17h

#### **ARTICLE 7 : Clôture de l'enquête**

**7-1** : A l'expiration de l'enquête, le registre sera clos et signé par le commissaire enquêteur.

**7-2** : Dans la huitaine suivant la clôture de l'enquête le commissaire enquêteur convoquera le demandeur en lui communiquant sur place les observations écrites et orales, celles-ci consignées dans un procès-verbal, en l'invitant à produire dans un délai de 12 jours un mémoire en réponse.

**7-3** : M. le Commissaire enquêteur rédigera d'une part un rapport dans lequel il relatara le déroulement de l'enquête et examinera les observations recueillies, d'autre part ses conclusions motivées qui doivent figurer dans un document séparé et préciser si elles sont ou non favorables à la demande d'autorisation.

7-4 : Dans les quinze jours à compter de la réponse du demandeur ou de l'expiration du délai imparti à ce dernier pour produire cette réponse, le commissaire enquêteur transmettra le dossier avec ses conclusions motivées, en précisant si elles sont favorables ou non au projet, au Préfet (direction de la réglementation et des libertés publiques et des étrangers, bureau des procédures d'intérêt public), ainsi qu'au président du Tribunal Administratif.

7-5 : Copie du rapport et des conclusions seront adressés dès leur réception par le Préfet au demandeur et aux maires des communes concernées par le périmètre de l'enquête publique.

7-6 : Toute personne physique ou morale intéressée peut prendre connaissance en Préfecture (direction de la réglementation et des libertés publiques et des étrangers- bureau des élections, de la réglementation générale et des procédures d'intérêt public), à la mairie de Saint-Yorre du mémoire en réponse du demandeur, du rapport et des conclusions motivées du commissaire enquêteur.

7-7 : Le conseil municipal des communes visées à l'article 4-2 est appelé à donner son avis sur la demande d'autorisation, dès l'ouverture de l'enquête. Ne sera pris en considération que l'avis exprimé au plus tard dans les quinze jours suivant la clôture du registre d'enquête.

La décision susceptible d'intervenir à l'issue de la procédure est une autorisation assortie du respect des prescriptions ou un refus.


#### **ARTICLE 8 :**

Le présent arrêté sera à la disposition du public sur le site internet de la Préfecture de l'Allier.

Le Secrétaire Général de la Préfecture, les Maires des communes concernées, le commissaire enquêteur sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté.

Moulins, le 19 SEP. 2016

Pour le Préfet et par délégation,  
Le Secrétaire Général,



David Anthony DELAVOËT





PRÉFET DE LA REGION AUVERGNE-RHÔNE-ALPES

**Autorité environnementale**  
**Préfet de région**

**Projet intitulé « Demande d'autorisation d'exploiter  
une usine de transformation de papier »  
sur la commune de SAINT-YORRE (03)**

**Présenté par RENOVA FRANCE**

**Avis de l'Autorité environnementale**

**émis le 06 SEP. 2016**

**DREAL AUVERGNE-RHÔNE-ALPES / Service CIDDAE  
7 rue Léo Lagrange  
63001 CLERMONT-FERRAND cedex 1**

**<http://www.auvergne-rhone-alpes.developpement-durable.gouv.fr>**

**AVIS DE L'AUTORITE ENVIRONNEMENTALE**  
**sur la demande d'autorisation d'exploiter**  
**une installation classée pour la protection de l'environnement (ICPE)**  
**de transformation de papier, commune de SAINT-YORRE**  
**Département de l'Allier, présentée par la société RENOVA FRANCE**

Le projet d'autorisation d'exploiter une usine de transformation de papier, située sur la commune de SAINT-YORRE (département de l'Allier - 03), présenté par la société RENOVA FRANCE est soumis à l'avis de l'autorité environnementale, conformément à l'article L.122-1 du Code de l'Environnement.

Selon l'article R.122-13 du même code, l'autorité administrative compétente en matière d'environnement pour ce projet est le Préfet de Région. Il a accusé réception du dossier le 6 juillet 2016. L'avis doit être donné dans les deux mois suivant sa réception, en application de l'article R.122-13 du Code de l'Environnement. Cet avis porte sur la qualité des études d'impact, de dangers et la prise en compte de l'environnement dans le projet. Il a été préparé par les services régionaux de l'environnement (DREAL AUVERGNE-RHONE-ALPES).

En application de l'article R.122-7-III du Code de l'Environnement, le Préfet de département et l'Agence Régionale de Santé ont été consultés le 6 juillet 2016.

Conformément à l'article R. 122-9 du même code, le présent avis devra être inséré dans le dossier du projet soumis à enquête publique ou à une autre procédure de consultation du public prévue par les dispositions législatives et réglementaires en vigueur, ou mis à disposition du public conformément à l'article L.122-1-1 du Code de l'Environnement.

En application de l'article R.122-7-II de ce même code, le présent avis devra également être mis en ligne :

- sur le site Internet de l'Autorité environnementale. À noter que les avis « Autorité environnementale » du Préfet de Région et des préfets de départements sont regroupés sur le site de la DREAL : [www.auvergne-rhone-alpes.developpement-durable.gouv.fr](http://www.auvergne-rhone-alpes.developpement-durable.gouv.fr), rubrique « Autorité environnementale » ;
- et sur le site Internet de l'autorité chargée de le recueillir, lorsque cette dernière dispose d'un tel site.

## **1) Présentation du projet**

### **1.1 Identification du pétitionnaire**

Raison sociale	: RENOVA FRANCE
Forme juridique	: SAS
Siège social	: 1, rue des Chênes 03270 SAINT-YORRE
N° Siret	: 418 040 861 00043
Identification du signataire de la demande	: Monsieur João Gorjão Clara – administrateur
Emplacement de l'autorisation sollicitée	: 1, rue des Chênes 03270 SAINT-YORRE
Code APE	: 1722Z Fabrication d'articles en papier à usage sanitaire ou domestique
Interlocuteur pour le dossier	: Monsieur Filipe Almeida
Références cadastrales	: Section BB, n° 01, 09, 11, 12, 19, 20, 21, 22, 23, 24 et 25

## 1.2 Description des activités actuelles et projetées

Fondée en 1939, au Portugal, RENOVA produit et commercialise des gammes de papier hygiénique, serviettes, rouleaux de cuisine ou mouchoirs.

Dans le cadre de son développement, la société RENOVA FRANCE, a acquis en 2015 le terrain et les bâtiments de l'ancienne usine CANDIA (industrie agroalimentaire).

Après avoir implanté une première ligne de transformation de papier, qui a donné lieu à déclaration en Préfecture le 16 décembre 2015, le pétitionnaire souhaite ajouter deux nouvelles lignes de production, faisant ainsi passer ce site sous le régime de l'autorisation au sens de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE). L'activité consiste en la transformation et l'impression de papiers tissus (utilisations domestique et sanitaire).

Le site se décompose en trois zones principales (*cf plan de masse, en annexe du présent avis*) :

- une zone de stockage de matières premières (cellule 1) ;
- une zone de production (cellule 2) ;
- une zone de stockage produits finis (cellule 3).

Actuellement, l'usine RENOVA de Saint-Yorre emploie 25 personnes.

## 1.3 Nature et volume des activités

Des bobines de papier, fabriquées au Portugal, d'un poids approximatif de 3 tonnes sont ainsi reçues sur le site, elles sont déroulées par 3 ou 4 afin d'être assemblées sur mandrins<sup>1</sup>. Certains produits, font l'objet d'une opération d'impression (utilisation d'encre à base aqueuse, ne contenant pas de solvant (<1%)). Une fois imprimées, les bobines sont ensuite découpées puis conditionnées sous forme de rouleaux.

L'implantation de 2 nouvelles lignes permettra d'augmenter la capacité de transformation de papier en passant de 20 tonnes/jour à 105 tonnes/jour.

La capacité de stockage des produits finis restera limitée à la capacité du transtockeur<sup>2</sup> déjà en place, à savoir 15 000 m<sup>3</sup>.

La liste des activités, au regard de la réglementation des installations classées pour la protection de l'environnement, est la suivante :

Numéro de rubrique	Désignation de l'activité	Description et volume de l'activité	Seuil	Régime de classement
2445	Transformation du papier, carton	35 t/j et par ligne, soit 105 t/j maximum avec 3 lignes	> 20 t/j	A
2450-2	Imprimeries ou ateliers de reproduction graphique sur tout support tel que métal, papier, carton, matières plastiques, textiles etc. Utilisant une	Flexographie <sup>3</sup> en ligne de production, surface imprimée < 30 % de la surface totale ; Encre à base d'eau, <u>sans solvant</u> . Consommation	≤ 200 kg/j	D

1 Rouleau en carton sur lequel est enroulé le papier

2 Dispositif automatisé ou non qui permet de ranger des palettes ou des colis dans un rack souvent à grande hauteur

3 Procédé d'impression en relief proche de la typographie

	forme imprimante.	<p>moyenne estimée à : 66 kg / j/ligne soit <math>\approx 200</math> kg/j. Classement sur la base de consommation moyenne : <math>200/2 = 100\text{kg/j} &lt; 200</math> kg/j</p> <p>Nota : Pour les produits qui contiennent moins de 10 % de solvants organiques au moment de leur emploi, la quantité à retenir pour établir le classement correspond à la quantité consommée dans l'installation divisée</p>	<p>Nota : Pour les produits qui contiennent moins de 10 % de solvants organiques au moment de leur emploi, la quantité à retenir pour établir le classement correspond à la quantité consommée dans l'installation divisée par 2</p>	
1530	Papiers, carton ou matériaux combustibles analogues y compris les produits finis conditionnés (dépôt de) à l'exception des ERP.	<p><u>Cellule matières premières</u> : 995 m<sup>3</sup> 234 tonnes de bobines de 10,7 m<sup>3</sup> maximum et 3 tonnes, soit environ <b>835 m<sup>3</sup></b>.</p> <p>Autres matières premières et emballages : bobines de carton pour 75 tonnes, soit environ <b>160 m<sup>3</sup></b></p> <p>Cellule produits finis : <b>14 700 m<sup>3</sup></b> 5 880 palettes de 2,5 m<sup>3</sup>.</p> <p><u>Total pour les 2 cellules</u> : Environ <b>15 700 m<sup>3</sup></b></p>	$\leq 20\,000$ m <sup>3</sup>	D

\* : A : Autorisation - D : Déclaration

#### 1.4 Implantation et environnement du site

Le lieu d'implantation de l'usine RENOVA correspond à l'ancien site exploité par CANDIA jusqu'en décembre 2013. Il occupe une superficie de 5,67 ha au sein d'une zone UI (destinée aux activités industrielles) du POS de la commune de Saint-Yorre.

Aucune modification des bâtiments existants n'est prévue.

Le site prend place en limite de zone urbanisée, les terrains situés à l'Ouest et au Sud étant à dominante naturelle (zones classées ND et Ndi), tandis que les secteurs situés au Nord et à l'Est sont occupés par diverses infrastructures (rue de la Croix des Vernes, route départementale 906, chemins

communaux, voie ferrée), des habitations (quartier résidentiel moyennement dense; zones classées UC) et d'autres installations industrielles (zones classées UI).

Les bâtiments existants n'ont pas fait l'objet d'extension ou de modification touchant au gros œuvre et les parties extérieures n'ont pas été modifiées. Seuls des travaux de remise en conformité ou d'adaptation aux procédés RENOVA ont été engagés.

Les espaces extérieurs sont ainsi occupés par le parking du site, les voiries de circulation, les zones de quai, les espaces verts et l'ancienne station d'épuration, à laquelle RENOVA n'est plus raccordée aujourd'hui.

Le site est néanmoins partiellement concerné par les ZNIEFF<sup>4</sup> de type I et II correspondant respectivement «au Val d'Allier» et au «lit majeur de l'Allier moyen», et à la zone NATURA 2000<sup>5</sup> «ZSC-SIC : Val d'Allier Sud».

Du point de vue paysager, le site est déjà très anthropisé, imperméabilisé et construit, et le projet RENOVA ne prévoit pas de modification des emprises actuelles des bâtiments existants ; l'impact paysager sera donc limité.

## **2) Qualité du dossier**

Les articles R.512-3 à R.512-9 définissent le contenu du dossier de demande d'autorisation d'exploiter. L'article R 122-5 complété par l'article R.512-8 définit celui de l'étude d'impact et l'article R.512-9 définit le contenu de l'étude de dangers.

Le dossier traite de l'ensemble des thématiques environnementales et comprend tous les éléments demandés dans les articles précités, il est facilement lisible et compréhensible du public. Le degré de précision des informations est satisfaisant pour les champs environnementaux traités, mais présente toutefois certaines imprécisions qui sont reprises ci-après.

### **2.1 Résumés non techniques des études d'impact et de dangers**

Les résumés non techniques de l'étude d'impact et de l'étude de dangers abordent l'ensemble des enjeux identifiés et les exposent de manière lisible pour le grand public.

### **2.2 Justification du projet**

Le pétitionnaire justifie le choix de son projet en indiquant que les critères favorables suivants ont été retenus :

- les grandes surfaces constituent le principal circuit de distribution des produits RENOVA. S'installer dans le centre de la France semble être judicieux pour rejoindre les différents points de l'hexagone en minimisant l'impact environnemental,
- possibilité de réutilisation d'un site industriel existant (ex CANDIA) permettant un démarrage rapide de l'activité tout en limitant les impacts environnementaux,
- disponibilité en eau, nécessaire pour la production de papier prévue à long terme,
- possibilité d'extension du site à plus long terme,
- localisation favorable à l'export vers les pays frontaliers déjà clients (Espagne, Luxembourg, Belgique, Suisse,...).
- existence d'accès et d'infrastructures de qualité (proximité de principaux axes routiers, accès à la voie ferrée,...).
- disponibilité de ressources humaines qualifiées.

4 ZNIEFF =zone naturelle d'intérêt écologique, faunistique et floristique

5 NATURA 2000 =site naturel Européen identifié pour la rareté ou la fragilité des espèces sauvages, animales ou végétales, et de leurs habitats

### **2.3 Description de l'état initial de l'environnement et principaux enjeux environnementaux**

Bien que déjà fortement anthropisé, le site prévu pour la réalisation de ce projet présente cependant des enjeux environnementaux sur lesquels le projet pourrait avoir des impacts non nuls. Ceux-ci ont bien été identifiés par l'exploitant et ont fait l'objet d'un traitement proportionné dans le cadre de ce projet ; seuls ces enjeux feront l'objet d'un développement dans la suite de l'avis.

Il s'agit notamment :

- du bruit,
- du trafic routier concernant les impacts chroniques,
- de l'incendie total de la cellule de stockage des produits finis pour les impacts accidentels.

Dans une moindre mesure compte tenu de l'activité envisagée :

- « des eaux superficielles », du fait de la présence proche de l'Allier et de la biodiversité associée (faune, flore, continuité écologique).
- « des eaux souterraines », du fait de l'implantation du site dans la nappe alluviale de l'Allier et à proximité d'un champ captant pour l'approvisionnement en eau potable (mais hors périmètre de protection).

Au regard des enjeux mis en évidence, le dossier analyse de manière satisfaisante et proportionnée les impacts du projet sur les différentes composantes environnementales.

Les niveaux de compatibilité avec les différents documents de planification territoriaux ont été examinés et établis.

#### **2.3.1 Bruit :**

Situé à proximité de la RD 906, infrastructure concernée par les cartes de bruit stratégiques de 2ème échéance, le terrain n'est cependant pas explicitement visé par ces zones de bruit stratégique.

Les mesures réalisées montrent que les niveaux sonores du secteur atteignent à l'état initial (niveau résiduel, avant démarrage des activités RENOVA) une valeur moyenne comprise de jour entre 40,5 et 47,5 dB(A) et entre 33,5 et 46,5 dB(A) de nuit.

#### **2.3.2 Trafic routier :**

Le trafic actuel recensé sur la RD906 est de l'ordre de 7 000 véhicules/jour dont 8 % de poids lourds.

#### **2.3.3 Eaux superficielles et eau souterraines :**

*Eaux superficielles :*

Le terrain se trouve dans le sous-bassin de l'Allier, sur le territoire du SDAGE Loire Bretagne. Il s'agit de la zone hydrographique FRGR143a «L'Allier depuis la confluence de l'Auzon jusqu'à Vichy».

Le ruisseau du Bois des Jarraux est également identifié au Sud du terrain dans les documents d'urbanisme bien que la carte IGN ne le recense pas comme cours d'eau pérenne.

Du point de vue qualitatif, l'Allier présente un état écologique médiocre de ses eaux de surface.

Le terrain se situe hors de toute zone soumise au risque d'inondation, bien qu'en limite du champ d'expansion des crues non bâti.

*Eaux souterraines :*

La zone du projet est concernée par les masses d'eau souterraines :

- FRGG051 : Sables, argiles et calcaires du tertiaire de la plaine de la Limagne. Il s'agit d'une masse d'eau souterraine imperméable, localement aquifère. Masse d'eau qualifiée en «bon état» qualitatif et quantitatif. Masse d'eau soumise à une pression agricole importante affectant localement sa qualité.

- FRGG052 : Alluvions Allier amont.

Il s'agit d'une nappe alluviale libre. Les alluvions récentes sont la principale formation aquifère de la région. En relation hydraulique avec l'Allier, elles sont donc vulnérables en cas de pollution de la rivière. Masse d'eau qualifiée en « état médiocre » qualitatif et en « bon état » quantitatif. Nappe utilisée via des captages AEP en différents endroits de son cours.

Le secteur présente une sensibilité très faible à inexistante au risque de remontée de nappe.

Au droit du terrain RENOVA, la nappe alluviale s'écoule globalement vers le Nord-Ouest, le toit de la nappe se trouvant entre 2 et 4 mètres de profondeur.

On notera enfin que le site est situé en dehors de tout périmètre de protection de captage d'eau potable.

## **2.4 Évaluation des impacts potentiels du projet sur l'environnement**

### **2.4.1 Bruit :**

Le projet sera à l'origine d'émissions sonores principalement liées :

- au trafic journalier des véhicules (personnels, livraisons, expéditions) ;
- aux utilités notamment chauffage et/ou climatisation des installations, celles-ci étant majoritairement situées à l'intérieur des bâtiments.
- au fonctionnement des installations de production, toutes situées en intérieur des bâtiments.

### **2.4.2 Trafic routier :**

Avec l'implantation des nouvelles lignes de transformation de papier, l'impact sur le trafic routier actuel restera malgré tout limité pour une zone d'activités :

- en réception (matières premières et produits annexes) : on notera un maximum de 10 poids lourds (PL) /jour ;
- en expédition : on notera un maximum de 330 PL/mois, soit 11 PL/jour ;
- enfin, les salariés représenteront une quarantaine de véhicules légers (VL), ce nombre correspondant à l'effectif présent sur le site simultanément.

Soit un total de 600 PL/mois, soit 20 PL/jour + 40 VL (maximum).

En conclusion, le projet RENOVA ne représentera qu'une faible part du trafic actuel (moins de 1%) recensé sur la RD 906 qui est de l'ordre de 7 000 véhicules/jour dont 8% de PL).

### **2.4.3 Eau :**

Le site est raccordé au réseau en eau potable (AEP) de la commune qui est sa seule source d'approvisionnement et est raccordé aux réseaux d'assainissement (eaux pluviales et eaux usées) de la commune de Saint-Yorre, ce dernier traitant ses effluents via la station d'épuration communale.

Les besoins en eau potable sont estimés à moins de 5 m<sup>3</sup>/jour.

Les effluents produits sont totalement assimilables à des eaux domestiques et sanitaires pour moins de 5 m<sup>3</sup>/jour.

## **2.5 Mesures pour éviter, réduire et si nécessaire compenser les impacts**

### **2.5.1 Limitation des nuisances sonores :**

Afin d'éviter et de réduire les nuisances sonores induites par ce projet, l'exploitant s'engage sur les mesures suivantes afin de s'assurer à tout moment du respect des niveaux maximum admissibles réglementairement en limites de propriété :

- les équipements bruyants sont installés pour la plupart à l'intérieur (machines de production, groupe sprinkler, compression d'air),
- les équipements situés en extérieur sont capotés ou sont équipés d'un habillage périphérique isolant acoustiquement ; ils seront éloignés des limites de propriété et des premiers tiers,

- tous les équipements (techniques et de production) qui seront installés seront conformes à la réglementation en vigueur,
- s'agissant essentiellement d'appareils neufs, ils seront de technologie récente et les meilleures performances acoustiques sont donc attendues.

En plus de ces dispositions, RENOVA prendra les mesures organisationnelles suivantes :

- optimisation des livraisons : réduction du nombre de véhicules, horaires de livraisons ;
- généralisation de l'utilisation de talkies-walkies afin d'éviter les hurlements ;
- optimisation de la planification des tâches bruyantes (horaire, durée, simultanéité) ;
- information des riverains concernant les impacts sonores prévisionnels.

Enfin, RENOVA réalisera une étude acoustique dans les six mois consécutifs à son début d'activité et dans une période représentative de celle-ci, afin de s'assurer que les niveaux maximums admissibles en limites de propriété sont conformes à la réglementation.

### **2.5.2 Protection des eaux :**

Afin d'éviter toute pollution des eaux l'exploitant s'engage à ce que les stockages de matériaux incluant des produits de synthèse ou lessivables ainsi que les stockages de déchets, ne soient réalisés que sur des aires prévues à cet effet, étanches et si nécessaire dotées de rétention.

## **2.6 L'étude de dangers**

L'évaluation préliminaire des risques a permis d'identifier plusieurs événements redoutés et pour chaque événement (ou scénario) d'évaluer le niveau de risque.

Il ressort de l'analyse que le risque principal est l'incendie, notamment en cellule 3 où le potentiel combustible est le plus important.

## **2.7 Mesures prises pour limiter le risque incendie**

La démarche d'analyse des risques suit la méthodologie actuellement en vigueur (arrêté ministériel du 29 septembre 2005) et permet d'identifier un phénomène dangereux dont les effets thermiques (les flux de 3, 5 et 8 kW/m<sup>2</sup>) sortiraient des limites du site sans cependant atteindre la RD 906). Il s'agit de l'incendie de la cellule de stockage des produits finis (cellule 3).

Le pétitionnaire prévoit des mesures de maîtrise du risque (MMR) techniques et organisationnelles, dont les principales sont:

- mesures techniques: mise en place d'un système extinction automatique de type ESFR dans la cellule produits finis avec déclenchement automatique à basse température,
- mesures organisationnelles: un gardiennage du site 7J/7 et 24H/24 sera assuré, le personnel habilité à la surveillance et à la sécurité sera formé et des procédures seront mises en place.

Les MMR permettent de diminuer la probabilité d'occurrence de l'incendie total de la cellule 3, ainsi la criticité du phénomène dangereux devient acceptable. Néanmoins ce type de MMR nécessite une attention particulière pour rester fiable dans le temps : des contrôles périodiques et des tests réguliers seront réalisés.

Il est dommage que le dossier n'aborde pas la possibilité de mise en place d'une MMR passive, de type coupe-feu, qui permettrait de maintenir les effets thermiques dans les limites du site.



## **2.8 Les méthodes utilisées et les auteurs des études**

Le dossier présente de manière détaillée les méthodes utilisées pour établir l'état initial et évaluer les effets du projet sur l'environnement. Les auteurs de l'étude d'impact et des études ayant contribué à sa réalisation ainsi que leurs qualités sont cités dans la demande.

### **3) Prise en compte de l'environnement par le projet**

L'analyse des impacts potentiels du projet sur l'environnement est réalisée de manière appropriée, et proportionnée par rapport aux enjeux.

Compte tenu de l'activité envisagée, les principaux enjeux identifiés dans le cadre de ce projet concernent l'impact sonore et le trafic routier. Les mesures prévues pour atténuer les effets du projet sur ces compartiments sont correctement décrites et apparaissent pertinentes et adaptées.

Enfin, concernant l'étude de dangers et comme détaillé dans le présent avis, quelques points auraient pu être développés dans le dossier, notamment au niveau du choix des mesures de maîtrise du risque incendie à mettre en œuvre sur ce site.

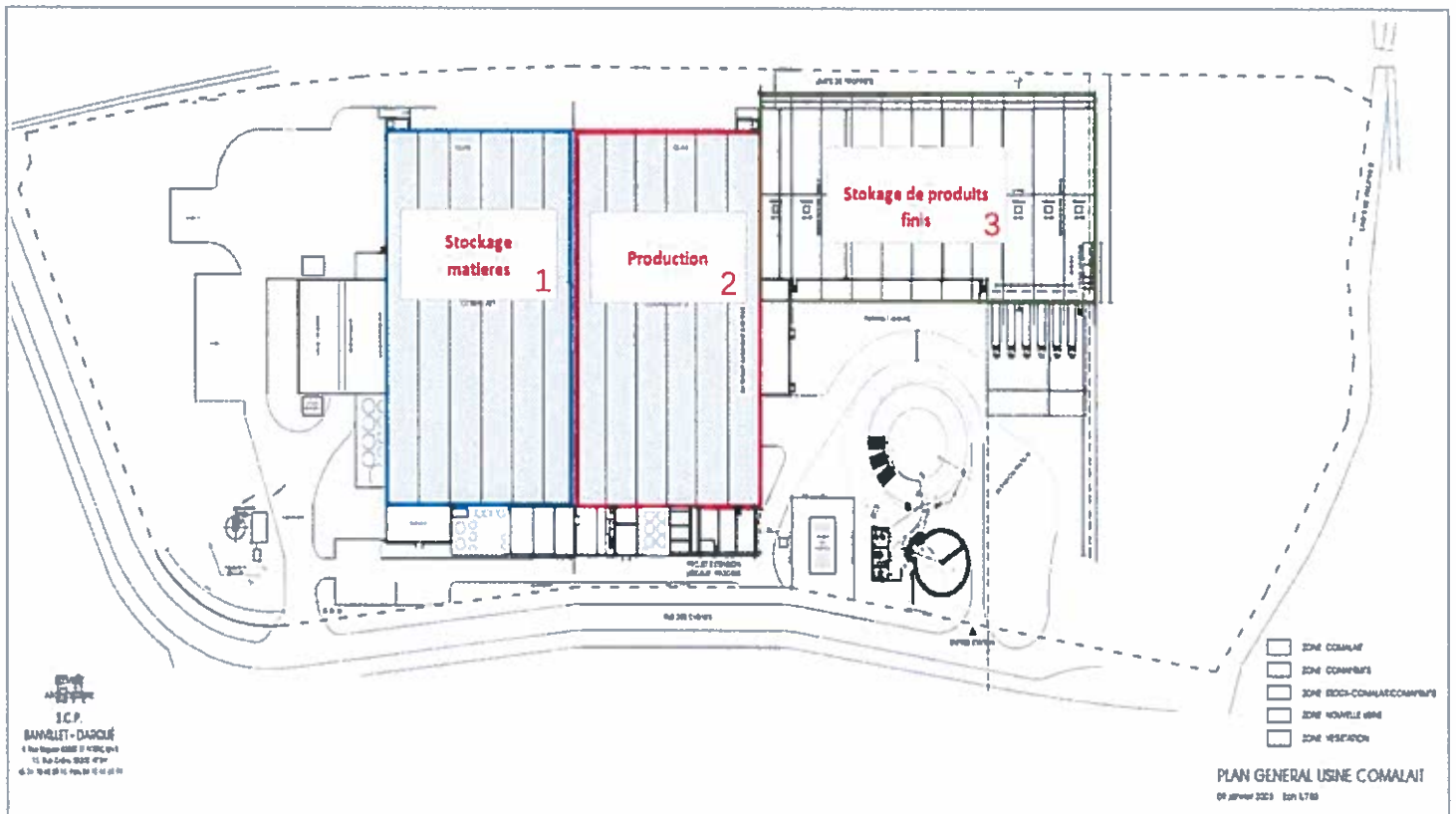
Le Préfet  
de la Région Auvergne-Rhône-Alpes  
Préfet du Rhône

Michel DELPUECH



## ANNEXE

### Plan de masse - Usine RENOVA Saint-Yorre -



# *Renova*

**IMPLANTATION D'UNE USINE DE TRANSFORMATION DE PAPIER**

## *CHAPITRE 2*

### *ETUDE D'IMPACT*





## CODE DE L'ENVIRONNEMENT - ETUDES D'IMPACT

### Article R. 512-8 du code de l'environnement

I. - Le contenu de l'étude d'impact mentionnée à l'article R. 512-6 doit être en relation avec l'importance de l'installation projetée et avec ses incidences prévisibles sur l'environnement, au regard des intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1.

II. - Le contenu de l'étude d'impact est défini à l'article R. 122-5. Il est complété par les éléments suivants:

1° L'analyse mentionnée au 3° du II de l'article R. 122-5 précise notamment, en tant que de besoin, l'origine, la nature et la gravité des pollutions de l'air, de l'eau et des sols, les effets sur le climat le volume et le caractère polluant des déchets, le niveau acoustique des appareils qui seront employés ainsi que les vibrations qu'ils peuvent provoquer, le mode et les conditions d'approvisionnement en eau et d'utilisation de l'eau ;

2° Les mesures réductrices et compensatoires mentionnées « 7° du II de l'article R. 122-5 » font l'objet d'une description des performances attendues, notamment en ce qui concerne la protection des eaux souterraines, l'épuration et l'évacuation des eaux résiduelles et des émanations gazeuses ainsi que leur surveillance, l'élimination des déchets et résidus de l'exploitation, les conditions d'apport à l'installation des matières destinées à y être traitées, du transport des produits fabriqués et de l'utilisation rationnelle de l'énergie ;

3° Elle présente les conditions de remise en état du site après exploitation.

III. - Pour les installations visées à la section 8 du chapitre V du présent titre, le contenu de l'étude d'impact comporte en outre les compléments mentionnés au I de l'article R. 515-59.

***Les dispositions de la section visée sont applicables aux installations relevant des rubriques 3000 à 3999 dans la colonne A du tableau annexé à l'article R. 511-9. Le site Renova de Saint-Yorre n'est pas classable au titre de ces rubriques. L'alinéa III ne lui est donc pas applicable.***

### Article R. 122-5 du code l'environnement

I. Le contenu de l'étude d'impact est proportionné à la sensibilité environnementale de la zone susceptible d'être affectée par le projet, à l'importance et la nature des travaux, ouvrages et aménagements projetés et à leurs incidences prévisibles sur l'environnement ou la santé humaine.

II. L'étude d'impact présente :

1° Une description du projet comportant des informations relatives à sa conception et à ses dimensions, y compris, en particulier, une description des caractéristiques physiques de l'ensemble du projet et des exigences techniques en matière d'utilisation du sol lors des phases de construction et de fonctionnement et, le cas échéant, une description des principales caractéristiques des procédés de stockage, de production et de fabrication, notamment mis en œuvre pendant l'exploitation, telles que la nature et la quantité des matériaux utilisés, ainsi qu'une estimation des types et des quantités des résidus et des émissions attendus résultant du fonctionnement du projet proposé.

2° Une analyse de l'état initial de la zone et des milieux susceptibles d'être affectés par le projet, portant notamment sur la population, la faune et la flore, les habitats naturels, les sites et paysages, les biens matériels, les continuités écologiques telles que définies par l'article L. 371-1, les équilibres biologiques, les facteurs climatiques, le patrimoine culturel et archéologique, le sol, l'eau, l'air, le bruit, les espaces naturels, agricoles, forestiers, maritimes ou de loisirs, ainsi que les interrelations entre ces éléments ;

3° Une analyse des effets négatifs et positifs, directs et indirects, temporaires (y compris pendant la phase des travaux) et permanents, à court, moyen et long terme, du projet sur l'environnement, en particulier sur les éléments énumérés au 2° et sur la consommation énergétique, la commodité du voisinage (bruits, vibrations, odeurs, émissions lumineuses), l'hygiène, la santé, la sécurité, la salubrité publique, ainsi que l'addition et l'interaction de ces effets entre eux ; [...]

4° Une analyse des effets cumulés du projet avec d'autres projets connus. Ces projets sont ceux qui, lors du dépôt de l'étude d'impact :

- ont fait l'objet d'un document d'incidences au titre de l'article R. 214-6 et d'une enquête publique ;
- ont fait l'objet d'une étude d'impact au titre du présent code et pour lesquels un avis de l'autorité administrative de l'Etat compétente en matière d'environnement a été rendu public.

Sont exclus les projets ayant fait l'objet d'un arrêté au titre des articles R. 214-6 à R. 214-31 mentionnant un délai et devenu caduc, ceux dont la décision d'autorisation, d'approbation ou d'exécution est devenue caduque, dont l'enquête publique n'est plus valable ainsi que ceux qui ont été officiellement abandonnés par le pétitionnaire ou le maître d'ouvrage ;

5° Une esquisse des principales solutions de substitution examinées par le pétitionnaire ou le maître d'ouvrage et les raisons pour lesquelles, eu égard aux effets sur l'environnement ou la santé humaine, le projet présenté a été retenu ;

6° Les éléments permettant d'apprécier la compatibilité du projet avec l'affectation des sols définie par le document d'urbanisme opposable, ainsi que, si nécessaire, son articulation avec les plans, schémas et programmes mentionnés à l'article R. 122-17, et la prise en compte du schéma régional de cohérence écologique dans les cas mentionnés à l'article L. 371-3 ;

7° Les mesures prévues par le pétitionnaire ou le maître de l'ouvrage pour :

- éviter les effets négatifs notables du projet sur l'environnement ou la santé humaine et réduire les effets n'ayant pu être évités ;
- compenser, lorsque cela est possible, les effets négatifs notables du projet sur l'environnement ou la santé humaine qui n'ont pu être ni évités ni suffisamment réduits. S'il n'est pas possible de compenser ces effets, le pétitionnaire ou le maître d'ouvrage justifie cette impossibilité.

La description de ces mesures doit être accompagnée de l'estimation des dépenses correspondantes, de l'exposé des effets attendus de ces mesures à l'égard des impacts du projet sur les éléments visés au 3° ainsi que d'une présentation des principales modalités de suivi de ces mesures et du suivi de leurs effets sur les éléments visés au 3° ;

8° Une présentation des méthodes utilisées pour établir l'état initial visé au 2° et évaluer les effets du projet sur l'environnement et, lorsque plusieurs méthodes sont disponibles, une explication des raisons ayant conduit au choix opéré ;

9° Une description des difficultés éventuelles, de nature technique ou scientifique, rencontrées par le maître d'ouvrage pour réaliser cette étude ;

10° Les noms et qualités précises et complètes du ou des auteurs de l'étude d'impact et des études qui ont contribué à sa réalisation ;

11° Lorsque certains des éléments requis en application du II figurent dans l'étude de maîtrise des risques pour les installations nucléaires de base ou dans l'étude des dangers pour les installations classées pour la protection de l'environnement, il en est fait état dans l'étude d'impact ;

12° Lorsque le projet concourt à la réalisation d'un programme de travaux dont la réalisation est échelonnée dans le temps, l'étude d'impact comprend une appréciation des impacts de l'ensemble du programme.

[...] VI. Pour les travaux, ouvrages ou aménagements devant faire l'objet d'une étude d'incidences en application des dispositions du chapitre IV du titre Ier du livre IV, l'étude d'impact vaut étude d'incidences si elle contient les éléments exigés par l'article R. 414-23. [...]

## SOMMAIRE DE L'ETUDE D'IMPACT

<b>1.</b>	<b>Description du projet.....</b>	<b>1</b>
<b>2.</b>	<b>Exigences techniques en matière d'utilisation du sol .....</b>	<b>1</b>
2.1.	Adaptation du projet aux caractéristiques géotechniques du sol.....	1
2.2.	Travaux de terrassement.....	1
<b>3.</b>	<b>Analyse de l'état initial.....</b>	<b>1</b>
3.1.	Milieu Humain.....	1
3.1.1	Environnement humain et populations voisines.....	1
3.1.2	Biens matériels.....	4
3.1.3	Sites et paysages.....	10
3.1.4	Espaces agricoles.....	11
3.1.5	Patrimoine culturel et archéologique.....	11
3.1.6	Ambiance sonore et vibrations.....	12
3.1.7	Gestion des déchets sur le secteur.....	15
3.2.	Milieu Naturel .....	15
3.2.1	Protections réglementaires.....	15
3.2.1	Habitats.....	20
3.2.2	Faune et flore .....	21
3.2.3	Continuités écologiques et équilibres biologiques .....	22
3.3.	Milieu Physique .....	24
3.3.1	Eléments climatiques.....	24
3.3.2	Qualité de l'air.....	26
3.3.3	Description des terrains d'implantation et de la géologie .....	29
3.3.4	Eaux souterraines.....	32
3.3.5	Eaux superficielles .....	38
3.3.6	Diagnostic sites et sols pollués .....	43
3.4.	Risques naturels et technologiques.....	49
3.5.	Identification des interrelations éventuelles entre les différents éléments de l'environnement du projet et conclusion sur le site existant.....	52
3.6.	Conclusion sur le site à l'état initial .....	56
<b>4.</b>	<b>Description des effets positifs ou négatifs, directs ou indirects, temporaires ou permanents, à court, moyen et long terme, sur l'environnement.....</b>	<b>57</b>
4.1.	Eléments spécifiques à la phase chantier .....	57
4.1.1	Présentation des travaux projetés.....	57
4.1.2	Nuisances générées par les opérations de chantiers.....	57
4.1.3	Caractérisation de l'impact du chantier.....	58
4.2.	Trafic de véhicules et circulation .....	58
4.2.1	Trafic attendu sur le site Renova.....	58
4.2.2	Caractérisation de l'impact du projet RENOVA.....	58

4.3.	Le cycle de l'eau .....	59
4.3.1	Alimentation en eau .....	59
4.3.2	Effluents rejetés par les installations.....	59
4.3.3	Eaux pluviales .....	62
4.4.	Impact sur le sol et sous-sol.....	62
4.5.	Pollution de l'air et utilisation rationnelle de l'énergie .....	62
4.5.1	Utilisation rationnelle de l'énergie.....	62
4.5.2	Gaz à effet de serre (GES).....	63
4.5.3	Sources de pollution de l'air possibles.....	63
4.5.4	Calcul des émissions atmosphériques.....	65
4.5.5	Impact des rejets sur l'environnement .....	66
4.6.	Déchets.....	66
4.6.1	Origine des déchets .....	66
4.6.2	Caractérisation des déchets produits et estimation quantitative .....	67
4.7.	Bruit et ambiance sonore.....	71
4.8.	Autres éléments relatifs à la commodité du voisinage.....	72
4.8.1	Odeurs .....	72
4.8.2	Emissions lumineuses .....	72
4.9.	Environnement humain et population .....	73
4.9.1	Impact sur l'agriculture.....	73
4.9.2	Impact sur les autres activités humaines.....	74
4.10.	Sites, paysages et patrimoine .....	74
4.10.1	Intégration dans le paysage ou le site .....	74
4.10.2	Impact sur le patrimoine culturel et l'archéologie .....	74
4.11.	Milieu naturel et équilibre biologique – Incidence Natura 2000 .....	74
4.12.	Additions et interactions entre les différents effets sur l'environnement.....	75
<b>5.</b>	<b>Mesures envisagées par le demandeur pour éviter, réduire ou compenser les effets négatifs du projet sur l'environnement.....</b>	<b>77</b>
5.1.	Application des Meilleures Techniques Disponibles (MTD) .....	77
5.2.	Eléments spécifiques à la phase chantier .....	77
5.2.1	Moyens de maîtrise de la nuisances liées aux trafics de véhicules.....	77
5.2.2	Mesures prises pour limiter les nuisances sonores .....	78
5.2.3	Protection des eaux souterraines.....	78
5.2.4	Gestion des déchets de chantier.....	78
5.3.	Mesures prises pour limiter l'impact sur les eaux .....	79
5.3.1	Protection des réseaux d'approvisionnement .....	79
5.3.2	Protection vis-à-vis des rejets d'effluents .....	79
5.4.	Mesures prises pour limiter la pollution chronique de l'air .....	80
5.4.1	Limitation des transports.....	80
5.4.2	Surveillance des émissions atmosphériques.....	80
5.4.3	Maintenance des installations .....	82
5.5.	Mesures prises pour limiter l'impact de la production de déchets .....	82



5.5.1	Obligations réglementaires .....	82
5.5.2	Modalités de gestion des déchets prévues dans le cadre du projet .....	83
5.6.	Mesures prises pour limiter les nuisances sonores .....	85
5.7.	Mesures prises pour favoriser l'intégration paysagère du projet .....	85
5.8.	Mesures prises pour limiter l'impact écologique .....	85
<b>6.</b>	<b>Description des effets positifs ou négatifs, directs ou indirects, temporaires ou permanents, à court, moyen ou long terme, sur l'hygiène, la santé et la salubrité publique .....</b>	<b>86</b>
6.1.	Rappel du contexte du projet .....	86
6.2.	Identification des substances dangereuses et des nuisances .....	86
6.2.1	Rejets aqueux.....	86
6.2.2	Rejets atmosphériques .....	86
6.2.3	Emissions sonores .....	88
6.2.4	Synthèse des substances retenues .....	89
6.3.	Evaluation de l'exposition .....	89
6.4.	Caractérisation du risque sanitaire .....	89
<b>7.</b>	<b>Synthèse des impacts du projet compte tenu des mesures d'évitement, réduction, compensation .....</b>	<b>90</b>
<b>8.</b>	<b>Analyse des effets cumulés du projet avec d'autres projets connus et appréciation des impacts du programme de travaux .....</b>	<b>91</b>
8.1.	Projets connus lors du dépôt de l'étude d'impact .....	91
8.1.1	Projets identifiés en 2015 dans le département de l'Allier .....	91
8.1.2	Conclusion sur les effets cumulés avec d'autres projets .....	93
8.2.	Appréciation des impacts sur l'ensemble du programme .....	93
<b>9.</b>	<b>Esquisse des principales solutions envisagées et raisons pour lesquelles, eu égard aux effets sur l'environnement ou la santé humaine, le projet présenté a été retenu .....</b>	<b>94</b>
9.1.	Stratégie de développement de l'entreprise .....	94
9.2.	Stratégie territoriale de l'entreprise à l'horizon de 5 ans .....	94
9.3.	Raisons du choix du site .....	95
<b>10.</b>	<b>Compatibilité du projet avec les documents d'orientations générales .....</b>	<b>96</b>
10.1.	Documents d'urbanisme .....	96
10.2.	Plans de déplacements urbains, plans départementaux des itinéraires de randonnée motorisée .....	96
10.2.1	Plan départemental des itinéraires et randonnées motorisées (PDIRM) .....	96
10.2.2	Plan Départemental des Itinéraires de Promenade et de Randonnée (PDIPR) .....	97
10.2.3	Plan de déplacement urbain (PDU) .....	97
10.3.	Schémas directeurs d'aménagement et de gestion des eaux prévus par les articles L. 212-1 et L. 212-2 du code de l'environnement .....	98
10.3.1	Directive cadre sur l'eau .....	98
10.3.2	Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SDAGE) .....	98
10.3.3	Compatibilité du projet avec les objectifs du SDAGE .....	99
10.3.4	Schéma d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SAGE) .....	99
10.3.5	Contrat de milieu .....	100

10.4.	Plans de gestion des risques d'inondation .....	100
10.5.	Programme d'actions national et programmes d'actions régionaux pour la protection des eaux contre la pollution par les nitrates d'origine agricole prévus par le IV de l'article R. 211-80 du code de l'environnement.....	100
10.6.	Plans nationaux, régionaux, départementaux de gestion des déchets .....	101
10.6.1	<i>Plan national de gestion des déchets .....</i>	<i>101</i>
10.6.2	<i>Plan régional de gestion des déchets .....</i>	<i>101</i>
10.6.3	<i>Plan départemental de gestion des déchets .....</i>	<i>101</i>
10.7.	Schémas départementaux des carrières.....	102
10.8.	Directives et schémas régionaux d'aménagement des forêts.....	102
10.9.	Plans, schémas, programmes et autres documents de planification soumis à évaluation des incidences Natura 2000.....	103
10.10.	Schéma d'ensemble du réseau de transport public du Grand Paris et contrats de développement territorial Chartes des parcs nationaux.....	103
10.11.	Arrêté pris dans le cadre du Plan de Protection de l'Atmosphère (PPA) .....	103
10.11.1	<i>Plans de Protection de l'Atmosphère (PPA) .....</i>	<i>103</i>
10.11.2	<i>Schéma Régional du Climat, de l'Air et de l'Energie de l'Auvergne (SRCAE).....</i>	<i>103</i>
10.12.	Schéma Régional de Cohérence Ecologique .....	104
10.13.	Compatibilité du projet avec les autres documents d'orientations et législations spécifiques au secteur de projet .....	104
10.13.1	<i>Lois « littoral » et « Montagne ».....</i>	<i>104</i>
10.13.2	<i>Zone de répartition des eaux (ZRE) .....</i>	<i>104</i>
10.13.3	<i>Zones humides.....</i>	<i>104</i>
<b>11.</b>	<b>Coût des mesures prises en faveur de l'environnement.....</b>	<b>105</b>
<b>12.</b>	<b>Conditions de remise en état du site après exploitation .....</b>	<b>106</b>
<b>13.</b>	<b>Méthodes utilisées pour établir l'étude d'impact.....</b>	<b>107</b>
13.1.	Méthode de l'analyse de l'état initial .....	107
13.1.1	<i>Sources des données .....</i>	<i>107</i>
13.1.2	<i>Définition des périmètres d'étude.....</i>	<i>108</i>
13.2.	Méthode d'analyse des effets du projet sur l'environnement .....	108
13.2.1	<i>Méthodologie générale .....</i>	<i>108</i>
13.2.2	<i>Approche qualitative.....</i>	<i>109</i>
13.2.3	<i>Analyse quantitative .....</i>	<i>109</i>
13.3.	Méthode d'analyse des effets du projet sur la santé .....	109
13.4.	Description des difficultés rencontrées pour réaliser l'étude .....	110
<b>14.</b>	<b>Noms et qualité des auteurs de l'étude d'impact .....</b>	<b>111</b>

## **LISTE DES FIGURES**

Figure 1 : Extrait du POS communal.....	2
Figure 2 : Localisation des zones habitées, des industries et des infrastructures de transport aux abords du site Renova (source : Géoportail).....	3
Figure 3 : Infrastructures dans l'environnement de projet.....	8
Figure 4 : Situation des points de mesures de bruit à l'état initial (bruit résiduel) .....	13
Figure 5 : Cartographie des ZNIEFF à proximité de la zone d'étude .....	16
Figure 6 : Cartographie des zones Natura 2000 à proximité de la zone d'étude .....	18
Figure 7 : Extrait de l'annexe à l'APPB Rivière Allier .....	20
Figure 8 : Cartographie des trames vertes et bleues au droit du projet.....	23
Figure 9 : Rose des vents de la station de Vichy-Charmeil pour la période 1991-2010.....	26
Figure 10 : Extrait de la carte géologique de Saint-Yorre (Source : Infoterre BRGM) .....	30
Figure 11 : Recensement des points d'eau BSS (source : Infoterre BRGM).....	31
Figure 12 : Masses d'eaux souterraines au niveau de l'aire d'étude .....	33
Figure 13 : Localisation des périmètres de protection des captages AEP de la Croix des Vernes (source ARS 03).....	34
Figure 14 : Périmètre de protection des sources minérales de Vichy (source : ARS 03).....	35
Figure 15 : Esquisse piézométrique de la nappe superficielle des Alluvions de l'Allier (source : ANTEA Group, relevés du 3 juin 2015) .....	37
Figure 16 : Réseau hydrographique (source : DREAL Auvergne) .....	39
Figure 17 : Extrait cartographique des bases de données BASIAS et BASOL (source : BASIAS – BRGM) .....	44
Figure 18 : Localisation des sondages et du sondage témoin (S15) DEKRA .....	46
Figure 19 : Localisation des sondages et piézomètres d'ANTEA Group (juin 2015) .....	48
Figure 20 : Extrait du PPR RGA de la commune de Saint-Yorre (Source : IAL) .....	50
Figure 21 : Extrait du PPRI Agglo Vichy (source : IAL) .....	51
Figure 22 : Logigramme « gestion des déchets » .....	83

## **LISTE DES TABLEAUX**

Tableau 1 : Liste des ICPE recensées sur Saint-Yorre.....	4
Tableau 2 : Historique des comptages routiers sur la RD906 .....	6
Tableau 3 : Mesures de bruit à l'état initial .....	13
Tableau 4 : Liste des ZNIEFF les plus proches du site.....	15
Tableau 5 : Identification des sites Natura 2000 à proximité du projet .....	18
Tableau 6 : Etat des masses d'eau souterraines au droit du projet (Source : DREAL Auvergne) .....	32
Tableau 7 : Objectifs des masses d'eau souterraines au droit du projet (Source : SDAGE 2016-2021) .....	32
Tableau 8 : Caractéristiques du réseau de surveillance (niveaux mesurés au 03/06/15) – Source : rapport ANTEA Group de juin 2015 .....	36
Tableau 9 : Identification des cours d'eau au droit du projet (source : DREAL Auvergne).....	38
Tableau 10 : Objectifs du SDAGE Loire-Bretagne 2016 – 2021 .....	40
Tableau 11 : Rejets gazeux annuels et contribution à l'effet de serre des véhicules routiers.....	65
Tableau 12 : Contribution des émissions atmosphériques des installations RENOVA aux émissions départementales .....	66
Tableau 13 : Synthèse des déchets produits en fonctionnement normal .....	68
Tableau 14 : Production de déchets en cas d'opérations de maintenance ou de mise à l'arrêt des futurs équipements.....	70
Tableau 15 : Niveaux admissibles en ZER .....	72
Tableau 16 : Additions et interactions entre les différents effets sur le projet .....	75
Tableau 17 : Effets des principaux gaz de combustion sur la santé et l'environnement .....	87
Tableau 18 : Liste des projets pour lesquels des avis de l'Autorité Environnementale ont été rendus par la DREAL Auvergne au-delà du rayon d'affichage dans les dernières années .....	92
Tableau 19 : Liste des projets implantés dans l'Allier pour lesquels des avis de l'Autorité Environnementale ont été rendus par CGEDD depuis janvier 2014.....	93

## **LISTE DES ANNEXES**

*Annexe 1 : Etat initial acoustique – rapport VENATHEC, août 2015*

*Annexe 2 : Mission de contre expertise. Diagnostic environnemental de l'ancienne usine CANDIA à Saint-Yorre - ANTEA Group n°79499/A, juin 2015*

*Annexe 3 : Autorisation de rejet au titre du L. 1331-10 du code de la santé publique*



## **1. DESCRIPTION DU PROJET**

---

La description détaillée du projet est donnée dans le volet « Lettre de demande ». Nous renvoyons donc au chapitre 1, § 3 et ses annexes (le Plan de situation au 1/25 000<sup>ème</sup>, le Plan cadastral au 1/2 500<sup>ème</sup>, les plans de masse et les plans de réseaux du projet).

## **2. EXIGENCES TECHNIQUES EN MATIERE D'UTILISATION DU SOL**

---

### **2.1. ADAPTATION DU PROJET AUX CARACTERISTIQUES GEOTECHNIQUES DU SOL**

Les installations prenant place sur un site existant déjà viabilisé et déjà construit, il n'y a pas de contraintes géotechniques particulières à prendre en compte, puisque les fondations existantes ne seront pas modifiées.

### **2.2. TRAVAUX DE TERRASSEMENT**

Les terrassements réalisés dans le cadre du projet ne concernent que la reprise ponctuelle de la plateforme en enrobé existante et la partie superficielle des terrains d'assise pour la reprise partielle de certains réseaux, ainsi que la création d'une voirie lourde permettant le contournement total du site (décapage de la terre végétale sur 30 cm en moyenne ; déblais à la pelle ; remblais en GNT 0/31.5).

## **3. ANALYSE DE L'ETAT INITIAL**

---

Le bâtiment retenu par Renova France pour son opération correspond à l'ancien site exploité par Candia jusqu'en décembre 2013, situé au 1, Rue des Chênes, à Saint-Yorre, dans le quartier de la Croix des Vernes.

Ce quartier s'implante au Sud de la commune de Saint-Yorre.

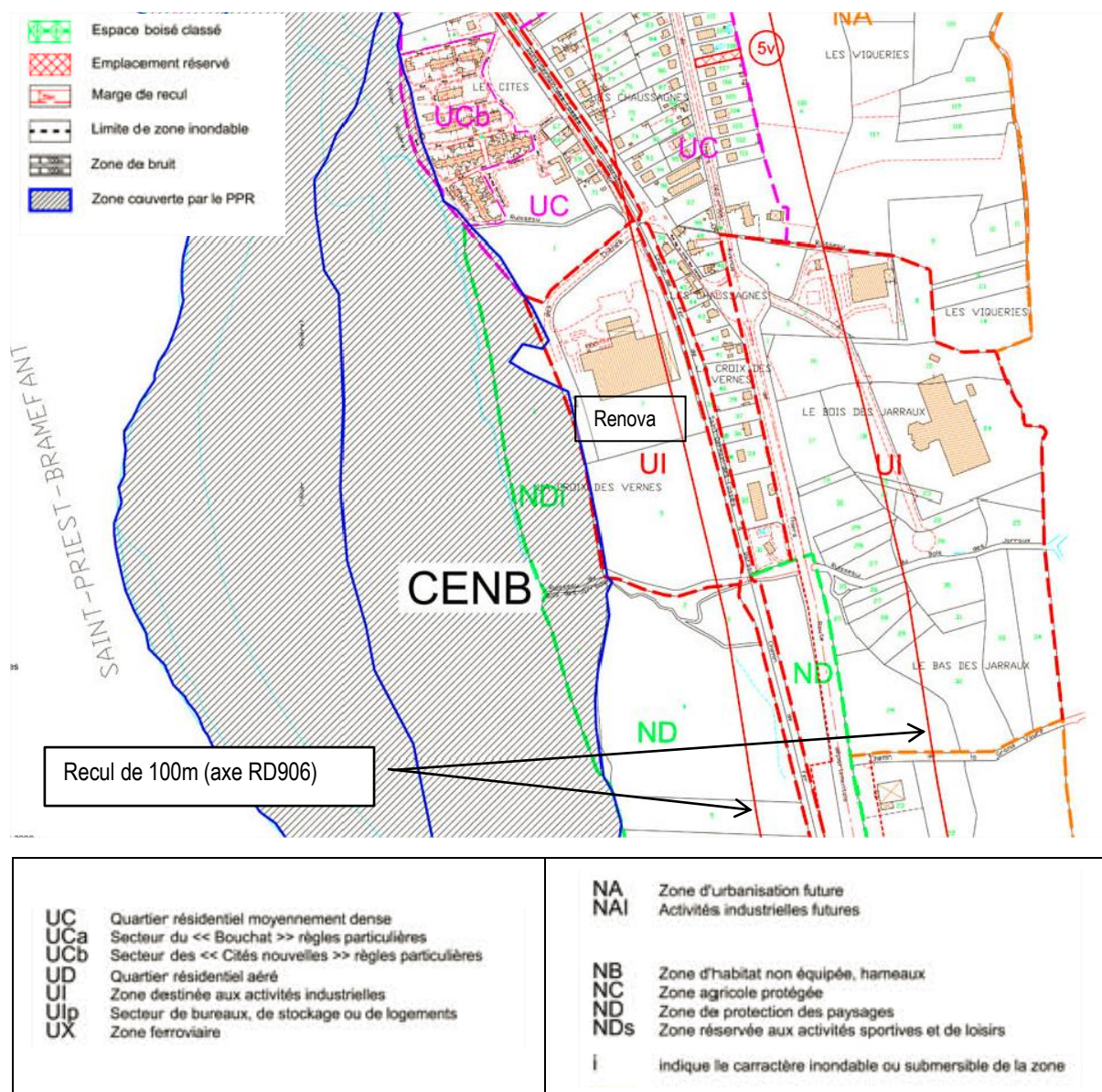
### **3.1. MILIEU HUMAIN**

#### **3.1.1 ENVIRONNEMENT HUMAIN ET POPULATIONS VOISINES**

##### ***a) Occupation du territoire et urbanisme***

Le projet prend place en limite de zone urbanisée, les terrains situés à l'Ouest et au Sud du site étant à dominante naturelle (zones classées ND et NDi), tandis que les secteurs présents au Nord et à l'Est sont occupés par diverses infrastructures (rues, route départementale 906, chemins communaux, voie ferrée), des habitations (quartier résidentiel moyennement dense ; zones classées UC), et d'autres installations industrielles (zones classées UI).

Figure 1 : Extrait du POS communal



Les premières habitations se situent à une quarantaine de mètres à l'arrière de la cellule 3.





### **b) Installations Classées pour la protection de l'environnement**

L'interrogation de la base nationale des installations classées ne fait ressortir que très peu d'ICPE sur la commune de Saint-Yorre, dont le site du projet, précédemment exploité par Candia :

Tableau 1 : Liste des ICPE recensées sur Saint-Yorre

Nom établissement	Code postal	Commune	Régime	Statut Seveso
CANDIA	03270	ST YORRE	Inconnu	Non Seveso
FRUPREP FRANCE	03270	ST YORRE	Inconnu	Non Seveso
SEDIVER	03270	ST YORRE	Inconnu	Non Seveso
Société Commerciale du Bassin de Vichy	03270	ST YORRE	Autorisation	Non Seveso
WALLON IMPRIMEUR	03270	ST YORRE	Autorisation	Non Seveso

L'ICPE la plus proche du projet est Wallon Imprimeur, située dans la ZAC des Jarraux.

Fruprep France et SEDIVER sont indiquées comme en cessation d'activité.

L'usine SCBV est quant à elle située plus au Nord et ne présente pas de risque pour le site Renova.

La station-service située à proximité du terrain Renova (Forez automobiles) n'est pas recensée comme ICPE.

### **c) Espaces agricoles**

Le secteur du projet n'est pas caractérisé par la présence d'espaces agricoles et présente au contraire un caractère à dominante anthropique (infrastructures routières, ferroviaires, habitations et industries) et naturel sur sa partie Ouest.

### **d) Espaces de loisirs**

Aucun espace de loisir n'est recensé dans un rayon de 200 m autour du terrain du projet.

## **3.1.2 BIENS MATERIELS**

### **a) Voies routières**

Dans l'environnement proche du terrain Renova, on recense :

- La RD906, ou avenue de Thiers, qui se trouve au plus près à environ 70m du terrain Renova,
- La rue de la Croix des Vernes, qui se trouve au plus près à environ 75m des bâtiments,
- La rue des Chênes, qui permet la desserte du site depuis la rue de la Croix des Vernes.

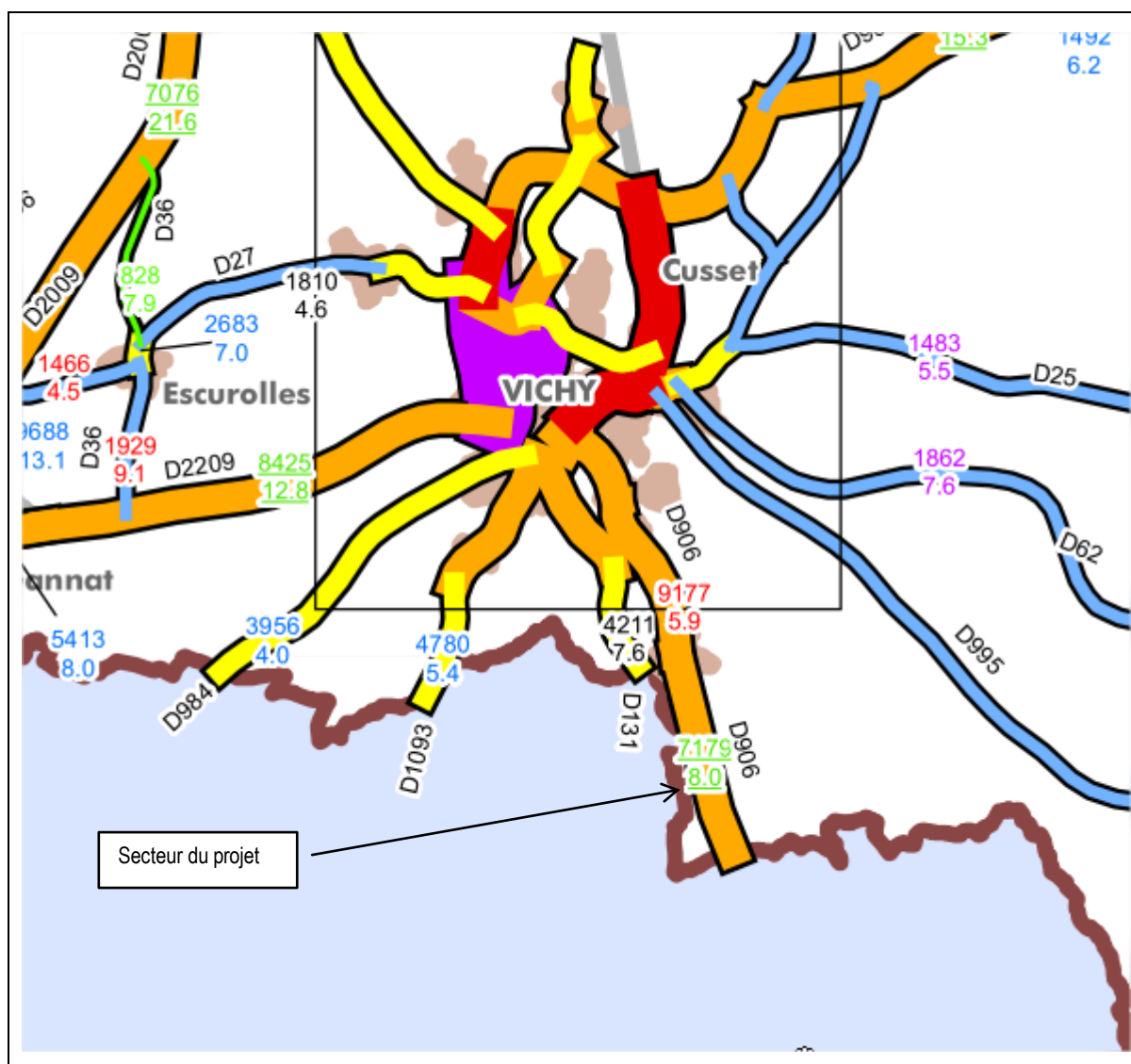
Les autres infrastructures existantes sont essentiellement des routes communales desservant les zones d'habitations ou d'activités, et quelques routes départementales plus lointaines :

- Les RD434 et 434A, plus au Nord-Ouest, à plus de 800m du site et au-delà de l'Allier,
- La RD121, plus au Nord, à plus d'1 km du site.

L'A89 est recensée à plus de 20km au Sud, tout comme l'A71 à l'Ouest.



Les comptages routiers sur les axes proches sont les suivants :



Avec la légende suivante :

<div></div> Plus de 15 000 Vh/j <div></div> entre 10 000 et 15 000 Vh/j <div></div> entre 5 000 et 10 000 Vh/j <div></div> entre 2 500 et 5 000 Vh/j <div></div> entre 1 000 et 2 500 Vh/j <div></div> entre 500 et 1 000 Vh/j <div></div> moins de 500 Vh/j	<table> <tr> <th>Trafic en Vh/J dont ( % PL)</th><th>Année réf.</th></tr> <tr> <td>XXXX</td><td>2014</td></tr> <tr> <td>XXXX</td><td>2013</td></tr> <tr> <td>XXXX</td><td>2012</td></tr> <tr> <td>XXXX</td><td>2011</td></tr> <tr> <td>XXXX</td><td>2010</td></tr> <tr> <td>XXXX</td><td>Compteur Permanent / Récurrent</td></tr> </table>	Trafic en Vh/J dont ( % PL)	Année réf.	XXXX	2014	XXXX	2013	XXXX	2012	XXXX	2011	XXXX	2010	XXXX	Compteur Permanent / Récurrent
Trafic en Vh/J dont ( % PL)	Année réf.														
XXXX	2014														
XXXX	2013														
XXXX	2012														
XXXX	2011														
XXXX	2010														
XXXX	Compteur Permanent / Récurrent														

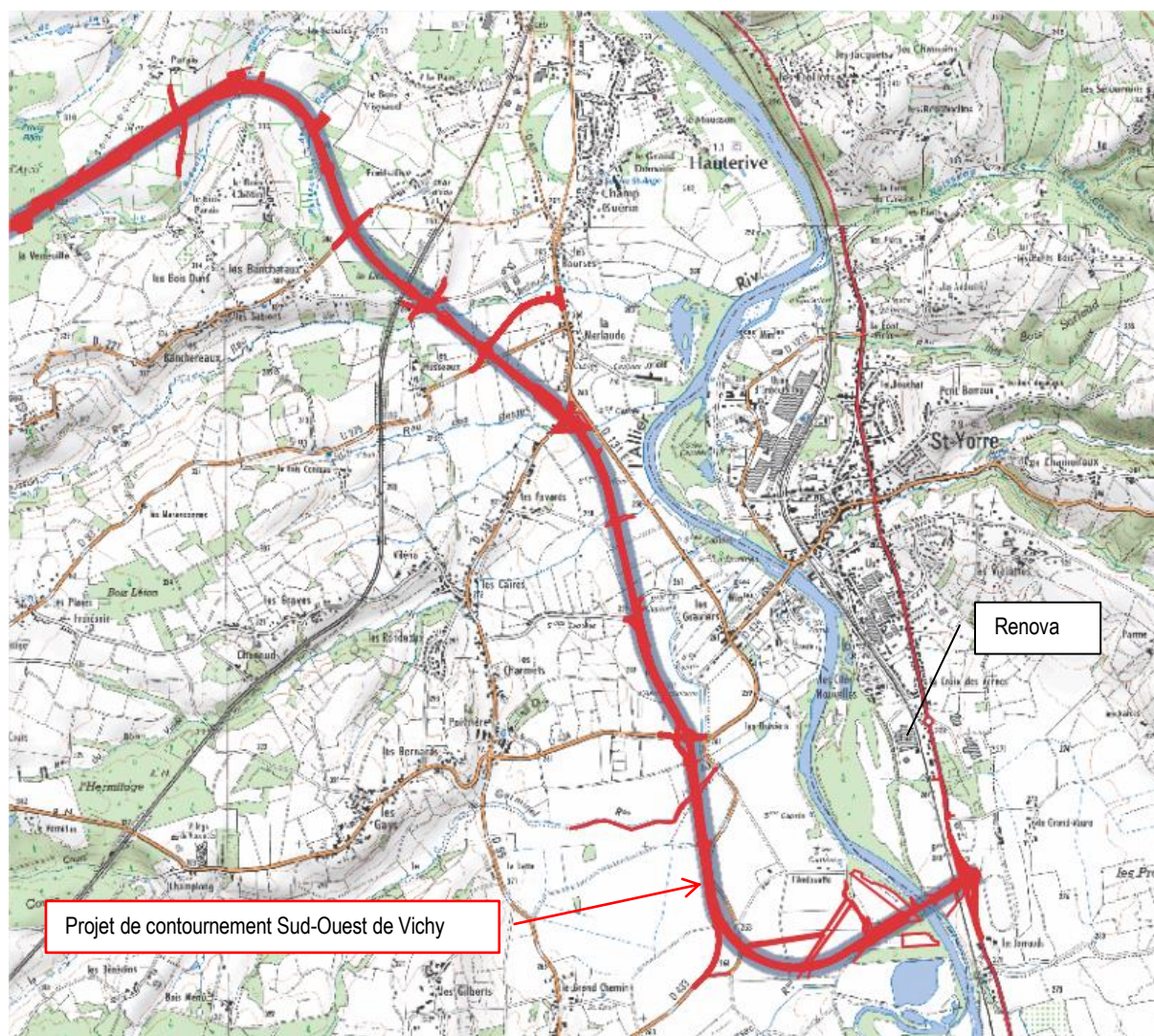
Tableau 2 : Historique des comptages routiers sur la RD906

Année	Moyenne journalière annuelle tous véhicules et PL si connue (deux sens confondus), au plus près du site Renova
2014	7 179 véhic/jour dont 8% de PL
2013	6 993 véhic/jour dont 7,7% de PL
2012	7 015 véhic/jour dont 8,1% de PL
2011	7 089 véhic/jour dont 8,2% de PL
2010	7 039 véhic/jour dont 8,2% de PL

Sources : Conseil Départemental de l'Allier (Routes départementales et trafic routier 2014)

La route départementale 906 présente donc un trafic relativement stable dans le temps avec un taux de poids lourds de l'ordre de 8%.

On notera par ailleurs le projet de contournement Sud-Ouest de Vichy, qui, en permettant de réduire les nuisances auxquelles sont soumis les riverains de la RD906 en évitant que le trafic en transit ne traverse les zones agglomérées, réduira à terme significativement le trafic sur la RD906 au droit du terrain Renova. En effet, le raccordement du projet de contournement à la RD 906 est prévu au Sud de Saint-Yorre à proximité du lieu-dit Les Jarrauds.



Le trafic attendu sur les 18 km de voie bidirectionnelle prévue est de 7 000 véhicules/jour à l'horizon 2020.

La réalisation de cette voie a été inscrite au schéma directeur de l'agglomération de Vichy et approuvée par délibération de la communauté d'agglomération en date du 20 décembre 2001.

Après les études et les concertations, et à l'issue d'une enquête publique qui s'est déroulée du 12 juin au 21 juillet 2006, le contournement Sud-Ouest de Vichy a été déclaré d'utilité publique par arrêté du 14 mai 2007, des préfets de l'Allier et du Puy de Dôme.

#### **b) Voies ferrées**

La voie ferrée, située en contre haut du terrain (environ 4m), correspond à une ligne de fret en voie unique non électrifiée. Son trafic reste limité, avec 1 à 2 trains par jour.

La gare de Saint-Yorre se situe à plus d'1 km au Nord du terrain du projet.

Le site Renova ne sera pas raccordé à ce réseau ferroviaire.

#### **c) Aéroport et aérodrome**

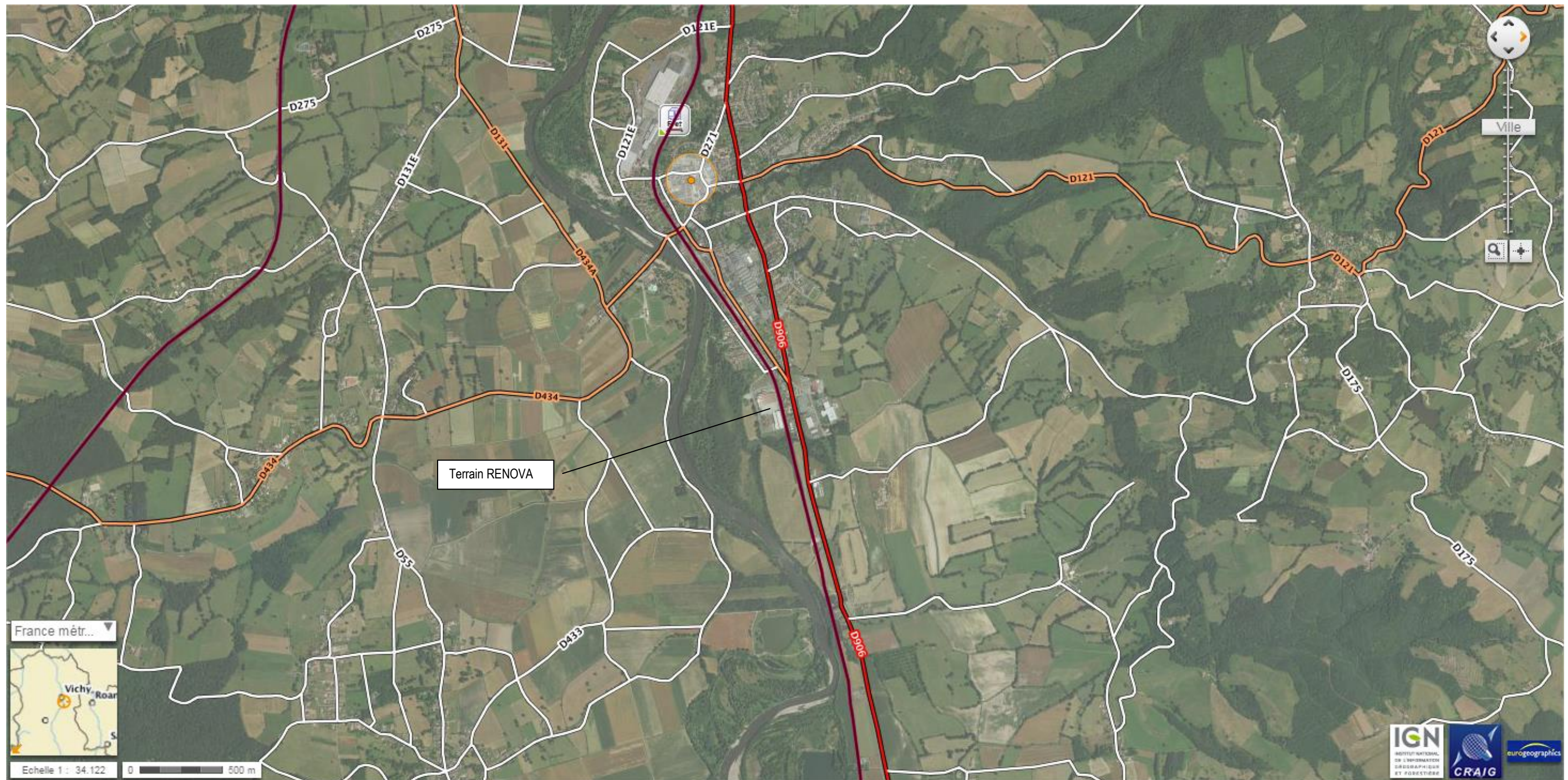
Les aéroports et aérodromes recensés dans l'Allier sont les suivants :

- Aéroport de Montluçon Guéret (à ~85 km à l'Ouest),
- Aérodrome de Lapalisse – Périgny (à ~24 km au Nord-Est),
- Aérodrome de Moulins – Montbeugny (à ~53 km au Nord),
- Aérodrome de Lurcy – Levis (à ~85 km au Nord),
- Aérodrome de Montluçon – Domérat (à ~74 km au Nord-Ouest),
- Aéroport de Vichy – Charmeil,

L'aéroport de Charmeil est le plus proche, à plus de 13 km au Nord Nord-Ouest du site.



Figure 3 : Infrastructures dans l'environnement de projet





#### **d) Voies navigables**

L'Allier est une rivière naturelle qui relie Saint-Arcons à la Loire (Bec d'Allier). Le long de ses 425 km de long, elle est caractérisée par 44 km de longueur seulement flottable contre 246 km pour sa partie navigable. Elle reste l'une des dernières rivières encore sauvage d'Europe et recèle une faune unique (notamment les oiseaux).

Au droit de la commune de Saint-Yorre et du terrain Renova, l'Allier n'est pas recensée comme voie navigable.

#### **e) Réseaux**

Le secteur est équipé des réseaux suivants :

- un réseau public d'Adduction en eau potable (AEP),
- un réseau public de collecte d'eaux pluviales (EP),
- un réseau public de collecte d'eaux usées (EU),
- le réseau électrique,
- le réseau GDF,
- le réseau télécom / fibre.

#### **Eau potable**

L'eau potable de la ville de Saint-Yorre est gérée individuellement par la commune pour une population desservie de 2802 habitants. Le service de l'assainissement est géré selon un mode de gestion de régie et assure production et distribution

La gestion du service de l'eau est donc confiée en régie municipale sous la direction des services techniques de la commune de Saint-Yorre.

Ce réseau sert également à l'alimentation des poteaux incendie de la zone.

Rappelons que le projet Renova ne nécessite pas de prélèvement en nappe ou en milieu superficiel.

#### **Assainissement (EU ; EP)**

L'assainissement de l'eau à Saint-Yorre est assuré de manière collective. C'est-à-dire que la collecte, le traitement et le transport des eaux usées sont assurés par une structure pour le compte des habitants par la Communauté d'Agglomération Vichy Val d'Allier.

La collecte et le transport des eaux usées et pluviales sont réalisés au droit du terrain Renova via 2 réseaux distincts :

- le réseau d'eaux usées (EU),
- le réseau pluvial (EP) constitué de fossés.

Les eaux usées déversées dans le réseau d'assainissement sont traitées par la station d'épuration urbaine de Saint-Yorre (station La Font Pirée, code 0403264S0002), exploitée par la Communauté d'Agglomération Vichy Val d'Allier.

Cette station, dimensionnée pour 8 217 EH (débit de référence : 900 m<sup>3</sup>/j), a reçu en 2013 une charge maximale en entrée de 5 800 EH, et un débit entrant moyen de 664 m<sup>3</sup> par jour. Son exutoire est la rivière Allier.

Les 56 tonnes de matières sèches produites sur l'année 2013 par cette STEP ont été traitées par épandage (26,8%) et mise en décharge (71,4%).

Au 31/12/2013, la station a été reconnue conforme en équipement et en performance.

### **Electricité**

Le terrain est alimenté en électricité via un réseau EDF déjà existant.

### **Gaz naturel**

Le terrain est alimenté en gaz naturel via un réseau GDF (300 mbar ; 650 m3/h) et cette alimentation est uniquement utilisée par Renova pour ses aérothermes.

### **Télécom-Fibre**

Le terrain est déjà raccordé au réseau PTT en Ø42/45.

#### ***f) Autres biens matériels et servitudes***

On note l'existence de servitude d'urbanisme vis-à-vis de la RD906 :

- Marge de recul de 100m de part et d'autre des bords de la RD 906.
- Marge de recul de 35m de part et d'autre de l'axe de la route départementale.

Le terrain Renova est concerné uniquement par le recul des 100m (trait rouge continu sur l'extrait du POS).

Précisons enfin que le terrain se situe à proximité des périmètres de protection du champ captant de la Croix des Vernes, situé plus au Sud, sans cependant les intercepter, et que le secteur est marqué par la présence de plusieurs champs captant implantés dans la nappe alluviale de l'Allier sans que le terrain Renova ne soit concerné par leurs périmètres de protection (voir carte de situation).

### **3.1.3 SITES ET PAYSAGES**

La loi du 2 mai 1930 (dite « loi paysage ») intégrée depuis dans les articles L 341-1 à L 341-22 du Code de l'environnement permet de préserver des espaces du territoire français qui présentent un intérêt général du point de vue scientifique, pittoresque et artistique, historique ou légendaire.

Il existe deux niveaux de protection : le classement, (protection forte) qui correspond à la volonté de maintien en l'état du site désigné, et l'inscription, qui constitue une garantie minimale de protection.

**L'ensemble formé par le Château et son parc, à Busset, constitue le site inscrit le plus proche du secteur d'étude. Il est situé à plus de 3km à l'Est du secteur d'étude et il a une surface de 10,72ha.**

Les secteurs sauvegardés ont comme objectif de protéger, pour leur qualité patrimoniale propre, les ensembles urbains majeurs français, centres et quartiers historiques, tout en conservant la mixité sociale par la restauration des bâtiments anciens intégrant la modernisation nécessaire des logements. L'article L.313-1 du Code de l'Urbanisme précise que « des secteurs dits « secteurs sauvegardés » peuvent être créés lorsqu'ils présentent un caractère historique, esthétique ou de nature à justifier la conservation, la restauration et la mise en valeur de tout ou partie d'un ensemble d'immeubles bâtis ou non ».

**Aucun secteur sauvegardé n'est identifié dans un rayon de 1 km autour du terrain d'implantation de l'usine Renova.**



### 3.1.4 ESPACES AGRICOLES

Le terrain, implanté à proximité de zones d'habitations, d'infrastructures de transport ou de la ripisylve liée à l'Allier, ne se trouve pas en lien direct avec des terrains agricoles.

Les informations issues du recensement de 2012 (source INSEE) indiquent d'ailleurs l'absence d'agriculteur exploitant ou même d'emploi lié à l'agriculture sur la commune de Saint-Yorre, où la SAU (Superficie Agricole Utilisée) et le cheptel sont nuls (source : recensement agricole 2010).

Du point de vue des labels de protection, la commune n'est concernée par aucun périmètre de **zonage AOP** (Appellation d'Origine Protégée) et **AOC** (Appellation d'Origine Contrôlée).

Le terrain se situe par contre dans les périmètres des **zonages IGP** (Indication Géographique Protégée) de 124 produits, dont font notamment partie les dénominations suivantes :

✓ Viandes :

- Agneau du Bourbonnais,
- Bœuf charolais du Bourbonnais,
- Porc d'Auvergne,
- Volailles d'Auvergne

✓ Vins :

- Val de Loire Allier (rouge, rosé, blanc, gris, primeur, ...),
- Val de Loire (14 dénominations différentes)

### 3.1.5 PATRIMOINE CULTUREL ET ARCHEOLOGIQUE

#### ***a) Monuments historiques***

La base de données de la Direction Régionale des Affaires Culturelles, le plan des servitudes d'utilité publiques des communes, ainsi que la base de données nationale Mérimée n'ont montré aucun site ou édifice recensé dans le secteur d'étude.

**Aucun élément du patrimoine grevé d'une servitude des abords n'est recensé dans un rayon de 500m autour du terrain.**

#### ***b) Sites archéologiques***

L'INRAP ne recense aucun site archéologique sur la commune de Saint-Yorre, et seulement 15 dans le département de l'Allier.

**Le plus proche du terrain d'étude se situe sur la commune de Vichy.**

### 3.1.6 AMBIANCE SONORE ET VIBRATIONS

#### **a) Bruit lié aux infrastructures**

Le bruit lié aux infrastructures est réglementé par la loi du 31 décembre 1992. Le classement des infrastructures de transports terrestres et la largeur maximale des secteurs affectés par le bruit de part et d'autre de l'infrastructure, sont définis en fonction des niveaux sonores de référence. Il existe 5 niveaux de référence et donc 5 catégories d'infrastructures.

Catégorie de classement de l'infrastructure	Niveau sonore de référence à proximité de l'infrastructure		Largeur maximale des secteurs affectés au bruit
	LAeq en dB(A (6h - 22h))	LAeq en dB(A (22h - 6h))	
1	$L > 81$	$L > 76$	d = 300 m
2	$76 < L < 81$	$71 < L < 76$	d = 250 m
3	$70 < L < 76$	$65 < L < 71$	d = 100 m
4	$65 < L < 70$	$60 < L < 65$	d = 30 m
5	$60 < L < 65$	$55 < L < 60$	d = 10 m

Le secteur du projet est concerné par le bruit des infrastructures routières et ferroviaires proches qui longent le terrain d'étude. Parmi elles la RD906 est concernée par les cartes de bruit stratégiques de 2<sup>ème</sup> échéance, mais seulement sur une portion située au Nord de la commune de Saint-Yorre.

**Le terrain RENOVA n'est donc pas concerné par les zones de bruit stratégique.**

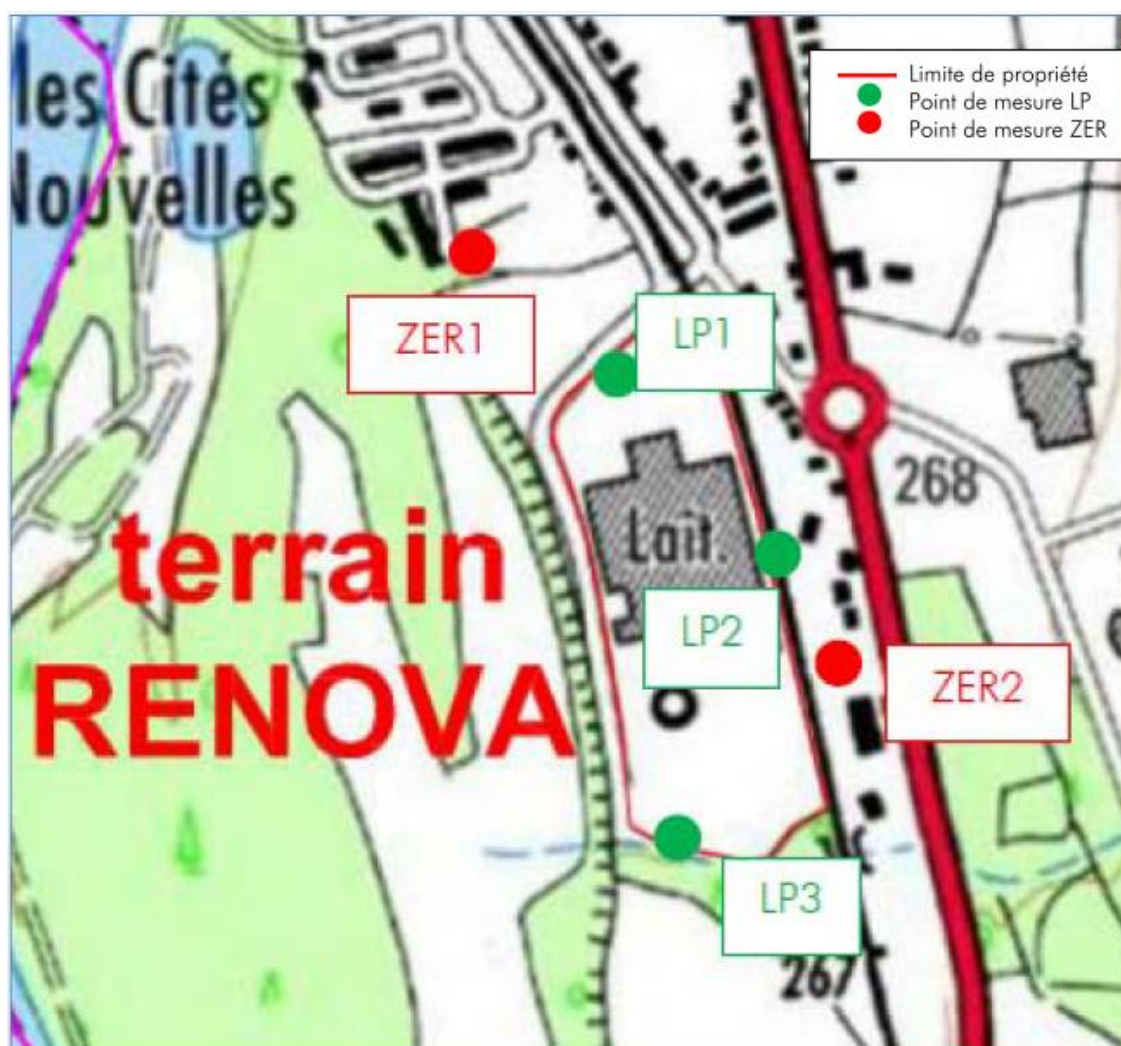
#### **b) Niveaux de bruit ambiant en limite de site**

Afin de caractériser l'ambiance sonore du site à l'état initial, des mesures de bruit ont été réalisées par la société VENATHEC, spécialiste en acoustique, le 6 août 2015, conformément à la réglementation en la matière pour les ICPE (arrêté du 23 janvier 1997).

2 mesures en zone à émergence réglementée (au droit des premiers tiers) et 3 mesures en limite de propriété, chacune en période diurne et en période nocturne, ont été réalisées.

La situation des points de mesures est présentée sur la figure ci-dessous.

Figure 4 : Situation des points de mesures de bruit à l'état initial (bruit résiduel)



Les points de mesures de bruit résiduel ont été effectués sur une durée de 1h pour les mesures en ZER et une durée de 24h pour les mesures en limite de propriété (LP).

Les résultats des mesures sont les suivants :

Tableau 3 : Mesures de bruit à l'état initial

Limite de propriété (LP) en période diurne				
Points de mesure	Période de mesurage	Niveau de bruit en dBA		
		$L_{Aeq}$	$L_{50}$	$L_{90}$
LP 1	11h-22h / 7h-11h	47,5	45,5	40,5
LP 2	11h-22h / 7h-11h	42,5	41,0	37,5
LP 3	11h-22h / 7h-11h	41,0	38,0	33,5

Les valeurs sont arrondies à 0,5 dBA près comme définie dans la norme NFS 31-010.

#### Limite de propriété (LP) en période nocturne

Points de mesure	Période de mesurage	Niveau de bruit en dBA		
		L <sub>Aeq</sub>	L <sub>50</sub>	L <sub>90</sub>
LP 1	22h-7h	46,5	46,0	37,5
LP 2	22h-7h	39,5	37,5	31,0
LP 3	22h-7h	40,0	33,5	29,0

Les valeurs sont arrondies à 0,5 dBA près comme définie dans la norme NFS 31-010.

#### Zone à Emergence Réglementée (ZER)

Points de mesure	Période de mesure	Période de mesurage	Niveau de bruit en dBA		
			L <sub>Aeq</sub>	L <sub>50</sub>	L <sub>90</sub>
ZER 1 Nord du site	Diurne	11h15 à 12h15	40,5	38,5	36,0
	Nocturne	22h00 à 23h00	40,0	39,5	37,5
ZER 2 Est du site	Diurne	12h35 à 13h35	52,5	46,0	39,5
	Nocturne	23h10 à 00h10	50,5	39,0	35,0

Les valeurs sont arrondies à 0,5 dBA près comme définie dans la norme NFS 31-010.

L'indicateur L50, correspondant au niveau dépassé pendant 50% du temps, permet de s'affranchir des pics de niveau dû au bruit routier. Le niveau de bruit de fond est représenté par le L90 ou le L95, le Leq représentant quant à lui le niveau ambiant.

#### c) Conclusions sur l'environnement sonore à l'état actuel

Les niveaux relevés en limite de propriété ainsi qu'au niveau des habitations les plus proches sont représentatifs de l'environnement sonore du site avant la mise en exploitation des installations RENOVA.

L'ambiance sonore du secteur est marquée, à des degrés différents selon le point de mesure considéré, par le trafic sur la RD906, sur la rue de la Croix des Vernes et sur le chemin de l'Allier ; par l'avifaune ; par les bruits de voisinage ; par la végétation, forte au droit du point LP3.

**Le niveau sonore résiduel (hors fonctionnement de l'installation) est caractérisé dans le secteur par un niveau diurne compris entre 40,5 et 47,5 dB(A) et un niveau nocturne compris entre 33,5 et 46,5 dB(A).**

Le point LP1 est celui qui présente les niveaux les plus élevés (aussi bien en période diurne qu'en période nocturne) ; le point LP3 est celui qui présente les niveaux les plus bas (en période diurne, il est globalement équivalent à la valeur observée sur le point ZER1 ; il est clairement plus bas que tous les autres points en période nocturne).

Le rapport acoustique est donné en annexe du dossier.

*Annexe 1 : Etat initial acoustique – rapport VENATHEC, août 2015*

### 3.1.7 GESTION DES DECHETS SUR LE SECTEUR

La collecte et le traitement des déchets ménagers et assimilés sont gérés par le SITCOM Sud-Allier sur le territoire de Vichy Val d'Allier.

La commune de Saint-Yorre dispose par ailleurs sur son territoire d'une déchetterie, la commune de Cusset étant quant à elle dotée d'un centre de tri et d'une installation de stockage de déchets non dangereux (ISDND).

Les déchets collectés en porte à porte (ordures ménagères, papiers, emballages recyclables) sont envoyés soit au centre de tri de Cusset, soit vers les sites de traitement par incinération (à Bayet) ou enfouissement (CET à Gannat).

Le territoire dispose par ailleurs de plusieurs déchetteries permettant la collecte par apport volontaire des particuliers, des artisans et des commerçants.

## 3.2. MILIEU NATUREL

### 3.2.1 PROTECTIONS REGLEMENTAIRES

#### **a) Zone naturelle d'intérêt écologique, faunistique et floristique (ZNIEFF)**

Source : DREAL Auvergne

Une ZNIEFF est un secteur du territoire particulièrement intéressant sur le plan écologique, participant au maintien des grands équilibres naturels ou constituant le milieu de vie d'espèces animales et végétales rares, caractéristiques du patrimoine naturel régional. On distingue deux types de ZNIEFF :

Zone de type II : La ZNIEFF de type II réunit des milieux naturels formant un ou plusieurs ensembles<sup>1</sup> possédant une cohésion élevée et entretenant de fortes relations entre eux. Elle se distingue de la moyenne du territoire régional environnant par son contenu patrimonial plus riche et son degré d'artificialisation plus faible.

Zone de type I : La ZNIEFF de type I est un territoire correspondant à une ou plusieurs unités écologiques homogènes<sup>2</sup>. Elle abrite au moins une espèce ou un habitat caractéristique remarquable ou rare, justifiant d'une valeur patrimoniale plus élevée que celle du milieu environnant.

Les ZNIEFF recensées comme les plus proches du site sont mentionnées ci-dessous.

Tableau 4 : Liste des ZNIEFF les plus proches du site

Identifiant	Type	Nom	Distance au site
830020416	Type I	Val d'Allier entre Vichy et Mariol	Partiellement sur l'emprise du terrain

<sup>1</sup> Chaque ensemble constitutif de la zone est un assemblage d'unités écologiques, homogènes dans leur structure ou leur fonctionnement.

<sup>2</sup> Par unité écologique homogène, on entend un espace possédant une combinaison constante de caractères physiques et une structure cohérente, abritant des groupes d'espèces végétales ou animales caractéristiques.

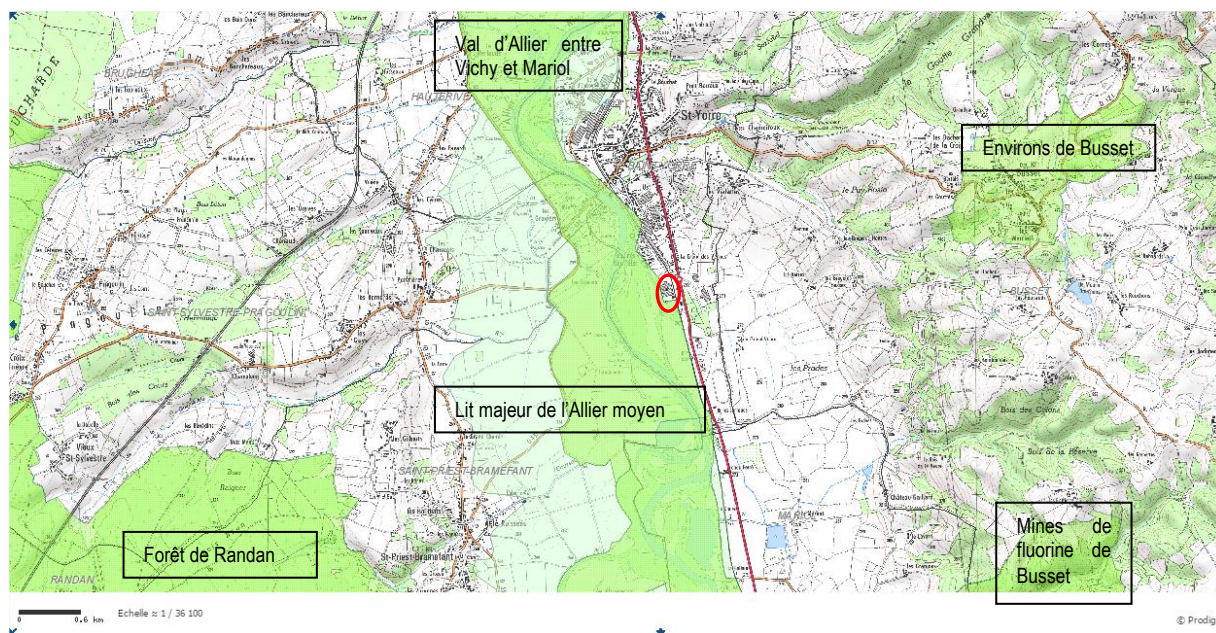


Identifiant	Type	Nom	Distance au site
830007463	Type II	Lit majeur de l'Allier moyen	Partiellement sur l'emprise du terrain
830005673	Type I	Forêt de Randan	~3,7 km
830020483	Type I	Environs de Busset	~3 km
830020482	Type I	Mines de fluorine de Busset	~4,2 km

Le site est partiellement concerné par les ZNIEFF de type I et II correspondant respectivement au Val d'Allier et au lit majeur de l'Allier moyen.

On rappelle cependant que le site existe déjà, qu'il est déjà imperméabilisé et construit, et que le projet RENOVA ne prévoit pas de modification des emprises actuelles des bâtiments existants.

Figure 5 : Cartographie des ZNIEFF à proximité de la zone d'étude





#### **b) Réseau Natura 2000**

Le réseau Natura 2000 est un réseau écologique européen cohérent de sites naturels mis en place en application des directives « Oiseaux » et « Habitats ». Il est composé des Zones de Protection Spéciale (ZPS) et des Zones Spéciales de Conservation (ZSC).

L'objectif principal de ce réseau est de favoriser le maintien de la biodiversité, tout en tenant compte des exigences économiques, sociales, culturelles et régionales, dans une logique de développement durable. Cet objectif peut requérir le maintien, voire l'encouragement, d'activités humaines.

La directive 79/409/CE du Conseil des Communautés européennes du 2 avril 1979, dite directive « Oiseau » concerne la conservation des oiseaux sauvages. Elle prévoit notamment la désignation de ZPS, dont la désignation passe par les étapes suivantes :

- Inventaire des Zones Importantes pour la Conservation des Oiseaux (ZICO)
- Désignation par arrêté ministériel des ZPS.

La directive 92/43/CEE du Conseil des Communautés européennes du 21 mai 1992, dite directive « Habitats » concerne la conservation des habitats naturels ainsi que de la faune et de la flore sauvages. Elle prévoit notamment la désignation de ZSC, dont la désignation passe par les étapes suivantes :

- Inventaires des sites éligibles
- Proposition de Sites d'Importance Communautaire (pSIC)
- Sélection des Sites d'Importance Communautaire (SIC)
- Désignation par arrêté ministériel des ZSC.



Les sites Natura 2000 suivants se trouvent à proximité du terrain RENOVA :

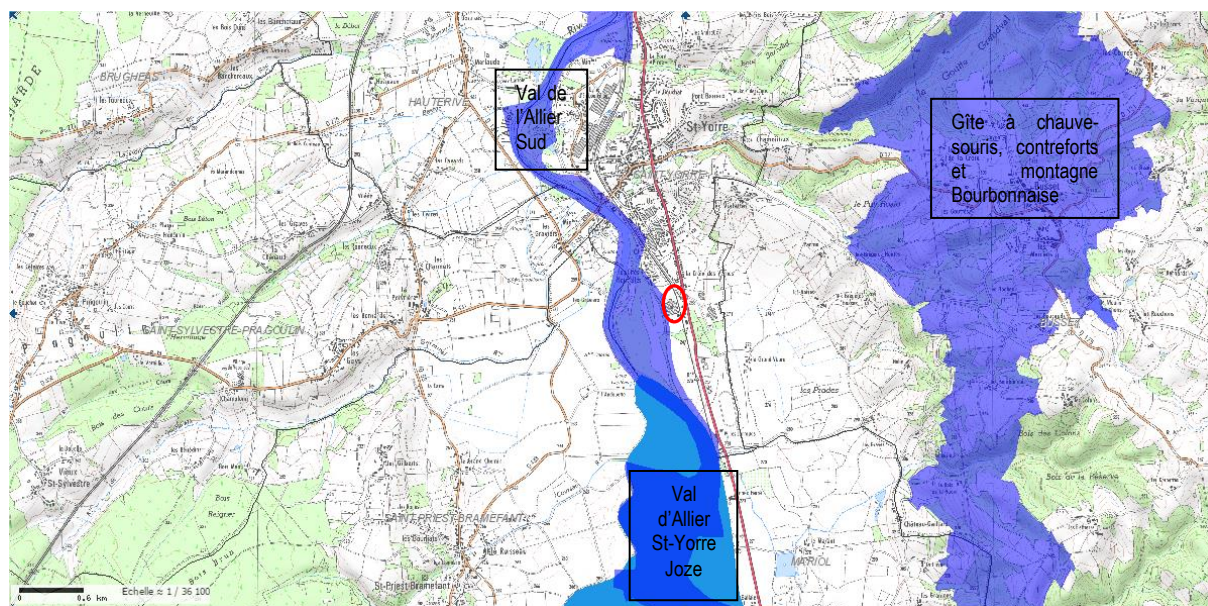
Tableau 5 : Identification des sites Natura 2000 à proximité du projet

Identifiant	Type / Surface	Nom	Distance au site
FR8301016	Directive Habitats – ZSC – SIC 2128,22 ha	Val de l'Allier Sud	Partiellement sur l'emprise du terrain
FR8312013	Directive Oiseaux ZPS 5 650 ha	Val d'Allier : St-Yorre Joze	~550 m
FR8302005	Directive Habitats – ZSC – SIC 1944,29 ha	Gîte à chauve-souris, contreforts et montagne Bourbonnaise	~1,8 km

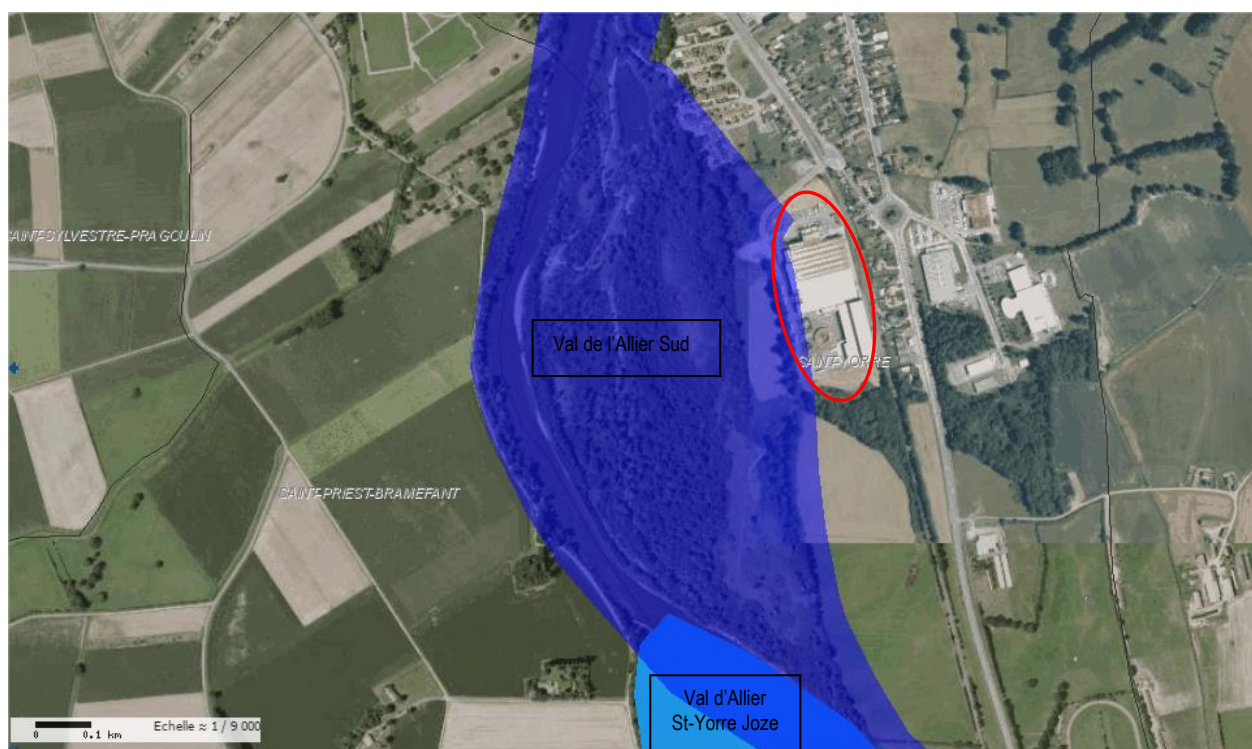
Le terrain se situe à proximité immédiate d'un Site d'Intérêt Communautaire : le Val d'Allier Sud.

On rappelle là encore que le site existe déjà, qu'il est déjà imperméabilisé et construit, et que le projet RENOVA ne prévoit pas de modification des emprises actuelles des bâtiments existants.

Figure 6 : Cartographie des zones Natura 2000 à proximité de la zone d'étude







### ***c) Autres protections du patrimoine naturel***

Les protections réglementaires du patrimoine naturel comprennent :

- Les Réserves Naturelles Nationales ou Régionales, espaces naturels protégeant un patrimoine naturel remarquable par une réglementation adaptée prenant également en compte le contexte local ;
- Les Réserves Biologiques Intégrales, Réserves Biologiques Intégrales ;
- Les Arrêtés Préfectoraux de Protection de Biotopes (A.P.P.B.) ;
- Les Réserves de chasse et de faune sauvage.

Un arrêté préfectoral portant protection du biotope de la rivière Allier (APPB « rivière Allier ») ainsi qu'un arrêté préfectoral portant protection du biotope des oiseaux nichant au sol (APPB « oiseaux nichant au sol ») sont d'application depuis le 26 mai 2011.

Les APPB ont pour objectif de favoriser la conservation de milieux naturels nécessaires à l'alimentation, la reproduction, le repos ou la survie d'espèces protégées sur le territoire français, qu'il s'agisse de faune ou de flore.

La rivière Allier et ses abords abritent de nombreuses espèces remarquables (l'Oedicnème criard, le Héron bihoreau, le Campagnol amphibie, la Cistude d'Europe, le Lézard des souches, le Cuivré des marais, la Marsilée à quatre feuilles notamment).

Figure 7 : Extrait de l'annexe à l'APPB Rivière Allier



Le site n'est pas visé par l'arrêté de protection de biotope de la rivière Allier. Il en est distant d'une centaine de mètres. Il n'est pas non plus concerné par le périmètre de l'APPB des oiseaux nichant au sol, applicable sur la commune au droit de l'îlot du pont de Saint-Yorre, soit à plus d'1km au Nord du terrain.

On rappelle une fois de plus que le site existe déjà, qu'il est déjà imperméabilisé et construit, et que le projet RENOVA ne prévoit pas de modification des emprises actuelles des bâtiments existants.

### 3.2.1 HABITATS

#### a) *Aire d'étude immédiate*

Si l'environnement situé au Nord et à l'Est du secteur d'étude est déjà fortement anthropisé et limite la diversité des milieux rencontrés, les zones situées immédiatement à l'Ouest et au Sud sont au contraire des zones faisant l'objet de protections réglementaires de par leur intérêt faunistique et floristique (ZNIEFF, Natura 2000, APPB).

La richesse avérée de ces secteurs n'est toutefois pas en contradiction avec les activités de Renova puisque celles-ci prennent place sur un site déjà existant, précédemment reconnu comme ICPE pour une activité agro-alimentaire, et que la société ne prévoit ni d'agrandir, ni de modifier.

Ainsi le projet ne prévoit pas de modifier les secteurs boisés de feuillus identifiés le long de l'Allier, ni les zones de la plaine alluviale servant d'habitat aux oiseaux de type Oedicnème criard et Héron ; ou bien encore aux mammifères tel que Campagnol amphibie.

Une trame verte a par ailleurs été mise en place afin de permettre la recolonisation du site par l'avifaune et la petite faune, en offrant abri et nourriture aux populations animales.

#### ***b) Espaces naturels et forestiers***

Le site se situe hors de toute zone naturelle mais se trouve à proximité immédiate de la zone d'expansion de l'Allier, réputée pour son caractère naturel.

Un espace forestier est également recensé à l'Ouest du site. Il s'agit d'une forêt ouverte de feuillus dont la limite d'emprise se trouve à quelques 230m du terrain Renova.

Le terrain d'implantation ne compte aucun arbre.

La commune de Saint-Yorre se trouvait également concernée par le Plan de Développement de Massif Val d'Allier jusqu'en 2011.

#### ***c) Zones humides***

Les zones humides (marais, tourbières, vasières, forêts alluviales...) sont des zones de transition entre le milieu terrestre et le milieu aquatique, caractérisées par la présence d'eau, en surface ou dans le sol. Cette position d'interface leur confère un rôle important dans la régulation des débits des cours d'eau et l'épuration des eaux. Elles contribuent donc à la gestion de la ressource en eau.

Il s'y développe également une faune et une flore spécifiques, adaptées aux conditions particulières de ces milieux, notamment de nombreuses espèces rares ou menacées. Cependant, ces milieux sont fragiles et sont en régression.

La Convention sur les zones humides d'importance internationale, appelée Convention de Ramsar, est un traité intergouvernemental qui sert de cadre à l'action nationale et à la coopération internationale pour la conservation et l'utilisation rationnelle des zones humides et de leurs ressources.

**Le secteur élargi d'étude incluant le terrain Renova est concerné par le contrat de rivière Val d'Allier, qui porte sur une zone humide, et on rappelle que le site se trouve en limite de la zone d'expansion de crue de l'Allier. Pour autant, aucune zone humide RAMSAR n'est recensée à proximité du projet.**

### **3.2.2 FAUNE ET FLORE**

Sur le terrain lui-même, aucune faune et flore particulière n'est identifiée : il s'agit d'un site industriel exploité jusqu'en 2013 et dont les espaces verts sont essentiellement traités en zones enherbées, laissant peu d'opportunité au développement d'habitats favorables à l'implantation et au maintien en place d'espèces à enjeu.

### 3.2.3 CONTINUITES ECOLOGIQUES ET EQUILIBRES BIOLOGIQUES

Le schéma régional de cohérence écologique Auvergne a été approuvé à l'unanimité par le conseil régional d'Auvergne le 30 juin 2015 et adopté par arrêté du 7 juillet 2015.

La cartographie des trames vertes et bleues indique que le secteur du terrain Renova est concerné à la fois par :

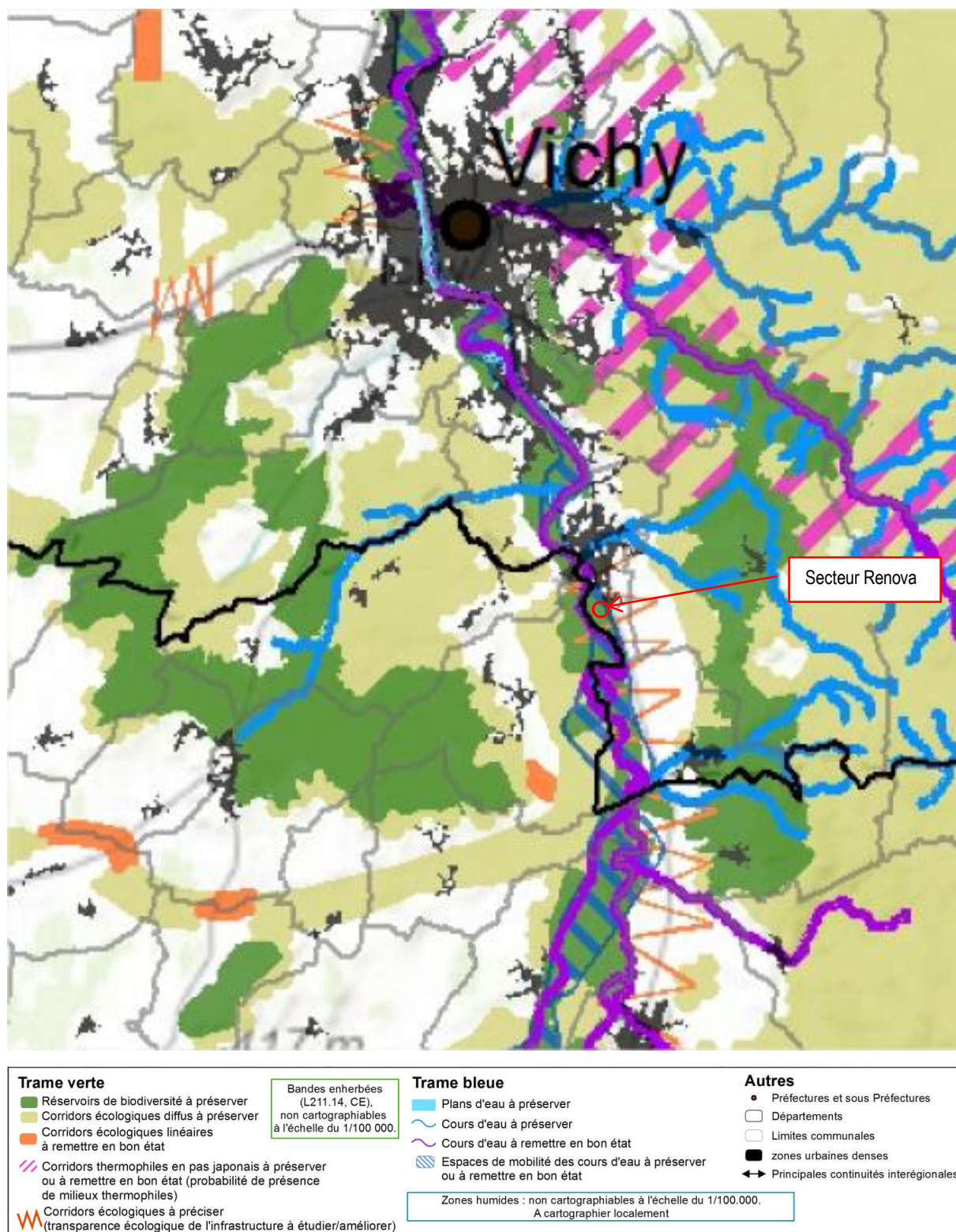
- Un réservoir de biodiversité à préserver,
- Un secteur où les corridors écologiques sont encore à préciser (transparence de l'infrastructure à étudier/améliorer),
- Un secteur où les espaces de mobilité des cours d'eau sont à préserver ou à remettre en bon état.

**Le site Renova se situe donc au sein des secteurs identifiés comme constituant les trames verte et bleue de la région.**

Notons qu'au droit du site Renova, l'Allier est considéré comme cours d'eau devant être remis en bon état.



Figure 8 : Cartographie des trames vertes et bleues au droit du projet



### 3.3. MILIEU PHYSIQUE

#### 3.3.1 ELEMENTS CLIMATIQUES

D'une façon générale le département est largement ouvert aux influences océaniques. Mais les facteurs locaux nuancent cette réalité globale. On obtient ainsi un régime climatique de transition entre le régime océanique dégradé et le régime continental.

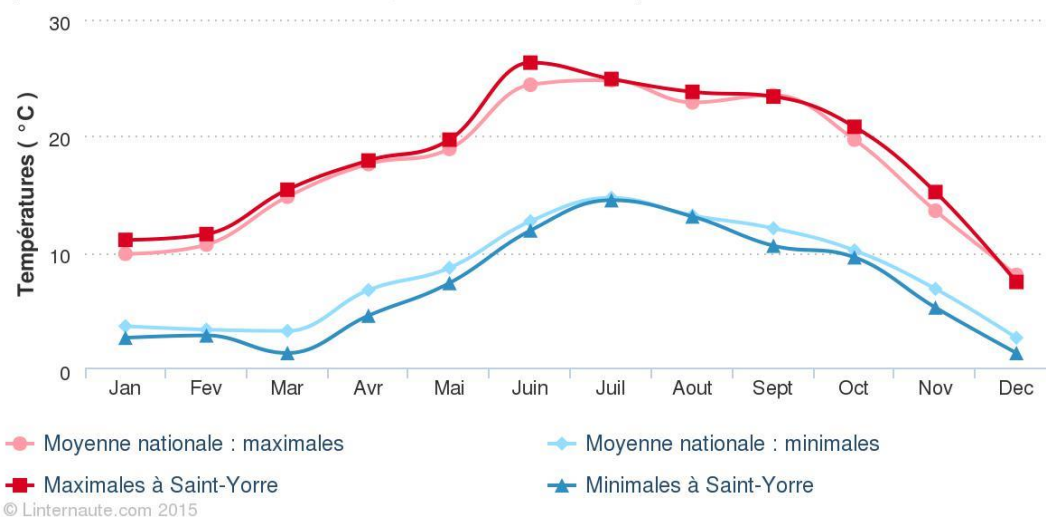
La température annuelle moyenne à Vichy-Charmeil est comprise entre une minimale de 5,6°C et une maximale de 16,3°C et l'insolation est en moyenne de 1857 heures par an.

La hauteur de précipitations moyenne est de 778 mm par an. Sachant que plus on se rapproche des hauteurs de la montagne bourbonnaise plus les précipitations sont abondantes.

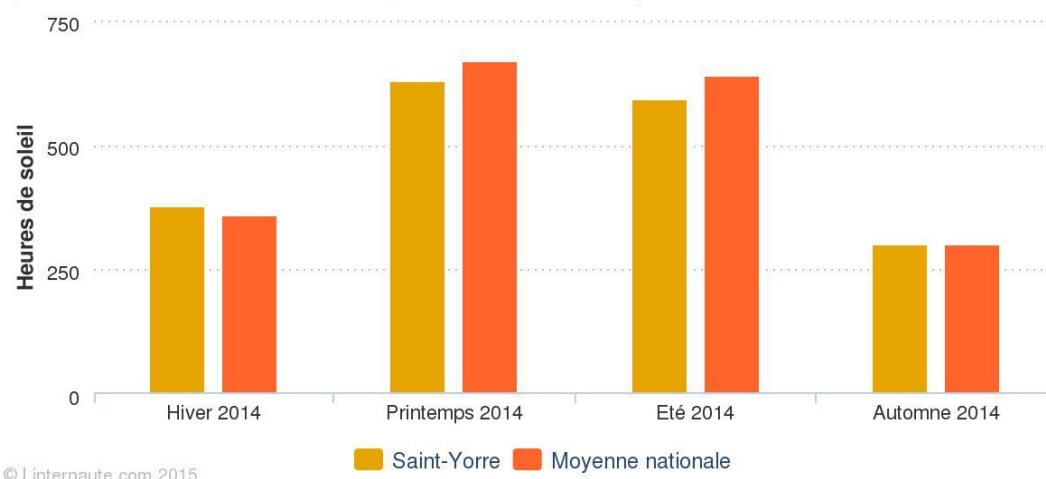
On dénombre en moyenne 66 jours de gelée par an sur la commune de Vichy.

Les données sur Saint-Yorre récupérées sur le site linternaute et issues de Météo France sont les suivantes pour 2014.

(Source : Linternaute.com d'après Météo France)

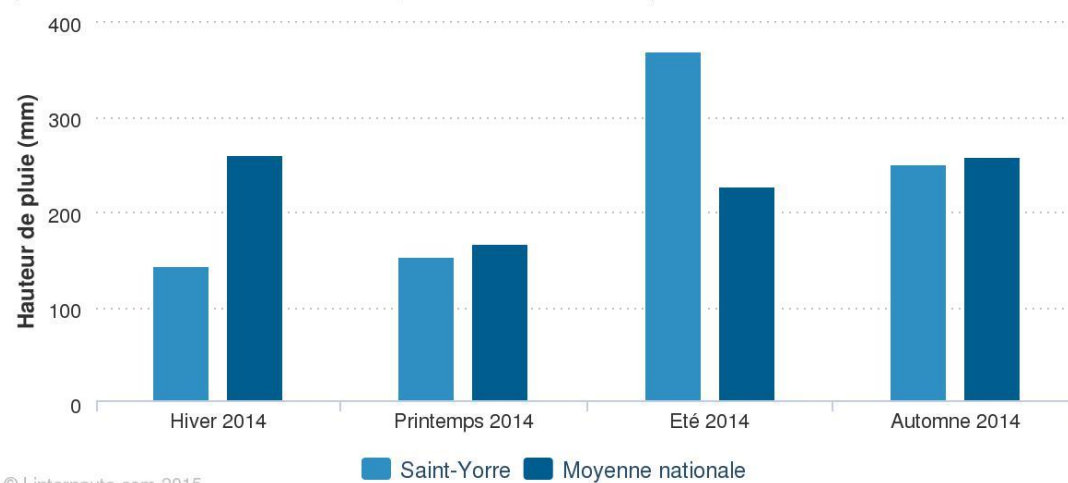


(Source : Linternaute.com d'après Météo France)



La commune de Saint-Yorre a connu 1 899 heures d'ensoleillement en 2014, contre une moyenne nationale des villes de 1 961 heures de soleil. Saint-Yorre a bénéficié de l'équivalent de 79 jours de soleil en 2014.

(Source : Linternaute.com d'après Météo France)



La commune de Saint-Yorre a connu 910 millimètres de pluie en 2014, contre une moyenne nationale des villes de 909 millimètres de précipitations.

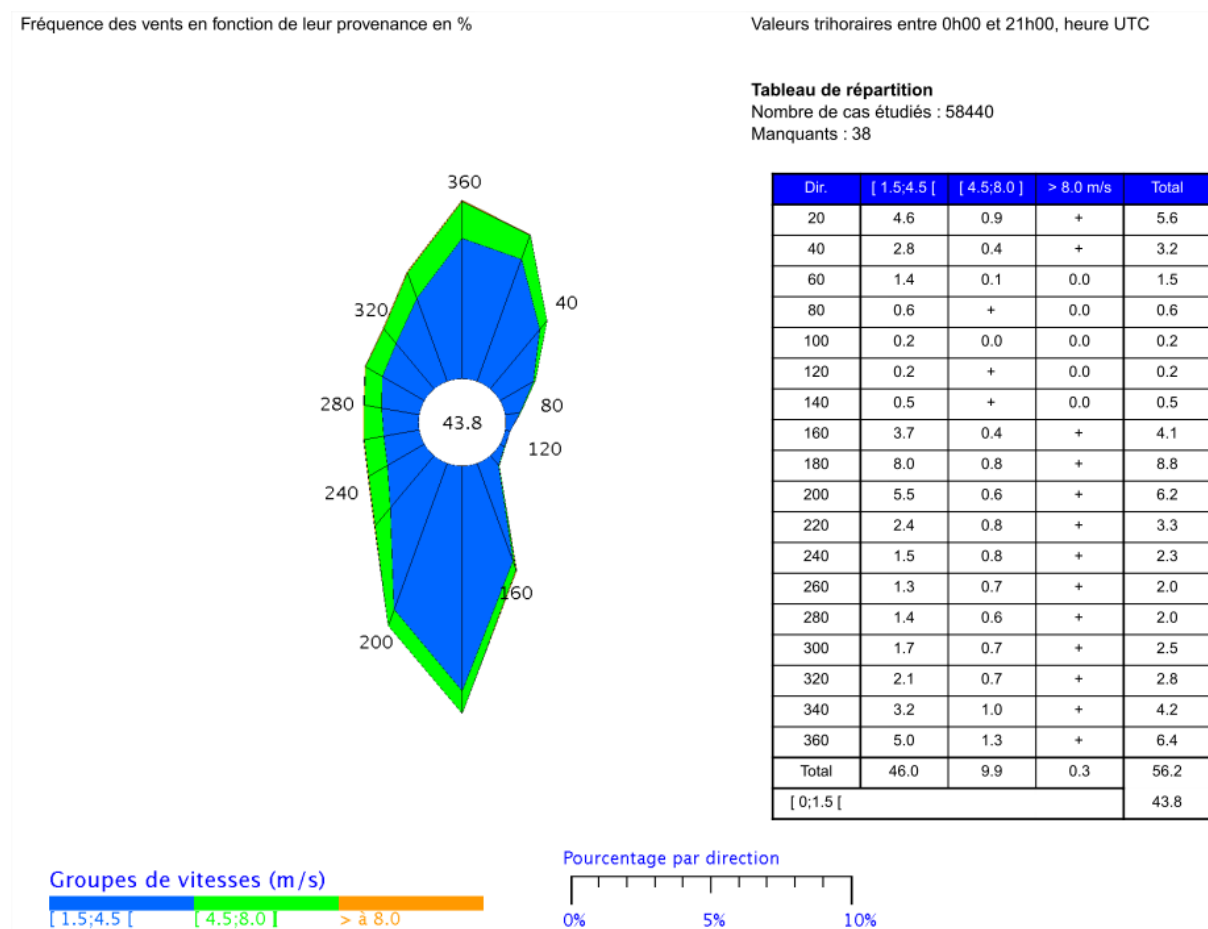
Par saison, on obtient les valeurs suivantes :

	Hiver	Printemps	Été	Automne
<b>Soleil</b>				
Heures d'ensoleillement	378 h	629 h	592 h	300 h
Moyenne nationale	359 h	667 h	638 h	300 h
Equivalent jours de soleil	16 j	26 j	25 j	13 j
Moyenne nationale	15 j	28 j	27 j	12 j
<b>Pluie</b>				
Hauteur de pluie	142 mm	153 mm	367 mm	249 mm
Moyenne nationale	260 mm	166 mm	226 mm	257 mm
<b>Vent</b>				
Vitesse de vent maximale	79 km/h	86 km/h	65 km/h	58 km/h
Moyenne nationale	158 km/h	151 km/h	140 km/h	176 km/h

Les vents dominants, peu violents, sont de direction Nord - Sud.

Le secteur est relativement peu venté puisque les vents faibles à modérés, compris entre 1.5 et 4.5 m/s, représentent 46% des observations, et les vents très faibles ou calmes (< 1.5m/s) représentent 43.8% des observations. Quant aux vents plus forts (vitesse supérieure à 8 m/s), ils ne représentent que 0.3% des observations.

Figure 9 : Rose des vents de la station de Vichy-Charmeil pour la période 1991-2010



### 3.3.2 QUALITE DE L'AIR

La qualité de l'air du secteur est suivie par le réseau ATMO Auvergne qui dispose d'une station de mesure de type rural sur la commune de Busset, à quelques kilomètres du terrain Renova. Seul l'ozone (O3) est mesuré sur cette station.

La zone urbaine régionale de Vichy, bien qu'identifiée par ATMO Auvergne, ne semble pas faire l'objet de suivi spécifique puisqu'elle ne dispose d'aucune station de mesure représentative.

En 2014 et sur l'Allier, seuls 2 jours de dépassements ont été enregistrés entre le 12 et le 16 mars, sur les particules (PM 10), entraînant des procédures préfectorales d'information et de recommandation.

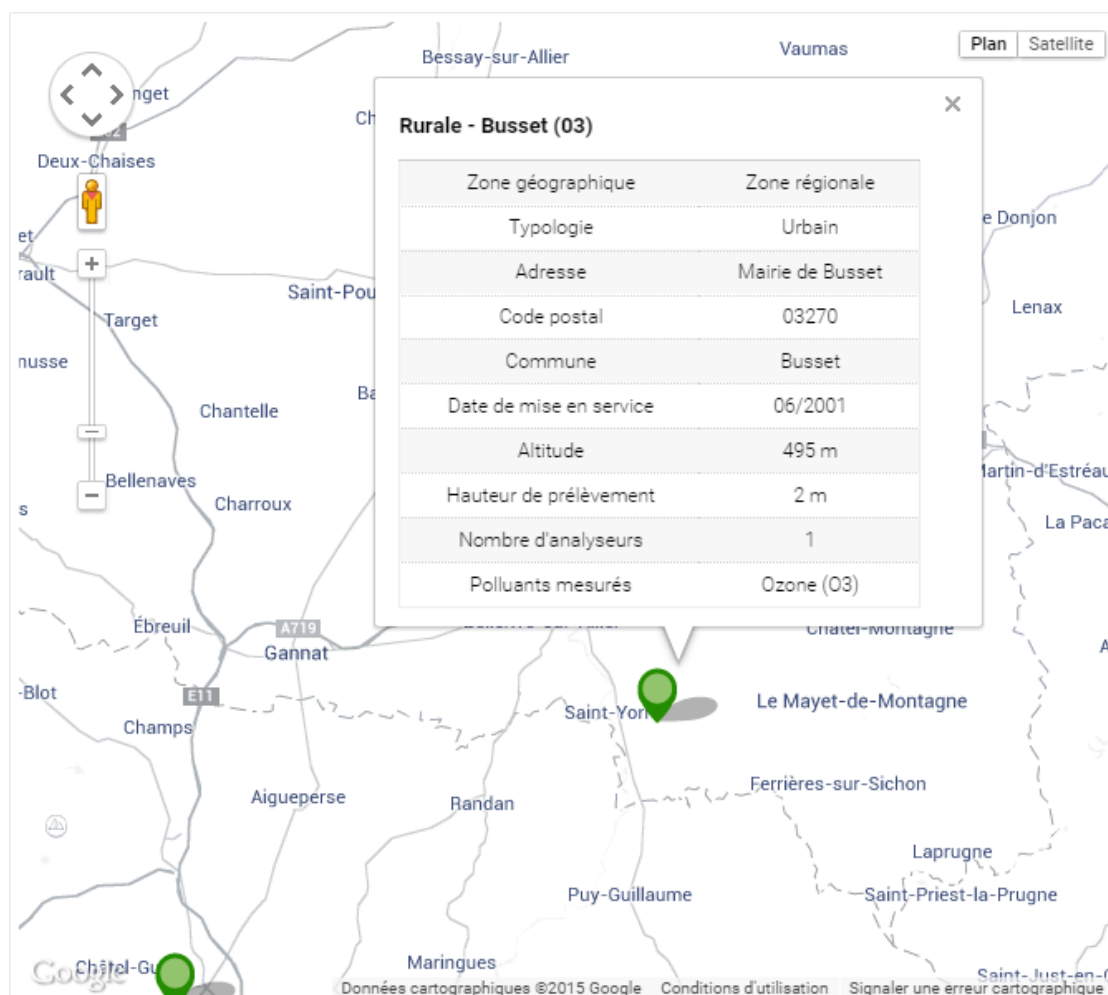
Les concentrations annuelles en ozone sur 2014 sont restées proches de celles de 2013, même si la moyenne annuelle a été, sur la station du Busset, plus élevée que celle de 2013, qui était particulièrement basse.

Une baisse importante du nombre de jours de dépassements de 120 µg/m3 en moyenne sur une plage de 8h a été observée par rapport aux années précédentes.



Cet objectif de qualité pour la protection de la santé humaine a malgré tout été dépassé sur l'ensemble des sites ruraux du réseau ATMO Auvergne (dont la station du Busset).

Enfin, on note le respect de la valeur cible pour la protection de la végétation (AOT 40) pour l'ensemble des sites ruraux, mais un dépassement de l'objectif de qualité sur tous les points de mesure « ruraux ».

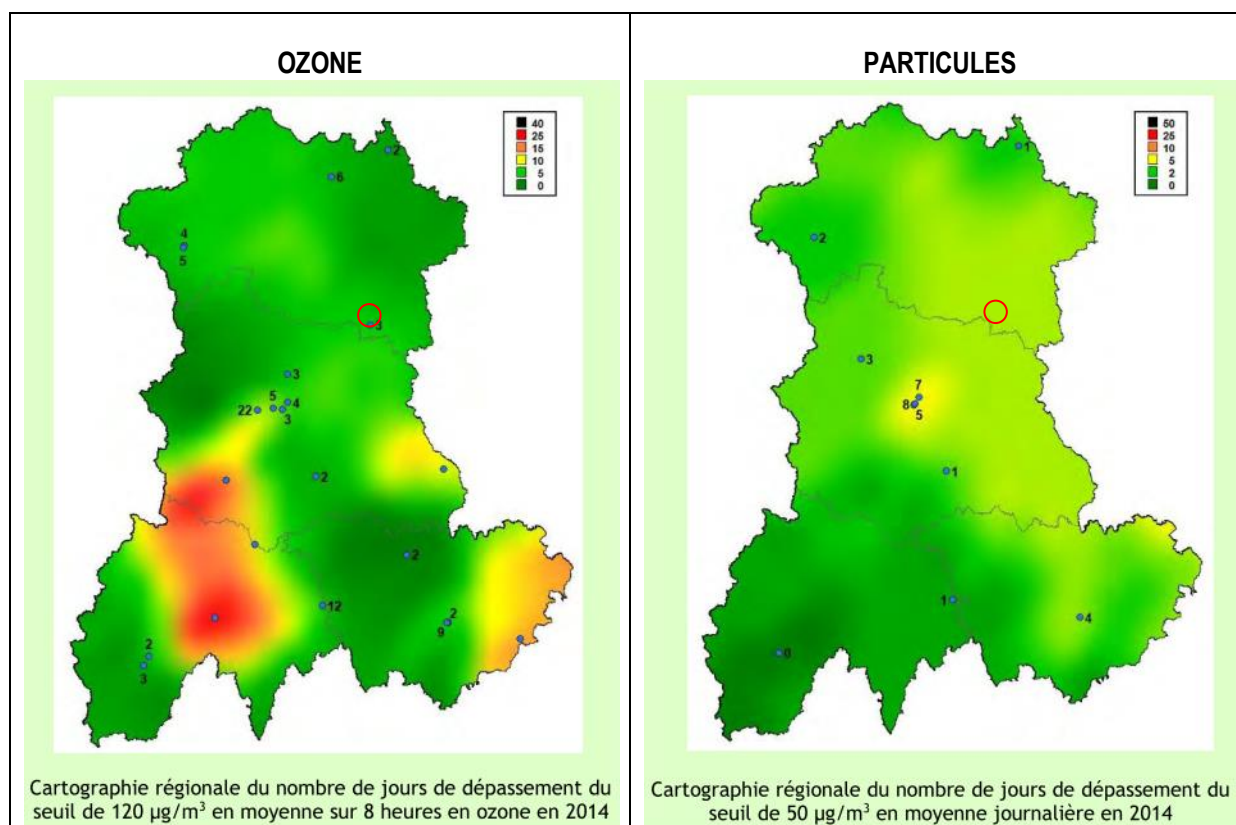


Sur la station du Busset, les résultats pour l'année 2014 sont présentés en page suivante.

**Sur la base du seul suivi « ozone », il est difficile de conclure sur la qualité de l'air globale du secteur d'étude.**

Zone Régionale												
Polluant	Station	Moyenne annuelle	Maximum journalier	Maximum horaire	Maximum 8-horaire	nb de jours avec moy. 8-horaire > 120 µg/m³ (2014)	nb de moy. horaire > 180 µg/m³	AOT 40 (2014)	p99,8 horaire	p90,4 journalier	nb d'heures > 200 µg/m³	nb de moy. journalières > 50 µg/m³
Ozone O <sub>3</sub>	Busset	63	110	135	127	3	0	11 402	-	-	-	-
	Issoire	51	102	143	134	2	0	-	-	-	-	-
	Paray-le-Frésil	51	98	138	127	2	0	9 080	-	-	-	-
	Rageade	77	118	142	133	12	0	16 507	-	-	-	-
	Riom	51	102	151	138	3	0	-	-	-	-	-
	Sembadel	71	108	128	122	2	0	12 219	-	-	-	-
	Sommet du Puy de Dôme	86	136	155	148	22	0	18 872	-	-	-	-
	Valeur de référence			180	120	0-25		6 000 - 18 000				

Les cartographies de bilans annuels réalisés par ATMO Auvergne fournissent enfin les informations suivantes, le secteur d'étude étant représenté par un cercle rouge.



### 3.3.3 DESCRIPTION DES TERRAINS D'IMPLANTATION ET DE LA GEOLOGIE

Du point de vue topographique, la commune de Saint Yorre se trouve dans le fossé d'effondrement de la Limagne, qui atteint presque 30 km de large dans ce secteur. Elle est bordée de reliefs importants : le plateau des Dômes à l'Ouest et les monts de la Madelaine et du Forez à l'Est, qui coïncident à l'emplacement de failles verticales de direction Nord-Sud.

Le site est relativement plat. Son altitude est d'environ 268 m NGF.

Le terrain du projet prend place au sein des formations alluviales de l'Allier : sables, graviers, galets (Fx-y A). Il s'agit de surfaces alluviales intermédiaires résultant de l'entame et du recouvrement d'alluvions anciens (notés Fx) par des alluvions plus récents (notés Fy).

Notons que dans la plaine alluviale de l'Allier, le projet se situe hors des zones complexes et fracturées identifiées plus à l'Est, dans le secteur de Busset (roches éruptives hercyniennes prédominantes).

Les formations géologiques rencontrées, d'épaisseurs très variables, sont représentées par :

- Des alluvions récentes (Fz, Fy-z et Fx-y),
- Une alternance de marnes bariolées imperméables noté e-g, g<sub>2</sub> et g<sub>3</sub>MS,
- Des calcaires noté h1,
- Des grès noté h2,
- Des lentilles sableuses,
- Un substratum granitique.

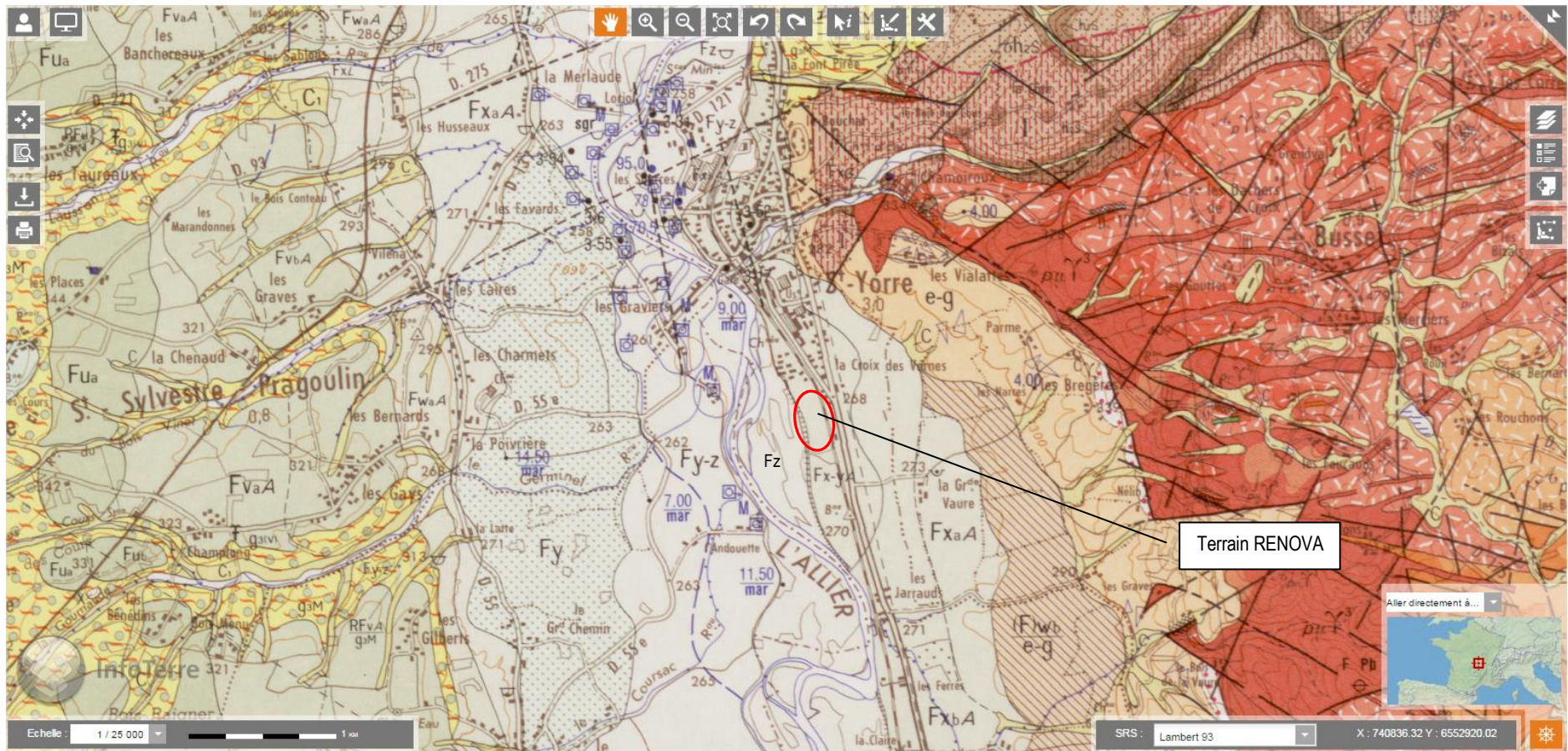
Localement, les sondages réalisés en bordure Ouest du site (codes BSS n°06703X0373 et 06703X0309) ont fourni la coupe géologique suivante :

- De 0 à 2 m : des limons sableux et des sables fins ;
- De 2 à 4,5 m : des sables fins et quelques petites graves ;
- De 4,5 à 8 m : des sables marron grossiers ;
- De 8 à 12 m : argile verte.

Un rapport d'intervention de SIMECSOL (avant construction de l'usine) indique la présence d'argile bleue humide (sur le premier mètre d'épaisseur) et plastique reposant sur des sables et/ou des graves propres aquifères. Ce niveau d'argile a pu être décapé lors de la réalisation de l'usine. L'eau était mesurée vers 3,8 à 4 m.



Figure 10 : Extrait de la carte géologique de Saint-Yorre (Source : Infoterre BRGM)



**Fx-y A** : Sables, graviers, galets (roches volcaniques, cristallines, quartz) du niveau Fy entamant et recouvrant les matériaux du niveau Fx

**Fy-z** : Sables, graviers, argiles, et localement marnes et calcaires altérés remaniés (vallée du Buron). Sables et graviers (roches cristallines et volcaniques), localement carbonatés, argiles, limons (vallées de la Morge et du Bédat)

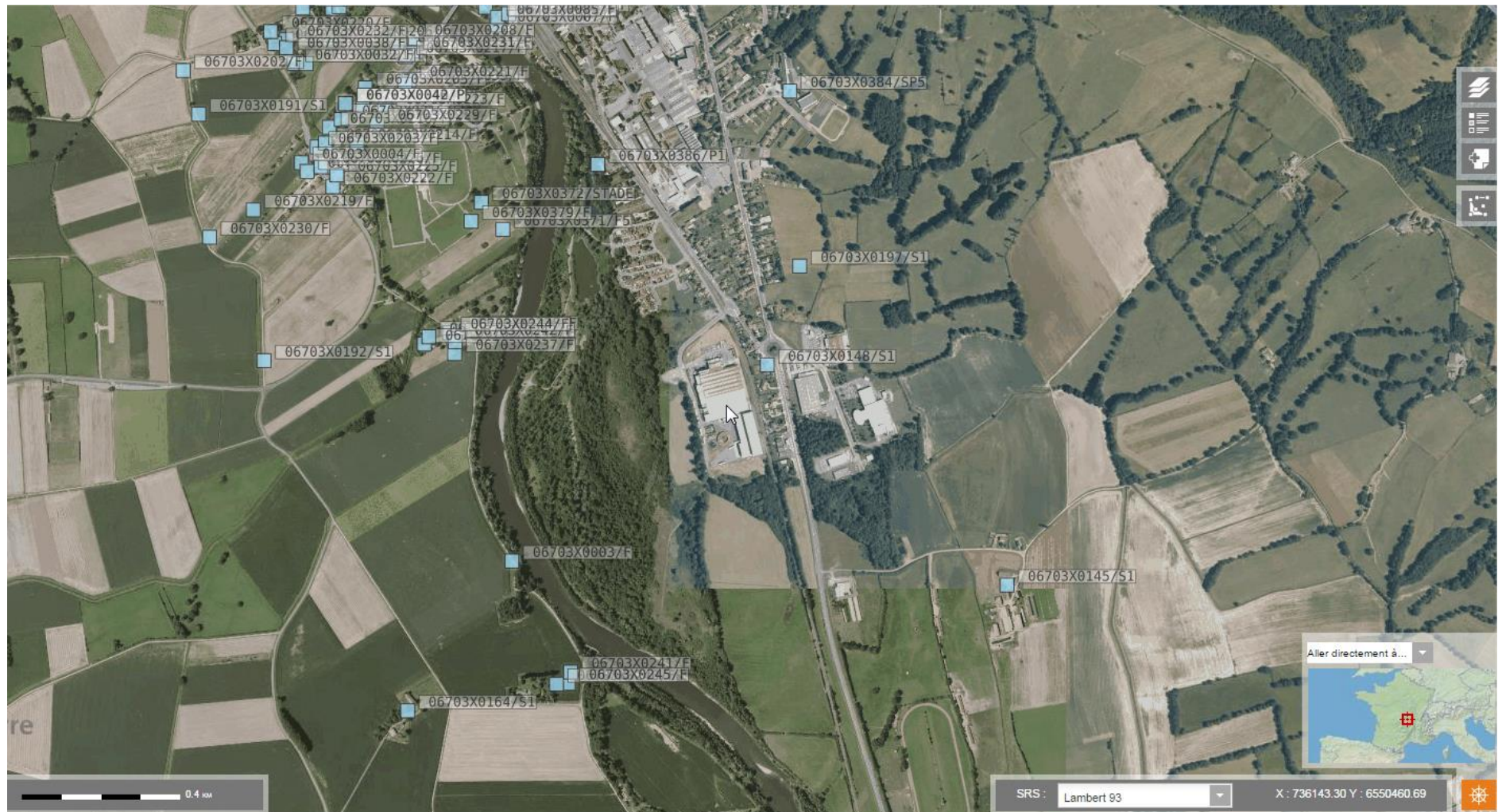
**FxaA / FxbA** : Sables, graviers, galets (roches volcaniques, granites, quartz) de la vallée de l'Allier.

**Fy** : Sables, graviers, blocailles quartzo-feldspathiques, argiles (vallées de la Credogne et du Vauziron). Argiles, sables, graviers, localement marnes et calcaires altérés remaniés (collecteurs secondaires)

**e-g** : Argiles et sables, quartzo-feldspathiques, bariolés, rouges et verts, localement conglomératiques, en place ou faiblement remaniés (Eocène à Oligocène inférieur).



Figure 11 : Recensement des points d'eau BSS (source : Infoterre BRGM)



### 3.3.4 EAUX SOUTERRAINES

#### a) Hydrogéologie

La zone du projet est concernée par les masses d'eau souterraines :

- FRGG051 : Sables, argiles et calcaires du Tertiaire de la plaine de la Limagne. Il s'agit d'une masse d'eau souterraine imperméable, localement aquifère.
- FRGG052 : Alluvions Allier amont. Il s'agit d'une nappe alluviale libre. Les alluvions récentes sont la principale formation aquifère de la région. En relation hydraulique avec l'Allier, elles sont donc vulnérables en cas de pollution de la rivière.

#### b) Qualité des eaux souterraines

D'après les données disponibles auprès de la DREAL Auvergne, la masse d'eau FRGG051 est qualifiée en « Bon état », tandis que la masse d'eau alluvionnaire est qualifiée en « Etat médiocre » (présence de nitrates et phytosanitaires). D'un point de vue quantitatif, toutes les masses d'eau sont en « Bon état ».

Tableau 6 : Etat des masses d'eau souterraines au droit du projet (Source : DREAL Auvergne)

Code	Libellé	Risque global 2008	Etat quantitatif	Etat qualitatif	Cause de dégradation
FRGG051	Sables, argiles et calcaires du Tertiaire de la plaine de la Limagne	Respect	Bon	Bon	/
FRGG052	Alluvions Allier amont	Risque	Bon	Médiocre	Nitrates
FRGG128	Alluvions Allier aval	Risque	Bon	Médiocre	
FRGG143	Madeleine BV Allier	Respect	Bon	Médiocre	

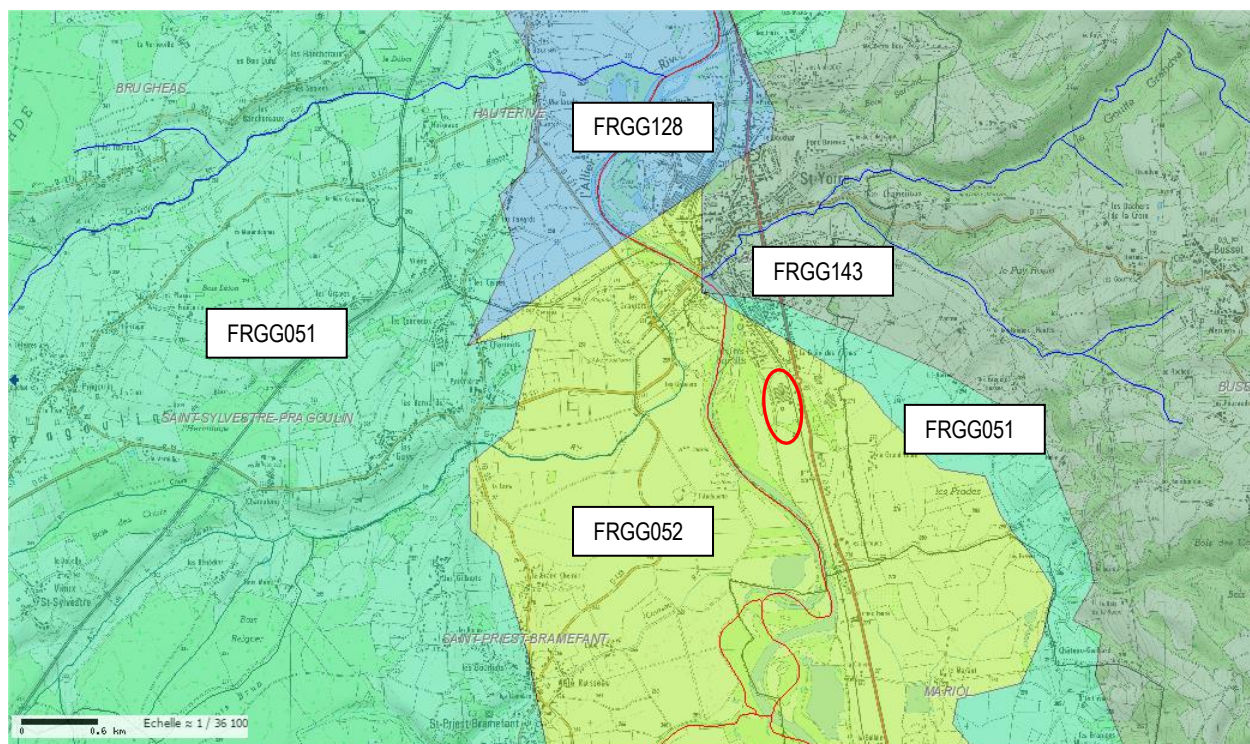
En accord avec la directive cadre sur l'eau, les objectifs pour ces masses d'eau sont les suivants :

Tableau 7 : Objectifs des masses d'eau souterraines au droit du projet (Source : SDAGE 2016-2021)

Code	Obj. Etat quantitatif	Obj. Etat chimique	Obj. Etat global	Justification de dérogation
FRGG051	Bon état 2015	Bon état 2015	Bon état 2015	/
FRGG052	Bon état 2015	Bon état 2027	Bon état 2027	Conditions naturelles
FRGG128	Bon état 2015	Bon état 2027	Bon état 2027	Coûts disproportionnés / faisabilité technique
FRGG143	Bon état 2015	Bon état 2015	Bon état 2015	/



Figure 12 : Masses d'eaux souterraines au niveau de l'aire d'étude



### c) Usage des eaux souterraines

La masse d'eau **FRGG051** est constituée de formations sédimentaires, de nature marno-lacustre ne favorisant pas l'existence de ressources significatives. La Loire et l'Allier constituent des limites naturelles pour cette masse d'eau souterraine. Au Sud de l'Allier, la nappe est classée d'après la DREAL « imperméable en grand » et est surmontée d'une couche épaisse de sédiments. **Cette nappe est soumise à une pression agricole importante, affectant localement la qualité de la masse d'eau.**

Les **sédiments oligocènes** constituent le réservoir des eaux minérales naturelles du bassin de Vichy. Les marnes et argiles assurent globalement une protection naturelle des eaux minérales. L'extension du gisement thermominéral de Vichy est importante. Les secteurs favorables à l'émergence des sources sont alignés selon les directions principales du bassin de Vichy, NO/SE et N/S.

La masse d'eau **FRGG052** est constituée d'alluvions récentes (argiles, sables, graviers), qui se répartissent de part et d'autre de la rivière sur des épaisseurs et largeurs variables. L'Allier joue un rôle prépondérant dans le maintien du niveau de la nappe dont le niveau piézométrique correspond au niveau de la rivière. De nombreux dépassements des normes nitrates sont répertoriés au niveau de la masse d'eau « Alluvions Allier amont », et une grande partie est donc classée en zone vulnérable. **Cette nappe est utilisée via des captages AEP en différents endroits de son cours.**

**Le terrain Renova se trouve hors de tout périmètre de protection d'un captage AEP ayant fait l'objet d'une DUP.**

Cependant, à 400m au Sud-Ouest du terrain d'étude, se trouve le champ captant de la Croix des Vernes, qui alimente en eau potable la commune de Saint-Yorre. Ce champ captant bénéficie d'un avis hydrogéologique du 30/03/1992 et d'une Déclaration d'Utilité Publique du 30/06/1997.

Les 4 piézomètres implantés sur le site Renova (voir § 3.3.6) sont localisés en aval hydraulique de ce champ captant et en dehors des périmètres de protection.

**Le site se trouve par contre en limite Sud-Est du périmètre de protection des sources minérales de Vichy qui ont été déclarées d'intérêt public par arrêté du 17 avril 1930.**

Les 4 piézomètres implantés sur le site Renova (voir § 3.3.6) captent la nappe alluviale de l'Allier qui n'est pas en relation directe avec l'aquifère thermominéral.

La cartographie des périmètres de protection présents sur le territoire élargi d'étude est donnée ci-après.

Figure 13 : Localisation des périmètres de protection des captages AEP de la Croix des Vernes (source ARS 03)

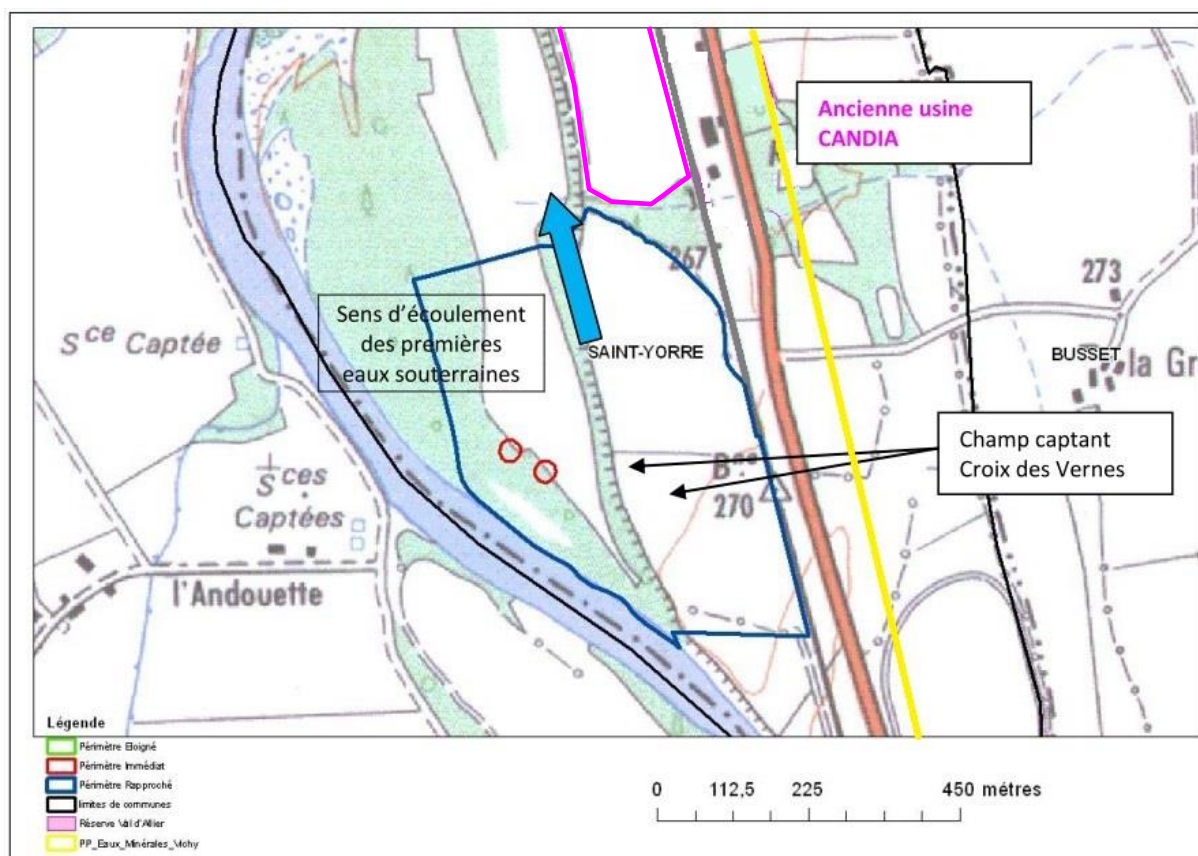
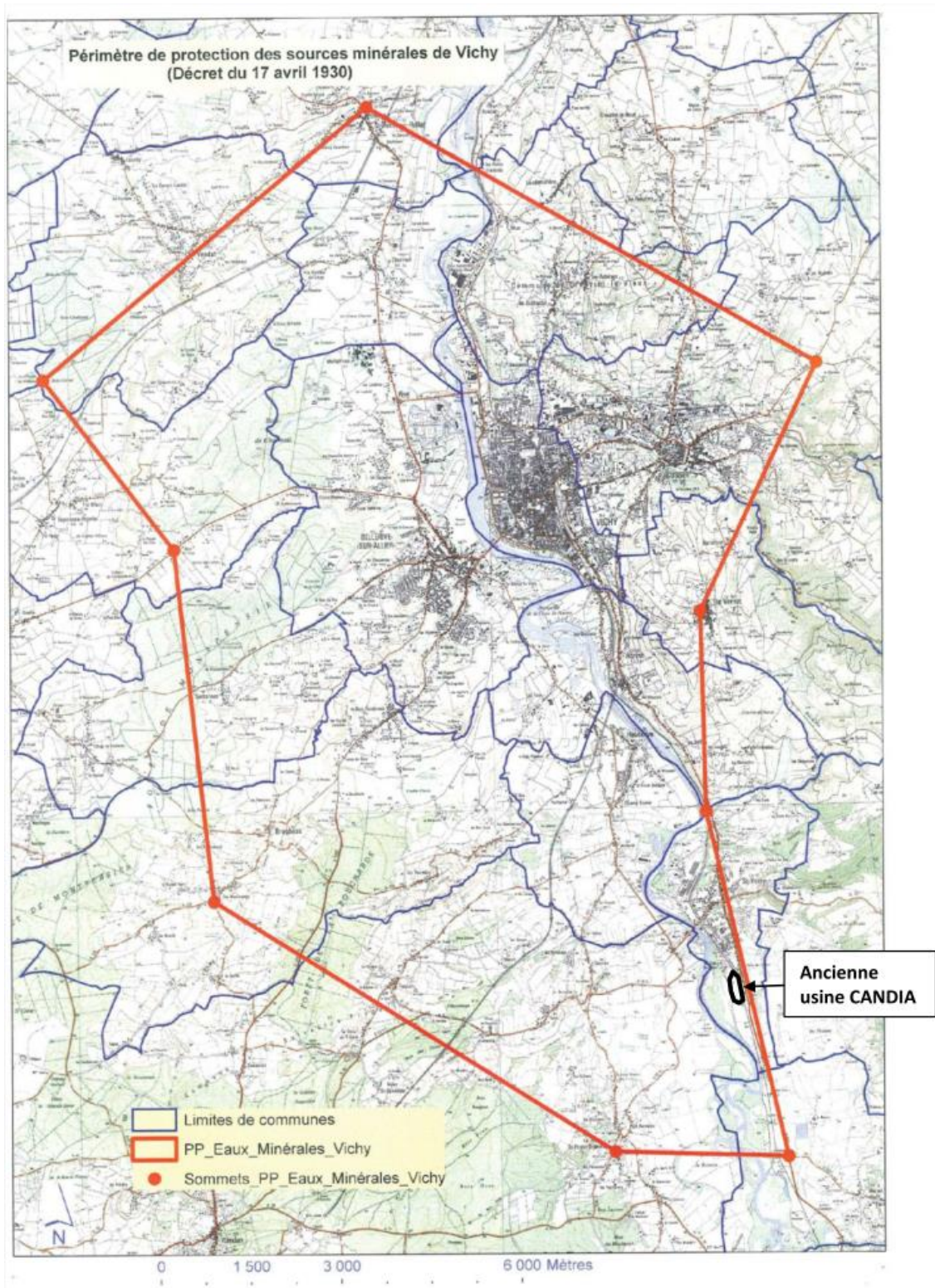




Figure 14 : Périmètre de protection des sources minérales de Vichy (source : ARS 03)



### Autres captages

Le site Infoterre recense plusieurs puits ou forages autour du terrain d'étude (voir figure recensant les points d'eau BSS). Si certains sont comblés ou abandonnés, certains puits privés demeurent pour l'alimentation en eau de quelques maisons (usage agricole surtout). Ces ouvrages sont principalement implantés dans la nappe alluviale de l'Allier (FRGG052).

**Le projet Renova ne nécessite pas la création de captage et sera uniquement alimenté en eau depuis le réseau d'adduction public.**

### ***d) Vulnérabilité des eaux souterraines***

La nappe FRGG052 est, de par sa nature alluviale et libre, une nappe exposée directement aux sources de pollution, tandis que la masse d'eau FRGG051 est relativement protégée par son épaisse couverture sédimentaire.

**Le secteur du projet est classé en zone vulnérable (commune classée avant 2012) et est également classé en zone sensible (commune classée en 1994).**

### ***e) Esquisse piézométrique***

A partir des 4 piézomètres situés au Nord, à l'Est et à l'Ouest du terrain, implantés dans les alluvions de l'Allier dans le cadre de l'étude environnementale d'ANTEA Group (voir § 3.3.6), les premières observations ont pu être faites sur le comportement de la nappe superficielle des alluvions.

L'esquisse piézométrique obtenue est présentée page suivante, le sens d'écoulement des eaux souterraines étant dirigé vers le Nord-Ouest, en direction de l'Allier, et le toit de la nappe se trouvant entre 2 et 4m de profondeur.

*Tableau 8 : Caractéristiques du réseau de surveillance (niveaux mesurés au 03/06/15) – Source : rapport ANTEA Group de juin 2015*

	PZ1	PZ2	PZ3	PZ4
Localisation	Nord Aval	Est Latéral	Est Latéral	Ouest Latéral
Profondeur de l'ouvrage (m/sol)	8,17 m	7,69 m	6,81 m	6,82 m
Niveau statique mesuré (m/sol)	4,07 m	3,277	2,088	3,87
Niveau statique mesuré (en m NGF)	265,84	262,61	264,01	262,18



Figure 15 : Esquisse piézométrique de la nappe superficielle des Alluvions de l'Allier (source : ANTEA Group, relevés du 3 juin 2015)



### 3.3.5 EAUX SUPERFICIELLES

Source : Agence de l'eau Loire Bretagne ; Eaufrance Loire Bretagne ; gesteau ; fiche SANDRE.

L'Allier, affluent rive gauche de la Loire, s'étend sur un bassin versant de 14 310 km<sup>2</sup> et déroule son cours sur 425 km depuis sa source en Lozère (Le Moure de la Gardille) jusqu'à sa confluence avec la Loire au bec d'Allier.

#### a) Hydrographie et qualité des eaux

La parcelle de projet se trouve dans le sous-bassin de l'Allier, sur le territoire du SDAGE Loire Bretagne. Il s'agit de la zone hydrographique FRGR143a « L'Allier depuis la confluence de l'Auzon jusqu'à Vichy ».

Dans cette partie aval, l'Allier est principalement une rivière de plaine mais le caractère montagnard persiste sur certains tronçons en amont de Pont du Château.

Les cours d'eau ou plan d'eau identifiés au plus près du secteur d'étude dans la même entité hydrographique sont les suivants (source : DREAL Auvergne) :

Tableau 9 : Identification des cours d'eau au droit du projet (source : DREAL Auvergne)

Code	Nom	Risque global 2008	Etat écologique SDAGE	Etat chimique SDAGE	Distance au projet
FRGR143a	Allier depuis la confluence de l'Auzon jusqu'à Vichy	Risque	4	Mauvais	Environ 550 m à l'Ouest
FRGR1694	Le Germinal et ses affluents depuis la source jusqu'à sa confluence avec l'Allier	Doute	3	Indéterminé	Environ 790 m à l'Ouest
FRGR1699	Le Gourcet et ses affluents depuis la source jusqu'à sa confluence avec l'Allier	Respect	2	Indéterminé	Environ 1 km au Nord

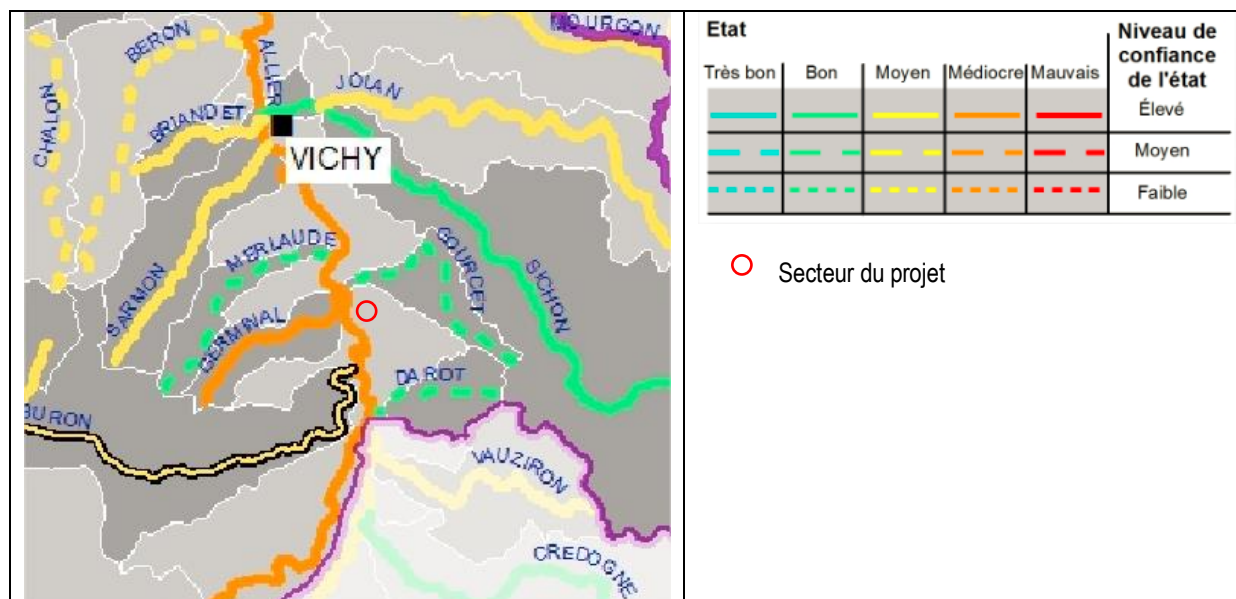
On note la présence d'un cours d'eau identifié comme non pérenne sur la carte IGN au Sud du terrain, et non recensé par la DREAL Auvergne. Il s'agit du ruisseau du Bois des Jarraux d'après les documents d'urbanisme.



Figure 16 : Réseau hydrographique (source : DREAL Auvergne)



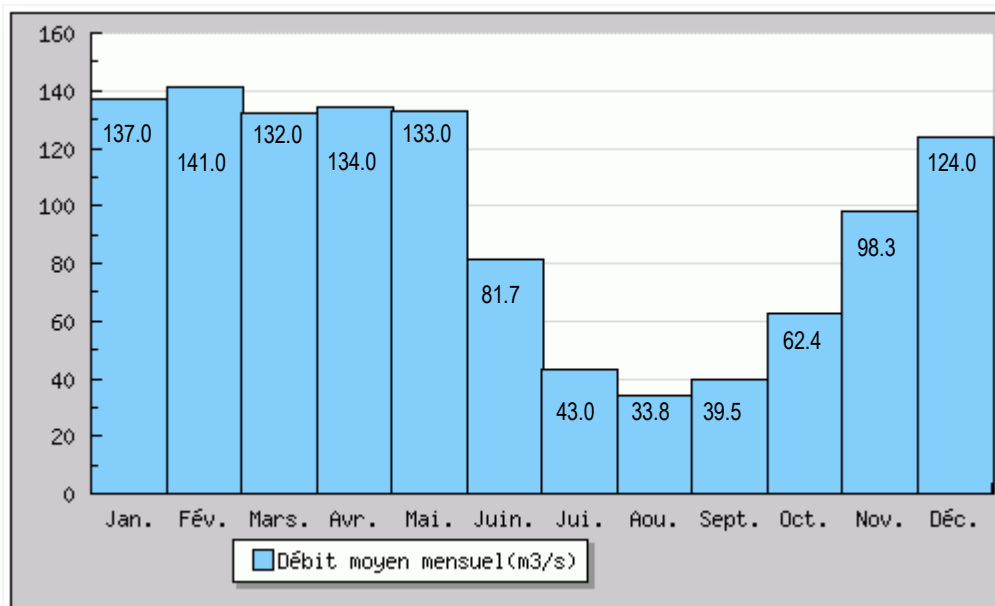
Du point de vue qualitatif, l'Allier présente un état écologique médiocre de ses eaux de surface en 2011.



Du point de vue hydraulique, les caractéristiques de l'Allier à Saint-Yorre (station hydrologique K3030810) sont les suivantes (données calculées sur 49 ans) :

- Débit moyen interannuel : 96,4 m<sup>3</sup>/s
- Module interannuel quinquennal sèche : 75 m<sup>3</sup>/s,
- Module interannuel quinquennal humide : 120 m<sup>3</sup>/s
- Débit d'étiage (QMNA5) : 18 m<sup>3</sup>/s (loi de Galton)
- Débit de crue biennale (débit journalier) : 550 m<sup>3</sup>/s
- Débit de crue quinquennale (débit journalier) : 790 m<sup>3</sup>/s
- Débit de crue décennale (débit journalier) : 940 m<sup>3</sup>/s
- Débit de crue cinquantennale (débit journalier) : 1 300 m<sup>3</sup>/s

- Débits mensuels (naturels) :



#### b) Outils de gestion

##### SDAGE Loire Bretagne

Dans la continuité du SDAGE 2010-2015, le comité de bassin a élaboré le projet de SDAGE pour les années 2016 à 2021. Ce document, qui fixe le plan de gestion des eaux et le programme de mesures associées à l'horizon 2021, est mis à la consultation du public jusqu'au 18 juin 2015.

Le SDAGE se compose de 14 orientations fondamentales parmi lesquelles certaines sont applicables au projet :

- Réduire la pollution organique et bactériologique,
- Maîtriser les pollutions dues aux substances dangereuses,
- Protéger la santé en protégeant la ressource en eau,
- Maîtriser les prélèvements d'eau,
- Préserver la biodiversité aquatique

Le tableau suivant présente les objectifs du SDAGE pour les masses d'eau proches du projet.

Tableau 10 : Objectifs du SDAGE Loire-Bretagne 2016 – 2021

MASSE D'EAU			OBJECTIF			
Code de la masse d'eau	Nom de la masse d'eau	Cours d'eau	Objectif écologique	Délai écologique	Objectif chimique	Délai chimique
FRGR143a	L'Allier depuis la confluence de l'Auzon jusqu'à Vichy	L'Allier	Bon Etat	2021	Bon Etat	2027
Paramètre faisant l'objet d'une adaptation (état chimique) : HAP ubiquistes						



MASSE D'EAU			OBJECTIF			
Code de la masse d'eau	Nom de la masse d'eau	Cours d'eau	Objectif écologique	Délai écologique	Objectif chimique	Délai chimique
FRGR1694	Le Germinal et ses affluents	Le Germinal	Bon état	2021	ND	ND
FRGR1699	Le Gourcet et ses affluents	Le Gourcet	Bon état	2015	ND	ND

ND : Non Déterminé.

## SAGE

La commune de Saint-Yorre est concernée par le SAGE « Allier aval ».

Le SAGE a été approuvé par délibération le 19 février 2014 par la Commission Locale de l'Eau et précisé le 3 décembre 2014. L'enquête publique sur le projet du SAGE Allier aval s'est déroulée du 19 janvier au 27 février 2015. Le nouveau projet du SAGE Allier aval a été présenté devant la réunion de la CLE du 3 juillet 2015.

L'approbation du SAGE Allier aval par arrêté inter-Préfectoral est prévue pour le 3ème trimestre 2015.

Les enjeux du SAGE sont les suivants :

- Gestion qualitative de la ressource en eau,
- Gestion concertée de l'espace alluvial,
- Ressource en eau de la chaîne des Puys.

Les éléments de motivation de la démarche et les objectifs poursuivis sont les suivants :

- Une ressource en eau potable suffisante mais fragile
- Une qualité des eaux de surface à améliorer
- Un espace alluvial d'une grande richesse mais menacé
- Des étiages sévères pour les affluents de Limagne
- Les crues

## Autres réglementations

La commune de Saint-Yorre est concernée par le contrat de restauration et d'entretien des zones humides « Val Allier ».

Ce contrat signé le 22 octobre 2008 avec l'ensemble des acteurs, financeurs et l'Agence de l'Eau, concerne la mise en œuvre d'un programme régional d'actions concertées, inscrites au Plan Loire grandeur nature 3 (2007-2013), pour la préservation, la restauration et la gestion d'un ensemble de zones humides connexes au lit de l'Allier, ou de ses affluents.

Les objectifs principaux sont :

- la préservation, la restauration et la gestion d'un ensemble de zones humides connexes au lit de l'Allier, ou de ses affluents et de contribuer à la correction des altérations hydromorphologiques de la presque totalité des masses d'eau « cours d'eau » classées « en risque » de non-atteinte du bon état des eaux à l'horizon 2015 sur le Val d'Allier en région Auvergne,
- de disposer d'un cadre contractuel unique et partagé pour l'ensemble des zones humides du val d'Allier.

Ce programme quinquennal 2008-2013, délimité à la région Auvergne, comprend 21 projets. 15 d'entre eux font l'objet d'une aide de l'agence de l'eau.

La commune a été classée en Zones Vulnérables aux nitrates au titre de l'article R. 211-80 du Code de l'environnement : Ainsi, le secteur d'étude était classé en zone sensible nitrates en 1994 mais n'est pas repris dans les zones vulnérables « extension 2015 » disponibles sur le site de la DREAL Auvergne.

La commune est classée en Zones Sensibles eutrophisation au titre de l'article R211-94 du Code de l'environnement depuis 1994.

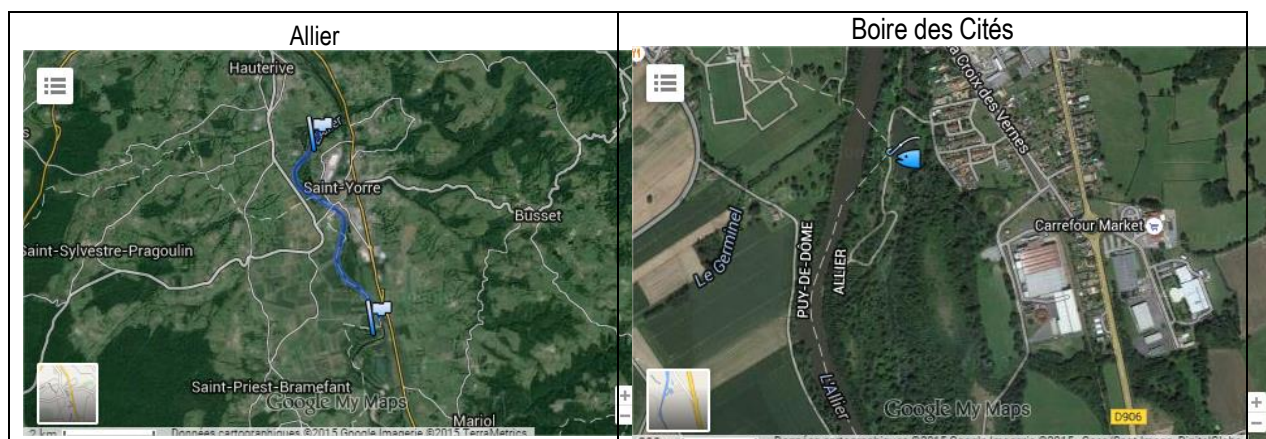
Le bassin hydrographique et les systèmes aquifères de la commune ne sont pas classés en Zones de Répartition des Eaux (ZRE).

Les arrêtés de classement des cours d'eau en liste 1 et en liste 2 au titre de l'article L.214-17 du Code de l'environnement ont été signés le 10 juillet 2012 par le Préfet coordonnateur de bassin Loire-Bretagne. L'Allier est classé en liste 1, qui sélectionne les cours d'eau, tronçons de cours d'eau ou canaux pour prévenir la dégradation de la situation actuelle en terme de fragmentation des milieux aquatiques en évitant tout nouvel obstacle à la continuité écologique, et, en limitant au mieux les impacts sur la continuité écologique par des aménagements correctifs au fur et à mesure des renouvellements d'autorisations ou de concessions, ou à l'occasion d'opportunités particulières de travaux.

### **c) Qualité piscicole**

Sur la commune de Saint-Yorre, c'est l'AAPPMA de Saint-Yorre qui est en charge de la gestion des activités de pêche sur l'Allier.

L'AAPPMA gère également la pêche sur le Boire des Citées, localisé au Nord du site Renova, sur le Boire des Sœurs et le Boire de la Marceau.





L'allier est classé en première catégorie (rivière à truites, ombre) et les Boires sont classées en 2<sup>ème</sup> catégorie (brochet, sandre, black-bass).

#### **d) Usages des eaux superficielles**

La rivière Allier et sa nappe d'accompagnement constituent la **principale ressource en eau potable** de la population mais celle-ci est particulièrement vulnérable aux pollutions accidentelles et diffuses.

La pollution par les nitrates de la nappe liée au développement des cultures intensives justifie le classement d'une partie du val d'Allier en zone vulnérable. Par ailleurs, l'enfoncement du lit de l'Allier engendre une baisse de productivité des captages d'eau potable implantés dans le val. Ces derniers peuvent constituer un obstacle à l'érosion latérale et donc à la libre divagation de la rivière.

Enfin, l'insuffisance d'interconnexions entre les unités de production d'eau potable ne permet pas d'assurer de façon suffisante la sécurité d'alimentation en eau potable des populations.

Par ailleurs, les **extractions de granulats et les enrochements** ont perturbé la dynamique fluviale de l'Allier (caractérisée par une mobilité latérale localement importante et qui conditionne la qualité et la richesse de l'espace alluvial et de sa nappe d'accompagnement) ce qui se traduit par un enfoncement de lit de la rivière.

### **3.3.6 DIAGNOSTIC SITES ET SOLS POLLUES**

**Le site du projet n'est pas recensé en tant que site pollué par la base de données nationale BASOL.**

Le seul site concerné sur la commune correspond à celui de l'ancienne verrerie de Saint-Yorre, située près de Vichy. Le site, situé à l'intérieur du périmètre de protection des eaux du bassin de Vichy, et en bordure de la rivière Allier, a été traité avec restriction d'usages, les travaux de dépollution ont été effectués et les suivis piézométriques se poursuivent depuis bientôt 10 ans.

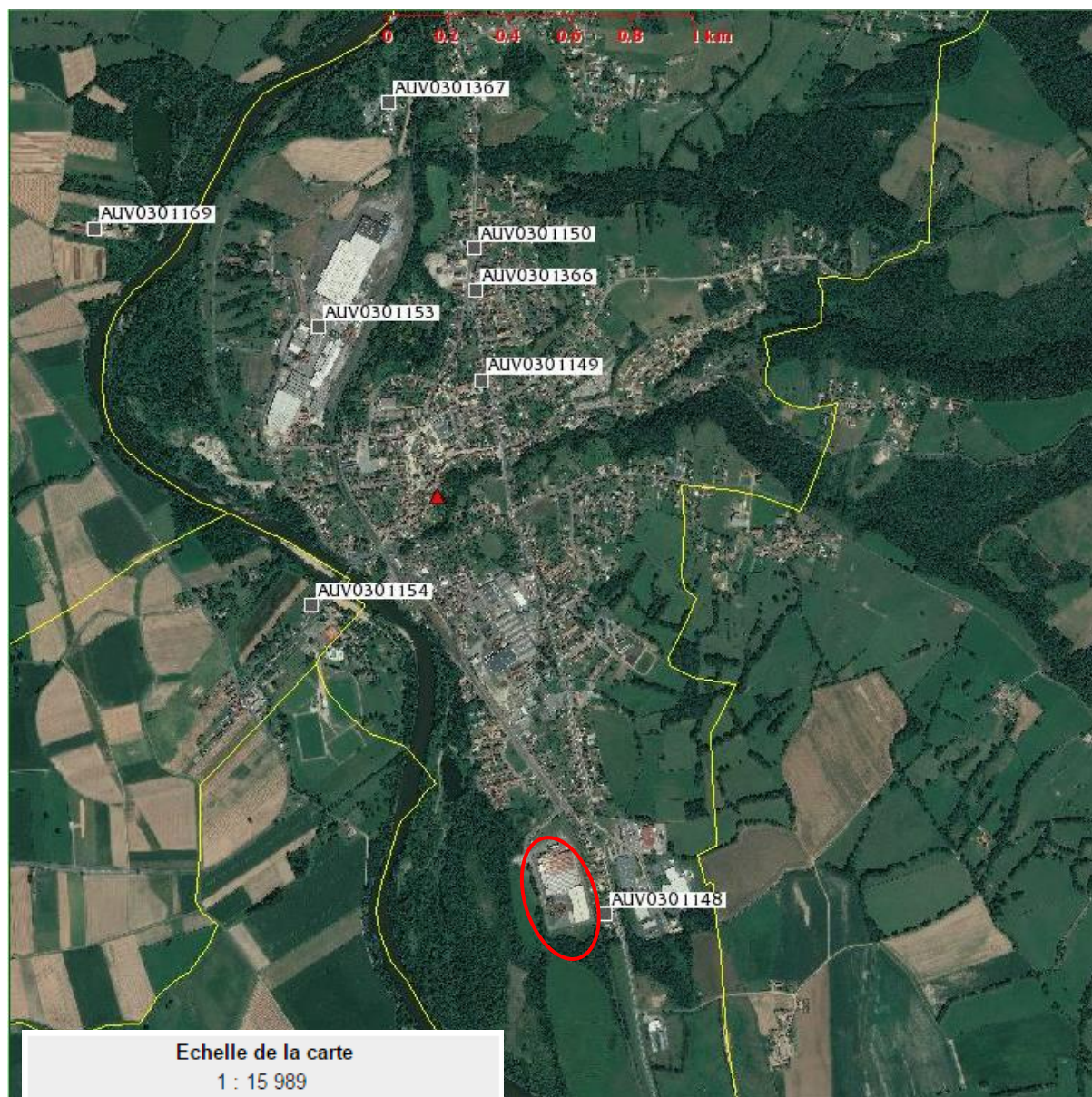
Il s'agit d'une « base de données sur les sites et sols pollués ou potentiellement pollués appelant une action des pouvoirs publics, à titre préventif ou curatif ».

**Le site n'est pas recensé par la base de données BASIAS « Inventaire historique des sites industriels et activités de services ».**

Par contre, la station-service située au droit du terrain RENOVA le long de la RD906 est identifiée « AUV0301148 » pour une activité de garage et station-service.



Figure 17 : Extrait cartographique des bases de données BASIAS et BASOL (source : BASIAS – BRGM)



#### Légende

- ☒ Préfectures et sous-préfectures(\*)
- ☒ Limite des régions(\*)
- ☒ Limites des départements(\*)
- ☒ Limites des communes
- Autorisation IGN/BRGM n°8869
- ☒ Sites Basol(\*\*)
- ☒ Sites Basias (XY centre du site)(\*\*)
- ☒ Sites Basias (XY adresse du site)(\*\*)
- ☒ Communes avec sites non localisés(\*\*)
- ☒ Scans IGN
- ☒ Orthophotographies

Une évaluation environnementale de la qualité des sols a enfin été réalisée lors de la cessation d'activité de Candia par le bureau d'études DEKRA INDUSTRIAL SAS.

Seules les conclusions de cette étude sont reprises ici.

Les sondages ont été réalisés par DEKRA en avril 2014 au moyen d'un carottier portatif. Un échantillon blanc a été prélevé à l'extérieur du site à l'aide d'une tarière manuelle. Au total, 14 sondages ont été réalisés au droit des 7 zones à risques identifiées que sont :

- Z1 : 2 cuves enterrées de gazole,
- Z2 : ancien groupe électrogène,
- Z3 : ancien atelier de maintenance (stockage de produits chimiques),
- Z4 : atelier de maintenance,
- Z5 : bungalow de stockage des huiles,
- Z6 : remblais au droit du bâtiment,
- Z7 : local compresseur

La lithologie rencontrée est la suivante :

- Présence de remblais sablo-graveleux marrons clairs sur une épaisseur moyenne allant de 0 à 1,2m,
- Présence d'argile plus ou moins limoneuse marron foncée sur une épaisseur moyenne allant de 1,2 à 4m de profondeur,
- Présence de sables de cuve beige jusqu'à 4m de profondeur au droit des sondages S1, S2, S3 et S4 effectué au droit des cuves enterrées.

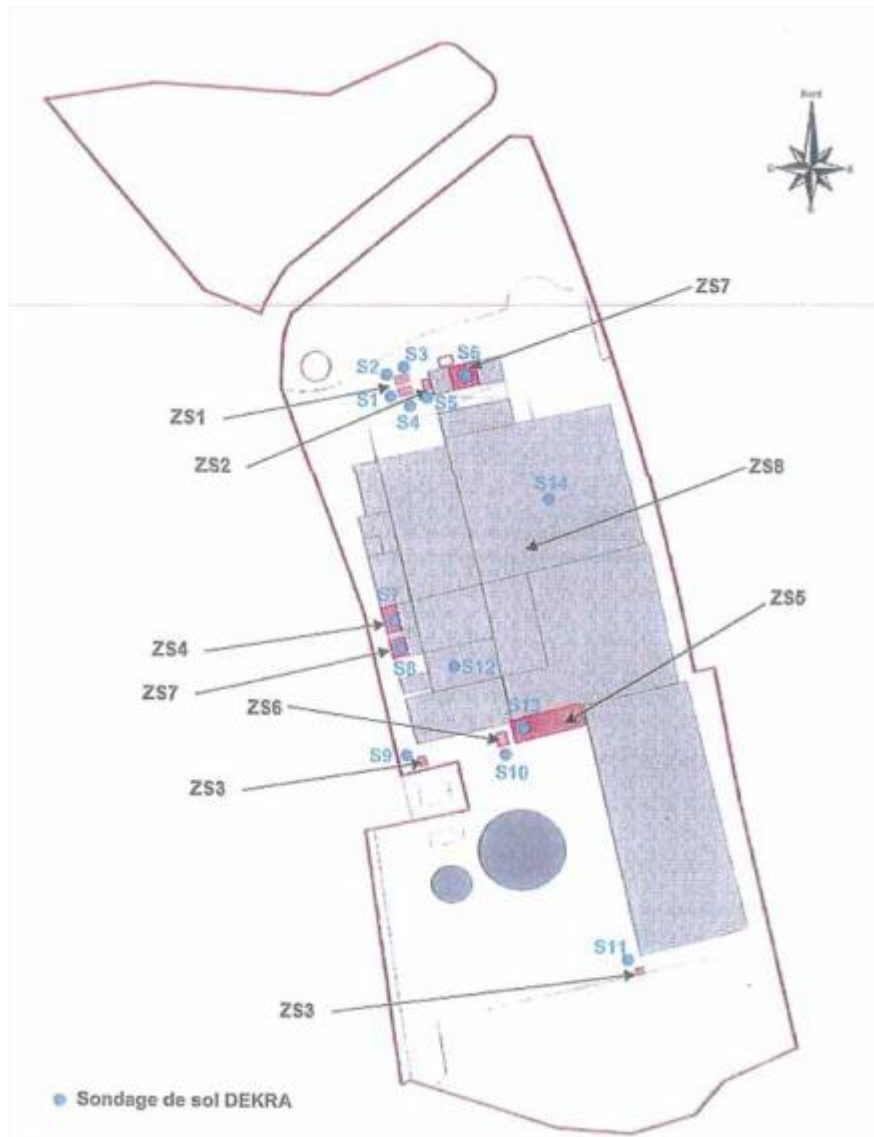
Les résultats analytiques ont mis en évidence les éléments suivants :

- Hydrocarbures totaux (HCT) : sur les 14 échantillons analysés, 5 sont supérieurs au seuil de détection du laboratoire. Les concentrations sont comprises entre 35 et 530 mg/kg. La concentration observée au droit du sondage S5(0-1) (ancien groupe électrogène) est de 530 mg/kg et est considérée comme moyennement significative. La coupe pétrolière majoritairement retrouvée est de type C16-C40, caractéristique du gazoil. Ces derniers ne sont pas volatils.
- Hydrocarbures Aromatiques Polycycliques (HAP) : sur les 14 échantillons analysés, 2 sont supérieurs au seuil de détection du laboratoire. Les concentrations sont comprises entre 0,4 et 0,73 mg/kg et sont considérées comme non significatives.
- BTEX : les 2 échantillons analysés présentent des concentrations inférieures au seuil de détection du laboratoire.
- Composés Organo-Halogénés Volatils (COHV) : les 2 échantillons analysés présentent des concentrations inférieures au seuil de détection du laboratoire.
- Métaux : on observe de légères anomalies en arsenic, chrome, cuivre, plomb et nickel sur les échantillons analysés. Ces dernières peuvent provenir des remblais utilisés sur le site.

**Une concentration en hydrocarbures totaux considérée comme peu significative a été mise en avant au droit de l'ancien groupe électrogène. Néanmoins, aucune source de pollution notable n'a été mise en avant sur le site. Ce dernier apparaît compatible avec un usage industriel.**



Figure 18 : Localisation des sondages et du sondage témoin (S15) DEKRA



Le terrain d'implantation du projet ne présente pas de risque de pollution du sol ou des eaux souterraines à la condition que soient respectées les recommandations de DEKRA :

- Maintenir un revêtement sur l'ensemble du site (enrobé, dalle béton ou terre végétale) afin de limiter les contacts cutanés, l'ingestion et l'inhalation de poussières pour les usagers du site,
- Prendre certaines mesures de protection lors d'éventuels travaux d'excavation des terres, afin d'empêcher l'exposition des ouvriers et autres personnes susceptibles d'être en contact avec les terres (avertissement du personnel, port de gants, masques, vêtements de protection, ...).

Cette étude a été complétée en juin 2015 par une mission de contre-expertise réalisée par Antea Group.

**Annexe 2 : Mission de contre expertise. Diagnostic environnemental de l'ancienne usine CANDIA à Saint-Yorre - ANTEA Group n°79499/A, juin 2015**

25 sondages de sol (profondeur maximale de 4m) et 4 piézomètres et prélèvements d'eaux souterraines (profondeur entre 7 et 9m) ont été réalisés à cette occasion selon le plan d'implantation de la page suivante.

Le bilan des impacts est le suivant :

- Sol :
  - Mise en évidence de teneurs modérées en Hydrocarbures totaux C<sub>10</sub> C<sub>40</sub> en relation probable avec les anciennes cuves de gasoil (inertées et ensablées) et l'ex zone de dépotage
  - Absence de COHV, CAV et HAP sur les échantillons analysés,
  - Présence de métaux à des teneurs comparables aux valeurs de références nationales de l'INRA
- Eaux :
  - Absence de substances organiques telles que les hydrocarbures, les composés aromatiques volatiles (CAV dont BTEX), aromatiques polycycliques (HAP), les solvants chlorés (COHV) et les PCB,
  - Présence ponctuelle de métaux mais à des teneurs inférieures à la valeur de référence pour les eaux de consommation

L'absence de source sol au droit des sondages réalisés conduit à une absence de risque d'inhalation de substances volatiles et de poussières en extérieur pour les futurs travailleurs du site.

Les investigations n'ont révélé aucune source de pollution au sens de la méthodologie nationale française concernant la gestion des sites et sols pollués (circulaires ministérielles de 2007) et les recommandations d'ANTEA rejoignent donc celles émises par DEKRA :

- **A ce jour, le site en l'état ne présente aucune contrainte sanitaire ni environnementale. La présence, dans les sols en place, de ces teneurs modérées et ponctuelles en hydrocarbures totaux ne nécessite aucune action particulière,**
- **En revanche, si des travaux d'excavation devaient être réalisés au droit du sondage S5, il conviendra de prévoir une gestion spécifique des déblais générés qui devront être éliminés vers une filière de traitement adaptée. En effet, la teneur mesurée de 530 mg/kg est supérieure au seuil de 500 mg/kg, seuil fixé dans l'arrêté ministériel du 12 décembre 2014 concernant l'acceptation des déchets inertes.**



Figure 19 : Localisation des sondages et piézomètres d'ANTEA Group (juin 2015)





### 3.4. RISQUES NATURELS ET TECHNOLOGIQUES

Le site prim.net indique que la commune de Saint-Yorre est concernée par les risques suivants :

- Mouvement de terrain
- Rupture de barrage
- Transport de marchandises dangereuses
- Séisme : Zone de sismicité 2 (risque faible)

La commune de Saint-Yorre est concernée par les Plans de Prévention des Risques Naturels suivants :

- Il s'agit du PPRI (Plans de Prévention des Risques d'Inondation) Agglo-Vichy, approuvé le 26 juillet 2001.
- Mais également, du PPR RGA (Plan de Prévention du Risque de Retrait Gonflement des Argiles), relatif aux mouvements de terrain, approuvé le 22 août 2008.

La commune de Saint-Yorre n'est concernée par aucun Plan de Prévention des Risques technologique (PPRt), ni par aucun plan de Prévention des risques miniers (PPRm).

**D'après les cartographies jointes à la fiche synthétique d'informations acquéreur-locataire (IAL) de la commune, le site se trouve hors de toute zone inondable, bien qu'en limite du champ d'expansion des crues non bâti et hors des zones à risques de mouvement de terrain.**

Nous renvoyons au Chapitre « Etude de dangers » du DDAE, notamment le paragraphe 3.



Figure 20 : Extrait du PPR RGA de la commune de Saint-Yorre (Source : IAL)

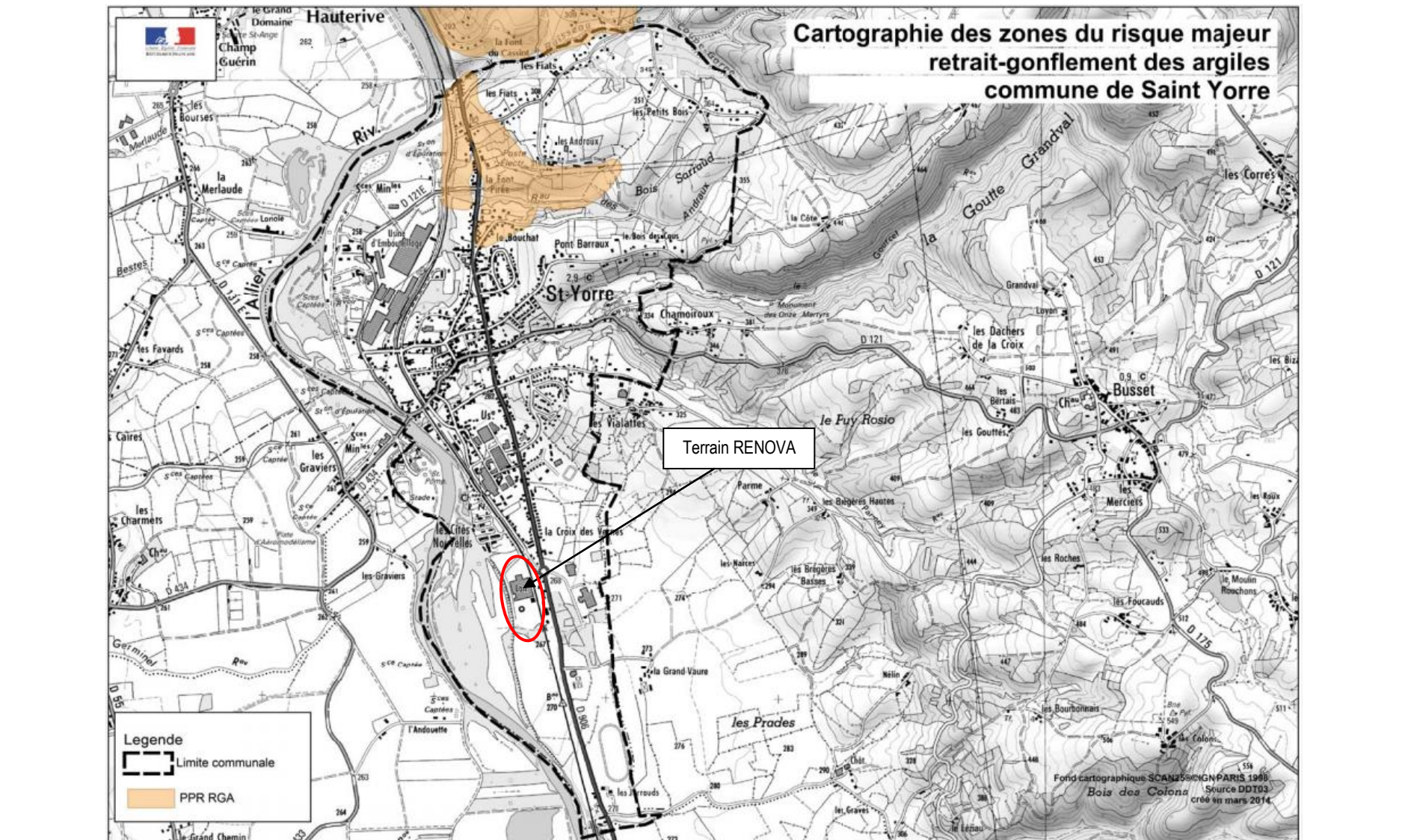
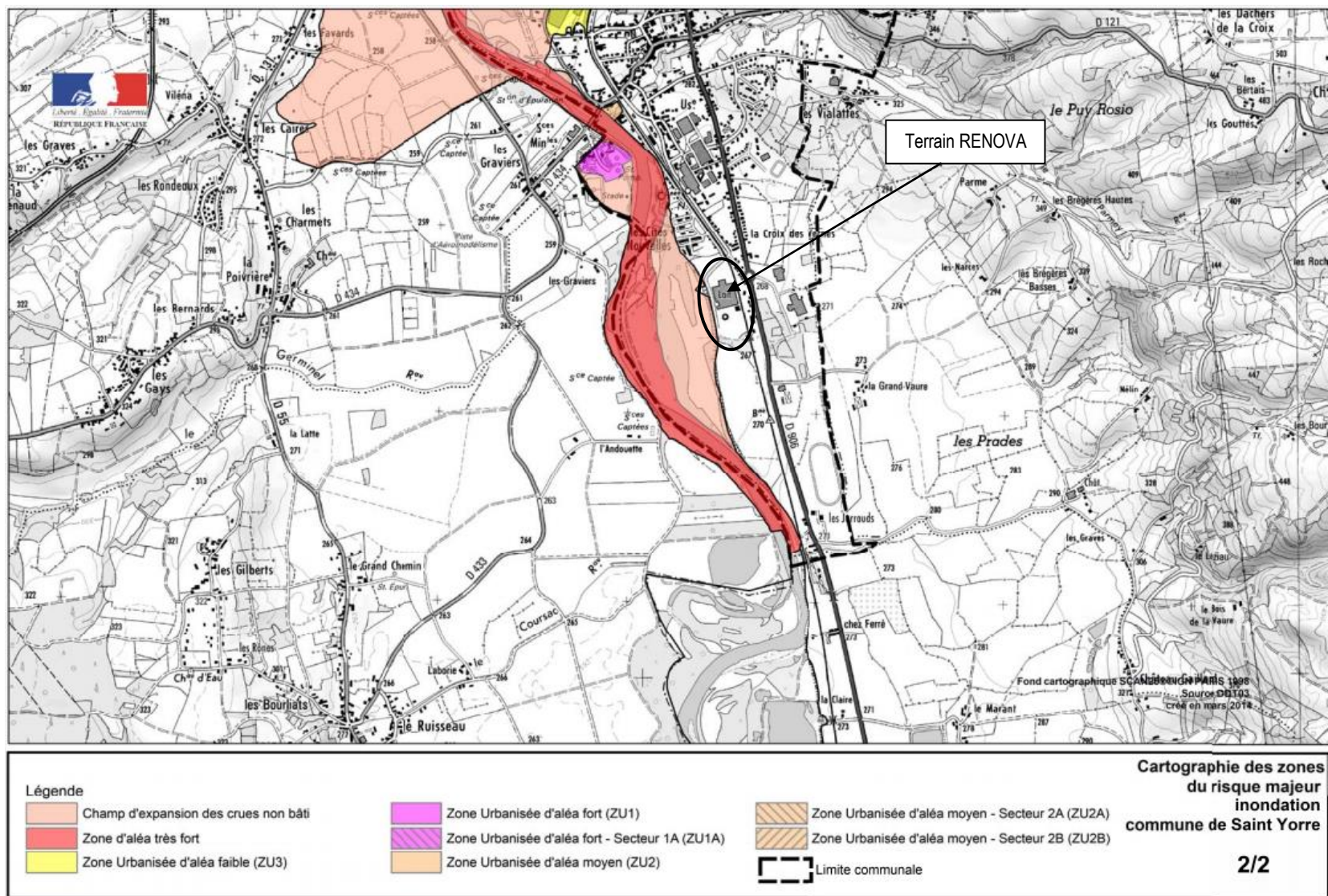




Figure 21 : Extrait du PPRI Agglo Vichy (source : IAL)



### **3.5. IDENTIFICATION DES INTERRELATIONS EVENTUELLES ENTRE LES DIFFERENTS ELEMENTS DE L'ENVIRONNEMENT DU PROJET ET CONCLUSION SUR LE SITE EXISTANT**

La synthèse des interrelations identifiées dans le cadre de l'analyse de l'état initial est présentée dans le tableau ci-dessous.

A noter que si l'analyse des interrelations est faite à l'échelle du projet, **elle ne préjuge en rien des effets positifs ou négatifs de ce dernier sur cet environnement.**

	Milieu eau superf.	Milieu eau sout.	Air	Sols	Sites paysages protections réglementaires	Faune/flore continuité écologique	Humain réseaux divers voies de communication bruit tourisme	Climat
Milieu eau superf.		++	-	++	++	++	+	-
		Présence de 2 nappes, l'une souterraine imperméable, l'autre alluviale. Interrelation forte avec le milieu hydraulique de surface : l'Allier et les Boires environnants	Le lessivage de l'air par les précipitations transfère les polluants atmosphériques dans l'eau. Qualité de l'air jugée bonne dans le secteur d'étude.	Les limons de surface constituent des formations perméables ; les eaux superficielles des masses d'eau ne sont pas en relation directe avec le sol du terrain d'étude et le secteur ne présente pas de zones humides.	L'Allier fait l'objet de plusieurs protections au droit du terrain (ZNIEFF, Natura 2000, ...). Sa ripisylve et sa biodiversité associées représentent des enjeu importants.	L'Allier fait l'objet de plusieurs protections au droit du terrain (ZNIEFF, Natura 2000, ...). Sa ripisylve et sa biodiversité associées représentent des enjeu importants.	A l'échelle du projet, interrelation moyenne pour un site existant raccordé aux réseaux existants mais proche de l'Allier	Les phénomènes climatiques influencent le comportement des eaux superficielles (inondations, sécheresse...). Interrelation possible uniquement si l'exploitation du site est susceptible d'influencer de manière significative le climat.
Milieu eau sout.			-	++	++	-	+	-
			Les précipitations météoritiques alimentent les eaux souterraines: Interrelation possible uniquement si l'exploitation du site est susceptible d'impacter la qualité de l'air au niveau local.	2 nappes recensées dont une alluviale jugée d'état médiocre (pression agricole). Par ailleurs, masse d'eau exploitée près du site pour le captage AEP. Piézomètres sur site pour suivi de la nappe.	Interrelation possible si un site protégé dépend d'une alimentation d'eau souterraine. Identifié dans le secteur d'étude par la présence de l'Allier et de sa nappe alluviale.	Biodiversité surtout liée au milieu « eau superficielle ».	Site hors de tout périmètre de protection AEP. Pas de forage sur site mais champ captant recensé à proximité.	Les phénomènes climatiques influencent la recharge des réservoirs souterrains. Interrelation possible uniquement si l'exploitation du site est susceptible d'influencer de manière significative le climat.

	Milieu eau superf.	Milieu eau sout.	Air	Sols	Sites paysages protections réglementaires	Faune/flore continuité écologique	Humain réseaux divers voies de communication bruit tourisme	Climat
Air				-	-	-	+	-
				Les précipitations météoritiques s'infiltrant dans les sols : transfert possible des polluants atmosphériques dans le sol. Interrelation possible uniquement si l'exploitation du site est susceptible d'impacter la qualité de l'air au niveau local de façon significative.	Une bonne qualité de l'air contribue à préserver les sites protégés. Interrelation possible uniquement si l'exploitation du site est susceptible d'impacter la qualité de l'air au niveau local.	Une bonne qualité de l'air contribue à préserver les espèces faune / flore protégées. Enjeux écologiques identifiés au droit du projet mais qualité de l'air jugée bonne.	Les émissions atmosphériques du projet pourraient être susceptibles d'altérer la qualité de l'air la diffusion du bruit est influencée par les conditions atmosphériques. Habitats proches et environnement marqué par des infrastructures et des activités existantes	Les émissions de gaz à effet de serre contribuent au réchauffement climatique. Interrelation possible si les rejets atmosphériques du site sont susceptibles d'influencer de manière significative le climat.
Sols					-	+	-	-
					Site existant non modifié, déjà imperméabilisé implanté en zone destinée à recevoir des activités industrielles.	Enjeux écologiques identifiés à proximité du site mais zone d'étude destinée à accueillir des activités industrielles et déjà existante.	Site hors de toute zone touristique ; sols du secteur déjà autorisés pour recevoir des industries.	Nature des sols plus liée à l'histoire géologique qu'au climat - pas d'interrelation notable.
Sites paysages protections réglementaires						+	-	+
						Potentialités floristiques et faunistiques importantes localement au droit du site (liées à l'Allier) mais site existant déjà autorisé pour recevoir des industries.	Les voies de communication, les habitats, les activités et les réseaux existent et évitent les zones objets de protections réglementaires	Les phénomènes climatiques violents sont susceptibles de dégrader les sites et paysages protégés. Le secteur fait l'objet de protection réglementaire au droit de l'Allier. site d'étude hors zone inondable.



	Milieu eau superf.	Milieu eau sout.	Air	Sols	Sites paysages protections réglementaires	Faune/flore continuité écologique	Humain réseaux divers voies de communic bruit tourisme	Climat
Faune/flore continuité écologique							+	-
							Le projet s'implante au sein d'axes clés établis dans le cadre de l'élaboration de la trame verte et bleue (réservoir de biodiversité à préserver). Le site existe déjà depuis plusieurs années.	Les changements climatiques peuvent perturber les espèces végétales et animales. Interrelation possible uniquement si l'exploitation du site est susceptible d'influencer de manière significative le climat.
Humain réseaux divers voies de communic bruit tourisme								-
								Les phénomènes climatiques violents sont susceptibles de dégrader biens et matériels humains. Interrelation possible uniquement si l'exploitation du site est susceptible d'influencer de manière significative le climat.
Climat								

Légende

++	interrelation forte à l'échelle du projet
+	interrelation moyenne à l'échelle du projet
-	interrelation faible ou indirecte, peu sensible à l'échelle du projet

### **3.6. CONCLUSION SUR LE SITE A L'ETAT INITIAL**

Le site du projet, bien que déjà existant et hors de zone protégée, présente cependant des enjeux mis en exergue par le tableau précédent et sur lesquels le projet pourrait avoir des impacts non nuls :

- Le milieu « eau superficielle », du fait de la présence proche de l'Allier et de sa biodiversité associée (faune, flore, continuité écologique),
- Le milieu « eau souterraine », du fait de l'implantation du site dans la nappe alluviale de l'Allier et à proximité de champs captant AEP (mais hors périmètre de protection),

Et dans une moindre part :

- Le milieu « humain, réseaux divers, bruit, ... », du fait d'habitations proches, d'une zone d'activité et d'infrastructures sur lesquels le site peut avoir des impacts relativement au trafic généré (qualité de l'air, bruit) et au bruit des installations

## **4. DESCRIPTION DES EFFETS POSITIFS OU NEGATIFS, DIRECTS OU INDIRECTS, TEMPORAIRES OU PERMANENTS, A COURT, MOYEN ET LONG TERME, SUR L'ENVIRONNEMENT**

---

### **4.1. ELEMENTS SPECIFIQUES A LA PHASE CHANTIER**

#### **4.1.1 PRESENTATION DES TRAVAUX PROJETES**

On rappelle que le site est existant et que les travaux prévus, qui ne touchent quasiment pas au gros-œuvre, concernent (liste non exhaustive) :

- La reprise de quelques murs intérieurs afin d'adapter le recouplement des installations aux activités Renova,
- La reprise de quelques éléments de façade, abîmés ou plus fonctionnels,
- La création de portes (issues de secours, portes coupe-feu entre cellules,
- La reprise partielle du sol en cellule 1 (carrelage et siphon à déposer + réagréage),
- La réhabilitation légère des zones administratives, de bureaux (RdC et étage),
- La reprise du désenfumage, notamment dans les zones d'exploitation,
- La dépose de plusieurs équipements laissés en place par Candia et dont Renova n'a pas l'utilité,
- La dépose et démolition de plusieurs socles en béton armé ayant supporté des équipements Candia (reprise par chape armée),
- La reprise des réseaux (électricité, téléphonie, AEP, assainissement, ...) afin de les adapter aux besoins de Renova et d'assurer leur conformité à la réglementation actuelle,
- La reprise partielle des voiries existantes (nid de poule ; stationnement),
- L'aménagement d'une voirie lourde permettant le contournement total du site.

#### **4.1.2 NUISANCES GENEREES PAR LES OPERATIONS DE CHANTIERS**

Les nuisances générées par le chantier seront de plusieurs types, mais globalement limitées du fait de l'ampleur réduite des travaux prévus :

- Circulation des engins de chantiers,
- Nuisances sonores,
- Vibrations dans le sol,
- Production de déchets,
- Pollution atmosphérique,
- Risque de pollution accidentelle des eaux,
- Autres risques accidentels.

L'intensité des nuisances sera variable sur la durée du chantier et dépendra du type de travaux en cours de réalisation.

Les nuisances des phases chantier sont par nature limitées dans le temps et bien connues, donc maîtrisées.

#### 4.1.3 CARACTERISATION DE L'IMPACT DU CHANTIER

L'environnement du projet présente une sensibilité élevée :

- Présence de populations à proximité ;
  - Sensibilité particulière de la population exposée aux nuisances
  - Une vigilance devra être apportée pour interdire l'accès au chantier.
- Présence d'une nappe libre superficielle jugée sensible et vulnérable au risque de pollution
- Impact potentiel à l'échelle du quartier, notamment au droit des voies de desserte du site et sur les infrastructures routières le desservant (le trafic généré restera limité à 2-3 camions/jour maximum auxquels s'ajouteront les véhicules des ouvriers, estimés autour de 20 personnes en pointe) mais implantation dans une zone qui est la seule desservie par l'actuelle rue des Chênes ;
- Travaux réalisés sur un existant situé hors de toute zone sensible et protégée, sans modification d'emprise.

Bien connues, les nuisances générées par un chantier de la taille de celui de Renova resteront limitées et des mesures devront être appliquées lors des travaux pour limiter les impacts possibles sur l'environnement.

**Les impacts liés au chantier sont qualifiés de faibles à moyens au regard de la sensibilité du secteur et les mesures spécifiques mises en œuvre par le demandeur et l'équipe de réalisation permettront leur maîtrise (voir paragraphe 5).**

## 4.2. TRAFIC DE VEHICULES ET CIRCULATION

#### 4.2.1 TRAFIC ATTENDU SUR LE SITE RENOVA

Avec l'implantation de nouvelles lignes de transformation de papier, les trafics attendus restent malgré tout limités :

- **En réception** (matière première et produits annexes) : un maximum de 280 camions/mois, soit 9 camions/jour,
- **En expédition** : un maximum de 330 camions/mois, soit 11 camions/jour,
- **Les salariés** représenteront quant à eux une quarantaine de véhicules légers, ce nombre correspondant à l'effectif présent sur site simultanément.

Soit un total de 600 PL/mois, soit 20 PL/jour + 40 VL/jour (maximum).

#### 4.2.2 CARACTERISATION DE L'IMPACT DU PROJET RENOVA

Avec 20 PL/j attendus et un effectif de l'ordre de 30-40 personnes max en simultanée sur le site, le projet RENOVA ne représentera qu'une faible part du trafic actuel recensé sur la RD 906 (rappel : de l'ordre de 7 000 véhicules/jour dont 8% de poids lourds).

Il profitera par ailleurs prochainement de la mise en place du contournement Sud-Ouest de Vichy pour lequel les estimations de trafic sont de l'ordre de 7 000 véhicules/jour à l'horizon 2020, rendant là encore le trafic de RENOVA tout à fait absorbable.

**En conséquence, l'impact du projet sur le trafic des véhicules et la circulation est qualifié de faible.**



## 4.3. LE CYCLE DE L'EAU

**Les plans des réseaux projetés dans le cadre du projet sont intégrés au chapitre 1 « Lettre de Demande » du DDAE.**

### 4.3.1 ALIMENTATION EN EAU

Le site RENOVA sera alimenté en eau à partir du réseau de distribution AEP déjà existant dans le secteur de la Croix des Vernes. Ce réseau représentera la seule et unique source d'alimentation du site.

Les besoins en eau sont estimés à **moins de 5 m3/jour** répartis de la manière suivante :

- Aux besoins sanitaires et domestiques (à raison de 40 l/j/pers et 40 pers en effectif) : 1,6 m3/j
- Aux besoins liés au nettoyage des installations (nettoyage des sols par auto-laveuse) et aux autres besoins ponctuels (lavages manuels) : max 1 m3/j
- Aux besoins liés au nettoyage des équipements des lignes process (opération manuelle : nettoyage, purge des machines d'impression, nettoyage des stations « colle », ...) : < 1 m3/j

A noter que les besoins des utilités correspondent à des besoins ponctuels durant les phases de remise en service suite à des arrêts techniques programmés et restent donc négligeables.

### 4.3.2 EFFLUENTS REJETES PAR LES INSTALLATIONS

Le projet ne sera pas source de rejets directs dans les eaux de surface. Les eaux pluviales rejoindront in fine l'Allier via le réseau public EP et les réseaux déjà existants sur site ; les eaux usées rejoindront l'Allier après traitement par la station d'épuration publique de Saint-Yorre.

Les effluents rejetés par les installations sont estimés à **moins de 5 m3/jour**, la part des besoins domestiques représentant la moitié des rejets.

Il s'agit :

- Des rejets sanitaires du personnel et des rejets domestiques (EU) : 90% des besoins, soient 1,5 m3/j
- Des eaux résiduaires industrielles de nettoyage des installations (lavage des sols) : max 1 m3/j
- Des eaux résiduaires industrielles de nettoyage des équipements : < 1 m3/j

Là encore, les rejets des utilités (dont condensats des compresseurs) sont négligeables.

Les volumes d'eau mis en œuvre lors des essais des moyens de défense incendie (RIA, sprinklage) restent anecdotiques.

#### ***a) Caractérisation des effluents produits***

Au vu des activités du site, les substances susceptibles d'être présentes dans les rejets d'eaux issues du nettoyage des installations restent classiques :

- MES,
- DCO,
- DBO5,
- Sels dissous,
- ...

On rappelle que les valeurs limites admissibles de rejet imposées par l'arrêté du 2 février 1998 en son article 34 (Raccordement à une station d'épuration collective) sont les suivantes à la sortie de l'installation, avant raccordement à la STEP, lorsque le flux maximal apporté par l'effluent est susceptible de dépasser 15 kg/j de DBO<sub>5</sub> ou 45 kg/j de DCO.

- MES : 600 mg/l,
- DCO : 2 000 mg/l,
- DBO<sub>5</sub> : 800 mg/l,
- Azote global (exprimé en N) : 150 mg/l,
- Phosphore total (exprimé en P) : 50 mg/l
- Température : < 30°C, sans traitement particulier
- pH : compris entre 7,5 et 8,5

**Les valeurs limites admissibles de rejet imposées par l'arrêté de février 1998 sont tout à fait respectées par le projet compte-tenu des volumes concernés et de leur nature, assimilables à des rejets domestiques.**

Pour les autres substances, les valeurs sont données à l'article 32 de l'arrêté de 98 qui vise les rejets dans le milieu naturel.

Article 32 :

3 - Autres substances :

Les rejets respectent les valeurs limites de concentration suivantes :

- 1) indice phénols 0,3 mg/l si le rejet dépasse 3 g/j
- 2) cyanures 0,1 mg/l si le rejet dépasse 1 g/j
- 3) chrome hexavalent et composés (en Cr) 0,1 mg/l si le rejet dépasse 1 g/j
- 4) plomb et composés (en Pb) 0,5 mg/l si le rejet dépasse 5 g/j
- 5) cuivre et composés(en Cu) 0,5 mg/l (2) si le rejet dépasse 5 g/j
- 6) chrome et composés(en Cr) 0,5 mg/l (2) si le rejet dépasse 5 g/j
- 7) nickel et composés (en Ni) 0,5 mg/l (2) si le rejet dépasse 5 g/j
- 8) zinc et composés (en Zn) 2 mg/l si le rejet dépasse 20 g/j
- 9) manganèse et composés (en Mn) 1 mg/l si le rejet dépasse 10 g/j
- 10) étain et composés (en Sn) 2 mg/l si le rejet dépasse 20 g/j
- 11) fer, aluminium et composés(en Fe+Al) 5 mg/l (2) si le rejet dépasse 20 g/j
- 12) Composés organiques halogénés (en AOX ou EOX) (3) 1 mg/l si le rejet dépasse 30 g/j
- 13) hydrocarbures totaux 10 mg/l si le rejet dépasse 100 g/j
- 14) fluor et composés (en F) 15 mg/l si le rejet dépasse 150 g/j
- 15) substances toxiques, bioaccumulables ou nocives pour l'environnement (en sortie d'atelier et au rejet final et en flux et concentration cumulés) :
  - substances listées en annexe V.a de l'AP de 98 : 0,05 mg/l si le rejet dépasse 0,5 g/j, -> aucune substance concernée par le projet

- substances listées en annexe V.b de l'AP de 98 : 1,5 mg/l si le rejet dépasse 1 g/j, -> aucune substance concernée par le projet
- substances listées en annexe V.c.1 de l'AP de 98 : 4 mg/l si le rejet dépasse 10 g/j, -> aucune substance concernée par le projet
- substances listées en annexe V.c.2 de l'AP de 98 : l'arrêté préfectoral d'autorisation fixe des valeurs limites de rejet si le rejet dépasse 10 g/j. -> aucune substance concernée par le projet.

### b) Gestion prévue

Les effluents générés par les activités RENOVA font l'objet d'un raccordement au réseau d'assainissement public du secteur. Celui-ci les dirige alors vers la station d'épuration de Saint-Yorre mise en service en 2010 pour un traitement par boue activée faible charge en aération prolongée.

La température des effluents rejetés sera inférieure à 30°C.

C'est donc une eau peu chargée qui est dirigée vers la STEP de La Font Pirée, dont la capacité nominale est de 8 217 EH pour un débit de référence de 900 m3/j. Le bilan de fonctionnement de cette station d'épuration pour l'année 2014 est le suivant :

<b>Station :</b> Saint Yorre							
<b>Procédé :</b> boues activées							
<b>capacité :</b> 8217 équivalents habitants							
<b>Année de construction :</b> 2010							
<b>Référence réglementaire :</b>		<input type="checkbox"/> Autorisation préfectorale <input checked="" type="checkbox"/> Déclaration préfectorale <input type="checkbox"/> Arrêté du 22 juin 2007					
Paramètres	Performances 2013 mg/l rendement	Performances 2014 mg/l rendement	Réglementation mg/l rendement	capacité nominale	charge entrante (kg/j)	capacité résiduelle	Commentaires
DCO en O2	30,1 95%	30,5 85%	90 85%	1007	269,5	73%	Mise en service en 2010, l'année 2012 a permis d'améliorer les performances de traitement sauf sur le paramètre phosphore pour lequel un traitement physico-chimique a été installé en 2014 ce qui a permis d'obtenir la conformité en phosphore
DBO5 en O2	15,9 94%	14 44%	25 91%	493	123,4	75%	
MES en MES	6,3 99%	9,4 33%	30 90%	477	219,5	54%	
NGL en N	11,5 78%	10 35%	15 70%	73,8	34,4	53%	
Pt en P	4,5 24%	1,97 74%	2 80%	10,4	3,6	66%	
Débit journalier moyen (m3/j)	597	542		1380	542	61%	

Les flux moyens observés sont tous conformes aux flux admissibles journaliers, et la station d'épuration fonctionne même avec une capacité résiduelle de traitement supérieure à 50% pour chaque paramètre.

Les impacts des seuls rejets RENOVA sur la STEP de Saint-Yorre sont donc tout à fait limités.

**Compte-tenu des rejets prévus, la charge moyenne admissible sur la station ne serait pas atteinte, que ce soit en flux journalier moyen ou en flux de pointe.**

### c) Conclusion

Les effluents générés par RENOVA ne sont pas de nature à perturber le fonctionnement de la station d'épuration de Saint-Yorre, les charges polluantes moyennes estimées restant suffisamment faibles pour pouvoir être correctement prises en charge par le réseau d'assainissement.

Les contacts ont été pris par RENOVA avec le gestionnaire du réseau et l'exploitant de la STEP afin d'établir l'autorisation de raccordement et de déversement des effluents générés par l'usine.

**Annexe 3 : Autorisation de rejet au titre du L. 1331-10 du code de la santé publique**

**En conséquence, l'impact des installations sur les eaux usées est qualifié de faible compte-tenu des flux générés et de la prise en charge des effluents par le réseau d'assainissement existant.**

#### 4.3.3 EAUX PLUVIALES

On rappelle que l'assainissement sur le site est réalisé de manière séparative. Il existe donc un réseau pluvial dédié, distinct du réseau d'eaux usées et industrielles.

Par contre, les eaux de voiries et de toitures ne font pas systématiquement l'objet d'une collecte séparée. Ainsi, si la partie Sud du site distingue les eaux de toitures des eaux de voiries, il n'en est pas de même en partie Nord, la plus ancienne.

Les eaux pluviales des voiries sont recueillies par des grilles fonte sur chaussée.

Les eaux pluviales issues des toitures sont recueillies par des descentes EP à l'intérieur des bâtiments (cellules 1 et 2) ou en façade (cellule 3) et sont raccordées au réseau existant sur site.

Ces réseaux sont raccordés sur les réseaux publics existants : Un point de raccordement se fait au Nord-Ouest du site, via un fossé dirigeant les eaux vers l'Allier ; un second point de rejet existe au Sud-Ouest, dans le ruisseau non pérenne du Bois des Jarraux passant au Sud du site et qui rejoint lui aussi l'Allier.

Les eaux de voiries rejetées au ruisseau du Bois des Jarraux transitent préalablement par un séparateur hydrocarbures, un deuxième équipement étant présent à l'angle Sud-Ouest de la cellule 2.

Le projet Renova prévoit de conserver les 2 séparateurs hydrocarbures existants.

Les modalités de rejet ne sont pas modifiées par rapport à l'existant précédemment autorisé et il n'y aucune modification des surfaces imperméabilisées.

**L'effet du projet est donc nul sur les eaux pluviales.**

**Compte-tenu de l'absence de modification des surfaces imperméabilisées et du maintien de la gestion par réseau séparatif, l'impact du projet sur les eaux pluviales est qualifié de négligeable.**

#### 4.4. IMPACT SUR LE SOL ET SOUS-SOL

Compte tenu des activités envisagées et des modalités d'assainissement prévues, l'impact potentiel du projet sur le sol et le sous-sol correspond à des scénarios accidentels, lors de la phase chantier de reprise des voiries et de création de la voirie lourde et lors de l'exploitation, du fait de la présence de quelques produits liquides (dont fuel du système de sprinklage).

Ces aspects sont traités dans le chapitre 3 du DDAE « Etude de dangers », ils ne sont donc pas développés dans la présente étude d'impact.

#### 4.5. POLLUTION DE L'AIR ET UTILISATION RATIONNELLE DE L'ENERGIE

##### 4.5.1 UTILISATION RATIONNELLE DE L'ENERGIE

Les économies d'énergie résultent des actions et des investissements ayant pour but d'améliorer l'efficacité énergétique d'un établissement, tant en ce qui concerne les consommations spécifiques que les choix entre les énergies et leur gestion.

Sur le site, de l'énergie sera consommée pour :

- L'alimentation électrique des machines et équipements des diverses zones d'activités ;
- La production d'eau chaude sanitaire ;
- Le chauffage à l'étude du bâtiment par aérotherme à gaz ;



- L'éclairage ;
- La ventilation des installations,
- La production d'air comprimé.

**La source d'énergie principale utilisée est l'électricité, le gaz naturel étant uniquement consommé en cas de mise en place des aérothermes.**

L'utilisation du fuel domestique sera réservée à l'alimentation de la motopompe du système de sprinklage. Il s'agira donc d'une utilisation exceptionnelle, réservée aux phases accidentelles d'incendie de la cellule 3.

#### ***a) Mesures prises pour limiter les consommations en énergie***

Les mesures mises en place au niveau d'une installation pour assurer l'efficacité énergétique, et donc l'utilisation rationnelle de l'énergie, portent essentiellement sur :

- la bonne maîtrise des procédés, ce qu'assurent l'expérience et le savoir-faire de RENOVA,
- la maintenance, la surveillance et le mesurage, ou encore le management de l'efficacité énergétique. Il s'agit de techniques que RENOVA pratique déjà sur ses sites en activité et qui font partie intégrante du mode d'exploitation de la société. Ces mesures seront évidemment mises en place sur le site de Saint-Yorre.

#### ***b) Estimations des besoins énergétiques des installations***

Les besoins énergétiques du projet sont estimés à environ **1,8 MW/an** pour le fonctionnement des 3 lignes. Il s'agit de besoins électriques nécessaires au process, à la production d'air comprimé, au fonctionnement du transstockeur et à l'éclairage de l'ensemble des installations.

**Les consommations énergétiques du site RENOVA de Saint-Yorre seront maîtrisées et feront l'objet d'un suivi particulier de la part du demandeur.**

### **4.5.2 GAZ A EFFET DE SERRE (GES)**

Les quantités de gaz à effet de serre (GES) produites dépendent du type d'énergie utilisé. Sur le site, la production de GES sera limitée par l'utilisation de l'énergie provenant de l'électricité et du gaz naturel.

En France, l'énergie électrique produit peu de GES. Son contenu en carbone est variable selon l'usage et le moment. En hiver, durant les pointes d'utilisation du chauffage, les centrales thermiques classiques qui fonctionnent au gaz, au fioul ou au charbon, suppléent davantage la production électronucléaire ou hydroélectrique. L'électricité est distribuée par le réseau EDF ; entre octobre 2008 et septembre 2009, le contenu en GES de la production électrique EDF a varié de 22 à 65 g eqCO<sub>2</sub>/kWh<sup>3</sup>.

La combustion du gaz naturel est propre (émissions d'azote très faibles) et c'est l'énergie fossile qui influence le moins l'effet de serre.

**On rappelle que le projet n'est pas soumis aux quotas des gaz à effet de serre.**

### **4.5.3 SOURCES DE POLLUTION DE L'AIR POSSIBLES**

Les sources de rejets atmosphériques à envisager sur le site RENOVA sont les suivantes :

- Les aérothermes à gaz s'ils sont mis en place (rejets canalisés) ;

---

- <sup>3</sup> Gramme équivalent CO<sub>2</sub> par kWh équivalent ; le kWh tient compte des différents modes de production d'énergie.

- Les rejets des systèmes de ventilation (incluant process pour la cellule 2)
- Les émissions diffuses des engins et véhicules ;

**A noter que compte-tenu des produits utilisés et des quantités mises en jeu, les rejets process correspondent majoritairement à des rejets de chaleur et pas à des rejets de produits polluants ou toxiques.**

#### ***a) Principales caractéristiques des rejets des aérothermes à gaz***

Les émissions atmosphériques de polluants liées aux aérothermes à gaz sont classiques. Parmi les principaux polluants, on trouve :

- le monoxyde de carbone (CO),
- les oxydes d'azote (NOX),
- et les poussières.

D'autres polluants sont également émis, en quantités beaucoup plus faibles, tels que les métaux lourds, le monoxyde de carbone (CO), les COV non méthaniques, les hydrocarbures imbrûlés, le méthane (CH<sub>4</sub>), les hydrocarbures aromatiques polycycliques (HAP), certains composés halogénés, des polluants organiques persistants (POPs)...

Les installations de combustion émettent par ailleurs de grandes quantités de dioxyde de carbone (CO<sub>2</sub>), principal gaz à effet de serre d'origine anthropique.

Les principaux rejets gazeux liés à la combustion du gaz naturel sont le gaz carbonique, le monoxyde de carbone (très peu lorsque la chaudière est réglée pour une combustion optimale) et les oxydes d'azote.

**La caractéristique de ce combustible dit propre est de ne pas générer de poussières et peu d'oxydes de soufre.**

#### ***b) Emissions dues aux engins de manutention***

Les rejets associés aux engins électriques seront les émissions possibles d'hydrogène lors de la charge des batteries. Cela constitue un rejet dont le risque est à prendre en compte localement mais est tout à fait anecdotique sur le plan environnemental.

**Par conséquent, les émissions atmosphériques dues à ses engins peuvent être considérées comme négligeables.**

#### ***c) Emissions dues à la circulation des véhicules***

La circulation des véhicules légers retenue dans le cadre de la présente étude se limite à la circulation sur les voiries du site. Le nombre de véhicules légers est estimé à 40 par jour. Le nombre de poids lourd est estimé à 20 par jour.

#### ***d) Rejets des lignes process***

La grande majorité des encres et colles utilisées sont des produits non dangereux à base d'eau. Seuls quelques produits nettoyants et quelques additifs (antimousse, fongicide) sont classés dangereux, et principalement « irritants ». Le fongicide et un type d'encre (Or colorsan) sont les seuls produits étiquetés « dangereux pour l'environnement ».

Or encres et colles, les produits chimiques sont utilisés en très petites quantités (moins de 0.05 kg/tonne de papier produit). **Le risque environnemental associé est donc jugé minime.**

En fonctionnement normal, les lignes process sont donc surtout à l'origine d'émission de chaleur liée au fonctionnement des machines.

L'évacuation de cette chaleur est assurée par la mise en place de deux extractions spécifiques sur chaque ligne de production par tourelles d'extractions installées en toiture. Les tourelles d'extraction 400°/2h sont pilotées manuellement par les opérateurs de la ligne de production.

**Par conséquent, les émissions atmosphériques dues aux installations des lignes de process peuvent être considérées comme nulles.**

#### 4.5.4 CALCUL DES EMISSIONS ATMOSPHERIQUES

##### **a) Aérothermes à gaz**

Les estimations des rejets des aérothermes fonctionnant au gaz naturel sont réalisées à partir des données constructeur pour les rejets en NOx et en CO.

- le monoxyde de carbone (CO) : entre 35,4 et 264,2 mg/kWh
- les oxydes d'azote (NOx) : entre 87,1 et 128,4 mg/kWh.

**L'utilisation des aérothermes n'est pas encore actée sur le site. Il est donc impossible de quantifier les rejets qui seraient induits. Cependant, les installations resteraient de faible puissance, engendrant des flux dont l'impact environnemental resterait limité.**

##### **b) Flux de polluants émis par la circulation des véhicules**

Les estimations des rejets des véhicules sont réalisées à partir des ratios du CITEPA, OMINEA, 11<sup>ème</sup> Edition février 2014 pour les hypothèses de répartition de la flotte routière en fonction du carburant et pour les facteurs d'émissions.

Les hypothèses de trafic sont de 20 PL/jour + 40 VL/jour. Les distances parcourues sur site sont estimées sur la base du plan de masse et des voiries.

Répartition des véhicules	Nb / jour	Nb essence	Nb diesel	Nb GPL	Distance max parcourue sur site (km/véhic)
VP	40	15	25	< 1	0,8
PL	20	< 1	20		1,3

Tableau 11 : Rejets gazeux annuels et contribution à l'effet de serre des véhicules routiers

Type de véhicule	gCO <sub>2</sub> / j	mgCH <sub>4</sub> / j	mgN <sub>2</sub> O / j	mgSO <sub>2</sub> / j	mgNO <sub>x</sub> / j	mgCOVNM / j	mgCO / j
VP essence	1978	349	51	14	2234	2408	17497
VP diesel	3207	30	151	22	13371	383	2400
PL diesel	19436	533	556	132	153462	6750	52603
<b>TOTAL jour</b>	<b>24,7 kgCO<sub>2</sub></b>	<b>0,9 gCH<sub>4</sub></b>	<b>0,8 gN<sub>2</sub>O</b>	<b>0,2 gSO<sub>2</sub></b>	<b>153,5 gNO<sub>x</sub></b>	<b>6,75 gCOVNM</b>	<b>52,6 gCO</b>
<b>TOTAL an</b>	<b>9 tCO<sub>2</sub></b>	<b>338 gCH<sub>4</sub></b>	<b>277 gN<sub>2</sub>O</b>	<b>62 gSO<sub>2</sub></b>	<b>56 kgNO<sub>x</sub></b>	<b>2 kgCOVNM</b>	<b>19 kgCO</b>

#### 4.5.5 IMPACT DES REJETS SUR L'ENVIRONNEMENT

Les flux précédemment calculés (rejets véhicules) ont été comparés aux émissions atmosphériques départementales.

Tableau 12 : Contribution des émissions atmosphériques des installations RENOVA aux émissions départementales

Polluants	Flux annuels totaux RENOVA (tonnes/an)	Emissions totales Allier en 2005 (tonnes/an)	Contribution des installations aux émissions départementales
Oxydes de soufre en équivalent SO <sub>2</sub>	0.000062	1 078*	5,75.10 <sup>-8</sup>
Oxyde d'azote en équivalent NO <sub>x</sub>	0.056	9 421*	5,94.10 <sup>-6</sup>
COVNM	0.002	29 168*	6,86.10 <sup>-8</sup>
Monoxyde de carbone CO	0.019	46 905*	4,05.10 <sup>-7</sup>
CH <sub>4</sub>	0.000338	52 970*	6,38.10 <sup>-9</sup>
CO <sub>2</sub>	9	2 944 000*	3,06.10 <sup>-6</sup>

\*Source CITEPA Inventaire départemental France 2000 – Mise à jour 11/02/2005

La contribution des futures installations aux émissions atmosphériques départementales reste donc minime.

**En conclusion, selon les informations et les connaissances techniques disponibles au moment de la réalisation de la présente étude, l'incidence des émissions atmosphériques des installations RENOVA sur la qualité de l'air ambiant au voisinage du site peut être considérée comme négligeable, pour les composés étudiés.**

**L'impact du fonctionnement des futures installations sur l'environnement et la qualité de l'air est par conséquent qualifié de faible.**

## 4.6. DECHETS

### 4.6.1 ORIGINE DES DECHETS

L'activité de transformation de papier produit peu de déchets.

Ces déchets sont assimilables en grande majorité à des déchets ménagers ou DIB :

- Déchets de papiers,
- Déchets de cartons,
- Déchets plastiques (films d'emballage, emballages divers),
- Déchets plastiques souillés (bidons vides d'encre ou de colle ; bidons de 1 000 litres plastique)
- Quelques déchets de produits chimiques (encres notamment) sont également générés mais en faibles quantités et pour la plupart, on rappelle que ces produits ne sont pas dangereux (encres à base d'eau, non solvantes),
- Curage du déshuileur (tous les 4 ans)



Les autres déchets générés par ce type d'installation sont essentiellement dus aux opérations de maintenance (huiles, fluide caloporteur, ...) ou aux interventions nécessaires en cas de panne ou de mise à l'arrêt d'un équipement.

#### 4.6.2 CARACTERISATION DES DECHETS PRODUITS ET ESTIMATION QUANTITATIVE

Dans le tableau donné ci-après, l'identification des déchets est faite à partir de la nomenclature des déchets, objet de l'annexe II à l'article R.541-8 du code de l'environnement; le code à 6 chiffres de la nomenclature indique :

- la catégorie d'origine du déchet précisant le secteur d'activité, le procédé ou les détenteurs dont il est issu pour les deux premiers chiffres
- le regroupement intermédiaire pour les deux chiffres médians,
- la désignation du déchet pour les deux derniers chiffres.

ex : Code déchets 17 01 03

17	01	03
Déchets de construction et de démolition (y compris la construction routière)	Béton, briques, céramiques et matériaux à base de gypse	Tuiles et céramiques

Les opérations de maintenance bien connues (comme la vidange des cuves de stockage d'hydrocarbures) peuvent faire l'objet d'une estimation quantitative.

Par contre les quantités de déchets produites en cas de panne ou de remplacement d'équipement ne peuvent être estimées, celles-ci étant intrinsèquement liées au type de panne ou de type d'équipement concerné.

Dans tous les cas ces déchets ne seront pas générés en fonctionnement normal.

Seul le type de déchets générés lors de ces événements ponctuels peut être estimé.

Pour les déchets générés en fonctionnement normal des installations, les tonnages annuels attendus sont les suivants :

Les déchets générés par 3 lignes fonctionnant 24h/24, 361 j/an sont ainsi estimés à :

- Déchets de papier : 2 010 tonnes/an,
- Déchets de carton (mandrins) : 135 tonnes/an,
- Déchets de cartons (hors mandrin) : 1,2 tonnes/an,
- Déchets plastiques (films 1er et 2ème emballage, films étirables) : 20 tonnes/an,
- Déchets plastiques « souillés » (bidons vides d'encre ou de colle) : 300 à 525 bidons/an max,

Tableau 13 : Synthèse des déchets produits en fonctionnement normal

Catégorie	Regroupement	Code	Désignation	Origine / nature du déchet	Quantité annuelle
<b>DECHETS NON DANGEREUX</b>					
Déchets provenant de la transformation du bois et de la production de panneaux et de meubles, de pâte à papier, de papier et de carton	Déchets provenant de la production et de la transformation de papier, de carton et de pâte à papier	03 03 99 Ou 03 03 10	Déchets non spécifiés ailleurs  Refus fibreux, boues de fibres, de charge et de couchage provenant d'une séparation mécanique	Poussières/Résidus de papier émis lors du process	??
Déchets provenant de la fabrication, de la formulation, de la distribution et de l'utilisation (FFDU) de produits de revêtement (peintures, vernis et émaux vitrifiés), mastics et encres d'impression	Déchets provenant de la FFDU d'encres d'impression	08 03 08	Déchets liquides aqueux contenant de l'encre	Nettoyage / lavage des équipements d'impression	525 bidons max en tout, produits majoritairement non dangereux
		08 03 13	Déchets d'encres autres que ceux visés à la rubrique 08 03 12	Déchets d'encre ne contenant pas de composants dangereux	
	Déchets provenant de la FFDU de colles et mastics (y compris produits d'étanchéité).	08 04 10	Déchets de colles et mastics autres que ceux visés à la rubrique 08 04 09	Déchets de colle ne contenant pas de composants dangereux	
Emballages et déchets d'emballages, absorbants, chiffons d'essuyage, matériaux filtrants et revêtements de protection	Emballages et déchets d'emballages	15 01 01	Emballage en papier / carton	DIB carton/papier	~2 150 tonnes
		15 01 02	Emballage en matière plastique	DIB palette, bidons et films plastique	20 tonnes
		15 01 03	Emballage en bois	DIB palettes	quelques tonnes consignées
		15 01 07	Emballage en verre	DIB verre	Quelques tonnes
Déchets municipaux (déchets ménagers et déchets assimilés provenant des commerces, des industries et des administrations) y compris les fractions collectées séparément	Autres déchets municipaux	20 03 01	Déchets municipaux en mélange	DIB refus de tri compactés	Quelques tonnes
		20 03 07	Déchets encombrants	DIB refus de tri non compactés	Quelques tonnes

Catégorie	Regroupement	Code	Désignation	Origine / nature du déchet	Quantité annuelle
<b>DECHETS DANGEREUX</b>					
Déchets provenant de la fabrication, de la formulation, de la distribution et de l'utilisation (FFDU) de produits de revêtement (peintures, vernis et émaux vitrifiés), mastics et encres d'impression	Déchets provenant de la FFDU d'encres d'impression	08 03 12*	Déchets d'encres contenant des substances dangereuses	Déchets d'encre contenant des composés dangereux	Quelques bidons
Déchets de solvants organiques, d'agents réfrigérants et propulseurs (sauf chapitres 07 et 08)	Déchets de solvants, d'agents réfrigérants et d'agents propulseurs d'aérosols / de mousses organiques	14 06 03*	Autres solvants et mélanges de solvants	Autres solvants et mélanges de solvants	
Emballages et déchets d'emballages, absorbants, chiffons d'essuyage, matériaux filtrants et revêtements de protection	Emballages et déchets d'emballages	15 01 10*	Emballages contenant des résidus de substances dangereuses ou contaminés par de tels résidus	Emballages contenant des résidus de substances dangereuses ou contaminés par de tels résidus	
Déchets non décrits ailleurs dans la liste	Gaz en récipients à pression et produits chimiques mis au rebut	16 05 07*	Produits chimiques d'origine minérale à base de ou contenant des substances dangereuses, mis au rebut	Produits chimiques divers mis au rebut	
		16 05 08*	Produits chimiques d'origine organique à base de ou contenant des substances dangereuses, mis au rebut	Produits chimiques divers mis au rebut	

Tableau 14 : Production de déchets en cas d'opérations de maintenance ou de mise à l'arrêt des futurs équipements

Catégorie	Regroupement	Code	Désignation	Origine / nature du déchet	Quantité
Huiles et combustibles liquides usagés (sauf huiles alimentaires et huiles figurant aux chapitres 05, 12 et 19)	Huiles moteur, de boîte de vitesse et de lubrification usagées	13 02 05*	Huiles moteur, de boîte de vitesses et de lubrification non chlorées à base minérale	Appareils et équipements contenant de l'huile	Nulle en fonctionnement normal
		13 02 08*	Autres huiles moteur, de boîte de vitesses et de lubrification	Appareils et équipements contenant de l'huile autre	Nulle en fonctionnement normal
	Huiles isolantes et fluides caloporteurs usagés	13 03 10*	Autres huiles isolantes et fluides caloporteurs	Autres huiles isolantes et fluides caloporteurs	Nulle en fonctionnement normal
	Contenu de séparateurs eau/hydrocarbures	13 05 07*	Eau mélangée à des hydrocarbures provenant de séparateurs eau/hydrocarbures	Eau mélangée à des hydrocarbures provenant de séparateurs eau/hydrocarbures	2 x 7 tonnes par an
Déchets municipaux (déchets ménagers et déchets assimilés provenant des commerces, des industries et des administrations) y compris les fractions collectées séparément	Fractions collectées séparément	20 01 21*	Tubes fluorescents et autres déchets contenant du mercure	Tubes fluorescents et autres déchets contenant du mercure	Quelques unités par an
		20 01 35*	Equipements électriques et électroniques mis au rebut contenant des composants dangereux, autres que ceux visés aux rubriques 20 01 21 et 20 01 23	D3E	~1 tonne par an

Les déchets dangereux produits par l'activité, que ce soit en fonctionnement normal ou lors des phases de maintenance, nécessiteront une prise en charge particulière. Ces mesures sont détaillées au chapitre 5.

**Compte-tenu de la nature « classique » des déchets générés et de leur faible quantité, l'impact en l'absence de mesures compensatoires est qualifié de faible.**



## 4.7. BRUIT ET AMBIANCE SONORE

Les mesures réalisées par VENATHEC et présentées dans l'état initial permettent de conclure que l'ambiance sonore du secteur est marquée, à des degrés différents selon le point de mesure considéré, par le trafic sur la RD906, sur la rue de la Croix des Vernes et sur le chemin de l'Allier ; par l'avifaune ; par les bruits de voisinage ; par la végétation, forte au droit du point LP3.

**Le niveau sonore résiduel (hors fonctionnement de l'installation) est caractérisé dans le secteur par un niveau diurne compris entre 40,5 et 47,5 dB(A) et un niveau nocturne compris entre 33,5 et 46,5 dB(A).**

Le projet lui-même sera à l'origine d'émissions sonores principalement liées :

- Au trafic journalier des véhicules (personnel, livraisons, expéditions) ;
- Aux utilités nécessaires par exemple à la climatisation et/ou au chauffage des installations, la plupart étant situées en intérieur (convecteurs électriques, climatisation réversible des bureaux) ;
- Au fonctionnement des installations de process, toutes situées en intérieur

Pour la partie Process et pour certaines utilités, l'impact sera maîtrisé par leur mise en œuvre à l'intérieur des bâtiments, eux-mêmes distants des limites de propriété et des premiers tiers.

En extérieur, les véhicules n'étant pas amenés à parcourir de grandes distances sur le site, leur impact sonore restera là aussi limité (stationnement sur parking dédié ; aires de dépotage dédiées ; zone de quais en réception et en expédition), les instructions de RENOVA étant par ailleurs d'arrêter les moteurs lors des opérations les plus longues.

Les équipements techniques peuvent quant à eux atteindre des niveaux sonores par machine majoritairement inférieurs à 85 dB(A), comme le montrent les relevés issus des autres usines du groupe :

Nome	L <sub>Aeq,Tk</sub> (dB(A))	Pico (dB(C))	63 Hz	125 Hz	250 Hz	500 Hz	1000 Hz	2000 Hz	4000 Hz	8000 Hz
"Deroulement des bobines	78.3	98.7								
Machine des mandrins- Bobines	80.3	102.5	---	60,4	68,7	73,6	73,9	73,8	71,9	70,1
Machine des mandrins- fabrication	80.9	104,0	54,6	62,8	70,1	74,4	75,0	74,1	72,2	68,5
Painel Control - Bobinage	79.4	102,4								
Cabine_Dosage	83.9	102,2	51,9	58,6	68,2	71,5	76,0	79,6	76,6	75,3
Cabine_pompe a vide	87.3	113,8	55,2	66,0	73,7	79,9	81,2	82,5	77,9	74,2
Sortie découpe	80.8	104,2	---	61,6	67,8	73,1	74,8	74,4	73,2	70,4
Sortie emballeuse	79.4	96,6								
Entre emballeuse	80.2	99,0	---	59,2	67,4	72,4	73,8	74,9	72,2	68,1
Sortie ensacheuse Painel Control	81	99,2	---	58,1	66,4	72,3	74,9	75,5	73,9	69,5
Painel Control/Palettiseur	77.7	99,7								
Palettiseur/Étiquetage	77	96,4								

Le constructeur garantit quant à lui la conformité des équipements à la réglementation européenne (certificat CE, niveau de bruit inférieur à 85 dB(A)).

Quoi qu'il en soit, les niveaux d'émergence admissibles au droit des premiers tiers qu'il faudra respecter sont d'ores et déjà fixés par l'arrêté du 23 janvier 1997 relatif au bruit des installations classées.

Niveau de bruit ambiant existant dans les zones à émergence réglementée incluant le bruit de l'établissement	Emergence admissible pour la période allant de 7 heures à 22 heures sauf dimanches et jours fériés	Emergence admissible pour la période allant de 22 heures à 7 heures ainsi que les dimanches et jours fériés
Sup à 35 dB(A) et inf ou égal à 45 dB(A)	6 dB(A)	4 dB(A)
Supérieur à 45 dB(A)	5 dB(A)	3 dB(A)

Par ailleurs, pour chacune des périodes de la journée (diurne et nocturne), les niveaux de bruit à ne pas dépasser en limites de propriété de l'établissement, déterminés de manière à assurer le respect des valeurs d'émergence admissibles, ne pourront excéder 70 dB(A) pour la période de jour et 60 dB(A) pour la période de nuit, sauf si le bruit résiduel pour la période considérée est supérieur à cette limite.

Les niveaux maximum générés par les futures installations permettant un respect des seuils réglementaires sont donnés dans les tableaux suivants (en considérant les niveaux L50 pour le bruit résiduel).

Tableau 15 : Niveaux admissibles en ZER

Période diurne					
Point de mesure	Bruit résiduel mesuré (L <sub>50</sub> )	Bruit particulier de l'activité à ne pas dépasser	Bruit ambiant calculé	Emergence calculée	Emergence à ne pas dépasser
ZER 1	38,5	43,5	44,5	6,0 dBA	6,0 dBA
ZER 2	46,0	49,5	51,0	5,0 dBA	5,0 dBA

Période nocturne					
Point de mesure	Bruit résiduel mesuré (L <sub>50</sub> )	Bruit particulier de l'activité à ne pas dépasser	Bruit ambiant calculé	Emergence calculée	Emergence à ne pas dépasser
ZER 1	39,5	41,5	43,5	4,0 dBA	4,0 dBA
ZER 2	39,0	41,0	43,0	4,0 dBA	4,0 dBA

Les niveaux maximums générés par la future activité sont calculés à partir des niveaux résiduels de manière à obtenir l'émergence réglementaire.

## 4.8. AUTRES ELEMENTS RELATIFS A LA COMMODITE DU VOISINAGE

### 4.8.1 ODEURS

L'exposition fréquente à des odeurs peut générer un état de stress, relié au sentiment d'altération de l'environnement, de perte de jouissance des lieux.

Les installations de transformation de papier de la société RENOVA ne sont pas sources d'odeur.

Les seules sources identifiées restent celles des véhicules circulant sur et aux alentours du site. Cette nuisance restera néanmoins très faible, les véhicules étant conformes à la réglementation et le trafic restant limité.

**L'impact du projet sur les odeurs est qualifié de négligeable.**

### 4.8.2 EMISSIONS LUMINEUSES

#### a) Problématique

L'excès de lumière artificielle nocturne constitue un type de pollution dont les impacts sont considérables :

- Impact sur la biodiversité (perturbations sur la faune et la flore) ;
- Gaspillage énergétique et économique ;

- Gêne pour le voisinage et pour l'observation des étoiles.

#### **b) Eclairage extérieur prévu dans le cadre du projet**

Dans le cadre du projet, l'éclairage extérieur sera limité au strict nécessaire. Pour assurer la gestion de cet éclairage extérieur, une armoire d'éclairage extérieur dédiée, implantée dans le local poste HT/BT COMAFRUIT, sera réalisée. Cette armoire comportera un interrupteur crépusculaire avec un programmateur hebdomadaire doublé d'une commande manuelle.

L'éclairage extérieur est réalisé d'une part par des projecteurs et des crosses avec lanterne implantés en façade des bâtiments, en périphérie, et d'autre part par des candélabres pour l'éclairage des zones de parking et des voies de circulation.

Les commandes d'allumage des éclairages extérieurs seront réalisées comme suit :

- Allumage et extinction des zones de Parking et des voies de circulation en fonction de la luminosité
- Allumage et extinction des zones de manœuvre en fonction de la présence de véhicule.

Les appareils d'éclairage extérieur existants seront conservés en l'état et recâblés depuis les nouveaux circuits issus de la nouvelle armoire d'éclairage extérieur.

Il est prévu un relamping, un remplacement des ballasts et un nettoyage de tous les appareils d'extérieur.

En complément, il sera réalisé un complément d'éclairage extérieur pour la zone parking nord. Cet éclairage sera réalisé par des mâts de 7 m équipés de lanterne avec source SHP 150 W sur crosse avancée de 1,50m.

L'éclairage extérieur doit assurer au minimum les niveaux d'éclairement moyen, après application d'un coefficient de dépréciation de 1.20 de 20 lux au sol.

Au-dessus de chaque porte de quai camion, il sera installé un projecteur d'éclairage de type L14 pour assurer l'éclairage de l'arrière et de l'intérieur des camions. Ce projecteur sera commandé avec l'ouverture de la porte.

Par ailleurs, les faisceaux seront dirigés vers le sol et non pas vers le haut, afin de limiter encore l'impact visuel.

#### **c) Caractérisation de l'impact**

Compte tenu du contexte anthropisé du quartier et de l'ancienneté du bâtiment (exploité jusqu'en décembre 2013), les éclairages réalisés dans le cadre du projet ne seront pas susceptibles d'impacter la pollution lumineuse du secteur d'étude.

**L'impact des émissions lumineuses du projet est par conséquent qualifié de négligeable.**

## **4.9. ENVIRONNEMENT HUMAIN ET POPULATION**

### **4.9.1 IMPACT SUR L'AGRICULTURE**

La société Renova réutilise un bâtiment déjà existant et ne prévoit pas de travaux d'extension des installations déjà présentes. Le site est donc déjà imperméabilisé et se trouve au sein d'une zone dédiée à l'implantation d'activités industrielles d'après le règlement d'urbanisme local.

**L'impact du projet sur les terres agricoles est jugé négligeable.**

#### 4.9.2 IMPACT SUR LES AUTRES ACTIVITES HUMAINES

Les activités humaines répertoriées dans le voisinage du site correspondent majoritairement à de l'habitation, une station-service associée à un garage étant également recensée à une trentaine de mètres des bâtiments Renova.

Au-delà de la RD906 se trouvent les sociétés et industries de la ZA du Bois des Jarraux.

On ne recense par ailleurs aucun équipement public important (écoles, hôpitaux, ...) dans le voisinage du site.

Les installations qu'exploite aujourd'hui Renova correspondent à un bâtiment industriel présent depuis au moins 1992 (autorisation COMALAIT), qui a fait l'objet d'une 1<sup>ère</sup> extension (cellule 2) et d'une construction de STEP au début des années 2000, d'une seconde extension après 2005 (cellule 3) et qui a été exploité jusqu'en décembre 2013.

Le bâtiment est donc déjà tout à fait intégré à son environnement.

**L'impact du projet sur les autres activités humaines est qualifié de négligeable.**

### 4.10. SITES, PAYSAGES ET PATRIMOINE

#### 4.10.1 INTEGRATION DANS LE PAYSAGE OU LE SITE

La simple réutilisation d'un bâtiment existant au sein d'une parcelle déjà dédiée à l'activité industrielle n'est pas susceptible d'impact la qualité paysagère du secteur.

**L'impact du projet sur le paysage est qualifié de négligeable.**

#### 4.10.2 IMPACT SUR LE PATRIMOINE CULTUREL ET L'ARCHEOLOGIE

Aucun élément du patrimoine ne se trouve dans un périmètre de 100m autour du terrain ; le terrain Renova n'est grevé d'aucune servitude des abords liée à la présence d'un monument historique et le site est purgé des contraintes liées aux fouilles archéologiques, puisque le bâtiment et ses annexes sont existants et ont été régulièrement exploités depuis 1992.

**L'impact du projet sur le patrimoine archéologique et culturel est qualifié de négligeable.**

### 4.11. MILIEU NATUREL ET EQUILIBRE BIOLOGIQUE – INCIDENCE NATURA 2000

Les espèces ayant conduit au classement en zone Natura 2000 du Val de l'Allier Sud, dont le périmètre semble recouvrir une partie du terrain Renova, sont essentiellement liées à la dynamique fluviale de l'Allier. Cette dynamique fluviale explique la diversité importante des milieux qui y sont recensés.

Les principaux habitats s'y répartissent de la manière suivante :

- ✓ Forêts caducifoliées : 40%
- ✓ Eaux douces intérieures (eaux stagnantes, eaux courantes) : 20%
- ✓ Landes, broussailles, recrus, maquis et garrigues, phrygana : 20%
- ✓ Pelouses sèches, steppes : 5%
- ✓ Dunes, plages de sables, machair : 5%

Dans cette zone, l'Allier divague dans une plaine alluviale large de 100 à 1700m. La dynamique fluviale entraîne la création permanente de milieux diversifiés allant de l'eau courante à la forêt alluviale en passant par les vasières, les grèves, les plages sableuses, les pelouses sèches, les boires et les reculs. Ainsi, plages, landes, ripisylves, microfalaises se succèdent.

Les données relatives aux espèces ayant conduit à la désignation du site restent quant à elles de qualité globalement moyenne (M) à insuffisantes (DD), l'évaluation globale du site étant jugée significative (C). Les espèces sont clairement spécifiques de milieux aquatiques ou humides.

Espèces inscrites à l'annexe II de la directive 92/43/CEE et évaluation

Espèce			Population présente sur le site						Évaluation du site			
Groupe	Code	Nom scientifique	Type	Taille		Unité	Cat.	Qualité des données	A B C D	Cons.	Isol.	Glob.
				min	max		C R V P		Pop.			
I	1044	<i>Coenagrion mercuriale</i>	p			i	P	G	C	B	C	C
F	1095	<i>Petromyzon marinus</i>	p	0	3230	i	V	M	C	B	C	C
F	1102	<i>Alosa alosa</i>	p	0	3067	i	R	M	C	B	C	C
F	1106	<i>Salmo salar</i>	p	400	1238	i	R	M	C	B	C	B
A	1166	<i>Triturus cristatus</i>	p			i	P	DD	C	B	C	C
A	1193	<i>Bombina variegata</i>	p			i	P	DD	C	B	C	C
R	1220	<i>Emys orbicularis</i>	p	0	140	i	P	M	C	B	C	C
M	1337	<i>Castor fiber</i>	p			i	P	DD	C	B	C	C
M	1355	<i>Lutra lutra</i>	p			i	P	DD	C	B	C	C
P	1428	<i>Marsilea quadrifolia</i>	p			i	V	G	D			

- **Groupe** : A = Amphibiens, B = Oiseaux, F = Poissons, I = Invertébrés, M = Mammifères, P = Plantes, R = Reptiles.
- **Type** : p = espèce résidente (sédentaire), r = reproduction (migratrice), c = concentration (migratrice), w = hivernage (migratrice).
- **Unité** : i = individus, p = couples, adults = Adultes matures, area = Superficie en m<sup>2</sup>, bfeemales = Femelles reproductrices, cmales = Mâles chanteurs, colonies = Colonies, fsters = Tiges florales, grids1x1 = Grille 1x1 km, grids10x10 = Grille 10x10 km, grids5x5 = Grille 5x5 km, length = Longueur en km, localities = Stations, logs = Nombre de branches, males = Mâles, shoots = Pousses, stones = Cavités rocheuses, subadults = Sub-adultes, trees = Nombre de troncs, tufts = Touffes.
- **Catégorie du point de vue de l'abondance (Cat.)** : C = espèce commune, R = espèce rare, V = espèce très rare, P : espèce présente.
- **Qualité des données** : G = «Bonne» (données reposant sur des enquêtes, par exemple); M = «Moyenne» (données partielles + extrapolations, par exemple); P = «Médiocre» (estimation approximative, par exemple); DD = Données insuffisantes.
- **Population** : A = 100 % p > 15 % ; B = 15 % p > 2 % ; C = 2 % p > 0 % ; D = Non significative.
- **Conservation** : A = «Excellente» ; B = «Bonne» ; C = «Moyenne / réduite».
- **Isolément** : A = population (presque) isolée ; B = population non isolée, mais en marge de son aire de répartition ; C = population non isolée dans son aire de répartition élargie.
- **Évaluation globale** : A = «Excellente» ; B = «Bonne» ; C = «Significative».

Les autres espèces importantes de faune et de flore recensées sont majoritairement des oiseaux.

Le projet ne nécessite aucune modification d'emprise du site, aucune construction nouvelle et aucune nouvelle imperméabilisation susceptible de soustraire des surfaces qui seraient aujourd'hui des terrains naturels, humides ou aquatiques susceptibles d'accueillir les espèces mentionnées ci-avant. Aucun chantier n'est prévu dans l'emprise des zones proches faisant l'objet de protections naturelles. Aucun rejet susceptible d'être pollué ne se fera dans le milieu naturel.

**L'impact du projet sur les milieux naturels de manière générale, sur les continuités écologiques et sur les zones Natura 2000, même proche, d'autre part est jugé négligeable.**

## 4.12. ADDITIONS ET INTERACTIONS ENTRE LES DIFFERENTS EFFETS SUR L'ENVIRONNEMENT

Le tableau suivant présente la synthèse des effets sur l'environnement attendus dans le cadre du projet.

Tableau 16 : Additions et interactions entre les différents effets sur le projet

Compartiment étudié	Impacts attendus dans le cadre du projet (hors mesures compensatoires)	Effets d'additions et d'interaction
Phase « chantier »	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Pas de gros travaux prévus ; essentiellement reprises internes au bâtiment</li> <li>- Nuisances sonores</li> <li>- Production de déchets réduites</li> <li>- Emissions atmosphériques très limitées</li> <li>- Risque accidentel</li> </ul>	Effet d'addition limité dans le temps des différents impacts susceptibles de nuire au voisinage existant.



Compartiment étudié	Impacts attendus dans le cadre du projet (hors mesures compensatoires)	Effets d'additions et d'interaction
<b>Trafic et circulation des véhicules</b>	Flux de circulation liés à l'exploitation du site modérés au regard des flux de circulation globaux du secteur (7000 véhic/jour dont 8% de PL).	Effet d'addition non nul mais modéré, qui restera tout à fait absorbable par le contournement de Vichy à venir
<b>Eau</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Volumes d'effluents produits par les installations réduits (quasi exclusivement sanitaires) et traités en STEP – impact du projet faible (&lt; 5 m3/j)</li> <li>- Rejets d'eaux pluviales : mesures déjà en place sur le secteur ; aucune modification des surfaces imperméabilisées</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Convention de raccordement au réseau d'assainissement prévue</li> <li>- STEP communale adaptée à la réception d'effluents sanitaires</li> <li>- Pas d'effet d'addition attendu sur les EP</li> </ul>
<b>Energie</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Consommations énergétiques limitées</li> <li>- Alimentation électrique majoritaire et en gaz pour les aérothermes</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- consommation de ressources énergétiques (essentiellement électriques)</li> <li>- émissions atmosphériques peu polluantes</li> </ul>
<b>Pollution de l'air</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Rejets cumulés réduits (trafic, aérothermes, process)</li> <li>- Essentiellement calorifique pour le process, ni polluant ni toxique</li> </ul>	Effet d'addition avec les rejets existants mais de faible ampleur
<b>Déchets</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Déchets produits en faibles quantités et essentiellement de type cartons, papier</li> <li>- Très peu de déchets dangereux (bidons vides des quelques produits classés dangereux)</li> </ul>	Effet d'addition limité sur la production de déchets DIB du secteur compte-tenu des volumes générés. Peu d'interaction sur les filières spécifiques nécessaires (déchets dangereux)
<b>Bruit</b>	- Source de bruit : les installations techniques, le trafic, le process	Nuisance peu susceptibles de dégrader la qualité générale de l'environnement immédiat du site
<b>Environnement humain</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Rejets atmosphériques</li> <li>- Environnement humain (population) proche et considéré comme sensible</li> <li>- Environnement proche essentiellement résidentiel</li> </ul>	Les émissions atmosphériques et le bruit représentent des impacts qui s'additionnent pour l'environnement humain immédiat
<b>Milieu naturel et équilibres biologiques</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Installations existantes hors zone de protection mais à proximité de zones à enjeux</li> <li>- Absence de modification de l'existant</li> <li>- Pas de dégradation des zones naturelles existantes</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Absence de dégradation des habitats écologiques</li> <li>- Absence d'effets cumulés sur la perte de biodiversité ou la destruction d'espèces</li> </ul>

La sensibilité humaine, notamment vis à vis du bruit, est le facteur principal sur lequel le projet peut avoir un effet.

Malgré tout, compte-tenu de sa nature, le projet Renova ne sera pas à l'origine d'effets cumulés importants sur l'environnement.

**Quoi qu'il en soit, les mesures organisationnelles et techniques mises en œuvre dans le cadre du projet permettront de maîtriser ces aspects.**

## **5. MESURES ENVISAGEES PAR LE DEMANDEUR POUR EVITER, REDUIRE OU COMPENSER LES EFFETS NEGATIFS DU PROJET SUR L'ENVIRONNEMENT**

---

### **5.1. APPLICATION DES MEILLEURES TECHNIQUES DISPONIBLES (MTD)**

La directive 2010/75/UE relative aux émissions industrielles (dite Directive IED) définit au niveau européen une approche intégrée de la prévention et de la réduction des pollutions émises par les installations industrielles et agricoles entrant dans son champ d'application.

Un de ses principes directeurs est le recours aux **meilleures techniques disponibles (MTD)** afin de prévenir les pollutions de toutes natures.

Ces techniques sont applicables aux installations relevant de la Directive IED.

Les installations Renova ne relevant pas de cette Directive, la société n'est pas tenue d'appliquer les MTD.

### **5.2. ELEMENTS SPECIFIQUES A LA PHASE CHANTIER**

Le projet Renova s'implante sur un site déjà existant pour lequel il n'est pas prévu de modification des bâtiments existants nécessitant la mise en place d'un chantier.

Les seuls travaux prévus concernent la mise en place des lignes de production supplémentaires, toutes implantées en intérieur et la remise aux normes de certaines parties des bâtiments.

Ces travaux resteront donc limités à la reprise partielle des structures bâties, induisant un trafic temporaire sur le site.

#### **5.2.1 MOYENS DE MAITRISE DE LA NUISANCES LIEES AUX TRAFICS DE VEHICULES**

Afin de limiter les nuisances dues au trafic des véhicules, il sera prévu de :

- Fournir un plan d'accès des livraisons aux entreprises.
- Planifier les livraisons en évitant les heures de pointe ou les heures susceptibles de créer des nuisances aux voisinages.
- Mettre en place une signalétique sur le site indiquant l'itinéraire des livraisons.

### 5.2.2 MESURES PRISES POUR LIMITER LES NUISANCES SONORES

Les différents bruits provenant des travaux prévus proviennent des différents engins de livraison, des véhicules circulant sur le site, etc. Afin de limiter ces nuisances acoustiques, il est possible de :

- Mettre en place des écrans acoustiques temporaires (cabanons de chantier ou palissades).
- Insonoriser les engins ; fermer les capots dans un premier temps et capotage supplémentaire dans un second temps.
- Utiliser des machines électriques plutôt que thermiques.
- Réaliser le maximum de travaux en ateliers (exemple : découpe de tôle).
- Utiliser des circuits de circulation plutôt que des aires de retournement afin de réduire les marches arrière des engins.

Le matériel et les engins utilisés devront être conformes à la réglementation de l'arrêté du 18 mars 2002.

Les dispositions organisationnelles afin de limiter les nuisances acoustiques seront :

- Une gestion des livraisons ; réduction du nombre de véhicules, horaires de livraison, etc.
- Une utilisation de talkies walkies afin d'éviter les hurlements.
- Une planification des tâches bruyantes (horaire, durée, simultanéité, etc.).
- Une information aux riverains des périodes de bruit intense.

### 5.2.3 PROTECTION DES EAUX SOUTERRAINES

Les travaux réalisés pour le projet Renova ne seront pas directement effectués aux abords d'un forage et aucun terrassement susceptible d'interférer sur la nappe phréatique n'est prévu.

Néanmoins les mesures suivantes seront mises en œuvre pour éviter tout risque de pollution :

- il ne sera pas injecté ou déversé en nappe de substances polluantes ;
- le stockage de matériaux incluant des produits de synthèse ou lessivables ainsi que le stockage de déchets ne sera pratiqué à proximité que sur des aires prévues à cet effet, étanches et si nécessaires dotées de rétention.

### 5.2.4 GESTION DES DECHETS DE CHANTIER

Les CCTP exigeront aux entreprises et aux fournisseurs une réorganisation du conditionnement des produits et matériaux. Ces détails seront affinés lors des phases EXE avec les entreprises sélectionnées.

Pour la collecte et le tri des déchets des phases de travaux, des bennes seront mises en place sur le site avec une signalétique claire via des pictogrammes.

Un plan de gestion des déchets sera intégré au plan d'installation du chantier, détaillera les lieux de stockage des déchets en fonction de leur nature et leur élimination. Ces dispositions seront affinées lors des phases ultérieures.

Une charte « chantier / travaux propre(s) » fera partie du dossier de consultation des entreprises, elle détaillera les dispositions satisfaisantes en faveur du tri des déchets, de la collecte à la mise en décharge ou la valorisation.

La charte « chantier / travaux propre(s) », ainsi que les CCTP, exigeront la fourniture des bordereaux de suivi de la totalité des déchets réglementés et d'au moins 10% des déchets non réglementés

Les bordereaux de suivi des déchets réglementés attesteront de l'atteinte de l'objectif de valorisation des déchets.

**L'impact des travaux compte tenu de leur nature et des mesures précédemment citées, sera faible. Rappelons par ailleurs qu'il s'agit d'impacts limités dans le temps.**

### **5.3. MESURES PRISES POUR LIMITER L'IMPACT SUR LES EAUX**

#### **5.3.1 PROTECTION DES RESEAUX D'APPROVISIONNEMENT**

Afin d'assurer la protection du réseau d'eau potable, un ou plusieurs réservoirs de coupure ou bacs de disconnexion ou tout autre équipement présentant des garanties équivalentes sont installés afin d'isoler les réseaux d'eaux industrielles et pour éviter des retours de substances dans les réseaux d'adduction d'eau publique.

Les installations d'approvisionnement en eau seront munies d'un dispositif de mesure totalisateur et le relevé des volumes prélevés sera effectué périodiquement et inscrit dans un registre tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.

Le réseau AEP du secteur est la seule ressource exploitée par Renova pour son alimentation en eau.

#### **5.3.2 PROTECTION VIS-A-VIS DES REJETS D'EFFLUENTS**

Tous les effluents aqueux sont canalisés et différenciés selon la nature de l'effluent produit (réseaux séparatifs) : il existe ainsi un réseau d'effluents « Eaux Usées » (EU), reprenant les rejets sanitaires et domestiques et les effluents industriels, ici assimilables à des rejets domestiques ; un réseau d'eaux pluviales (EP) reprenant les eaux de ruissellement des voiries et des toitures.

La convention de rejet établi avec la commune de Saint-Yorre autorise l'entreprise Renova à raccorder ses eaux usées au réseau d'assainissement public.

Le raccordement prévoit un unique point de connexion au réseau public des eaux usées sanitaires et industrielles.

Concernant les eaux pluviales, il n'est pas prévu de modification des points de raccordement des eaux pluviales du site.

Les réseaux de collecte des eaux pluviales et eaux usées sont conçus dans l'objectif de conserver un écoulement gravitaire.

Aucune liaison directe n'est établie entre le réseau EU et le milieu récepteur.

Ces réseaux sont équipés de vannes et de compteurs ainsi que de points de contrôle conformes à la réglementation. Un système permet l'isolement de ces réseaux par rapport à l'extérieur, le dispositif étant actionnable en toute circonstance, soit localement, soit à partir d'un poste de commande.

On rappelle que les eaux usées sont dirigées vers la station d'épuration de Saint-Yorre pour y être traités.

Il a été démontré au § 4.3 que la station est apte à recevoir les effluents du projet.

## 5.4. MESURES PRISES POUR LIMITER LA POLLUTION CHRONIQUE DE L'AIR

L'activité de la société Renova ne sera pas à l'origine de rejet atmosphérique polluant puisque le process ne nécessite pas l'utilisation en grandes quantités de produits chimiques dangereux par inhalation ou pour la qualité de l'air, qu'aucune installation de combustion n'est prévue sur le site, et que les trafics resteront limités.

Malgré tout, certaines mesures prises par la société Renova permettent la limitation de l'impact sur la qualité de l'air.

### 5.4.1 LIMITATION DES TRANSPORTS

Le projet même d'implantation des activités en France permet de réduire l'empreinte carbone des produits en réduisant les coûts et les distances de transport vers les marchés européens.

Par ailleurs, la gestion des prestataires et sous-traitants depuis la France favorisera les liens avec des entreprises locales, de manière à diminuer les distances à parcourir, notamment pour les approvisionnements.

Il est ainsi envisagé :

- Bobines mères en ouate pure ou recyclée : fournies par le groupe à partir des usines au Portugal, néanmoins, recherche d'un partenaire local pour pallier à de possibles ruptures,
- Matériel d'emballage, colles, lotions, fragrances : appel d'offres, en privilégiant le bon rapport qualité/prix,
- Encre d'impression : le fournisseur actuel du groupe RENOVA (usines au Portugal) est un fabricant Français,
- Palettes : Système de location, appels d'offres, en privilégiant le bon rapport qualité/prix.

**Dans les conditions d'exploitation précédemment détaillées, l'impact du projet sur la qualité de l'air est qualifié de faible.**

### 5.4.2 SURVEILLANCE DES EMISSIONS ATMOSPHERIQUES

L'activité de transformation du papier (rubrique 2445) ne dispose pas d'arrêté de prescriptions pour les installations soumises à autorisation.

Par ailleurs, l'activité n'est concernée :

- Ni par l'annexe 1 du règlement n°166/2006 du 18/01/06 concernant la création d'un registre européen des rejets et des transferts de polluants, et modifiant les directives 91/689/CEE et 96/61/CE du Conseil, l'alinéa 6 visant les installations de fabrication et transformation du papier et du bois en ne faisant en référence qu'à des installations de fabrication,
- Ni par l'arrêté du 31/01/08 relatif au registre et à la déclaration annuelle des émissions et des transferts de polluants et des déchets (liste des établissements visés donnée à l'annexe Ia) et Ib) de l'arrêté).



Le site classé à autorisation reste quoi qu'il en soit soumis aux prescriptions de l'arrêté du 2 février 1998.

Celui-ci impose donc les éléments suivants relatifs aux rejets atmosphériques :

Article de l'arrêté du 2 février 1998	Paramètres / Prescription	Commentaires
Art. 24	<p>Le débit des effluents gazeux est exprimé en mètres cubes par heure rapportés à des conditions normalisées de température (273 kelvins) et de pression (101,3 kilopascals) après déduction de la vapeur d'eau (gaz secs); les concentrations en polluants sont exprimées en gramme(s) ou milligramme(s) par mètre cube rapporté aux mêmes conditions normalisées.</p> <p>L'arrêté d'autorisation précise la teneur en oxygène des gaz résiduels, à laquelle sont rapportées les valeurs limites sauf dans les cas où l'oxygène est proscrit ou présente un taux négligeable.</p>	
Art. 27	<p><b>1 - Poussières totales :</b> Si le flux horaire est inférieur ou égal à 1 kg/h, la valeur limite de concentration est de 100 mg/m<sup>3</sup>. Si le flux horaire est supérieur à 1 kg/h, la valeur limite de concentration est de 40 mg/m<sup>3</sup>.</p> <p><b>7 - Composés organiques volatils :</b> <b>a) Rejet total de composés organiques volatils à l'exclusion du méthane :</b> Voir article 30.</p> <p><b>b) Composés organiques volatils visés à l'annexe III :</b> Si le flux horaire total des composés organiques visés à l'annexe III dépasse 0,1 kg/h, la valeur limite d'émission de la concentration globale de l'ensemble de ces composés est de 20 mg/m<sup>3</sup>.</p>	<p>aucune substance utilisée sur le site n'est concernée par les mentions de dangers H340, H350, H350i, H360D ou H360F ou par les phrases de risques R45, R46, R49, R60 ou R61, ou par les mentions de dangers H341 ou H351 ou étiquetée R40 ou R68</p>
Art. 30 alinéa 19	<p>Autres ateliers d'héliogravure, flexographie, impression sérigraphique en rotative, contrecollage ou vernissage, impression sérigraphique en rotative sur textiles/cartons : les dispositions du premier alinéa du a du 7° de l'article 27 sont remplacées par les dispositions suivantes :</p> <p>La valeur limite d'émission de COV non méthanique dans les rejets canalisés, exprimée en carbone total, est de 75 mg/m<sup>3</sup>.</p> <p>Le flux annuel des émissions diffuses ne doit pas dépasser : 25 % de la quantité de solvants utilisée, si la consommation de solvants est inférieure ou égale à 25 tonnes par an ; 20 % de la quantité de solvants utilisée, si la consommation de solvants est supérieure à 25 tonnes par an.</p>	<p>Les émissions en COV du site sont essentiellement des émissions diffuses liées à l'impression, le site ne disposant pas de four de séchage et utilisant des peintures à base d'eau, non solvantées.</p>

RENOVA réalisera annuellement un suivi des rejets atmosphériques de ses installations. Les résultats seront archivés et transmis à l'inspection des installations classées.

### 5.4.3 MAINTENANCE DES INSTALLATIONS

L'ensemble des équipements des lignes de transformation de papier font l'objet d'une maintenance préventive et curative régulière. Des contrats d'entretien seront signés avec des sociétés spécialisées qui assureront le fonctionnement des machines, et donc leur niveau de rejet, dans des conditions optimales de sécurité environnementale.

## 5.5. MESURES PRISES POUR LIMITER L'IMPACT DE LA PRODUCTION DE DECHETS

### 5.5.1 OBLIGATIONS REGLEMENTAIRES

#### *a) Cadre général*

L'article L. 541-1 du code de l'environnement fixe les règles générales applicables en matière de gestion des déchets. L'approche globale à retenir consiste ainsi :

1. En priorité, à prévenir et réduire la production et la nocivité des déchets, notamment en agissant sur la conception, la fabrication et la distribution des substances et produits et en favorisant le réemploi, ainsi que de diminuer les incidences globales de l'utilisation des ressources et d'améliorer l'efficacité de leur utilisation ;
2. A mettre en œuvre une hiérarchie des modes de traitement des déchets consistant à privilégier, dans l'ordre :
  - a) La préparation en vue de la réutilisation ;
  - b) Le recyclage ;
  - c) Toute autre valorisation, notamment la valorisation énergétique ;
  - d) L'élimination ;
3. A assurer que la gestion des déchets se fasse sans mettre en danger la santé humaine et sans nuire à l'environnement, notamment sans créer de risque pour l'eau, l'air, le sol, la faune ou la flore, sans provoquer de nuisances sonores ou olfactives et sans porter atteinte aux paysages et aux sites présentant un intérêt particulier ;
4. A organiser le transport des déchets et de le limiter en distance et en volume ;
5. Assurer l'information du public sur les effets pour l'environnement et la santé publique des opérations de production et de gestion des déchets, sous réserve des règles de confidentialité prévues par la loi, ainsi que sur les mesures destinées à en prévenir ou à en compenser les effets préjudiciables.

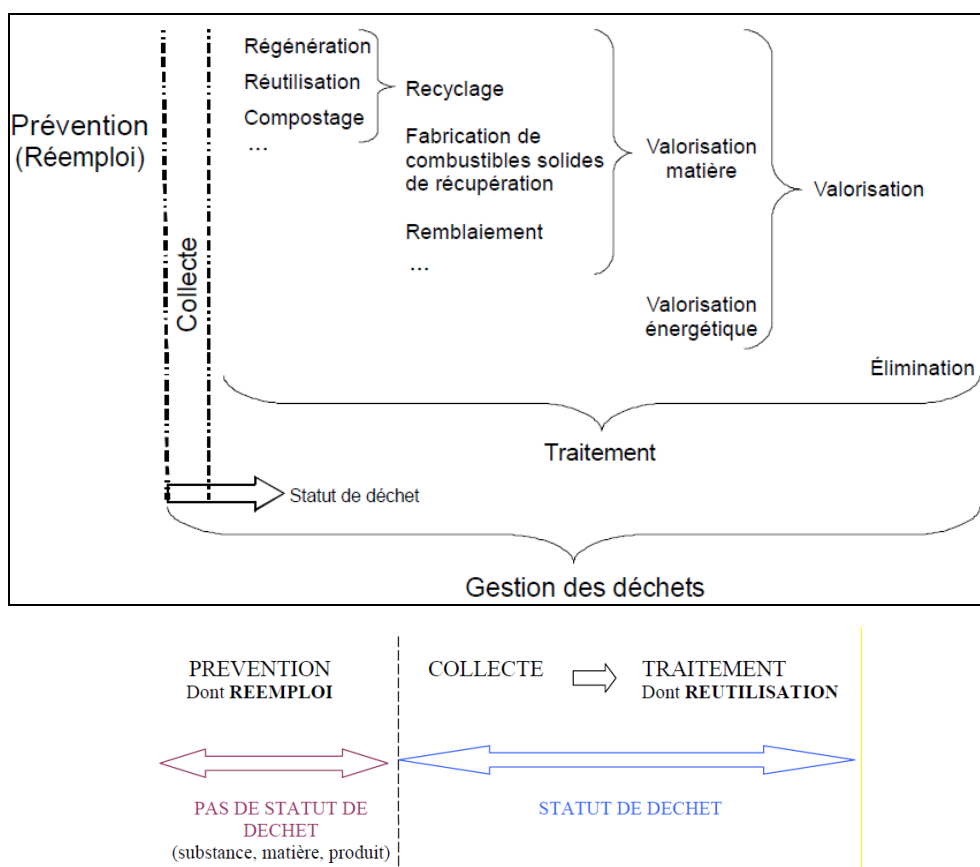
Si les deux derniers items relèvent essentiellement de la compétence des services de l'état et d'une organisation à l'échelle départementale, régionale ou nationale, les trois autres items s'appliquent aux déchets produits sur le site RENOVA.

#### *b) Définitions*

L'article L. 541-1-1 du code de l'environnement fixe les définitions applicables en matière de gestion des déchets.

La figure suivante extraite du « Lexique à l'usage des acteurs de la gestion des déchets » publiée par l'ADEME en mai 2012, illustre la définition du terme « Gestion des déchets ».

Figure 22 : Logigramme « gestion des déchets »



### c) Règles applicables en matière de collecte des déchets

Afin de favoriser les opérations de valorisation matière, le code de l'environnement oblige les producteurs de déchets à collecter séparément certains types de déchets :

- Art. L. 541-21-1 : A compter du 1er janvier 2012, les personnes qui produisent ou détiennent des quantités importantes de déchets composés majoritairement de biodéchets sont tenues de mettre en place un tri à la source et une valorisation biologique ou, lorsqu'elle n'est pas effectuée par un tiers, une collecte sélective de ces déchets pour en permettre la valorisation de la matière de manière à limiter les émissions de gaz à effet de serre et à favoriser le retour au sol.
- Art. L. 541-21-2 : Tout producteur ou détenteur de déchets doit mettre en place un tri des déchets à la source et, lorsque les déchets ne sont pas traités sur place, une collecte séparée de leurs déchets, notamment du papier, des métaux, des plastiques et du verre, pour autant que cette opération soit réalisable d'un point de vue technique, environnemental et économique.

#### 5.5.2 MODALITES DE GESTION DES DECHETS PREVUES DANS LE CADRE DU PROJET

RENOVA appliquera sur le site de Saint-Yorre les procédures et modalités de gestion des déchets déjà approuvées sur ses sites existants du Portugal. Les procédures mises en place sont ainsi relatives à la gestion et à l'élimination des déchets, les déchets dangereux, notamment, nécessitant des mesures de sécurité lors de leur tri et stockage.

Les déchets produits par RENOVA seront triés à la source, conditionnés, étiquetés et stockés selon leur nature.

On rappelle que la majorité des déchets produits sont des DIB, et que quelques déchets de produits chimiques sont également générés, mais en quantités limitées et pour la plupart issus de produits non dangereux.

Ainsi, le site ne produit pas de déchets toxiques et les consignes strictes d'exploitation mises en œuvre par l'exploitant permettent de limiter à la source les quantités de déchets produits, en réduisant le gaspillage et en favorisant le recyclage.

Le mode de gestion des déchets mis en œuvre dans le cadre des activités du bâtiment permet d'assurer le recyclage et la valorisation des déchets produits par les différentes activités, notamment grâce :

- au tri sélectif,
- aux dispositions prévues pour le stockage sur site,
- à la prise en charge des différents déchets par des professionnels qui assure leur valorisation dans des filières agréées.

Ainsi, les déchets de papiers, cartons et de certains plastiques sont rachetés après mise en balle pour recyclage ; les contenants sales et les déchets dangereux (produits chimiques) sont pris en charge pour être traités spécifiquement tandis que certains contenants sont détruits en centres agréés.

Les filières d'élimination des différents types de déchets, depuis la collecte et l'enlèvement, sont adaptées au déchet à traiter et les sociétés en charge de leur élimination seront agréées.

L'entreprise responsable de l'enlèvement et de l'élimination des déchets est agréée pour ce type d'opération et s'engage contractuellement à respecter en tout point la législation en vigueur actuelle et à venir.

Des BSDI (Bordereaux de Suivi des Déchets Industriels) sont délivrés à chaque enlèvement de déchets.

Les ordures ménagères sont prises en charge par la collecte municipale au moins une fois par semaine.

Le site dispose au sein de chaque cellule de zones dédiées au regroupement des déchets produits, par type de déchets. Les déchets y sont entreposés selon leur nature et leur risque en attendant leur regroupement dans la zone « déchets » dédiée du site, située en extérieur, sous le auvent Est.

Le regroupement des déchets est ainsi prévu au sein d'une zone dédiée couverte, au sol étanche et imperméable, et qui disposera de containers et/ou compacteurs (compacteur papier/cartons ; compacteur plastiques). Des bennes dédiées seront également prévues pour les déchets d'emballage dangereux.

Les produits liquides sont stockés sur rétentions.

A l'issue du traitement des déchets, le centre de traitement du déchet transmet les BSD (Bordereau de Suivi de Déchets) avec la facture au producteur. Ces BSD sont archivés pendant 5 ans au niveau du service HSE.

En terme de traçabilité, tous les mouvements d'émission de déchets sont tracés dans un système informatique de gestion des déchets avec l'émission de bordereau de déchet, la saisie du tonnage traité et les coûts associés (le transport, l'élimination, la location et l'entretien du matériel spécifique (ex : bennes, compacteur, ...) et les taxes environnementales (TGAP)).

A partir de ce système informatique, des tableaux de bord mensuels et annuels sont réalisés comprenant le tonnage et le nombre d'enlèvements de chaque catégorie de déchets.

Dans le cadre de contrôles de dispositions prises par les exploitants d'établissement industriels en faveur de la bonne élimination des déchets, le directeur de site rendra également compte aux autorités extérieures (DREAL).

**Compte tenu des mesures retenues pour garantir la bonne gestion des déchets, y compris lors des opérations de maintenance ou la mise à l'arrêt d'équipements, l'impact du projet sur les déchets peut être qualifié de négligeable.**

## 5.6. MESURES PRISES POUR LIMITER LES NUISANCES SONORES

Les mesures prises pour assurer le respect des niveaux maximum admissibles en limite de propriété sont les suivantes :

- Tous les équipements (techniques et de production) sont conformes à la réglementation en la vigueur. S'agissant d'appareils neufs, les technologies sont récentes et les meilleures performances acoustiques sont donc attendues,
- Les équipements bruyants sont installés pour la plupart en intérieur (machines de production en Cellule 2 ; groupe sprinkler dans local dédié ; compression d'air dans local dédié opposé aux populations),
- Les équipements situés en extérieur sont capotés ou sont équipés d'un habillage périphérique isolant acoustiquement parlant. Ce genre de mesures permet d'atteindre des niveaux d'atténuation sonore de l'ordre de 20 dB(A).
- Les équipements sont éloignés des limites de propriété et des premiers tiers.

**RENOVA réalisera une étude acoustique au démarrage de ses activités afin de s'assurer que les niveaux maximum admissibles en limites de propriété sont conformes à la réglementation et que l'émergence au droit des premiers tiers est respectée (4 db(A) de nuit et 5 ou 6 dB(A) de jour).**

**Compte tenu des mesures retenues pour garantir le respect de la réglementation en la matière, l'impact acoustique du projet peut être qualifié de négligeable.**

## 5.7. MESURES PRISES POUR FAVORISER L'INTEGRATION PAYSAGERE DU PROJET

S'agissant de la réutilisation d'un bâtiment déjà existant pour lequel il n'est pas prévu de modification des façades ou d'emprise, l'intégration paysagère des installations est déjà assurée.

**Aucune mesure d'intégration paysagère n'est jugée nécessaire.**

## 5.8. MESURES PRISES POUR LIMITER L'IMPACT ECOLOGIQUE

S'agissant de la réutilisation d'un bâtiment déjà existant pour lequel il n'est pas prévu de modification des façades ou d'emprise, l'impact écologique des installations sur les milieux naturels, la faune et la flore est négligeable.

**Aucune mesure écologique particulière n'est jugée nécessaire.**



## **6. DESCRIPTION DES EFFETS POSITIFS OU NEGATIFS, DIRECTS OU INDIRECTS, TEMPORAIRES OU PERMANENTS, A COURT, MOYEN OU LONG TERME, SUR L'HYGIENE, LA SANTE ET LA SALUBRITE PUBLIQUE**

---

### **6.1. RAPPEL DU CONTEXTE DU PROJET**

La société Renova a implanté une ligne de production de produits hygiéniques par transformation de papier au sein d'un bâtiment industriel existant précédemment exploité par la société Candia sur la commune de Saint-Yorre.

Initialement soumises à déclaration ICPE, les installations évoluent en accueillant 2 lignes de transformation supplémentaires, ce qui soumet aujourd'hui le site à autorisation.

Située au Sud de la commune dans le quartier de la Croix des Vernes, l'usine se trouve à proximité d'infrastructures routières (RD906) et ferroviaires, dans une zone où habitations et industries sont déjà implantées.

Le terrain se trouve par ailleurs à proximité de l'Allier et des milieux naturels associés, sans toutefois être concerné ni par des zones de protection de la nature, ni dans les périmètres de protection des champs captant environnants.

### **6.2. IDENTIFICATION DES SUBSTANCES DANGEREUSES ET DES NUISANCES**

Les substances émises par les installations Renova seront les suivantes :

- **Rejets aqueux ;**
- **Rejets atmosphériques ;**
- **Emissions sonores liées aux activités du site.**

#### **6.2.1 REJETS AQUEUX**

On rappelle que la consommation en eau du site reste extrêmement limitée (moins de 5 m<sup>3</sup>/jour), que le site n'est alimentée que par le réseau AEP communal, et que les rejets induits sont essentiellement des rejets sanitaires ou assimilables à des rejets domestiques, le process n'étant pas consommateur d'eau autrement que pour le nettoyage des équipements et des bâtiments.

<b>En conséquence, l'effet sur la santé des rejets aqueux du site ne sera pas étudié.</b>
-------------------------------------------------------------------------------------------

#### **6.2.2 REJETS ATMOSPHERIQUES**

Les polluants atmosphériques liés à la combustion des énergies fossiles ont un impact sur la santé variable en fonction de leur concentration dans l'air et de la dose inhalée. Les populations les plus sensibles sont les enfants, les personnes âgées, les personnes atteintes d'affections respiratoires et les sportifs durant la pratique d'une activité physique intense. Il existe cependant de grandes variations de sensibilité entre les individus.

Le tableau suivant présente les principaux polluants rencontrés et leurs effets sur la santé et l'environnement.

Tableau 17 : Effets des principaux gaz de combustion sur la santé et l'environnement

POLLUANT	Sources principales	Effets/santé	Effets/environnement
<b>SO<sub>2</sub></b> <b>Dioxyde de soufre</b>	combustion de combustibles fossiles	- irritation des voies respiratoires - synergie avec les particules - sensibilité particulière des asthmatiques	- pluies acides - dégradation de la pierre et des matériaux
<b>PM 10</b> <b>PM 2,5</b> <b>Particules en suspension</b>	Combustion de combustibles fossiles	- altération de la fonction pulmonaire, plus ou moins importante suivant la taille des particules	- effets de salissures sur les bâtiments
<b>NO</b> <b>Monoxyde d'azote</b> <b>NO<sub>2</sub></b> <b>Dioxyde d'azote</b>	Combustion de combustibles fossiles	- irritation des bronches chez un public sensible - favorise les crises d'asthme - altération de la fonction pulmonaire	- pluies acides - formation de l'ozone troposphérique - atteinte de la couche d'ozone stratosphérique - effet de serre
<b>CO</b> <b>Monoxyde de carbone</b>	combustion de combustibles fossiles (gaz inodore, incolore, inflammable)	- se fixe à la place de l'oxygène dans le sang - vertiges / maux de tête - à concentration élevée, risque léthal	- formation de l'ozone troposphérique - effet de serre en se transformant en CO <sub>2</sub>
<b>COVNM</b> <b>Benzène</b> <b>Acétone</b>	combustion de combustibles fossiles, évaporation de solvants organiques, transport	- cancérigène - attaque de certains organes - sensibilité particulière des asthmatiques	- formation de l'ozone troposphérique - effet de serre

Les opérations de transformation de papier sont réalisées au sein de cabines sécurisées ouvertes sur leur partie supérieure, les émissions étant essentiellement des poussières de papier.

Les produits d'impression étant majoritairement non dangereux et non solvantés et utilisés en faibles quantités, **la technologie permet d'assurer qu'il n'y aura pas de rejet atmosphérique polluant sur les équipements de production.**

Enfin, les émissions propres au fonctionnement des moteurs thermiques des véhicules circulant sur le site correspondront à des poussières et gaz de combustion. Il s'agit de rejets mobiles, qui plus est diffus à l'échelle du site de par la mobilité des sources.

Représentant classiquement près de 95 à 99 % des gaz d'échappement, les éléments majoritaires sont constitués par des substances non toxiques : de la vapeur d'eau (H<sub>2</sub>O) et de l'azote (N<sub>2</sub>) pour 80 à 90 %, du dioxyde de carbone (CO<sub>2</sub>) pour 10 à 15 %. Ce dernier, bien que non toxique au même titre que les autres composants majoritaires, participe néanmoins à l'effet de serre.

Les 1 à 5 % restant sont constitués par des éléments traces qui peuvent être :

- du monoxyde de carbone (CO),
- du dioxyde de soufre (SO<sub>2</sub>) et autres composés soufrés émis principalement par les moteurs diesel,
- des oxydes d'azote (Nox),
- des composés organiques volatils (COV),
- des composés métalliques tels que le zinc, le nickel, le chrome et le cadmium pour les plus fréquents d'entre eux.

L'action spécifique des gaz d'échappement est classiquement celle exercée sur l'appareil respiratoire. Ils sont notamment susceptibles d'engendrer un accroissement de la sensibilité des bronches aux infections microbiennes et aux maladies respiratoires chroniques, ainsi que le développement d'asthme et de bronchopathies aiguës.

En milieu confiné, le monoxyde de carbone entraîne des maux de tête, vertiges et troubles sensoriels.

Dans le cas du projet, où l'ensemble des émissions a lieu en milieu ouvert, il n'y a aucun risque d'intoxication au monoxyde de carbone.

Vu le nombre d'engins en présence (circulation d'engins de manutention type transpalette, des camions de livraison/expédition (20 PL par jour maximum), des camions pour l'enlèvement des déchets spécifiques, des véhicules du personnel (40 véhic/jour)), leur puissance, et leur fonctionnement somme toute temporaire, **on a pu estimer que les émissions liées à la circulation restent de faible importance au niveau régional.**

**Compte tenu de l'importance toute relative des rejets, de la conformité des engins utilisés avec la réglementation en vigueur, des choix technologiques faits sur les produits employés et du niveau technique des équipements mis en place, le risque sanitaire pour les populations riveraines lié aux gaz d'échappement et poussières émis par le fonctionnement des engins et des camions liés aux activités du site est négligeable.**

### 6.2.3 EMISSIONS SONORES

Les éléments disponibles extraits du document OMS « environmental health criteria 12 » permettent les constats suivants : la description des sources sonores et la caractérisation du bruit font l'état d'un consensus assez général, il est cependant plus difficile de s'accorder sur les doses admissibles de bruit pour l'homme.

#### *a) Effets spécifiques sur l'audition*

Une exposition à une valeur de pointe supérieure à 140 dB, même sur de courtes périodes, représente un risque de dommage morphologique de l'oreille, le plus souvent par rupture de la membrane du tympan.

Une exposition sur le long terme à un niveau sonore élevé peut entraîner une perte d'audition avec de grandes variations sur la période prise en compte, les facteurs individuels, les spectres et aucune méthode ne permet de déterminer quelles sont les personnes les plus vulnérables.

#### *b) Effets d'interférence*

Les effets liés au bruit sur la santé humaine sont associés au sommeil, la communication et la concentration. Malgré tous les facteurs individuels et de situation, on estime généralement :

- qu'un niveau sonore inférieur ou égal à 35 dB(A) permet un sommeil sans trouble
- que la vie courante en journée à l'extérieur peut se dérouler à un niveau moyen de 55 dB(A)
- que la communication n'est pas gênée pour un niveau sonore inférieur ou égale à 45 dB(A)
- qu'aucun seuil ne peut être déterminé en matière de gêne à la concentration.

Le niveau sonore des machines, engins et véhicules utilisés sur le site sera conforme aux normes en vigueur et les employés du site seront équipés de protections auditives si nécessaire.

**Le bruit perçu au niveau des zones à émergence réglementées ne dépassera pas le niveau imposé par la réglementation des ICPE.**

**En conséquence, l'effet sur la santé des émissions sonores du site ne sera pas étudié.**

#### 6.2.4 SYNTHESE DES SUBSTANCES RETENUES

En l'absence d'emploi de substances dangereuses en quantités suffisantes et en l'absence de rejets jugés à risque, qu'ils soient aqueux ou atmosphériques, il n'est pas retenu de substances traceuses du risque sanitaire pour les activités Renova.

### 6.3. EVALUATION DE L'EXPOSITION

Il n'y a pas lieu de poursuivre plus avant l'étude de risque sanitaire pour la transformation de papier du site accueillant 3 lignes de production.

### 6.4. CARACTERISATION DU RISQUE SANITAIRE

Les modalités d'exploitation de l'usine Renova de Saint-Yorre permettent de conclure à l'absence de risque sanitaire :

- Trafic généré de véhicules insuffisant pour représenter un risque sanitaire notable,
- Emploi de produits chimiques majoritairement non dangereux et non solvants et quoi qu'il en soit utilisés en faibles quantités,
- Processus générateur de poussières de papier mais pas de COV,
- Consommation énergétique essentiellement électrique et donc non polluante,
- Absence de consommation d'eau lors du processus ; les seuls rejets étant assimilables à des rejets sanitaires et domestiques qui sont traités en station d'épuration

**La nature des activités et les mesures préventives mises en place (choix des produits chimiques employés à l'impression par exemple) permettent de caractériser le risque sanitaire de l'usine de transformation de papier comme négligeable.**

## 7. SYNTHÈSE DES IMPACTS DU PROJET COMPTE TENU DES MESURES D'ÉVITEMENT, RÉDUCTION, COMPENSATION

Liste des impacts identifiés	Qualification en l'absence de mesures	Qualification compte tenu des mesures d'évitement, réduction compensation
Chantier	Faible	Négligeable
Trafic	Négligeable	Négligeable
Eaux souterraines	Négligeable	Négligeable
Eaux pluviales	Faible	Faible
Eaux usées	Négligeable	Négligeable
Consommations énergétiques	Process (élec.) : Moyen	Process (élec.) : Maîtrisé
	Aérothermes gaz : Négligeable	Aérothermes gaz : Négligeable
Emissions atmosphériques	Négligeable	Négligeable
Déchets	Faible	Négligeable
Bruit	Faible	Faible
Odeurs	Négligeable	Négligeable
Emissions lumineuses	Négligeable	Négligeable
Activités agricoles et humaines	Négligeable	Négligeable
Archéologie, monuments, culture	Négligeable	Négligeable
Paysager	Négligeable	Négligeable
Milieu Naturel	Négligeable	Négligeable

Les mesures mises en œuvre dans le cadre du projet permettent d'assurer un impact global sur l'environnement faible à négligeable, et quoi qu'il en soit maîtrisé.



## **8. ANALYSE DES EFFETS CUMULES DU PROJET AVEC D'AUTRES PROJETS CONNUS ET APPRECIATION DES IMPACTS DU PROGRAMME DE TRAVAUX**

---

### **8.1. PROJETS CONNUS LORS DU DEPOT DE L'ETUDE D'IMPACT**

L'étude d'impact contient une analyse des effets cumulés du projet avec d'autres projets connus. Ces projets sont ceux qui, lors du dépôt de l'étude d'impact :

- ont fait l'objet d'un document d'incidences au titre de l'article R. 214-6 et d'une enquête publique ;
- ont fait l'objet d'une étude d'impact au titre du code de l'environnement et pour lesquels un avis de l'autorité administrative de l'Etat compétente en matière d'environnement a été rendu public.

#### **8.1.1 PROJETS IDENTIFIES EN 2015 DANS LE DEPARTEMENT DE L'ALLIER**

##### ***a) Avis rendus par la DREAL Auvergne***

Le site de la DREAL Auvergne propose une cartographie des avis de l'autorité environnementale délivrés. A proximité du secteur d'étude, il y a peu de projets concernés.

Les projets ayant fait l'objet d'avis de l'AE avant 2013 ne sont pas considérés comme pouvant avoir un effet cumulé avec le projet Renova puisqu'ils ont normalement déjà vu le jour et sont donc intégrés à l'analyse de l'état initial du secteur.

L'additivité des effets du projet avec les effets d'autres projets, dépend des interactions possibles entre les dits projets, compte tenu :

- du critère d'éloignement géographique ;
- de la nature des dits projets.

Dans le cadre de la présente étude, les projets retenus pour l'analyse des effets cumulés correspondent aux projets concernant les communes comprises dans le rayon d'affichage de l'usine (soit 1 km).

**Aucun projet pour lequel un avis de l'AE aurait été nécessaire n'est recensé dans un rayon d'1 km autour du terrain Renova de Saint-Yorre.**

Dans un rayon plus large, les seuls avis recensés sur les 2 dernières années concernent 5 projets dont 3 relatifs à des documents d'urbanisme.

Tableau 18 : Liste des projets pour lesquels des avis de l'Autorité Environnementale ont été rendus par la DREAL Auvergne au-delà du rayon d'affichage dans les dernières années

Numéro / Date de l'AE	Intitulé	Pétitionnaire	Catégorie	Commune(s)
18 septembre 2015	Projet d'élaboration de la carte communale sur la commune de Busset. <u>L'AE n'émet pas d'avis</u>	Commune du Busset	Document d'urbanisme	Busset
28 juillet 2015	Projet de Plan Local d'Urbanisme sur la commune de Hauterive. <u>L'AE n'émet pas d'avis</u>	Commune de Hauterive	Document d'urbanisme	Hauterive
24 septembre 2014	Projet de parc photovoltaïque sur la commune de Hauterive	Société CPV Sun 20	Energie	Hauterive
6 juin 2014	Projet de révision du plan Local d'Urbanisme sur la commune de Saint-Priest Bramefant	Commune de Saint-Priest Bramefant	Document d'urbanisme	Saint-Priest Bramefant
6 mai 2014	Aménagement foncier, agricole et forestier (AFAF) commun aux communes de Saint-Priest Bramefant et Saint-Sylvestre Pragoulin liés à la réalisation du contournement Sud-Ouest (CSO) de Vichy	Conseil général de l'Allier	Forêt	Saint-Sylvestre Pragoulin

3 des 5 projets ayant fait l'objet d'un avis visant des documents d'urbanisme (révision ou élaboration de PLU), ils sont sans effet cumulé avec le projet implanté sur la commune de Saint-Yorre.

Le bâtiment Renova existant déjà en 2014, le projet de parc photovoltaïque l'a intégré lors de sa conception comme faisant partie de l'état initial paysager du secteur.

Le périmètre d'AFAF concerné par l'avis du 6 mai 2014 se trouve de l'autre côté de l'Allier par rapport à l'usine Renova. Les effets cumulés sont donc jugés nuls.

**Compte tenu de la nature ou de l'éloignement des différents projets listés dans le tableau précédent, les effets cumulés des dits projets avec celui de la société Renova, sont jugés inexistantes.**

### **b) Avis rendus par le CGEDD**

La liste des projets pour lesquels des avis de l'Autorité Environnementale ont été rendus par le Conseil Général de l'environnement et du développement durable (CGEDD) entre janvier 2014 et novembre 2015 est donnée par le site Internet <http://www.cgedd.developpement-durable.gouv.fr>.

*Tableau 19 : Liste des projets implantés dans l'Allier pour lesquels des avis de l'Autorité Environnementale ont été rendus par CGEDD depuis janvier 2014*

Nom du dossier	Localisation	Nature du dossier Date de l'AE	Interaction possible avec le projet
Aménagements fonciers agricoles et forestiers liés à l'autoroute A719 Gannat-Vichy – Communes de Cognat-Lyonne, Monteignet-sur l'Andelot, Espinasse-Vozelle, Vendat, avec extensions sur les communes d'Escurolles, Charmes, Gannat et Saint-Pont (03)	A plus de 10km au Nord-Ouest de Renova	Aménagement 24 juin 2015	Aucune : tracé éloigné du site ; usine Renova existante.

**Compte tenu de la nature du projet présenté dans le tableau précédent et de son éloignement par rapport au site, les effets cumulés du dit projet avec celui de Renova seront négligeables.**

#### **8.1.2 CONCLUSION SUR LES EFFETS CUMULES AVEC D'AUTRES PROJETS**

**A mi novembre 2015, l'analyse des avis de l'Autorité Environnementale émis depuis janvier 2014 a permis de vérifier que les effets cumulés des projets concernés avec ceux du projet Renova sont négligeables.**

## **8.2. APPRECIATION DES IMPACTS SUR L'ENSEMBLE DU PROGRAMME**

Le projet Renova ne s'inscrit pas dans un programme qu'il pourrait impacter.

## **9. ESQUISSE DES PRINCIPALES SOLUTIONS ENVISAGEES ET RAISONS POUR LESQUELLES, EU EGARD AUX EFFETS SUR L'ENVIRONNEMENT OU LA SANTE HUMAINE, LE PROJET PRESENTE A ETE RETENU**

---

### **9.1. STRATEGIE DE DEVELOPPEMENT DE L'ENTREPRISE**

RENOVA est une société « Brand oriented », avec une image en matière d'innovation reconnue internationalement, et un message clair :

« Pour un nouveau bien être du corps, de l'esprit et des sens »

Monsieur Pierre Chandon, dans son étude à l'INSEAD, a défini RENOVA comme une marque de bien-être plutôt qu'une marque de papier jetable, une marque qui croit à la valeur de l'expérience, privilégiant sa relation avec le consommateur.

Une stratégie basée sur la révolution permanente ne pourrait pas exister sans recherche, l'innovation et le design.

Pour permettre son développement, RENOVA consacre une part importante de son chiffre d'affaires à la R&D, et a constitué des équipes dédiées à l'interprétation des marchés.

RENOVA entretient des liens très étroits avec des universités et des centres de recherche mais aussi avec ses principaux constructeurs de machines industrielles, permettant d'innover dans les processus de fabrication et de mettre sur le marché les produits qui font la notoriété de la marque.

### **9.2. STRATEGIE TERRITORIALE DE L'ENTREPRISE A L'HORIZON DE 5 ANS**

La stratégie territoriale de la société RENOVA avec son implantation sur le territoire français est bien définie :

- Procéder au conditionnement du papier à usage domestique et sanitaire ;
- Augmenter la gamme de produits et les adapter encore plus au marché cible ;
- Développer une unité de Recherche et Développement de nouveaux produits en partenariat avec des universités et des centres de recherche locaux et nationaux ;
- Fabriquer le papier, si l'évolution du volume des ventes le justifie (peut être à l'horizon de 5 ans)

Comment :

- Par l'installation de lignes de conditionnement de papier, une première ligne ayant été installée au démarrage de l'activité ;
- Créer des partenariats avec des acteurs logistiques locaux, de façon à pouvoir optimiser les opérations de livraison, réduire les coûts liés au transport tout en contribuant au développement de l'économie locale et régionale, comme la société le fait déjà au Portugal ;
- Se rapprocher des centres de recherches dans le domaine de la beauté, du bien-être et de la santé, créer des partenariats permettant le transfert technologique et scientifique ;
- Installer une ligne de fabrication à papier, à moyen et long terme, si l'évolution du volume des ventes le justifie.

Permettant ainsi de :

- Créer des produits à forte valeur ajoutée pour renforcer la légitimité et la notoriété de la société sur le marché ;
- Se rapprocher des clients et des consommateurs ;
- Réduire les coûts logistiques et l'empreinte carbone des produits réalisés ;
- Augmenter les ventes en France et dans les pays frontaliers à partir du site français (exportation des produits fabriqués sur le site)
- Augmenter la capacité de production du groupe (dans le cadre de sa stratégie d'internationalisation)

### 9.3. RAISONS DU CHOIX DU SITE

Sur le marché, les grandes surfaces constituent le principal circuit de distribution des produits Renova (plus de 60% des ventes totales du commerce en magasins et près de 45% des ventes, toutes taxes comprises, en volume du commerce de détail et de l'artisanat commercial en 2012).

Il existait plus de 12 300 grandes surfaces alimentaires en France au 1er juillet 2012.

S'installer au Centre de la France semble être judicieux pour rejoindre les différents points de l'hexagone.

Le site est aussi situé au centre des marchés européens de la société (Espagne, Belgique, Luxembourg, Suisse...).

Au niveau technique, le site sélectionné respecte un cahier des charges industriel très précis avec notamment :

- Une possibilité d'extension du site (réserve foncière constituée par la parcelle 01),
- Une disponibilité en eau en abondance, nécessaire pour la production de papier (l'Allier) prévue à plus long terme,
- Des ressources humaines disponibles,
- Une localisation favorable à l'exportation vers des pays frontaliers,
- Des accès et des infrastructures de qualité :
  - Proximité de principaux axes routiers,
  - Accès à la voie ferrée.

Chiffres clefs et arguments pour ce choix régional :

- Une population régionale de 1,36 millions d'habitants (1er janvier 2013, INSEE) en croissance de +1,03% sur les 5 années 2008-2013, notamment grâce au solde migratoire, reflet de l'attractivité de la région,
- Une aire urbaine principale autour de la capitale régionale, Clermont-Ferrand, de 463 891 habitants – au 19ème rang français (2010, INSEE),
- 5 autres aires urbaines de plus de 50 000 habitants Vichy (Allier), Montluçon (Allier), Le Puy-en-Velay (Haute-Loire), Aurillac (Cantal) et Moulins (Allier) à proximité,
- Un Produit Intérieur Brut (PIB) régional de 33 756 millions d'Euros (données 2012, INSEE) – en croissance de +3,5% sur la période 2008-2012,
- Une population active de 608 973 personnes (données 2011, INSEE), avec 526 123 personnes occupant un emploi, dont 83% un emploi salarié (données 2012),
- Un taux de chômage régional de 8,6% (1er trimestre 2014), le projet pouvant donc favoriser de façon très



positive l'économie locale,

- Une surreprésentation de l'agriculture, avec 5,0% des emplois régionaux (contre 2,5% au niveau de la France métropolitaine, au 4ème rang régional),
- Un taux de scolarisation dans l'enseignement secondaire des 16-24 ans de 28,2% en Auvergne, supérieur à la moyenne française (INSEE, données 2010) et à ceux de l'Ile-de-France,
- Un profil de qualification supérieur à la moyenne française du Brevet des Collèges aux diplômes Bac+2, en passant par les CAP, BEP et Baccalauréats,
- Une proportion de bacheliers dans une génération, de 71,1%, dans la moyenne française de 71,6%, et supérieure à celle des académies de Lyon, d'Aix-en-Provence-Marseille.

Finalement, la disponibilité du site (ex-CANDIA) permet un démarrage rapide de l'activité de Renova France sur le territoire.

## **10. COMPATIBILITE DU PROJET AVEC LES DOCUMENTS D'ORIENTATIONS GENERALES**

---

### **10.1. DOCUMENTS D'URBANISME**

Comme indiqué dans l'état initial de la présente étude d'impact, les communes concernées par le projet Renova sont dotées de PLU et de POS, le terrain d'implantation du projet étant plus spécifiquement concerné par les servitudes et le règlement d'urbanisme de la commune de Saint-Yorre.

S'agissant d'un bâtiment existant auparavant autorisé en tant qu'ICPE pour des activités agro-alimentaires et le projet Renova ne prévoyant pas de modification des emprises du bâtiment, le projet n'est pas de nature à modifier les conditions actuelles du site vis-à-vis des règles d'urbanisme.

<b>En conséquence de quoi le projet est compatible avec les documents d'urbanisme applicables.</b>
----------------------------------------------------------------------------------------------------

### **10.2. PLANS DE DEPLACEMENTS URBAINS, PLANS DEPARTEMENTAUX DES ITINERAIRES DE RANDONNEE MOTORISEE**

#### **10.2.1 PLAN DEPARTEMENTAL DES ITINERAIRES ET RANDONNEES MOTORISEES (PDIRM)**

Le département établit, dans les mêmes conditions qu'à l'article L. 361-1, un plan départemental des itinéraires de randonnée motorisée dont la création et l'entretien demeurent à sa charge. Les itinéraires inscrits à ce plan doivent emprunter les voies classées dans le domaine public routier de l'État, des départements et des communes, les chemins ruraux et les voies privées ouvertes à la circulation publique des véhicules à moteur, à l'exclusion de ceux qui ont fait l'objet d'une interdiction de circulation en application des articles L. 2213-4 et L. 2215-3 du code général des collectivités territoriales.

<b>Le secteur d'étude ne semble pas être concerné par un PDIRM.</b>
---------------------------------------------------------------------

### 10.2.2 PLAN DEPARTEMENTAL DES ITINERAIRES DE PROMENADE ET DE RANDONNEE (PDIPR)

Le PDIPR, administré par le Département de l'Allier depuis 1987, a pour objectif de protéger le patrimoine riche et exceptionnel que constituent les chemins ruraux et d'assurer, par cette protection, la pérennité et la qualité des itinéraires de randonnées.

**Le secteur d'étude n'est pas concerné par le PDIPR de l'Allier dont un tronçon passe à plus de 1 km au Nord du terrain Renova.**

### 10.2.3 PLAN DE DEPLACEMENT URBAIN (PDU)

Si la réalisation et l'adoption d'un Plan de Déplacement Urbain (PDU) est une obligation légale pour les communes ou les EPCI de plus de 100 000 habitants, l'esprit de la démarche PDU peut cependant être valorisé par une Autorité Organisatrice de Transport de dimension plus modeste.

La Communauté d'agglomération Vichy Val d'Allier a décidé d'élaborer sa Politique Globale de Déplacement (PGD).

Les ambitions d'une PGD sont similaires à celles imposées par les textes réglementaires à un PDU (LOTI, LAURE et SRU), à savoir :

- « Créer un équilibre durable entre les besoins en matière de mobilité et de facilité d'accès, d'une part, et la protection de l'environnement et de la santé d'autre part », art 14 de la loi LAURE
- « Proposer un usage coordonné de tous les modes de déplacement en privilégiant les moins polluants et les moins consommateurs d'énergie », art 14 de la loi LAURE
- « Renforcer la cohésion sociale et urbaine », loi SRU

→ PGD / PDU : quelques nuances

- Objectifs : exemple, « diminution » de la circulation automobile pour le PDU, simple « maîtrise » pour la PGD.
- Cadrage du contenu : les thèmes obligatoirement abordés dans un PDU sont listés ce qui n'est pas le cas pour la PGD.
- Formalisation de la démarche : étapes, association et consultations des acteurs sont formalisées pour le PDU, ce n'est pas le cas pour la PGD.
- Enquête publique : le PDU y est soumis, ce n'est pas le cas de la PGD.

La PGD de Vichy Val d'Allier a fait l'objet d'un Programme d'actions intégré au SCoT en novembre 2012.

Déclinée sous 25 actions réparties au sein de 4 grandes familles d'actions, la PGD se base sur les facteurs de progrès suivants :

1. Développer les solutions de transports durables,
2. Permettre le développement coordonné de l'ensemble des modes de déplacement,
3. Articuler urbanisme et déplacements,
4. Rendre le territoire plus accessible

La commune de Saint-Yorre est considérée comme Pôle d'équilibre dans l'armature territoriale de la PGD.

**Le projet Renova profitera des actions mises en place par VVA (Vichy Val d'Allier) et par ses partenaires dans le cadre des orientations de la PGD de Vichy Val d'Allier.**

### **10.3. SCHEMAS DIRECTEURS D'AMENAGEMENT ET DE GESTION DES EAUX PREVUS PAR LES ARTICLES L. 212-1 ET L. 212-2 DU CODE DE L'ENVIRONNEMENT**

#### **10.3.1 DIRECTIVE CADRE SUR L'EAU**

La Directive Cadre sur l'Eau (DCE) du Parlement Européen et du Conseil de l'Union Européenne du 23 octobre 2000 définit un cadre pour la gestion et la protection des eaux, par grand bassin hydrographique, au plan européen. Basée sur un diagnostic de la qualité et des usages de la ressource réalisé en fin d'année 2004, elle fixe des objectifs pour la préservation et la restauration de l'état des eaux superficielles (douces et côtières) et pour les eaux souterraines.

Sa transposition en droit interne consiste à intégrer les exigences dans les SDAGE, en termes d'objectifs, de méthode et d'outils.

La DCE prévoit le découpage des cours d'eau et aquifères en unités d'étude et d'évaluation appelées « masses d'eau ». Ces « masses d'eau » constituent l'unité de travail élémentaire à l'échelle desquelles :

- sont réalisées les analyses des pressions anthropiques dans le cadre de l'état des lieux,
- sont définis les objectifs à atteindre dans le cadre du plan de gestion,
- est réalisé le suivi des milieux dans le cadre du programme de surveillance des eaux de surface et souterraines.

L'objectif prioritaire de la Directive est l'atteinte pour ces masses d'eau d'un « bon état » d'ici 2015.

Ce bon état correspond à :

- un bon état chimique : respect de valeurs seuils provisoires pour certains paramètres (en cours de définition au niveau européen),
- un bon état écologique : respect de valeurs seuils provisoires pour les différents indices biologiques existants (IBGN notamment).

L'échéance de 2015 pour atteindre le bon état ou le bon potentiel des masses d'eau peut être reportée de 12 ans au maximum (i.e. deux révisions du SDAGE), sous réserve d'apporter les justifications nécessaires.

Seuls les trois motifs suivants peuvent être invoqués :

- Les améliorations requises pour atteindre le bon état ne peuvent, pour des raisons de faisabilité technique, être réalisées qu'en plusieurs étapes excédant le délai de 2015. Par exemple, si le temps nécessaire à la phase préparatoire des travaux (études, définition de la maîtrise d'ouvrage) ou à leur réalisation est trop long pour que le bon état soit atteint dès 2015, cela peut justifier un report de délais pour « faisabilité technique » ;
- Les conditions naturelles ne permettent pas de réaliser les améliorations de l'état des masses d'eau dans les délais prévus. Par exemple, si le milieu naturel met un certain temps à s'améliorer à partir du moment où on lui applique une mesure de restauration, cela peut justifier un report de délais pour « conditions naturelles » ;
- L'achèvement des améliorations nécessaires dans les délais indiqués serait d'un coût collectivement insupportable. On peut alors demander un report de délais pour « coûts disproportionnés ».

#### **10.3.2 SCHEMA DIRECTEUR D'AMENAGEMENT ET DE GESTION DES EAUX (SDAGE)**

Le Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SDAGE) est un instrument de planification établi sur 15 ans pour définir les principes d'une gestion équilibrée de l'eau et des milieux aquatiques.

Le SDAGE Loire-Bretagne 2016-2021 a été adopté par le comité de bassin le 2 octobre 2014. Il a été soumis à la consultation du public et des assemblées du 19 décembre 2014 au 18 juin 2015. Les résultats par sous-bassin, dont le sous-bassin Allier – Loire Amont dont dépend le site Renova, ont été rendus publics en septembre 2015.

Le comité de bassin et ses commissions analysent tous les avis. Le comité a examiné le 4 novembre 2015 les modifications ou compléments à apporter au projet de SDAGE.

Après approbation par arrêté du préfet coordonnateur de bassin, le SDAGE 2016-2021 entrera en vigueur en janvier 2016.

### 10.3.3 COMPATIBILITE DU PROJET AVEC LES OBJECTIFS DU SDAGE

#### ***a) Objectifs de qualité des masses d'eau superficielles***

On renvoie à l'état initial de l'étude d'impact qui indique les objectifs par masse d'eau.

#### ***b) Compatibilité du projet***

Le projet Renova prévoit de raccorder ses effluents, assimilables à des rejets domestiques, à la station d'épuration de Saint-Yorre et ne prévoit pas de modification sur son réseau de gestion des eaux pluviales qui transiteront donc en partie Sud du terrain par un séparateur hydrocarbures avant leur rejet au milieu naturel.

Par ailleurs, le site ne sera alimenté en eau que par le réseau AEP communal et ne nécessite pas de prélèvement dans la ressource superficielle.

**Compte-tenu des mesures prises sur les effluents du site, le projet est jugé compatible avec les objectifs du SDAGE pour les eaux superficielles.**

#### ***c) Objectifs de qualité des masses d'eau souterraines***

On renvoie à l'état initial de l'étude d'impact qui indique les objectifs par masse d'eau.

#### ***d) Compatibilité du projet***

Aucun rejet direct n'est prévu dans les sols et les eaux souterraines et les mesures sont prises pour qu'aucun rejet accidentel ne puisse atteindre ces milieux.

**Le projet est donc compatible avec les objectifs du SDAGE pour les eaux souterraines.**

### 10.3.4 SCHEMA D'AMENAGEMENT ET DE GESTION DES EAUX (SAGE)

#### ***a) Objectifs***

Le schéma d'aménagement et de gestion des eaux (SAGE) est un document de planification de la gestion de l'eau à l'échelle d'une unité hydrographique cohérente (bassin versant, aquifère, ...). Il fixe des objectifs généraux d'utilisation, de mise en valeur, de protection quantitative et qualitative de la ressource en eau et il doit être compatible avec le SDAGE.

Le SAGE est un document élaboré par les acteurs locaux (élus, usagers, associations, représentants de l'Etat,...) réunis au sein de la commission locale de l'eau (CLE). Ces acteurs locaux établissent un projet pour une gestion concertée et collective de l'eau.

On rappelle que la commune de Saint-Yorre est concernée par le SAGE « Allier aval ».

On renvoie à l'état initial qui indique les objectifs du SAGE au § 3.3.5b).

#### ***b) Compatibilité du projet***

**Les mesures prises relatives au raccordement des effluents produits, en accord avec la mairie et le gestionnaire du réseau, afin d'assurer que les rejets envoyés à la station d'épuration soient correctement pris en charge assurent la conformité du projet avec le SAGE Allier aval.**

#### **10.3.5 CONTRAT DE MILIEU**

Un contrat de milieu (généralement contrat de rivière, mais également de lac, de baie ou de nappe) est un accord technique et financier entre partenaires concernés pour une gestion globale, concertée et durable à l'échelle d'une unité hydrographique cohérente. Avec le SAGE, le contrat de milieu est un outil pertinent pour la mise en œuvre des SDAGE et des programmes de mesures approuvés en 2009 pour prendre en compte les objectifs et dispositions de la directive cadre sur l'eau. Il peut être une déclinaison opérationnelle d'un SAGE.

C'est un programme d'actions volontaire et concerté sur 5 ans avec engagement financier contractuel (désignation des maîtres d'ouvrage, du mode de financement, des échéances des travaux, etc).

Ces contrats sont signés entre les partenaires concernés : préfet(s) de département(s), agence de l'eau et les collectivités locales (conseil général, conseil régional, communes, syndicats intercommunaux ...).

**D'après les données du site internet « [gesteau.eaufrance.fr](http://gesteau.eaufrance.fr) » le territoire de la commune de Saint-Yorre n'est concerné par aucun contrat de milieu.**

### **10.4. PLANS DE GESTION DES RISQUES D'INONDATION**

Le site se trouve hors de toute zone inondable. Cf. Chapitre 3 « Etude de dangers ».

### **10.5. PROGRAMME D'ACTIONS NATIONAL ET PROGRAMMES D'ACTIONS REGIONAUX POUR LA PROTECTION DES EAUX CONTRE LA POLLUTION PAR LES NITRATES D'ORIGINE AGRICOLE PREVUS PAR LE IV DE L'ARTICLE R. 211-80 DU CODE DE L'ENVIRONNEMENT**

Les zones vulnérables sont les terres désignées conformément à l'article 3 paragraphe 2 de la directive européenne n°91-676 dont les objectifs consignés dans son premier article sont :

- réduire la pollution des eaux provoquées ou induites par les nitrates à partir de sources agricoles,
- et prévenir toute nouvelle pollution de ce type.

Les zones vulnérables sont les zones atteintes par la pollution et celles susceptibles de l'être si les mesures prévues par la directive dans son article 5 ne sont pas prises. Chaque zone s'étend sur une zone géographique qui couvre tout ou partie du territoire d'une ou plusieurs communes.

On renvoie à l'état initial de l'étude d'impact au paragraphe 3.3.5b) qui indique que la commune n'est plus classée en zone vulnérable nitrates mais est classée en zone sensible eutrophisation.

Les activités pratiquées par Renova ne sont pas sources de rejets en nitrate ou en azote qui ne soient maîtrisés (raccordements aux réseaux ; réseaux séparatifs ; traitement en station d'épuration).

**En cela, le projet Renova est compatible avec les programmes d'actions « Nitrates ».**



## 10.6. PLANS NATIONAUX, REGIONAUX, DEPARTEMENTAUX DE GESTION DES DECHETS

### 10.6.1 PLAN NATIONAL DE GESTION DES DECHETS

L'article L. 541-11 du code de l'environnement prévoit qu'un plan national de prévention des déchets soit établi par le ministre chargé de l'environnement.

Le Plan national de prévention de la production de déchets adopté en février 2004, fixe un cadre de référence : « Les actions de prévention portent sur les étapes en amont du cycle de vie du produit avant la prise en charge du déchet par un opérateur ou par la collectivité, depuis l'extraction de la matière première jusqu'à la réutilisation et le réemploi ».

**Les dispositions prises dans le cadre du projet en matière de prévention et de réduction de la quantité et de la toxicité des déchets sont compatibles avec le cadre général posé par le « plan national de prévention et de gestion ».**

### 10.6.2 PLAN REGIONAL DE GESTION DES DECHETS

D'après les dispositions prévues par l'article L. 541-13 du code de l'environnement, chaque région est couverte par un plan régional ou interrégional « de prévention et de gestion des déchets dangereux » (PREDD). Les PREDD sont aujourd'hui remplacés par l'appellation Plan de Prévention et de Gestion des Déchets Dangereux (PPGDD).

Le PREDD de la région Auvergne a été approuvé en novembre 2009. Il ne semble pas y avoir de réactualisation prévue de ce document.

Les orientations de ce type de document visent généralement à :

- Prévenir la production de déchets dangereux et les réduire à la source,
- Augmenter le taux de collecte et le tri des déchets dangereux diffus,
- Promouvoir la valorisation matière et énergétique des déchets dangereux plutôt que leur élimination,
- Diminuer le transport des déchets dangereux et les risques associés à leur gestion.

Compte-tenu des mesures déjà prises sur le choix des produits chimiques employés (très peu de déchets dangereux, encres à base d'eau, pas de solvant), la réduction à la source est déjà un facteur pris en compte dans le process Renova.

La séparation systématique des déchets dangereux est un élément de réduction des quantités dangereuses puisqu'elle permet d'éviter la contamination de déchets de nature différente, réduisant ainsi le gisement.

Dans le cadre de l'exploitation des installations Renova, les principes de tri à la source et de collecte sélective des déchets dangereux seront strictement appliqués.

Les circuits de transport courts seront privilégiés dans la mesure du possible.

**Ces dispositions sont compatibles avec les objectifs du PREDD Auvergne.**

### 10.6.3 PLAN DEPARTEMENTAL DE GESTION DES DECHETS

D'après les dispositions prévues par l'article L. 541-14 du code de l'environnement, chaque département est couvert par un plan départemental ou interdépartemental « de prévention et de gestion des déchets non dangereux ».

D'une durée de 12 ans, le plan « déchets » doit présenter :

- les mesures permettant de réduire la production des déchets
- un inventaire prospectif à 6 et 12 ans des quantités de déchets à éliminer
- les quantités de déchets à valoriser par réemploi, recyclage matière ou organique
- le recensement des installations de traitement existantes et à créer.

Il est accompagné d'une évaluation environnementale qui identifie, décrit et évalue les effets notables de sa mise en œuvre sur l'environnement.

Les grandes orientations de ce type de plan sont les suivantes :

- prévenir la production de déchets ;
- réduire les quantités d'ordures ménagères ;
- réduire la nocivité des déchets ;
- orienter vers les filières de valorisation matière et organique ;
- stabiliser ou réduire les flux de déchets reçus en déchèterie ;
- éliminer les déchets résiduels par valorisation matière, énergétique en réservant les installations de stockage aux seuls déchets ultimes.

Le plan départemental d'élimination des déchets ménagers et assimilés en vigueur a été validé par arrêté préfectoral du 15 juillet 2004. Conformément à la loi du 13 août 2004, le Conseil Général a décidé d'exercer la compétence planification et en octobre 2008 a entériné le lancement de la révision de ce plan.

Il existe également un plan départemental de gestion des déchets du BTP, élaboré par la Préfecture, et adopté en 2003 avec signature d'une charte par les différentes parties prenantes.

Les déchets produits dans le cadre de l'exploitation de l'usine de transformation de papiers sont des déchets dont les filières de traitement sont bien connues de Renova qui pratique déjà sur ses autres sites, et dans la mesure du possible, la valorisation matière et/ou énergétique.

Les modalités de gestion des déchets de l'usine française assureront elles aussi la valorisation matière et énergétique.

<b>Ces dispositions sont compatibles avec les objectifs du plan « déchets » de l'Allier.</b>
----------------------------------------------------------------------------------------------

## **10.7. SCHEMAS DEPARTEMENTAUX DES CARRIERES**

Sans objet.

## **10.8. DIRECTIVES ET SCHEMAS REGIONAUX D'AMENAGEMENT DES FORETS**

Mentionnée à l'article L-4 du Code forestier, la directive régionale d'aménagement (DRA) et le schéma régional d'aménagement précisent les objectifs et la stratégie de gestion durable des forêts domaniales et des collectivités. Ils comprennent une analyse des caractéristiques de ces forêts et les recommandations techniques communes.

Ils sont élaborés par l'ONF et viennent en application des Orientations régionales forestières. Ils servent de cadre pour l'élaboration des aménagements forestiers.

Quatre axes principaux se dégagent, constituant le fil directeur des actions à mener :

- Maintenir une économie forestière dynamique

- Réussir une gestion forestière réellement multifonctionnelle
- Stabiliser les peuplements forestiers
- Anticiper les changements climatiques probables

**Le projet ne nécessite pas la destruction d'espaces forestiers ; la compatibilité du projet avec les schémas régionaux d'aménagement des forêts est donc sans objet.**

## **10.9. PLANS, SCHEMAS, PROGRAMMES ET AUTRES DOCUMENTS DE PLANIFICATION SOUMIS A EVALUATION DES INCIDENCES NATURA 2000**

Cf. § 4.11.

## **10.10. SCHEMA D'ENSEMBLE DU RESEAU DE TRANSPORT PUBLIC DU GRAND PARIS ET CONTRATS DE DEVELOPPEMENT TERRITORIAL CHARTES DES PARCS NATIONAUX**

Sans Objet.

## **10.11. ARRETE PRIS DANS LE CADRE DU PLAN DE PROTECTION DE L'ATMOSPHERE (PPA)**

### 10.11.1 PLANS DE PROTECTION DE L'ATMOSPHERE (PPA)

Le Schéma Régional Air Climat Energie remplace le Plan Régional pour la Qualité de l'Air et décrit la stratégie pour la lutte contre la pollution atmosphérique, la maîtrise de la demande énergétique, le développement des énergies renouvelables, la réduction des émissions de gaz à effet de serre et l'adaptation au changement climatique, et cherche à définir des orientations pour la région dans chacune des trois thématiques, climat, air et énergie, en prenant en compte les possibles interactions entre elles.

La révision du PPA a été approuvée le 16 décembre 2014.

Les objectifs du PPA sont les suivants :

- Ramener les concentrations en dioxyde d'azote à des niveaux inférieurs à la valeur limite annuelle sur la zone du périmètre des transports urbains clermontois (Clermont Communauté et Sayat)
- Réduire l'impact sanitaire de la pollution atmosphérique en diminuant les concentrations de polluants en tendant vers le respect des valeurs guides de la qualité de l'air de l'OMS
- Réduire les émissions d'oxydes d'azote afin de participer au respect de la Directive européenne sur les plafonds d'émission
- Fournir des éléments d'information et d'analyse permettant d'évaluer puis de suivre dans le temps l'impact des grands projets de l'agglomération sur la qualité de l'air

### 10.11.2 SCHEMA REGIONAL DU CLIMAT, DE L'AIR ET DE L'ENERGIE DE L'Auvergne (SRCAE)

Le SRCAE de la région Auvergne a été établi en 2012.

Les objectifs visent :

- La baisse de la consommation énergétique,
- L'atténuation et l'adaptation au changement climatique,
- La réduction de la pollution atmosphérique,

- La valorisation du potentiel énergétique terrestre renouvelable

**En conséquence de quoi, le projet RENOVA est jugé compatible avec les objectifs du PPA de la région Auvergne.**

## **10.12. SCHEMA REGIONAL DE COHERENCE ECOLOGIQUE**

Le projet se situe au sein de corridors identifiés dans le cadre de l'élaboration des trames vertes et bleues.

Cependant, le site actuel existait déjà lors de l'élaboration des trames vertes et bleues et n'est pas modifié par le projet Renova.

**En conséquence, le projet Renova n'est pas susceptible d'impacter les continuités écologiques et équilibres biologiques.**

## **10.13. COMPATIBILITE DU PROJET AVEC LES AUTRES DOCUMENTS D'ORIENTATIONS ET LEGISLATIONS SPECIFIQUES AU SECTEUR DE PROJET**

### **10.13.1 LOIS « LITTORAL » ET « MONTAGNE »**

Les communes d'implantation du projet ne sont pas concernées par la « loi littoral » ou la « loi montagne ».

### **10.13.2 ZONE DE REPARTITION DES EAUX (ZRE)**

Les zones de répartition des eaux sont des zones comprenant des bassins, sous-bassins, fractions de sous-bassins hydrographiques ou des systèmes aquifères, caractérisées par une insuffisance, autre qu'exceptionnelle, des ressources par rapport aux besoins.

Ni la commune de Saint-Yorre ni les communes environnantes ne sont concernées par des zones de répartition des eaux (bassin hydrographique ou système aquifère).

**Le projet n'est donc pas concerné par l'arrêté ZRE.**

### **10.13.3 ZONES HUMIDES**

Les zones humides (marais, tourbières, vasières, forêts alluviales...) sont des zones de transition entre le milieu terrestre et le milieu aquatique, caractérisées par la présence d'eau, en surface ou dans le sol. Cette position d'interface leur confère un rôle important dans la régulation des débits des cours d'eau et l'épuration des eaux. Elles contribuent donc à la gestion de la ressource en eau.

Il s'y développe également une faune et une flore spécifiques, adaptées aux conditions particulières de ces milieux, notamment de nombreuses espèces rares ou menacées. Cependant, ces milieux sont fragiles et sont en régression.

Le secteur d'étude fait partie des 20 000 ha concernés par le contrat restauration entretien de zones humides du Val d'Allier. Ce contrat signé le 22 octobre 2008 avec l'ensemble des acteurs, financeurs et l'agence de l'eau concerne la mise en œuvre d'un programme régional d'actions concertées, inscrites au Plan Loire grandeur nature 3 (2007-2013), pour la préservation, la restauration et la gestion d'un ensemble de zones humides connexes au lit de l'Allier, ou de ses affluents.

Les objectifs principaux sont :

- la préservation, la restauration et la gestion d'un ensemble de zones humides connexes au lit de l'Allier, ou de ses affluents et de contribuer à la correction des altérations hydromorphologiques de la presque totalité des masses d'eau « cours d'eau » classées « en risque » de non-atteinte du bon état des eaux à l'horizon 2015 sur le Val d'Allier en région Auvergne,
- de disposer d'un cadre contractuel unique et partagé pour l'ensemble des zones humides du val d'Allier.

Ce programme quinquennal 2008-2013, délimité à la région Auvergne, comprend 21 projets. 15 d'entre eux font l'objet d'une aide de l'agence de l'eau.

**Le terrain de projet, bien que concerné par le contrat de restauration et d'entretien des zones humides du « Val d'Allier » se trouve hors de toute zone humide.**

## **11. COUT DES MESURES PRISES EN FAVEUR DE L'ENVIRONNEMENT**

---

La synthèse des exposés précédents met en évidence les dispositions retenues dans le cadre du projet pour limiter les impacts sur l'environnement.

Dans le cadre d'un projet de réutilisation d'un bâtiment existant pour y implanter une nouvelle activité que celle précédemment réalisée, il est difficile de séparer les mesures permettant spécifiquement de réduire les impacts, des coûts du projet.

Nous pouvons néanmoins retenir les investissements suivants :

- Dispositions particulières prises dans le cadre du chantier,
- Dispositions prises en matière de gestion des déchets et de traitement des effluents (raccordement à la STEP communale),
- Dispositions prises pour limiter les impacts acoustiques du projet,
- Choix technologique de produits chimiques non solvantés, à base d'eau, pour éviter le risque sur l'environnement et la santé,
- Utilisation de la STEP présente sur site pour assurer la disponibilité du volume d'eau nécessaire aux services de secours,
- Aménagement sur site d'une rétention des eaux d'extinction incendie,
- Sprinklage de la Cellule 3,
- Mise en place d'une aire de dépotage dédiée associée au stockage de fioul du système de sprinklage,
- ...

Les postes de dépense en faveur de l'environnement n'ont pas pu faire l'objet d'une estimation chiffrées détaillées à ce jour.



**Précisons que le projet de Renova France représente un investissement global de l'ordre de 37 millions d'€ répartis de la manière suivante :**

Phase 1	Mise en place d'une 1 <sup>ère</sup> ligne de transformation de papier Emploi : 20 à 25 personnes Investissement : 11 millions d'euros
Phase 2	Mise en place d'une 2 <sup>ème</sup> ligne de transformation de papier Emploi : environ 10 personnes Investissement : environ 6 millions d'euros
Phase 3	Mise en place d'une 1 <sup>ère</sup> ligne de production de papier Emploi : environ 20 personnes Investissement : environ 20 millions d'euros

## 12. CONDITIONS DE REMISE EN ETAT DU SITE APRES EXPLOITATION

Aucune cessation d'activité n'est programmée sur le site à ce jour.

RENOVA est informé de la nécessité de prévenir l'inspection des installations classées trois mois avant la mise à l'arrêt définitif des installations relevant du régime de l'autorisation ICPE.

Un mémoire de cessation d'activité sera alors présenté. Il fera état des mesures prises pour que le site de l'installation soit laissé dans un état tel qu'il ne puisse porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 et qu'il permette un usage futur du site déterminé selon les dispositions prévues par le code de l'environnement.

En l'occurrence, du fait de l'activité pratiquée, les mesures à prendre concerneraient :

- La suppression des risques d'incendie et d'explosion, nécessitant notamment la mise en sécurité des installations électriques et leur démantèlement ;
- L'enlèvement des machines de production ;
- L'élimination dans les conditions prévues par la législation en vigueur des autres substances dangereuses
- L'élimination dans les conditions prévues par la législation en vigueur des déchets
- L'évacuation de l'ensemble des marchandises et des fluides des utilités stockées sur le site
- La mise en sécurité des installations techniques ;
- La mise en sécurité du site, assurée au minimum par des limitations ou des interdictions d'accès et une surveillance régulière ;
- La surveillance des effets de l'installation sur son environnement, pouvant nécessiter une analyse de l'eau, du sol, et d'éventuelles mesures de dépollution, ou encore des mesures de réaménagement du site pour limiter son impact paysager.

Les conditions d'évacuation ou d'élimination des produits, des équipements et des déchets seront décrites au travers de procédures d'arrêt des installations, en intégrant, notamment, la :

- maximalisation de la réutilisation des matériaux et matières obtenus lors de la mise hors service des installations. En particulier, les nombreuses pièces métalliques seront démontées et recyclées ;
- vidange des bassins (dont STEP),

- vidange et nettoyage des rétentions
- vidange et inertage des cuves
- évacuation et élimination des déchets par des sociétés spécialisées et agréées,
- évacuation et élimination des produits dangereux selon la réglementation en vigueur

Les mesures nécessaires pour assurer la pérennité de l'installation dans son environnement seront détaillées.

Ainsi, l'arrêt de l'exploitation du site se fera dans le cadre d'un concept coordonné. Un démontage sélectif sera effectué tout en séparant les différentes matières permettant ainsi le recyclage et, à défaut, l'élimination adéquate des déchets. Ce démontage sera effectué par une entreprise agréée.

Des mesures internes assureront le stockage séparé des matières à risque s'il y en a afin de garantir l'élimination séparée et spécifique. Ces mesures assureront également le suivi des obligations légales.

## **13. METHODES UTILISEES POUR ETABLIR L'ETUDE D'IMPACT**

---

### **13.1. METHODE DE L'ANALYSE DE L'ETAT INITIAL**

#### **13.1.1 SOURCES DES DONNEES**

Les cartes utilisées sont la carte IGN au 1/25 000<sup>ème</sup> et la carte géologique BRGM au 1/50 000<sup>ème</sup>.

L'analyse de l'état initial repose sur :

- les documents d'urbanisme,
- les observations faites sur le terrain
- les données mises à disposition par des organismes reconnus tel que :
  - Direction Départementale des Territoires de l'Allier,
  - DREAL Auvergne,
  - Météo France,
  - Institut National de la Statistique et des Études Économiques (INSEE),
  - Agence de l'eau Loire Bretagne
  - Site Internet Gest'eau
  - Site Internet Infoterre du BRGM
  - Agence Régionale de Santé Auvergne
  - Banque Hydro
  - INAO (AOC et IGP)
  - Site internet « prim.net »
  - Réseau de surveillance de la qualité de l'air
  - Base de données Installations classées.gouv.fr
  - Communauté d'Agglomération Vichy Val d'Allier (VVA)
  - Les données du site Géoportail

○ ...

L'analyse de l'état initial reprend par ailleurs les données des études spécifiques réalisées par des bureaux d'études spécialisés dans le cadre du présent projet :

- Caractérisation de l'état sonore initial - VENATHEC. Rapport de mesures acoustiques n°15-15-60-0607-LME-1 en date du 24/08/2015.
- Mission de contre-expertise – Diagnostic environnemental de l'ancienne usine CANDIA à Saint-Yorre – ANTEA Group. Rapport n°79499/B en date de juin 2015.
- Evaluation environnementale de la qualité des sols dans le cadre de la cession du site (Mission EVAL phase 2 selon NFX 31-620-2) – DEKRA INDUSTRIAL SAS. Affaire n°51386698 en date du 16/05/2014.
- Diagnostic réalisé dans le cadre de l'adaptation du site au projet Renova – INGEROP. Rapport CC304600 indice 2 en date du 15/06/2015

### 13.1.2 DEFINITION DES PERIMETRES D'ETUDE

Dans le cadre du projet d'implantation d'une usine de transformation de papier, les périmètres d'étude immédiat, rapproché et intermédiaire ont été définis comme suit :

- Le périmètre d'étude immédiat correspond au terrain acquis par Renova pour l'implantation de son projet (bâtiments et extérieurs),
- Le périmètre d'étude rapproché correspond à un rayon de 100m autour de ce terrain,
- Le périmètre d'étude éloigné correspond à une distance de 1 km autour du terrain.

## 13.2. METHODE D'ANALYSE DES EFFETS DU PROJET SUR L'ENVIRONNEMENT

### 13.2.1 METHODOLOGIE GENERALE

La réalisation de l'état initial en première phase de mission a permis d'identifier les sensibilités de l'environnement et les enjeux principaux vis-à-vis du projet. L'analyse des effets du projet sur l'environnement est proportionnée à ces enjeux.

Les activités projetées dans le cadre de la reprise d'une usine existante pour la transformation de papier sont des activités spécifiques, peu courantes, mais pour lesquelles la nature même des activités est peu contraignante compte-tenu du volume d'activités prévu et des produits employés par le process Renova. Les effets de ces activités sur l'environnement en général, et les mesures à mettre en œuvre pour les limiter, sont par ailleurs bien connus de Renova, qui est une référence en la matière.

Dans ce contexte, la méthodologie retenue pour analyser les effets du projet sur l'environnement repose sur deux approches :

- Une approche qualitative, dédiée aux compartiments environnementaux pour lesquels l'analyse de l'état initial a permis d'identifier un enjeu limité, et pour lesquels l'exploitation des installations présente habituellement des inconvénients limités ;
- Une approche quantitative, dédiée aux compartiments environnementaux pour lesquels l'analyse de l'état initial a permis d'identifier un enjeu fort, et pour lesquels l'exploitation des équipements projetés présente habituellement des inconvénients importants.

### 13.2.2 APPROCHE QUALITATIVE

L'approche qualitative concerne les aspects suivants :

- Impacts sur les eaux superficielles ;
- Impacts paysager ;
- Impact sur le patrimoine et la culture ;
- Impact sur l'agriculture et les activités humaines ;
- Evaluation des nuisances apportées par le chantier ;
- Evaluation de la production de déchets ;
- Impact sur la faune, la flore et les équilibres biologiques.

L'échelle qualitative retenue pour hiérarchiser les impacts du projet sur l'environnement est la suivante :

Impact négligeable	Impact faible	Impact moyen	Impact important
--------------------	---------------	--------------	------------------

La classe d'impact attribuée est déterminée par les experts environnement en charge de la présente étude d'impact, sur la base :

- De la connaissance des éléments techniques du projet,
- Des observations faites sur le terrain,
- Des données mises à dispositions par des organismes reconnus,
- Du retour d'expérience sur ce type de projet,
- De la bibliographie.

### 13.2.3 ANALYSE QUANTITATIVE

#### **a) Calcul des émissions atmosphériques**

Les estimations des rejets émis par les véhicules circulant sur le site se sont basées sur les ratios du CITEPA, OMINEA, 11<sup>ème</sup> Edition février 2014 pour les hypothèses de répartition de la flotte routière en fonction du carburant et pour les facteurs d'émissions.

#### **b) Impact du projet sur l'environnement sonore**

Les données chiffrées relatives à l'ambiance sonore à l'état initial sont issues de la campagne de mesures réalisée par le bureau d'études en acoustique VENATHEC. Les mesures ont été faites dans le respect des prescriptions de l'arrêté du 23 janvier 1997 modifié relatif à la limitation des bruits émis dans l'environnement par les installations classées pour la protection de l'environnement.

## 13.3. METHODE D'ANALYSE DES EFFETS DU PROJET SUR LA SANTE

L'étude d'impact sanitaire se décompose de la manière suivante :

- Identification des substances dangereuses pour l'homme susceptibles d'être émises par le site
- Identification des populations concernées

- Définition des relations dose-réponse
- Evaluation de l'exposition humaine
- Caractérisation des risques.

Les scénarios accidentels sont par contre développés dans l'étude de dangers (cf. Chapitre 3 du DDAE).

Compte-tenu des caractéristiques du projet, aucun des rejets attendus, qu'ils soient aqueux ou atmosphériques, n'a été jugé comme pouvant avoir un impact sur la santé.

L'étude sanitaire conclut donc rapidement à l'absence d'impact et aucune modélisation spécifique n'a dû être réalisée pour le démontrer.

#### **13.4. DESCRIPTION DES DIFFICULTES RENCONTREES POUR REALISER L'ETUDE**

La réalisation de l'état initial s'est appuyée sur les données techniques spécifiques au projet, les données publiques des organismes d'état et des diagnostics ciblés réalisés spécifiquement dans le cadre du projet.

*La réalisation de l'état initial n'a pas présenté de difficulté particulière.*

Les études techniques menées en phase de conception de projet par les ingénieurs de l'équipe de maîtrise d'œuvre dans les différents domaines (fluides, énergie, ...) a permis de qualifier les différents besoins attendus. En parallèle, l'expérience du process et le savoir-faire de Renova a permis d'identifier les impacts environnementaux attendus.

*Ces données ont permis une évaluation sécuritaire de l'impact du projet sur l'environnement.*

Les mesures compensatoires déterminées sont basées sur le retour d'expérience en termes d'exploitation par Renova.

La prise en compte dans l'étude d'impact des législations les plus récentes, a permis d'établir un cadre précis et de vérifier que les performances environnementales attendues dans le cadre du projet sont compatibles avec la sensibilité de l'environnement.

Malgré tout, la rubrique principale de classement des activités (rubrique 2445 à Autorisation) ne disposant pas d'arrêté type de prescriptions, ce sont les prescriptions générales de l'arrêté de février 1998 qui servent de base pour les valeurs limite de rejets admissibles.

*L'évaluation de l'efficacité des mesures compensatoires, si elle est réelle, reste malgré tout difficilement quantifiable sans prescription réglementaire spécifique à l'activité.*

Les autres projets connus ont été identifiés sur la base des données officielles du gouvernement et compte tenu des informations récupérées auprès de la DREAL.

*L'analyse des interactions possibles avec d'autres projets connus n'a pas présenté de difficulté particulière.*

La vérification de la compatibilité du projet a été menée de manière rigoureuse, en se reportant aux exigences des différents documents de planification officiels.

*La vérification de compatibilité du projet n'a pas présenté de difficulté particulière.*



## 14. NOMS ET QUALITE DES AUTEURS DE L'ETUDE D'IMPACT

---

La présente étude d'impact a été réalisée par l'équipe d'ingénieurs du service Environnement d'INGEROP Conseil & Ingénierie, à partir des informations fournies et approuvées par RENOVA, pétitionnaire de la demande d'autorisation, et par l'équipe de maîtrise d'œuvre en charge de l'élaboration du projet.



Siège Social : 168/172, boulevard de Verdun - 92408 Courbevoie Cedex - France  
Téléphone : 33 (0) 1 49 04 55 00 - Télécopie : 33 (0) 1 49 04 57 01 - E-mail : ingerop@ingerop.com  
S.A.S. au capital de 5 800 000 € - R.C.S. Nanterre B 489 626 135 - N° Siret 489 626 135 00011 - APE 7112B - Code TVA n° FR 454 896 261 35



De façon à bénéficier du meilleur expert dans chaque domaine et pour réduire au maximum les délais, le service Environnement d'INGEROP Conseil & Ingénierie a fait intervenir plusieurs spécialistes ou généralistes :

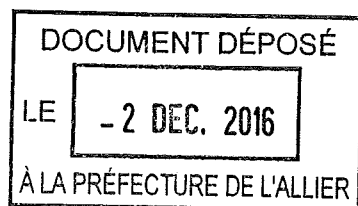
- Delphine DORELON, titulaire d'un Mastère « Sécurité et Environnement Industriels » ;
- Emilie SENES, titulaire d'un Mastère « Prévention des Risques et des Nuisances Technologiques »

Pour les études spécifiques :

- Etude acoustique : VENATHEC,
- Etude de pollution des sols : ANTEA ; DEKRA Industrial SAS

Préf

Réf : Arrêté n° 2501/16 du 19 septembre 2016 de Monsieur le Préfet de l'Allier  
TA – E 16 0000 92/63 du 27 juillet 2016



DÉPARTEMENT DE L'ALLIER (03)

**COMMUNE DE**  
**ST-YORRE**

*Enquête publique à l'effet d'obtenir l'autorisation du Préfet de l'Allier d'exploiter une usine de transformation de papier relevant de la rubrique 2445-1 de la nomenclature des établissements classés pour la protection de l'environnement.*

Présentée par  
**La Société *RENOVA***  
1 rue des Chênes  
03270 SAINT-YORRE

**RAPPORT DU COMMISSAIRE-ENQUÊTEUR**

*Le commissaire-enquêteur*  
**Hervé DESABRE**  
**La Prairie**  
**3 allée des Mûres**  
**03800 GANNAT**  
-----  
**☎ : 04.70.90.03.29**

# RAPPORT DE COMMISSAIRE-ENQUÊTEUR

## I - GÉNÉRALITÉS

Objet de l'enquête	2
Renseignements administratifs	2
Localisation des installations	3
Examen du dossier de demande d'autorisation d'exploiter	3
Auteurs du dossier	3
Avis de l'autorité environnementale	3 - 4

## II – ORGANISATION et DÉROULEMENT DE L'ENQUÊTE

Désignation du commissaire-enquêteur	4
Modalité de l'enquête	4
Publicité légale de l'enquête	4
Concertation préalable avec le commissaire enquêteur suppléant	4
Affichage	4 - 5
Visite du site (rendez-vous avec le Maître d'ouvrage)	5 - 6
Demande de renseignements complémentaires au Maître d'ouvrage	6
Clôture de l'enquête – Procès verbal de synthèse	6
Dossier d'enquête	6
Déroulement et analyse de l'enquête	6 - 7
Avis du conseil municipal des communes visées par l'article 6	7
Climat de l'enquête	7

## III – ANALYSE DU MÉMOIRE EN RÉPONSE

## IV – PIÈCES ANNEXES

1) Procès verbal de synthèse	A1
2) Mémoire en réponse	A2
3) Délibération du conseil municipal de Busset	A3
4) Délibération du conseil municipal de Saint-yorre	A4
5) Délibération du conseil municipal de Saint-Priest-Bramefant	A5

## V – CONCLUSIONS MOTIVÉES (fin du dossier)

CM 1- 2 - 3

## RAPPORT

### I – GÉNÉRALITÉS

(Rappel des points principaux du dossier)

**Objet de l'enquête** : - TA – E 16 0000 92/63 du 27 juillet 2016

- Arrêté n° 2501/16 du 19 septembre 2016 de Monsieur le Préfet de l'Allier

Fondée en 1939, RENOVA est une marque européenne de produits de grande consommation, représentée dans plus de 60 pays. En redéfinissant les valeurs du papier tissu, la marque croit en la valeur de l'expérience et privilégie sa relation avec le consommateur.

La production et la commercialisation de gammes innovatrices de papier hygiénique, serviettes, rouleaux de cuisine ou mouchoirs, entre autres, lui permettent d'offrir des produits à caractère unique, garantissant un style de vie respectueux de l'environnement.

Dans le cadre de son développement, la société RENOVA France, établie à Paris et active depuis 17 ans, a acquis le terrain et les bâtiments de l'ancienne usine Candia sur la commune de SAINT-YORRE (03) afin d'y installer une nouvelle usine de transformation et d'impression de papier hygiénique et domestique. Suite au démarrage des activités avec une seule ligne de production (projet ayant fait l'objet d'une déclaration au titre des ICPE), la société souhaite aujourd'hui étendre les capacités de son outil de production en augmentant le nombre de lignes de process.

Les activités et les stockages réalisés classent le site sous régime de l'autorisation au titre des ICPE, les rubriques de nomenclature visant le projet étant les suivantes :

#### *Régime de l'autorisation*

- 2445 : transformation du papier, carton.

#### *Régime de la déclaration*

- 2450 : impression sur support papier, carton,... par flexographie
- 1530 : dépôt de papier, carton, matériaux combustibles analogues, y compris les produits finis conditionnés.

#### **Renseignements administratifs**

Nom du demandeur, raison sociale RENOVA France

Adresse siège social : 1 rue des Chênes

03270 SAINT-YORRE

Téléphone : +33 (0) 4 70 59 89 43

Fax : +33 (0) 1 44 69 35 01

Forme juridique : Société par actions simplifiée (capital 1 050 000.00€)

N° enregistrement registre du commerce : 418040861 RCS Paris

Code APE : 1722Z fabrication d'articles en papier à usage sanitaire ou domestique

#### Nota :

Le pétitionnaire du dossier de demande d'autorisation est représenté par **Monsieur João Gorjaõ Clara**, administrateur de l'entreprise RENOVA.

Son représentant en France, et en charge du dossier, est **Monsieur Filipe Almeida**

(☎ : +351 249 830310)

**Localisation des installations** : 1 rue des Chênes à SAINT-YORRE, quartier de la Croix des Vernes (dans les anciens établissements exploités par Candia).

**Examen du dossier de demande d'autorisation d'exploiter :**

Il comprend les points principaux résumés ci-dessous:

- Identification du rédacteur
- Rappel du contexte et objet du dossier
- Contenu réglementaire d'un dossier d'autorisation

*Dossier lettre de demande comprenant :*

- 1 - Pétitionnaire et localisation des installations
- 2 - Capacité techniques et financières
- 3 - Présentation du projet RENOVA France

*Y compris :* Table des illustrations

Liste des travaux

(L'ensemble comprenant 38 pages)

*1 dossier technique complet comprenant en autres les éléments essentiels suivants :*

- Etude d'impact
- Etude de DANGERS

*1 ensemble de plans et schémas comprenant pour les principaux :*

- Extrait du plan cadastral
- Plan d'ensemble et rayon des 35 m
- Plans projets
- Plan des risques

**Auteur du dossier, identification du rédacteur :**

INGEROP conseil et Ingénierie, société du groupe INGEROP  
Domaine du Petit Arbois – Pavillon Laennec  
Hall B – BP 20056  
13545 AIX-EN-PROVENCE Cedex 4

**Avis de l'autorité environnementale** émis le 06 septembre 2016 par DREAL Auvergne-Rhône-Alpes Service CIDDAE.

Cet avis comprend :

*1 - Présentation du projet*

- Description des activités actuelles et projetées
- Nature et volume des activités
- Implantation et environnement du site

*2 – Qualité du dossier abordant les points principaux suivants :*

- Justification du projet
- Principaux enjeux environnementaux
- Bruit
- Trafic routier
- Eaux superficielles et eaux souterraines
- Evaluation des impacts potentiels du projet sur l'environnement (bruit, trafic routier, eaux)
- Limitation des nuisances sonores
- Protection des eaux
- L'étude des dangers

### 3 – Prise en compte de l'environnement par le projet

Nota :

Actuellement, l'usine RENOVA de SAINT-YORRE emploie 25 personnes.

## **II – ORGANISATION ET DÉROULEMENT DE L'ENQUÊTE**

### **Désignation du commissaire enquêteur :**

Je soussigné, Hervé DESABRE, désigné par l'ordonnance du 27 juillet 2016 n° E 160000 92/63 de Monsieur le Président du tribunal administratif de Clermont-Ferrand pour conduire l'enquête publique relative à la demande présentée par la société RENOVA à l'effet d'obtenir l'autorisation du Préfet de l'Allier d'exploiter une usine de transformation de papier relevant de la rubrique n°2445-1 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement, situé sur la commune de SAINT-YORRE, 1 rue des Chênes.

### **Modalités de l'enquête :**

Par arrêté 2501/16 du 19 septembre 2016, Monsieur le Préfet de l'Allier a fixé la durée de l'enquête à 31 jours (du lundi 10 octobre 2016 au mercredi 09 novembre 2016).

Les permanences du commissaire-enquêteur ont été effectuées aux dates et heures prévues par l'arrêté, à savoir :

- ◆ Lundi 10 octobre 2016 de 09h à 12h
- ◆ Mardi 18 octobre 2016 de 14h à 17h
- ◆ Vendredi 28 octobre 2016 de 09h à 12h
- ◆ Jeudi 03 novembre 2016 de 09h à 12h
- ◆ Mercredi 09 novembre 2016 de 14h à 17h

### **Publicité légale de l'enquête dans la presse et par voie d'affichage :**

Un avis d'ouverture a été publié pendant toute la durée de l'enquête par voie d'affichage.

Cet avis a été inséré en caractères apparents dans les journaux régionaux publiés dans le département, à savoir :

- La Montagne du mercredi 21 septembre 2016
- La Semaine de l'Allier du jeudi 22 septembre 2016
- La Montagne du mercredi 12 octobre 2016
- La Semaine de l'Allier du jeudi 13 octobre 2016

### **Concertation préalable avec le commissaire-enquêteur suppléant :**

Préalablement à l'enquête et à réception du dossier, je me suis entretenu avec Monsieur Yves LACOT nommé commissaire-enquêteur suppléant par le Tribunal Administratif de Clermont-Ferrand. Une visite des lieux a été fixée et effectuée le 27 septembre 2016.

### **Affichage :**

Je me suis assuré de celui-ci dans les communes concernées par le rayon d'affichage fixé à 1 km autour de l'installation.

Les communes concernées par le rayon d'affichage sont :

- ◆ BUSSET
- ◆ SAINT PRIEST BRAMEFANT
- ◆ SAINT SYLVESTRE PRAGOULIN
- ◆ et SAINT-YORRE



J'ai également pris contact par téléphone, avec chacune d'elles, pour rappeler les termes de l'article 7-7 du décret afin de me faire parvenir le plus rapidement possible, à l'adresse de l'enquête, leur avis par une décision du conseil municipal.

Un rappel leur a été fait le 19 octobre.

En outre, dans les mêmes conditions de délai et de durée, il a été procédé, par les soins du demandeur, à l'affichage du même avis sur les lieux et visible de la voie publique (format A2, caractères gras d'au moins 2 cm de hauteur et les informations visées en caractères noirs sur fond jaune).

### **Visite du site :**

Afin de répondre aux questionnements du commissaire-enquêteur et de son suppléant, une visite complète du site a été effectuée le 27 septembre 2016.

Etaient présents :

- ◆ Monsieur Filipe ALMEIDA, responsable du projet
- ◆ Monsieur Antonio LUDOVINO, directeur du site
- ◆ Monsieur Hervé DESABRE, commissaire-enquêteur titulaire
- ◆ Monsieur Yves LACOT, commissaire-enquêteur suppléant

Le projet s'inscrit au sein d'un terrain existant de 5.67 ha en partie Sud de la commune de SAINT-YORRE.

La société RENOVA réutilise le bâtiment existant (ex bâtiment Candia) et y a implanté une première ligne de transformation de papier qui a donné lieu à une déclaration ICPE déposée en préfecture.

***Le projet actuel consiste à ajouter deux nouvelles lignes process dans la zone de production.***

*- 4 zones d'intervention ont été définies au sein du terrain*

- 1) Stockage matières premières intégrant les opérations de réception des divers produits sur palette.
- 2) Transformation du papier (production).
- 3) Stockage de produits finis, intégrant les opérations de manutention, préparation et expédition des commandes.
- 4) Zones extérieures

Au cours de cette visite guidée (et après avoir consulté le dossier d'enquête), nous nous sommes fait confirmer et expliquer quelques points que nous avons estimé très importants sur la situation administrative de l'établissement concerné, à savoir :

La seule transformation de papier n'est pas visée par la rubrique IED, la fabrication de pâte à papier, non réalisée sur le site de Saint-Yorre correspond, quant à elle, à la rubrique n°3610. Les opérations d'impression n'utilisant pas de solvants, **elles ne relèvent pas non plus d'une rubrique IED** (Industrial Emissions Directives).

D'autre part, **le classement ICPE** des installations du Site RENOVA FRANCE de Saint-Yorre reprend les activités relatives à l'exploitation de l'usine après ajout des lignes de production par rapport à la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement.

Le classement est réalisé en tenant compte des évolutions de nomenclature introduites par le décret du 03 mars 2014 applicables depuis le 1<sup>er</sup> juin 2015.

Pour ce qui concerne le classement **SEVESO** des installations, le seul produit chimique utilisé par RENOVA relevant d'une rubrique 4 xxx de la nomenclature des ICPE correspond à une encre et à un produit fongicide. Les quantités sont trop faibles pour que le seuil déclaratif soit atteint.

En conséquence de quoi **le projet n'est pas classé SEVESO.**

J'ai noté également que le projet de la société RENOVA n'est pas soumis à la **Loi sur l'Eau.**

#### **Demande de renseignements complémentaires au Maître d'ouvrage :**

Le 09 novembre 2016, en mairie de Saint-Yorre, Monsieur LUDOVINO, directeur du site, a pris connaissance des remarques mentionnées sur le registre d'enquête. Il a également pris bonne note des différentes observations qui lui ont été confirmées sur le procès verbal de synthèse.

#### **Clôture de l'enquête (Procès verbal de synthèse (Annexe A1)**

Conformément à l'article 7 de l'arrêté du 19 septembre 2016 précité, le registre a été clos et signé par mes soins.

Le demandeur, Monsieur Filipe ALMEIDA, représenté par Monsieur Antonio LUDOVINO, a été convoqué au siège de la permanence, en mairie de Saint-Yorre, pour prendre connaissance des observations écrites et orales. Un procès verbal de synthèse lui a été adressé par lettre recommandée pour lui demander de me produire dans un délai de 12 jours

### **UN MEMOIRE EN REPONSE (Annexe A2)**

#### **Dossier d'enquête :**

Vérifié et paraphé par mes soins lors de la visite du 27 septembre 2016 en mairie de SAINT-YORRE.

Un dossier complet avec registre d'enquête a été remis aux heures d'ouverture de la mairie de Saint-Yorre pendant 31 jours à la disposition des personnes pour consigner leurs observations sur le registre d'enquête correspondant, ouvert à cet effet, ou pour y déposer un courrier à l'attention du commissaire-enquêteur (du lundi 10 octobre au mercredi 09 novembre 2016).

Un dossier de demande d'autorisation d'exploiter sans registre a également été remis aux mairies de BUSSET, SAINT PRIEST BRAMEFANT, SAINT SYLVESTRE PRAGOULIN pour consultation.

#### **Déroulement et analyse d'enquête :**

- *Permanence du lundi 10 octobre 2016* (mairie de Saint-Yorre) de 09h à 12h
  - Visite de Monsieur Joseph KUCHNA, Maire de Saint-Yorre et de Monsieur Gérard LABONNE 1<sup>er</sup> adjoint.
- *Permanence du mardi 18 octobre 2016* de 14h à 17h
  - Visite de Monsieur Joseph KUCHNA qui me fait part, avec beaucoup de commentaires intéressants, de son avis favorable au projet RENOVA.
  - Visite de Madame PUTEAU et de Monsieur BOIRON de Saint-Yorre, riverains du site, pour me questionner sur les risques de pollution éventuels de la Société RENOVA sur un étang situé à proximité.
- *Permanence du vendredi 28 octobre 2016* de 09h à 12h
  - Visite de Monsieur David MOURNET, nouveau Directeur Général de Services à la mairie de Saint-Yorre, émet et développe un avis très favorable au projet RENOVA.

- Visite de Monsieur Patrice CORRE, conseiller municipal délégué, développe également un avis favorable au projet RENOVA.

- Visite de Monsieur Gérard LABONNE, 1<sup>er</sup> adjoint au maire de Saint-Yorre.

Après consultation du dossier, émet une remarque qui sera transmise au maître d'ouvrage à savoir : « le site RENOVA ne sera pas raccordé au réseau ferré » (Etude d'impact page 7), et précise que ce raccordement aurait l'avantage de réduire le flux de camions et réduire, de ce fait, l'empreinte carbone.

- *Hors permanence le samedi 29 octobre :*

- Monsieur J.P JARDILLET, conseiller délégué à Saint-Yorre, émet un avis favorable :

Un espoir industriel pour Saint-Yorre

- Monsieur JOURDAN, maire de Saint-Sylvestre-Pragoulin, émet un avis favorable :

Espoir de création de nouveaux emplois.

- *Permanence du jeudi 03 novembre 2016 de 09h à 12h*

Aucune consultation ni avis.

- *Permanence du mercredi 09 novembre 2016 de 14h à 17h*

Aucune consultation ni avis.

**Avis du conseil municipal des communes concernées par le rayon d'affichage à savoir :**  
BUSSET, SAINT PRIEST BRAMEFANT, SAINT SYLVESTRE PRAGOULIN et SAINT-YORRE.

Suivant l'article 7.7 de l'arrêté 2501/16 du 19 septembre 2016, le conseil municipal des communes concernées visées à l'article 4.2 est appelé à donner son avis sur la demande d'autorisation dès l'ouverture de l'enquête. Ne sera pris en considération que l'avis exprimé au plus tard dans les 15 jours suivant la clôture du registre d'enquête.

**Délibération du conseil municipal de BUSSET du 05 octobre 2016 (Annexe A3)**

Le conseil municipal à l'unanimité approuve le projet de la société RENOVA d'exploiter l'usine se trouvant sur le territoire de la commune de St-Yorre sous réserve du respect des règles environnementales.

**Délibération du conseil municipal de Saint-Yorre (Annexe A4)**

Le dossier n'appelle aucune observation particulière.

Le conseil municipal décide à l'unanimité de donner un avis favorable

**Avis de Monsieur JOURDAN, maire de Saint-Sylvestre-Pragoulin, le 29 octobre 2016, mentionne sur le registre en mairie de Saint-Yorre, son avis favorable au projet RENOVA.**

**Délibération du conseil municipal de Saint-Priest-Bramefant (signé électroniquement) (Annexe A5)**  
Le conseil municipal n'apporte pas d'observations particulières au dossier RENOVA.

**- Climat de l'enquête :**

Aucun incident n'a été relevé au cours de l'enquête.

### III - ANALYSE DU MÉMOIRE EN RÉPONSE

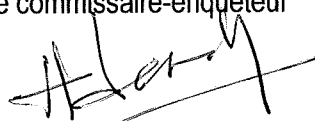
Ce document m'a été adressé dans les délais conformément à l'article 7.2 du décret précité.

Il répond parfaitement aux questionnements des habitants venus consulter le dossier d'enquête en mairie de Saint-Yorre :

- 1) à Monsieur JUYEAU et Madame BOIRON afin de les rassurer sur les risques éventuels de pollution de « l'étang » proche de leur domicile.
- 2) à Monsieur LABONNE, premier adjoint, sur le raccordement futur de RENOVA au réseau ferré. RENOVA étudie cette possibilité (voir document joint)
- 3) Enfin au commissaire-enquêteur sur les risques d'atteinte à l'environnement provoqués par l'encre H400/H410 utilisée par les opérations d'impression.

Toutes ces réponses traitées avec précision par le maître d'ouvrage me paraissent très satisfaisantes (mémoire en réponse **Annexe A2**)

Fait et clos à Gannat  
Le 1 décembre 2016  
Le commissaire-enquêteur



Hervé DESABRE

Réf : Arrêté n° 2501/16 du 19 septembre 2016 de Monsieur le Préfet de l'Allier  
TA – E 16 0000 92/63 du 27 juillet 2016

**DÉPARTEMENT DE L'ALLIER (03)**

**COMMUNE DE**  
**ST-YORRE**

*Enquête publique à l'effet d'obtenir l'autorisation du Préfet de l'Allier d'exploiter une usine de transformation de papier relevant de la rubrique 2445-1 de la nomenclature des établissements classés pour la protection de l'environnement.*

Présentée par  
**La Société *RENOVA***  
1 rue des Chênes  
03270 SAINT-YORRE

**CONCLUSIONS MOTIVÉES**

*Le commissaire-enquêteur*  
**Hervé DESABRE**  
**La Prairie**  
**3 allée des Mûres**  
**03800 GANNAT**

-----  
**☎ : 04.70.90.03.29**

Réf : Arrêté n° 2501/16 du 19 septembre 2016 de Monsieur le Préfet de l'Allier  
TA – E 16 0000 92/63 du 27 juillet 2016

### **MOTIVATION / AVIS :**

#### **Rappel du contexte et objet du dossier :**

Dans le cadre de son développement, la société RENOVA France, établie à Paris et active depuis 17 ans, a acquis le terrain et les bâtiments de l'ancienne usine Candia sur la commune de SAINT-YORRE (03) afin d'y installer une nouvelle usine de transformation et d'impression de papier hygiénique et domestique. Suite au démarrage des activités avec une seule ligne de production (projet ayant fait l'objet d'une déclaration au titre des ICPE), la société souhaite aujourd'hui étendre les capacités de son outil de production en augmentant le nombre de lignes de process (rubriques 2445 – 2450 – 1530).

Le présent dossier constitue la demande d'autorisation d'exploiter ces nouvelles installations (intégrant déclaration) conformément aux dispositions prévues par les articles R 512-1 et suivants du code de l'environnement.

#### **OBSERVATIONS GENERALES relevées durant le DEROULEMENT DE L'ENQUETE**

- La qualité de l'entreprise et la compétence de ses jeunes dirigeants rencontrés sur le site.
- La qualité non contestée des informations contenues dans le dossier.  
J'estime que le dossier ICPE soumis à l'enquête avec une bonne étude d'impact prend bien en compte tous les enjeux environnementaux, (repris avec pertinence dans l'avis de l'autorité environnementale).
- La régularité de l'affichage de l'arrêté d'ouverture d'enquête dans les communes concernées.
- La présence de parution de l'avis légal d'enquête dans les deux journaux « La Montagne » et « La Semaine de l'Allier »
- L'absence de tout incident lors du déroulement de l'enquête et des permanences.
- Les éléments complémentaires contenus dans le Mémoire en Réponse du Pétitionnaire.
- L'analyse des observations mentionnées sur le registre d'enquête.
- L'avis favorable des conseils municipaux de Saint-Yorre, Busset
- Je note que ce projet n'a soulevé aucune opposition ferme de la part de la population concernée et ne présente pas d'inconvénient majeur pour l'environnement, les précautions fondamentales ont été prises pour la préservation de la faune, de la flore et tout l'écosystème.
- L'avis de l'autorité environnementale auquel j'adhère complètement et qui a été un appui important pour me positionner.

J'y ai relevé des remarques pertinentes qui m'ont permis de questionner verbalement le maître d'ouvrage lors de ma visite des lieux le 27 septembre 2016.

#### **ANALYSE PERSONNELLE, bilan et AVIS MOTIVE du commissaire-enquêteur :**

##### **Inconvénients :**

Avant l'enquête, j'avais identifié trois risques potentiels :

- risques de poussières dans l'enceinte du site.
- risques d'incendie.
- risques routiers au vu du nombre de transit de camions.



A l'issue de cette mission d'enquête, il s'avère pour moi que ces trois risques sont très faibles car, les inconvénients générés par cette usine, repris dans l'étude d'impact et l'étude de dangers, sont tout à fait acceptables et maîtrisés.

**Avantages :**

- A mon sens, l'entreprise RENOVA présente des garanties de protection de l'environnement très satisfaisantes.
- Saint-Yorre a subi depuis une dizaine d'années la fermeture de 3 grandes unités de production – SEDIVER – CANDIA – FRULACT regroupant plus de 400 personnes ; entreprises que je connais bien pour y avoir été désigné comme commissaire-enquêteur dans deux enquêtes publiques, l'une concernant FRULACT (Granger – Bouguet – Pau), l'autre CANDIA (Comalait) et il est pour moi important de soutenir la réhabilitation de l'usine CANDIA fermée depuis 2013, ce qui va générer la création d'emplois (RENOVA emploie, à ce jour, 25 personnes sur le site de Saint-Yorre).
- ***Cette opportunité constitue une véritable chance pour Saint-Yorre et son tissu industriel et économique.***
- Le choix de RENOVA de s'implanter à Saint-Yorre et d'y créer son **siège social France constitue un point extrêmement valorisant non seulement pour la ville mais aussi pour le département et l'Auvergne.**
- Enfin, RENOVA souhaite étendre les capacités de son outil de production en installant deux lignes de Process supplémentaires, ce qui conduira à **l'embauche de 15 à 20 personnes** (par ligne).

Lors de nos entretiens, Monsieur Filipe ALMEIDA, maître d'ouvrage, chargé du suivi du dossier et Monsieur Antonio LUDOVINO, directeur du site de Saint-Yorre, me l'ont bien confirmé.

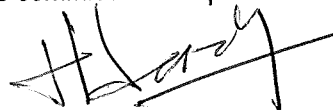
***En conséquence, pour ces différentes raisons  
De ma propre appréciation et de mon avis personnel,  
Je soussigné commissaire-enquêteur, émet un***

**AVIS FAVORABLE**

à la demande d'autorisation d'exploiter une installation classée pour la protection de l'environnement, présentée par RENOVA France sur le site de SAINT-YORRE.

Fait et clos à Gannat  
Le 1 décembre 2016

Le commissaire enquêteur



Hervé DESABRE

M. DESABRE Hervé  
La Prairie  
3 Allée de Mûres  
03800 GANNAT

**Réf : Enquête Publique**

Arrêté du 19 septembre 2016 n°250/16

Demande d'autorisation d'exploiter une usine de transformation de papier sur la commune de Saint-Yorre

Pièces Jointes : 1

Lettre recommandée avec A.R

Monsieur le Commissaire-enquêteur,

Suite à l'enquête publique qui s'est déroulée du 10 octobre au 09 novembre 2016 et aux questions que vous nous avez adressées le 10 novembre relatives aux observations écrites recueillies pendant la durée de l'enquête, vous trouverez ci-dessous le mémoire en réponse.

**1. Monsieur JUYEAU et Madame BOIRON : « Pollution de l'étang » à proximité de leurs domiciles.**

En reprenant l'ancien site exploité par Candia, RENOVA s'est engagé à assurer la maîtrise de ses rejets, quelle que soit leur nature :

- Les eaux sanitaires et assimilées sont raccordées au réseau communal qui les dirige vers la station d'épuration de Saint-Yorre ;
- Les eaux de nettoyage de la partie process sont collectées afin d'être analysées pour déterminer si elles sont aptes à être traitées par la station d'épuration ou si elles doivent faire l'objet d'une collecte par une société spécialisée. Elles sont, quoi qu'il en soit, rassemblées et maintenues sur site en attente des résultats des analyses ;
- Les eaux d'extinction en cas d'incendie sont retenues sur le site afin d'être analysées pour déterminer si elles peuvent être rejetées vers la station d'épuration ou si elles doivent faire l'objet d'un traitement par une société spécialisée ;

[WWW.MYRENOVA.COM](http://WWW.MYRENOVA.COM)

TEL + 33 (0) 4 70 59 89 43 – FAX +33 (0) 1 44 69 35 01  
RENOVA FRANCE, SAS – RUE DES CHÊNES – 03270 SAINT-YORRE

Page 1 sur 5

- Les eaux pluviales sont les seules eaux rejetées au milieu naturel. Ces eaux, potentiellement polluées, transitent avant rejet par les séparateurs hydrocarbures présents sur site. Ces eaux sont, quoi qu'il en soit, rejetées aux réseaux publics existants (cf § 4.3.3. de l'étude d'impact et projet de convention annexé à l'étude d'impact).

Il n'y a donc aucune raison qu'une pollution de l'étang proche des domiciles mentionnés soit de nouveau observée.

## **2. Monsieur LABONNE Gérard 1<sup>er</sup> adjoint : sur le raccordement futur de RENOVA au réseau ferré.**

L'entreprise RENOVA est consciente de l'impact de toute l'activité humaine causé sur l'environnement.

La logistique de toutes nos opérations de production fait l'objet d'une étude constante qui a pour objectif son optimisation. Cette optimisation permet de maintenir un coût contrôlé et une réduction de notre empreinte carbone.

Avant même l'achat de l'usine, RENOVA est entré en contact avec la SNCF et d'autres entreprises de transport ferroviaire afin d'étudier l'utilisation du chemin de fer pour assurer l'arrivée des matières premières principales (bobine de papier entre autres) par voie ferrée. Jusqu'à ce jour la SNCF ne nous a fait part d'aucune proposition.

Toutefois, la semaine dernière nous avons reçu l'indication de la SNCF qu'une proposition nous sera présentée en fin d'année, relative à l'utilisation d'un quai de déchargement à proximité de l'usine.

En ce qui concerne le raccordement de l'usine à la voie ferrée, de nombreux efforts ont été mis en œuvre en collaboration avec la Préfecture de l'Allier afin de déterminer le coût de cette liaison. Il a été démontré que près de 400 000€ seront nécessaires afin de réaliser la liaison entre l'entreprise et la voie ferrée. Cette valeur est considérée comme étant incompatible avec l'activité économique actuelle de l'entreprise (à ce jour une seule ligne de production est installée). L'étude sera réévaluée dans le futur, lors de l'expansion possible de l'usine, si les conditions du marché permettent la production locale de papier, grâce à l'alimentation en pâte à papier par la voie ferrée.

Ci-dessous extrait du compte rendu de réunion du 18 décembre 2014.



PREFET DE L'ALLIER

## COMPTE-RENDU DE RÉUNION

<u>LIEU DE LA RÉUNION</u>	<u>DATE</u>	<u>RÉDACTION</u>
Sous-Préfecture de Vichy	18 décembre 2014	Sophie COURCIER (CEEa)

<b>OBJET :</b>	Rencontre avec les représentants de la société RENOVA et leurs conseils juridiques
<b>PRÉSIDENCE :</b>	M. Jean ALMAZAN, Sous-Préfet de Vichy
<b>PRÉSENTS :</b>	cf feuille de présence

### « Raccordement de l'usine à la voie ferrée

Ce sujet est du ressort et de la compétence de RFF.

L'usine a été conçue pour permettre une liaison à la voie ferrée existante : le bâtiment est prévu pour recevoir une voie, à niveau, pour chargement direct depuis les quais de l'entreprise disposés à l'arrière du bâtiment et être raccordée à la voie existante après installation d'un aiguillage.

La ligne existante et sa signalétique permettent la circulation de 2 trains par jour. Il existe donc deux solutions :

- Demander à RFF de modifier la signalétique de la ligne existante afin de permettre la circulation de plusieurs trains par jour, mais il est nécessaire de définir précisément les volumes concernés et la fréquence souhaitée ;
- Création d'une voie privée et d'un aiguillage sur le site de RENOVA par RFF (*l'usine a été conçue pour permettre une liaison à la voie ferrée existante*) ⇨ Coût estimé entre 400 K€ et 600 K€ pour l'aiguillage + Prix du kilomètre de voie ferrée chiffré à environ 200 K€

Le représentant de RFF sera contacté par les conseils juridiques de RENOVA. »

[WWW.MYRENOVA.COM](http://WWW.MYRENOVA.COM)

TEL + 33 (0) 4 70 59 89 43 – FAX +33 (0) 1 44 69 35 01  
RENOVA FRANCE, SAS – RUE DES CHÊNES – 03270 SAINT-YORRE  
Page 3 sur 5

### 3. Me préciser également quel peut être le risque d'atteinte à l'environnement provoqué par l'encre H400/H410 utilisée par les opérations d'impression.

Les encres étiquetées H400/H410 correspondent à des encres « très toxiques pour les organismes aquatiques, entraîne des effets néfastes à long terme. » Il s'agit uniquement des encres TO 3705 et VH 8182 (fongicide curatif).

Les zones à risque pouvant potentiellement conduire à une pollution par ces encres sont les suivantes :

- Zone de production (cellule 2), au droit du stockage des encres utilisées pour les impressions (en cours). Ces encres sont stockées en bidons posés sur rétention commune, à proximité de la ligne de production. En cas de déversement, les produits sont maintenus dans la rétention puis pompées pour être dirigées vers un bidon de 1000 litres.
- Zone de production, sur la ligne d'impression elle-même, là où l'encre est utilisée. Cette zone fait l'objet d'un nettoyage en ligne du rouleau d'impression. L'eau de lavage est récupérée directement par le réservoir contenant initialement l'encre, et qui sert donc de rétention. Les eaux sont ensuite dirigées vers un bidon de 1000 litres.
- Zone extérieure, au droit du stockage des bidons d'encres vides. A cet endroit, le personnel peut être amené à nettoyer à l'eau le rouleau d'impression si le lavage n'a pas pu être totalement réalisé en zone d'impression. L'eau contenant les encres est alors récupérée dans une rétention. L'eau est ensuite pompée pour être dirigée vers un bidon de 1000 litres.

Les mesures prises par RENOVA assurent donc qu'aucun rejet d'encres étiquetées H400 ou H410 n'est fait au milieu naturel. Par ailleurs, des analyses vont être effectuées sur les rejets aqueux (eaux de lavage potentiellement contaminées) afin de déterminer :

- Si le rejet au réseau d'assainissement municipal est possible. Les rejets seront alors dirigés vers la station d'épuration de Saint-Yorre;
- Si le rejet doit faire l'objet d'un traitement particulier. Les effluents seront alors pompés des bidons de 1000 litres par une société spécialisée pour être traités (seule voie actuellement utilisée, vu que les analyses sont toujours en cour avec Eurofins).

On rappelle que les encres disposent d'un certificat d'aptitude au contact alimentaire et que si ces produits sont effectivement étiquetés dangereux, ils sont utilisés en très faible quantité (surface imprimée < 30% de la surface totale), tel qu'indiqué dans le tableau suivant, issu du dossier de demande d'autorisation :

Consommation par tonne de papier produit		
Colle	15,3 kg/tonne	10,5 kg/tonne
Fragrances	0,25 kg/tonne	0,021 kg/tonne
Encres	0,09 kg/tonne	2,5 kg/tonne
Lotion adoucissante	2,2 kg/tonne	-
Produits chimiques	mousse nettoyante : 0,002 l/tonne	mousse nettoyante : 0,004 l/tonne antimousse : 0,005 kg/tonne solvants : 0,027 l/tonne détergents : 0,006 kg/tonne
	Ligne H07 : 10 079 tonnes de papier/an	Ligne H08 : 8 384 tonnes de papier/an

Les consommations annuelles restent donc limitées, les colles représentant les produits utilisés en plus grandes quantités.

Veuillez agréer, M. L'inspecteur enquêteur, nos sincères salutations. Nous restons à votre disposition pour tout renseignement complémentaire.

**Renova** myrenova.com  
 RENOVA FRANCE SASU - RUE DES CHÊNES  
 03270 SAINT-YORRE (N° TVA UE 00 418 030 881)  
 SIRET: 418 040 881 0001 - CAPITAL: 1.000.000€

Filipe ALMEIDA  
 RENOVA





**PRÉFET DE L'ALLIER**

**Direction régionale  
de l'environnement, de  
l'aménagement et du logement  
Auvergne-Rhône-Alpes**

**ARRÊTÉ PRÉFECTORAL N° 2039 / 2017 -**  
**autorisant la société RENOVA FRANCE**  
**à exploiter une usine de transformation de papier**  
**sur le territoire de la commune de SAINT-YORRE**

*Préfet de l'Allier*  
*Chevalier de l'Ordre National du Mérite*

Vu le code de l'environnement et notamment son titre 1<sup>er</sup> du livre V ;

Vu l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 modifié relatif à la prévention des risques accidentels au sein des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation ;

Vu le récépissé de déclaration en date du 16/12/2015 délivré à RENOVA FRANCE pour l'établissement qu'il exploite sur la commune de Saint-Yorre ;

Vu le dossier de demande d'autorisation d'exploiter remis par l'exploitant le 30 mai 2016 ;

Vu la décision en date du 27 juillet 2016 du président du tribunal administratif de Clermont-Ferrand portant désignation du commissaire-enquêteur ;

Vu l'arrêté préfectoral en date du 19 septembre 2016 ordonnant l'organisation d'une enquête publique pour une durée d'un mois, du 10 octobre 2016 au 9 novembre 2016 inclus, sur le territoire des communes de Saint-Yorre, Busset, Saint-Priest Bramefant et Saint-Sylvestre Pragoulin ;

Vu l'accomplissement des formalités d'affichage réalisé dans ces communes de l'avis au public ;

Vu le registre d'enquête et l'avis du commissaire enquêteur ;

Vu l'accomplissement des formalités de publication sur le site Internet de la préfecture ;

Vu l'avis de l'Autorité Environnementale en date du 6 septembre 2016 ;

Vu les avis émis par les conseils municipaux des communes de Saint-Yorre, Busset, Saint-Priest Bramefant, Saint-Sylvestre Pragoulin ;

Vu les avis exprimés par les différents services et organismes consultés ;

Vu le courrier qu'a adressé RENOVA à la DREAL le 12 avril 2016 en réponse à l'avis de l'Autorité Environnementale et aux avis de la Direction départementale des territoires, du Service départemental d'incendie et de secours, et de l'Agence régionale de santé ;

Vu l'avis en date du 1<sup>er</sup> juin 2016 du comité d'hygiène et de sécurité et des conditions de travail de la société RENOVA ;

Vu le rapport et les propositions en date du 9 juin 2017 de l'inspection des installations classées ;

Vu l'avis en date du 4 juillet 2017 du conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques au cours duquel le demandeur a été entendu ;

CONSIDÉRANT qu'en application des dispositions de l'article L. 512-1 du code de l'environnement, l'autorisation ne peut être accordée que si les dangers ou inconvénients de l'installation peuvent être prévenus par des mesures que spécifie l'arrêté préfectoral ;

CONSIDÉRANT que les mesures imposées à l'exploitant tiennent compte des résultats des consultations menées au cours de la procédure et sont de nature à prévenir les nuisances et les risques présentés par les installations ;

CONSIDÉRANT que les conditions légales de délivrance de l'autorisation sont réunies ;

Sur proposition du Secrétaire général de la préfecture de l'Allier ;

## ARRÊTE

### TITRE 1 - PORTÉE DE L'AUTORISATION ET CONDITIONS GÉNÉRALES

#### CHAPITRE 1.1 - BÉNÉFICIAIRE ET PORTÉE DE L'AUTORISATION

##### Article 1.1.1. Exploitant titulaire de l'autorisation

La société RENOVA FRANCE, dont le siège social est situé à 1, rue des Chênes, 03270 SAINT-YORRE, est autorisée, sous réserve du respect des prescriptions annexées au présent arrêté, à exploiter sur le territoire de la commune de SAINT-YORRE, un établissement de transformation de papier dont les installations sont détaillées dans les articles suivants.

##### Article 1.1.2. Installations non visées par la nomenclature ou soumises à déclaration

Les prescriptions du présent arrêté s'appliquent également aux autres installations ou équipements exploités dans l'établissement, qui, mentionnés ou non dans la nomenclature, sont de nature par leur proximité ou leur connexité avec une installation soumise à autorisation à modifier les dangers ou inconvénients de cette installation.

Les dispositions des arrêtés ministériels existants relatifs aux prescriptions générales applicables aux installations classées soumises à déclaration sont applicables aux installations classées soumises à déclaration incluses dans l'établissement dès lors que ces installations ne sont pas régies par le présent arrêté préfectoral d'autorisation.

#### CHAPITRE 1.2 - NATURE DES INSTALLATIONS

##### Article 1.2.1. Liste des installations concernées par une rubrique de la nomenclature des installations classées

CLASSEMENT DES ACTIVITÉS SUIVANT L'ANNEXE À L'ARTICLE R 511-9 DU CODE DE L'ENVIRONNEMENT					
RUBRIQUE	DÉSIGNATION DES ACTIVITÉS	NATURE DE L'INSTALLATION	SEUIL DE CLASSEMENT	CAPACITÉ ET VOLUME MAXI	CLASSEMENT (*)
2445	Transformation du papier, carton	3 lignes de transformation de papier avec un maximum de 35t/j par ligne	Supérieure à 20t/j	105 t/j	A
2450-2	Imprimeries ou ateliers de reproduction graphique sur tout support tel que métal,	Flexographie en ligne de production, surface imprimée < 30 % de la surface totale ; Encre à base d'eau, contenant moins de 10 % de solvants organiques.	Supérieure à 50kg/j mais inférieure ou égale à 200kg/j	200 kg/j 200/2= 100kg/j	D

CLASSEMENT DES ACTIVITÉS SUIVANT L'ANNEXE À L'ARTICLE R 511-9 DU CODE DE L'ENVIRONNEMENT

RUBRIQUE	DÉSIGNATION DES ACTIVITÉS	NATURE DE L'INSTALLATION	SEUIL DE CLASSEMENT	CAPACITÉ ET VOLUME MAXI	CLASSEMENT (*)
	papier, carton, matières plastiques, textiles etc. Utilisant une forme imprimante	Consommation moyenne estimée à : 66 kg / j/ligne soit $\approx 200$ kg/j. Classement sur la base de consommation moyenne : $200/2 = 100\text{kg/j} < 200 \text{ kg/j}$  <b>Nota : Pour les produits qui contiennent moins de 10 % de solvants organiques au moment de leur emploi, la quantité à retenir pour établir le classement correspond à la quantité consommée dans l'installation divisée par 2</b>			
1530	Papiers, carton ou matériaux combustibles analogues y compris les produits finis conditionnés (dépôt de) à l'exception des ERP	Cellule matières premières : 995 m <sup>3</sup> 234 tonnes de bobines de 10,7 m <sup>3</sup> maximum et 3 tonnes, soit environ 835 m <sup>3</sup> .  Autres matières premières et emballages : bobines de carton pour 75 tonnes, soit environ 160 m <sup>3</sup>  Cellule produits finis : 14 700 m <sup>3</sup> 5 880 palettes de 2,5 m <sup>3</sup> .  Total pour les 2 cellules : Environ 15 700 m <sup>3</sup>	$\leq 20\,000 \text{ m}^3$	15 700 m <sup>3</sup>	D
4510	Dangereux pour l'environnement aquatique de catégorie aiguë 1 ou chronique 1	Encre TO 3705 Colorsan et VH 8182 fongicide curatif, seuls produits étiquetés H400, H410. Quantité inférieure à 10 t	$\geq 20 \text{ t}$	< 10 t	NC
2925	Accumulateurs (ateliers de charge)	8 trans-palettes avec batteries 240 Ah ; 24V. Soit 46 kW	> 50 kW	< 50 kW	NC
4734-1	Produits pétroliers et carburants de substitution	Cuve de fuel pour motopompe du système de sprinklage. Enterrée, avec double enveloppe, avec détection de fuite.  Volume 100 m <sup>3</sup> , soit moins de 100 tonnes de fuel	> 250 t	< 100 t	NC
2663-2	Pneumatiques et produits dont 50 % au moins de la masse totale unitaire est composée de polymères (matières plastiques, caoutchoucs, élastomères, résines et adhésifs synthétiques) (stockage de)	Films d'emballage PE stockés en cellule 1 : 1 <sup>er</sup> emballages : maximum 40 t ; 2 <sup>ème</sup> emballages : maximum 13,5 t. Soit 54 t maximum, équivalent à un maximum de 130 m <sup>3</sup>	$\geq 1\,000 \text{ m}^3$	130 m <sup>3</sup>	NC

(\*) A (Autorisation) ou D (Déclaration) ou NC (Non Classé) ou DC (déclaration à contrôle périodique)

## Article 1.2.2. Situation de l'établissement

Les installations autorisées sont situées sur les communes, parcelles et lieux-dits suivants :

Commune	Références cadastrales	Lieux-dits
Saint-Yorre	Section BB, parcelles N° 01, 09, 11, 12, 19, 20, 21, 22, 23 et 25	Quartier de la Croix des Vernes

La superficie du site est de :

✓ au total : 6,6315 ha

✓ pour les zones de bâtiments et ateliers couverts : 1,98 ha

## Article 1.2.3. Consistance des installations autorisées

L'établissement comprenant l'ensemble des installations classées et connexes, est organisé de la façon suivante :

- **Une zone de stockage des matières premières** notée cellule 1 (L : 100 m, l : 60 m, Hauteur utile : 7 m), organisée en îlots de 10 000 m<sup>3</sup> distant entre eux de 10 m minimum et d'une hauteur maxi de stockage de 7 m.

Les matières premières stockées sont les suivantes :

- Bobines de papier ;
- encres d'impression flexo à base d'eau ;
- Colle pour la fabrication des tubes en carton à spirale (mandrins) ;
- Colle pour transfert (pick-up) à base d'eau ;
- Colle pour laminage (contre-collage) à base d'eau ;
- Colle pour fermeture à base d'eau ;
- Colle hot melt (thermosensible) ;
- Lotions ;
- Fragrances (parfums) ;
- Bobines de carton pour mandrins ;
- Films d'emballages plastique (PE).

Les produits de type colles et encres sont réceptionnés sous forme liquide et conditionnés en seaux de 20 litres ou en containers plastiques de 1 000 litres.

Les films plastiques PE sont réceptionnés en bobines sur palettes de 700 ou 800 kg et d'une hauteur de 1,5 m.

les quantités stockées sont :

- Bobines de papier : 234 t pour un volume maxi de 835 m<sup>3</sup>
- Autres matières premières/emballages, bobines de carton 75 t pour un volume maxi de 158 m<sup>3</sup>, Produits liquides 30 t pour 30 m<sup>3</sup> maxi, emballages plastiques PE 54 t pour un volume de 130 m<sup>3</sup>.

- **Une zone de production** notée cellule 2 (L : 100 m, l : 60 m, Hauteur utile : 7 m).  
L'activité de transformation principale consiste à produire, à partir de grosses bobines mères de papier, des rouleaux de papier toilette et/ou d'essuie-tout, le papier pouvant faire l'objet d'impression en continue par flexographie.  
En fin de ligne de transformation, la cellule dispose de machines destinées au conditionnement sur palettes des produits finis (filmeuse à palettes).  
La capacité de traitement journalière pour les 3 lignes de production représente 105 tonnes maximum, pour une consommation journalière d'encres de 200 kg le site fonctionnant en 3x8, 7 jours sur 7.
- **Une zone de stockage produits finis** notée cellule 3 (L : 110 m, l : 45 m, Hauteur utile moitié Ouest : 8 m moitié Est : 17 m). La zone Ouest de la cellule est utilisée pour la préparation de commandes tandis que la zone Est est utilisée pour le stockage par trans-stockeur.  
Le trans-stockeur a une capacité de 5 880 palettes pour un poids maxi unitaire de 700 kg soit 4 116 t pour un volume de 14 700 m<sup>3</sup>.
- **Une zone de locaux administratifs et utilités** (compresseur d'air, postes de charge des engins de manutention et alimentation électrique du site).
- **Des zones extérieures** comprenant les zones de circulation en enrobée, les zones de parking, les quais de réception (3)/d'expédition (8), ancienne STEP CANDIA utilisée aujourd'hui pour l'anneau intérieur en réserve incendie et pour l'anneau extérieur en bassin de rétention des eaux extinction

incendie, une zone déchets à l'arrière de la cellule 1.

## **CHAPITRE 1.3 - CONFORMITÉ AU DOSSIER DE DEMANDE D'AUTORISATION**

Les installations et leurs annexes, objet du présent arrêté, sont disposées, aménagées et exploitées conformément aux plans et données techniques contenus dans les différents dossiers déposés par l'exploitant. En tout état de cause, elles respectent par ailleurs les dispositions du présent arrêté, des arrêtés complémentaires et les réglementations autres en vigueur.

## **CHAPITRE 1.4 - DURÉE DE L'AUTORISATION**

### **Article 1.4.1. Durée de l'autorisation**

La présente autorisation cesse de produire effet lorsque, sauf cas de force majeure, l'installation n'a pas été mise en service dans le délai de trois ans ou lorsque l'exploitation a été interrompue pendant plus de trois années consécutives.

## **CHAPITRE 1.5 - MODIFICATIONS ET CESSATION D'ACTIVITÉ**

### **Article 1.5.1. Porter à connaissance**

Toute modification apportée par l'exploitant aux installations, à leur mode d'utilisation ou à leur voisinage, et de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier de demande d'autorisation de 2016, est portée avant sa réalisation à la connaissance du Préfet avec tous les éléments d'appréciation.

### **Article 1.5.2. Mise à jour des études d'impact et de dangers**

Les études d'impact et de dangers sont actualisées à l'occasion de toute modification notable telle que prévue à l'article R 181-46 du code de l'environnement y compris en ce qui concerne les moyens humains et organisationnels. Ces compléments sont systématiquement communiqués au Préfet qui pourra demander une analyse critique d'éléments du dossier justifiant des vérifications particulières, effectuée par un organisme extérieur expert dont le choix est soumis à son approbation. Tous les frais engagés à cette occasion sont supportés par l'exploitant.

### **Article 1.5.3. Équipements abandonnés**

Les équipements abandonnés ne doivent pas être maintenus dans les installations. Des dispositions matérielles interdiront leur réutilisation et l'entrée de matière dangereuse dans ces équipements afin de garantir leur mise en sécurité et la prévention des accidents.

### **Article 1.5.4. Transfert sur un autre emplacement**

Tout transfert sur un autre emplacement des installations visées sous l'article 1.2.1 du présent arrêté nécessite une nouvelle demande d'autorisation ou d'enregistrement ou déclaration.

### **Article 1.5.5. Changement d'exploitant**

Dans le cas où l'établissement change d'exploitant, le successeur fait la déclaration au Préfet dans le mois qui suit la prise en charge de l'exploitant. Cette déclaration comporte les documents établissant ses capacités techniques et financières, notamment pour garantir une gestion sûre de l'établissement non seulement en conditions normales mais aussi incidentelles ou accidentelles. Ce dossier expose l'organisation et les moyens humains prévus pour l'exécution de l'ensemble des tâches à effectuer pour l'exploitation des installations couvertes par le présent arrêté.

### **Article 1.5.6. Cessation d'activité**

Lorsqu'une installation classée est mise à l'arrêt définitif, l'exploitant notifie au préfet la date de cet arrêt trois mois

au moins avant celui-ci.

La notification prévue ci-dessus indique les mesures prises ou prévues pour assurer, dès l'arrêt de l'exploitation, la mise en sécurité du site. Ces mesures comportent notamment :

- l'évacuation ou l'élimination des produits dangereux et celle des déchets présents sur le site,
- des interdictions ou limitations d'accès au site (à minima fermeture de tous les accès aux bâtiments et fermeture du portail d'accès au site) ,
- la suppression des risques d'incendie et d'explosion, notamment coupure de l'alimentation électrique et vidange (avec inertage) de la cuve de gaz alimentant la chaudière,
- la surveillance des effets de l'installation sur son environnement, dans le cas où l'absence de tels effets ne peut pas être justifiée,
- réalisation d'un diagnostic environnemental portant notamment sur la pollution des sols.
- En outre, l'exploitant place le site des installations de l'établissement dans un état tel qu'il ne puisse porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L.511-1 et qu'il permette un usage futur déterminé conformément à l'article R512-39-2 du code de l'environnement. Dans le cas présent, l'usage prévu et accepté par l'organisme compétent en matière d'urbanisme est, soit une exploitation similaire par un nouvel exploitant, soit une réaffectation du site à d'autres usages d'activités.
- la garantie de stabilité des constructions, notamment vis-à-vis du risque d'effondrement total ou partiel au-delà des limites du site.

Après que l'usage futur des terrains ait été déterminé, l'exploitant transmet au préfet un mémoire précisant les mesures prises ou prévues pour assurer la protection des intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement, compte tenu du ou des types d'usage prévus pour le site des installations de l'établissement. Les mesures comportent notamment :

- 1 les mesures de maîtrise des risques liés aux sols éventuellement nécessaires ;
- 2 les mesures de maîtrise des risques liés aux eaux souterraines ou superficielles éventuellement polluées, selon leur usage actuel ou celui défini dans les documents de planification en vigueur ;
- 3 en cas de besoin, la surveillance à exercer ;
- 4 les limitations ou interdictions concernant l'aménagement ou l'utilisation du sol ou du sous-sol, accompagnées, le cas échéant, des dispositions proposées par l'exploitant pour mettre en œuvre des servitudes ou des restrictions d'usage.

## **CHAPITRE 1.6 - RESPECT DES AUTRES LÉGISLATIONS ET RÉGLEMENTATIONS**

Les dispositions de cet arrêté préfectoral sont prises sans préjudice :

- des autres législations et réglementations applicables, et notamment le code minier, le code civil, le code de l'urbanisme, le code du travail et le code général des collectivités territoriales, la réglementation sur les équipements sous pression,
- des schémas, plans et autres documents d'orientation et de planification approuvés.

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

La présente autorisation ne vaut pas permis de construire.

---

## **TITRE 2 – GESTION DE L'ÉTABLISSEMENT**

---

### **CHAPITRE 2.1 - EXPLOITATION DES INSTALLATIONS**

#### **Article 2.1.1. Objectifs généraux**

L'exploitant prend les dispositions nécessaires dans la conception l'aménagement, l'entretien et l'exploitation des installations pour :



- limiter la consommation d'eau, et limiter les émissions de polluants dans l'environnement ;
- la gestion des effluents et déchets en fonction de leurs caractéristiques, ainsi que la réduction des quantités rejetées ;
- prévenir en toutes circonstances, l'émission, la dissémination ou le déversement, chroniques ou accidentels, directs ou indirects, de matières ou substances qui peuvent présenter des dangers ou inconvénients pour la commodité de voisinage, la santé, la salubrité publique, l'agriculture, la protection de la nature et de l'environnement ainsi que pour la conservation des sites et des monuments.

### **Article 2.1.2. Consignes d'exploitation**

L'exploitant établit des consignes d'exploitation pour l'ensemble des installations comportant explicitement les vérifications à effectuer, en conditions d'exploitation normale, en périodes de démarrage, de dysfonctionnement ou d'arrêt momentané de façon à permettre en toutes circonstances le respect des dispositions du présent arrêté.

## **CHAPITRE 2.2 - RÉSERVES DE PRODUITS OU MATIÈRES CONSOMMABLES**

### **Article 2.2.1. Réserves de produits**

L'établissement dispose de réserves suffisantes de produits ou matières consommables utilisés de manière courante ou occasionnelle pour assurer la protection de l'environnement tels que manches de filtre, produits de neutralisation, liquides inhibiteurs, produits absorbants...

## **CHAPITRE 2.3 - INTÉGRATION DANS LE PAYSAGE**

### **Article 2.3.1. Propreté**

L'exploitant prend les dispositions appropriées qui permettent d'intégrer l'installation dans le paysage. L'ensemble des installations est maintenu propre et entretenu en permanence.

L'exploitant prend les mesures nécessaires afin d'éviter la dispersion sur les voies publiques et les zones environnantes de poussières, papiers, boues, déchets, ...

### **Article 2.3.2. Esthétique**

Les abords de l'installation, placés sous le contrôle de l'exploitant sont aménagés et maintenus en bon état de propreté (peinture,...). Les émissaires de rejet et leur périphérie font l'objet d'un soin particulier (plantations, engazonnement,...).

## **CHAPITRE 2.4 - DANGER OU NUISANCES NON PRÉVENUS**

Tout danger ou nuisance non susceptibles d'être prévenus par les prescriptions du présent arrêté est immédiatement porté à la connaissance du Préfet par l'exploitant.

## **CHAPITRE 2.5 INCIDENTS OU ACCIDENTS**

### **Article 2.5.1. Déclaration et rapport**

L'exploitant est tenu à déclarer dans les meilleurs délais à l'inspection des installations classées les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de son installation qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L.511-1 du code de l'environnement.

Un rapport d'accident ou, sur demande de l'inspection des installations classées, un rapport d'incident est transmis par l'exploitant à l'inspection des installations classées. Il précise notamment les circonstances et les causes de l'accident ou de l'incident, les effets sur les personnes et l'environnement, les mesures prises ou envisagées pour éviter un accident ou un incident similaire et pour en pallier les effets à moyen ou long terme.

Ce rapport est transmis sous 15 jours à l'inspection des installations classées. Pour les accidents ou incidents requérant une analyse approfondie, ce délai vaut pour un rapport préliminaire ; le rapport comportant l'analyse

approfondie est transmis dans un délai inférieur à 6 mois.

## CHAPITRE 2.6 - RÉCAPITULATIF DES DOCUMENTS TENUS À LA DISPOSITION DE L'INSPECTION

L'exploitant doit établir et tenir à jour un dossier comportant les documents suivants :

- le dossier de demande d'autorisation initial et ses mises à jour,
- les plans tenus à jour,
- les récépissés de déclaration et les prescriptions générales, en cas d'installations soumises à déclaration non couvertes par un arrêté d'autorisation,
- les arrêtés préfectoraux relatifs aux installations soumises à autorisation, pris en application de la législation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement,
- tous les documents, enregistrements, résultats de vérification et registres répertoriés dans le présent arrêté ; ces documents peuvent être informatisés, mais dans ce cas des dispositions doivent être prises pour la sauvegarde des données.

Ce dossier est tenu en permanence à la disposition de l'inspection des installations classées sur le site.

Les documents visés dans le dernier alinéa ci-dessus sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées sur le site durant 5 années au minimum.

## CHAPITRE 2.7 - RÉCAPITULATIF DES DOCUMENTS À TRANSMETTRE A L'INSPECTION

### Article 2.7.1. Récapitulatif des documents à transmettre à l'inspection

L'exploitant transmet à l'inspection les documents suivants :

Articles	Documents à transmettre / Contrôles à effectuer	Périodicités / échéances
Article 1.5.2	Réexamen et mise à jour si nécessaire de l'étude de dangers et de l'étude d'impact	Lors de toute modification notable avec impact sur l'étude
Article 8.5.1.1	Mise à jour du P.O.I.	6 mois à compter de la notification du présent arrêté puis < 1 mois à compter de chaque révision
Article 9.2.2.1	Surveillance des sols et des eaux souterraines	Tous les ans
Article 9.2.3	Contrôle des émissions sonores	6 mois à compter de la notification du présent arrêté puis tous les 3 ans
Article 9.4.1	Déclaration annuelle des déchets produits	Annuel (GEREP : site de télédéclaration)
Article 9.4.1	Bilans et rapports annuels	Annuel

---

## TITRE 3 - PRÉVENTION DE LA POLLUTION ATMOSPHÉRIQUE

---

### CHAPITRE 3.1 - CONCEPTION DES INSTALLATIONS

#### Article 3.1.1. Dispositions générales

L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception, l'exploitation et l'entretien des installations de manière à limiter les émissions à l'atmosphère, y compris diffuses, notamment par la mise en œuvre de technologies propres, le développement de techniques de valorisation, la collecte sélective et le traitement des effluents en fonction de leurs caractéristiques et la réduction des quantités rejetées en optimisant notamment l'efficacité énergétique.

Sauf autorisation explicite, la dilution des effluents est interdite. En aucun cas elle ne doit constituer un moyen de respecter les valeurs limites.

Les installations de traitement devront être conçues, exploitées et entretenues de manière à réduire à leur minimum les durées d'indisponibilité pendant lesquelles elles ne pourront assurer pleinement leur fonction.

Les installations de traitement d'effluents gazeux doivent être conçues, exploitées et entretenues de manière :

- à faire face aux variations de débit, température et composition des effluents,
- à réduire au minimum leur durée de dysfonctionnement et d'indisponibilité.

Les procédés de traitement non susceptibles de conduire à un transfert de pollution doivent être privilégiés pour l'épuration des effluents.

Les installations de traitement sont correctement entretenues. Les principaux paramètres permettant de s'assurer de leur bonne marche sont mesurés périodiquement et si besoin en continu avec asservissement à une alarme. Les résultats de ces mesures sont portés sur un registre éventuellement informatisé et tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.

Si une indisponibilité est susceptible de conduire à un dépassement des valeurs limites imposées, l'exploitant devra prendre les dispositions nécessaires pour réduire la pollution émise en réduisant ou en arrêtant les installations concernées.

Le brûlage à l'air libre est interdit à l'exclusion des essais incendie. Dans ce cas, les produits brûlés sont identifiés en qualité et quantité.

#### Article 3.1.2. Pollutions accidentelles

Les dispositions appropriées sont prises pour réduire la probabilité des émissions accidentelles et pour que les rejets correspondants ne présentent pas de dangers pour la santé et la sécurité publique. Les incidents ayant entraîné des rejets dans l'air non conformes ainsi que les causes de ces incidents et les remèdes apportés sont consignés dans un registre.

#### Article 3.1.3. Odeurs

Les dispositions nécessaires sont prises pour que l'établissement ne soit pas à l'origine de gaz odorants, susceptibles d'incommoder le voisinage, de nuire à la santé ou à la sécurité publique.

#### Article 3.1.4. Voies de circulation

Sans préjudice des règlements d'urbanisme, l'exploitant doit prendre les dispositions nécessaires pour prévenir les envols de poussières et de matières diverses :

- les voies de circulation et aires de stationnement des véhicules sont aménagées (formes de pente, revêtement, etc.), et convenablement nettoyées,
- les véhicules sortant de l'installation n'entraînent pas de dépôt de poussière ou de boue sur les voies de circulation,
- les surfaces où cela est possible sont engazonnées,
- des écrans de végétation sont mis en place le cas échéant.

Des dispositions équivalentes peuvent être prises en lieu et place de celles-ci.

## CHAPITRE 3.2 - CONDITIONS DE REJET

### Article 3.2.1. Dispositions générales

Les points de rejet dans le milieu naturel doivent être en nombre aussi réduit que possible. Tout rejet non prévu au présent chapitre ou non conforme à ses dispositions est interdit.

Les ouvrages de rejet doivent permettre une bonne diffusion dans le milieu récepteur.

Les rejets à l'atmosphère sont, dans toute la mesure du possible, collectés et évacués, après traitement éventuel, par l'intermédiaire de cheminées pour permettre une bonne diffusion des rejets. L'emplacement de ces conduits est tel qu'il ne peut y avoir à aucun moment siphonnage des effluents rejetés dans les conduits ou prises d'air avoisinant. La forme des conduits, notamment dans leur partie la plus proche du débouché à l'atmosphère, est conçue de façon à favoriser au maximum l'ascension des gaz dans l'atmosphère. La partie terminale de la cheminée peut comporter un convergent réalisé suivant les règles de l'art lorsque la vitesse d'éjection est plus élevée que la vitesse choisie pour les gaz dans la cheminée. Les contours des conduits ne présentent pas de points anguleux et la variation de la section des conduits au voisinage du débouché est continue et lente.

### Article 3.2.2. Valeurs limites des concentrations dans les rejets atmosphériques

Absence de rejet canalisé important.

---

## TITRE 4 - PROTECTION DES RESSOURCES EN EAUX ET DES MILIEUX AQUATIQUES

---

### CHAPITRE 4.1 - PRÉLÈVEMENTS ET CONSOMMATIONS D'EAU

#### Article 4.1.1. Origine des approvisionnements en eau

Les prélèvements d'eau dans le milieu qui ne s'avèrent pas liés à la lutte contre un incendie ou aux exercices de secours, sont limités aux quantités suivantes :

Origine de la ressource	Consommation moyenne annuelle	Débit moyen journalier
Réseau public	1800 m <sup>3</sup>	5 m <sup>3</sup> /j

Les installations de prélèvement d'eau sont munies d'un dispositif de mesure totalisateur. Ce dispositif est relevé hebdomadairement. Ces résultats sont portés sur un registre éventuellement informatisé.

#### Article 4.1.2. Protection des réseaux d'eau potable et des milieux de prélèvement

Un ou plusieurs réservoirs de coupure ou bacs de dis-connexion ou tout autre équipement présentant des garanties équivalentes sont installés afin d'isoler les réseaux d'eaux industrielles et pour éviter des retours de substances dans les réseaux d'adduction d'eau publique ou dans les milieux de prélèvement.

Ces dispositifs ou équipements sont testés au moins une fois par an et un compte rendu écrit est établi.

Les installations d'approvisionnement en eau sont munies d'un dispositif de mesure totalisateur et le relevé des volumes prélevés est effectué périodiquement et inscrit dans un registre tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.

##### 4.1.2.1 Prélèvement d'eau en nappe par forage

Les prélèvements d'eau en nappe par forage sont interdits.

## **CHAPITRE 4.2 - COLLECTE DES EFFLUENTS LIQUIDES**

### **Article 4.2.1. Dispositions générales**

Tous les effluents aqueux sont canalisés. Tout rejet d'effluent liquide non prévu à l'article 4.3.1 ou non conforme à leurs dispositions est interdit.

À l'exception des cas accidentels où la sécurité des personnes ou des installations serait compromise, il est interdit d'établir des liaisons directes entre les réseaux de collecte des effluents devant subir un traitement ou être détruits et le milieu récepteur.

### **Article 4.2.2. Plan des réseaux**

Un schéma de tous les réseaux et un plan des égouts sont établis par l'exploitant, régulièrement mis à jour, notamment après chaque modification notable, et datés. Ils sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées ainsi que des services d'incendie et de secours.

Le plan des réseaux d'alimentation et de collecte doit notamment faire apparaître :

- l'origine et la distribution de l'eau d'alimentation,
- les dispositifs de protection de l'alimentation (bac de dis-connexion, implantation des disconnecteurs ou tout autre dispositif permettant un isolement avec la distribution alimentaire, ...),
- les secteurs collectés et les réseaux associés,
- les ouvrages de toutes sortes (vannes, compteurs...),
- les ouvrages d'épuration interne avec leurs points de contrôle et les points de rejet de toute nature (interne ou au milieu).

### **Article 4.2.3. Entretien et surveillance**

Les réseaux de collecte des effluents sont conçus et aménagés de manière à être curables, étanches et résister dans le temps aux actions physiques et chimiques des effluents ou produits susceptibles d'y transiter.

L'exploitant s'assure par des contrôles appropriés et préventifs de leur bon état et de leur étanchéité.

Les différentes canalisations accessibles sont repérées conformément aux règles en vigueur.

### **Article 4.2.4. Protection des réseaux**

Les effluents aqueux rejetés par les installations ne sont pas susceptibles de dégrader les réseaux d'égouts ou de dégager des produits toxiques ou inflammables dans ces égouts, éventuellement par mélange avec d'autres effluents.

### **Article 4.2.5. Protection contre les risques spécifiques**

Les collecteurs véhiculant des eaux polluées par des liquides inflammables ou susceptibles de l'être, sont équipés d'une protection efficace contre le danger de propagation de flammes.

Par les réseaux d'assainissement de l'établissement ne transite aucun effluent issu d'un réseau collectif externe ou d'un autre site industriel.

### **Article 4.2.6. Isolement avec les milieux**

Un système permet l'isolement, par rapport à l'extérieur, des rétentions de collecte des liquides épandus en situation accidentelle ainsi que des éventuels réseaux de collecte ou transfert de ces liquides. Ces dispositifs sont maintenus en état de marche, signalés et actionnables en toute circonstance localement et/ou à partir d'un poste de commande. Leur entretien préventif et leur mise en fonctionnement sont définis par consigne écrite.

## CHAPITRE 4.3 - TYPES D'EFFLUENTS, LEURS OUVRAGES D'ÉPURATION ET LEURS CARACTÉRISTIQUES DE REJET AU MILIEU

### Article 4.3.1. Identification des effluents

L'exploitant est en mesure de distinguer les différentes catégories d'effluents suivants :

1. les eaux exclusivement pluviales et eaux non susceptibles d'être polluées issues des toitures, sauf pour la partie Nord du site ou elles ne font pas l'objet d'une collecte séparée des eaux de voiries,
2. les eaux de voiries qui transitent préalablement par des séparateurs hydrocarbures ou un dispositif équivalent avant d'être rejetées via un fossé vers l'Allier ou au ruisseau du Bois des Jarraux.
3. les eaux polluées : les eaux de lavages des sols, les eaux de nettoyage des équipements,...,
4. les eaux domestiques : les eaux des lavabos et douches.

Lors des travaux de réfection des réseaux, l'exploitant s'efforce dans la mesure du possible et dans des conditions technico-économiquement acceptables de séparer les différentes catégories d'eaux.

### Article 4.3.2. Collecte des effluents

Les réseaux de collecte des effluents doivent séparer les eaux pluviales non polluées (et les autres eaux non polluées s'il y en a) des diverses catégories d'eaux polluées. Les effluents pollués ne contiennent pas de substances de nature à gêner le bon fonctionnement des ouvrages de traitement.

La dilution des effluents est interdite. En aucun cas elle ne doit constituer un moyen de respecter les valeurs seuils de rejets fixées par le présent arrêté. Il est interdit d'abaisser les concentrations en substances polluantes des rejets par simples dilutions autres que celles résultant du rassemblement des effluents normaux de l'établissement ou celles nécessaires à la bonne marche des installations de traitement.

Les rejets directs ou indirects d'effluents dans la (les) nappe(s) d'eaux souterraines ou vers les milieux de surface non visés par le présent arrêté sont interdits.

L'établissement est équipé d'un réseau séparatif permettant de séparer :

- **Les eaux d'extinction d'un éventuel incendie.** Ces eaux sont collectées via un système de relevage dans l'anneau extérieur de l'ancienne STEP du site d'une capacité de 2 880 m<sup>3</sup> (le volume à mettre en rétention calculé à partir de la règle D9A est de 1 335 m<sup>3</sup>). Ces eaux sont traitées conformément au titre 5 du présent arrêté (déchets).
- **Les eaux résiduelles industrielles** de nettoyage des installations (lavage des sols) ou de nettoyage des équipements de production. Sauf à ce que l'industriel démontre le caractère acceptable du traitement de ces eaux par **la station d'épuration** de Saint-Yorre (STEP de la Font Pirée), ces effluents sont traités conformément au titre 5 du présent arrêté (déchets).
- **Les eaux pluviales non exemptes de pollution** (voiries de circulation de véhicules motorisés, zones de stationnement de véhicules motorisés, y compris les zones de chargement/déchargement de véhicules, aires de stockage et autres surfaces imperméables).

### Article 4.3.3. Gestion des ouvrages : conception, dysfonctionnement

La conception et la performance des installations de traitement (ou de pré-traitement) des effluents aqueux permettent de respecter les valeurs limites imposées au rejet par le présent arrêté. Elles sont entretenues, exploitées et surveillées de manière à réduire au minimum les durées d'indisponibilité ou à faire face aux variations des caractéristiques des effluents bruts (débit, température, composition...) y compris à l'occasion du démarrage ou d'arrêt des installations.

Les dispositions nécessaires doivent être prises pour limiter les odeurs provenant du traitement des effluents ou dans les canaux à ciel ouvert (conditions anaérobies notamment).

### Article 4.3.4. Entretien et conduite des installations de traitement

Les eaux pluviales susceptibles d'être polluées, notamment par ruissellement sur les voiries de circulation de véhicules motorisés, les zones de stationnement de véhicules motorisés, y compris les zones de chargement/déchargement de véhicules, les aires de stockage et autres surfaces imperméables, sont traitées par un ou plusieurs dispositifs séparateurs d'hydrocarbures correctement dimensionnés ou tout autre dispositif d'effet équivalent. Le bon fonctionnement de ces équipements fait l'objet de vérifications au moins annuelles.



Au moins deux personnes du site connaissent le principe de fonctionnement des installations de traitement et les modalités de surveillance de leur bon fonctionnement. Ils assurent le suivi de leur fonctionnement selon des modalités définies par consigne écrite. Un registre spécial est tenu sur lequel sont notés les incidents de fonctionnement des dispositifs de collecte, de traitement, de recyclage ou de rejet des eaux, les dispositions prises pour y remédier et les résultats des mesures et contrôles de la qualité des rejets auxquels il a été procédé.

#### **Article 4.3.5. Localisation des points de rejet**

Les eaux de voiries sont collectées et traitées dans deux séparateurs d'hydrocarbures spécifiques ou par un dispositif équivalent dont l'efficacité doit être justifiée.

Les réseaux de collecte des effluents générés par l'établissement aboutissent aux points de rejet qui présentent les caractéristiques suivantes :

Points de rejet vers le milieu récepteur codifié par le présent arrêté	Eaux pluviales polluées après épuration ou non polluées.
Coordonnées Lambert 93	Nord-ouest X= 736043,95 Y= 6550544,87 Sud-Ouest X= 736116,61 Y= 6550280,27
Nature des effluents	Eaux pluviales
Exutoire du rejet	Nord-Ouest : via un fossé dirigeant les eaux vers l'Allier Sud-Ouest : Ruisseau du Bois des Jarreaux

#### **Article 4.3.6. Caractéristiques générales de l'ensemble des rejets**

Les effluents rejetés doivent être exempts :

- de matières flottantes,
- de produits susceptibles de dégager, en égout ou dans le milieu naturel, directement ou indirectement, des gaz ou vapeurs toxiques, inflammables ou odorantes,
- de tout produit susceptible de nuire à la conservation des ouvrages, ainsi que des matières déposables ou précipitables qui, directement ou indirectement, sont susceptibles d'entraver le bon fonctionnement des ouvrages.

Les eaux pluviales non exemptes de pollution (voiries de circulation de véhicules motorisés, zones de stationnement de véhicules motorisés, y compris les zones de chargement/déchargement de véhicules, aires de stockage et autres surfaces imperméables), sont traitées par un séparateur/décanteur d'hydrocarbures ou par un dispositif équivalent. En sortie de cet équipement, l'exploitant est tenu de respecter les valeurs limites en concentration définies ci-après :

Paramètre	Concentrations instantanées (mg/l)
MES totales <sup>(1)</sup>	50
DCO <sup>(2)</sup>	300
DBO5 <sup>(3)</sup>	100
Hydrocarbures totaux	5

(1) MEST = matières en suspension totales

(2) DCO = demande chimique en oxygène

(3) DBO5 = demande biologique en oxygène

La couleur de l'effluent ne provoque pas de coloration persistante du milieu récepteur.

L'effluent ne dégage aucune odeur.

## TITRE 5 - DÉCHETS

### CHAPITRE 5.1 - PRINCIPES DE GESTION

#### Article 5.1.1. Limitation de la production de déchets

L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception, l'aménagement, et l'exploitation de ses installations pour :

- en priorité, prévenir et réduire la production et la nocivité des déchets, notamment en agissant sur la conception, la fabrication et la distribution des substances et produits et en favorisant le réemploi, diminuer les incidences globales de l'utilisation des ressources et améliorer l'efficacité de leur utilisation ;
- assurer une bonne gestion des déchets de son entreprise en privilégiant, dans l'ordre :
  - a) la préparation en vue de la réutilisation ;
  - b) le recyclage ;
  - c) toute autre valorisation, notamment la valorisation énergétique ;
  - d) l'élimination .

Cet ordre de priorité peut être modifié si cela se justifie compte tenu des effets sur l'environnement et la santé humaine, et des conditions techniques et économiques. L'exploitant tient alors les justifications nécessaires à disposition de l'inspection des installations classées.

#### Article 5.1.2. Séparation des déchets

L'exploitant effectue à l'intérieur de son établissement la séparation des déchets (dangereux ou non) de façon à assurer leur orientation dans les filières autorisées adaptées à leur nature et à leur dangerosité. Les déchets dangereux sont définis par l'article R. 541-8 du code de l'environnement

Les huiles usagées sont gérées conformément aux articles R. 543-3 à R. 543-15 et R. 543-40 du code de l'environnement. Dans l'attente de leur ramassage, elles sont stockées dans des réservoirs étanches et dans des conditions de séparation satisfaisantes, évitant notamment les mélanges avec de l'eau ou tout autre déchet non huileux ou contaminé par des PCB.

Les déchets d'emballages industriels sont gérés dans les conditions des articles R. 543-66 à R. 543-72 du code de l'environnement.

Les piles et accumulateurs usagés sont gérés conformément aux dispositions de l'article R. 543-131 du code de l'environnement.

Les pneumatiques usagés sont gérés conformément aux dispositions de l'article R. 543-137 à R. 543-151 du code de l'environnement ; ils sont remis à des opérateurs agréés (collecteurs ou exploitants d'installations d'élimination) ou aux professionnels qui utilisent ces déchets pour des travaux publics, de remblaiement, de génie civil ou pour l'ensilage.

Les déchets d'équipements électriques et électroniques sont enlevés et traités selon les dispositions des articles R. 543-195 à R. 543-201 du code de l'environnement.

#### Article 5.1.3. Conception et exploitation des installations internes de transit des déchets

Les déchets et résidus produits, entreposés dans l'établissement, avant leur traitement ou leur élimination, doivent l'être dans des conditions ne présentant pas de risques de pollution (prévention d'un lessivage par des eaux météoriques, d'une pollution des eaux superficielles et souterraines, des envols et des odeurs) pour les populations avoisinantes et l'environnement.

En particulier, les aires de transit de déchets susceptibles de contenir des produits polluants sont réalisées sur des aires étanches et aménagées pour la récupération des éventuels liquides épandus et des eaux météoriques souillées.

Les risques de mélanges incompatibles sont analysés et des mesures de maîtrise de ce risque sont définies, appliquées et font l'objet de vérifications périodiques.

La quantité de déchets entreposés sur le site ne dépasse pas les quantités suivantes :

Nature des déchets et autres produits	Quantités maximales autorisées
---------------------------------------	--------------------------------

Boues provenant de séparateurs eau/hydrocarbures	1 m <sup>3</sup> par séparateur
Déchets de papiers	2 010 tonnes/an
Déchets de carton (mandrins)	135 tonnes/an
Déchets de carton (hors mandrins)	1,2 tonnes/an
Déchets plastiques (films 1 <sup>er</sup> 2 <sup>ème</sup> emballage, films étirable)	20 tonnes/an
Déchets plastiques «souillés» (bidons vides d'encre ou de colle)	300 à 525 bidons/an

#### **Article 5.1.4. Déchets traités ou éliminés à l'extérieur de l'établissement**

L'exploitant oriente les déchets produits dans des filières propres à garantir les intérêts visés à l'article L. 511-1 et L. 541-1 du code de l'environnement.

Il s'assure que la personne à qui il remet les déchets est autorisée à les prendre en charge et que les installations destinataires des déchets sont régulièrement autorisées à cet effet.

Il fait en sorte de limiter le transport des déchets en distance et en volume.

#### **Article 5.1.5. Déchets traités ou éliminés à l'intérieur de l'établissement**

Tout traitement de déchets dans l'enceinte de l'établissement est interdit.

#### **Article 5.1.6. Registre des déchets**

L'exploitant tient un registre chronologique où sont consignés tous les déchets sortants. Le contenu minimal des informations du registre est fixé en référence à l'arrêté du 29 février 2012 fixant le contenu des registres mentionnés aux articles R. 541-43 et R. 541-46 du code de l'environnement.

Chaque lot de déchets dangereux expédié vers l'extérieur est accompagné du bordereau de suivi défini à l'article R. 541-45 du code de l'environnement. Les bordereaux et justificatifs correspondants sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées sur le site durant 5 années au minimum.

Les opérations de transport de déchets (dangereux ou non) respectent les dispositions des articles R. 541-49 à R. 541-64 et R. 541-79 du code de l'environnement relatifs à la collecte, au transport, au négoce et au courtage de déchets. La liste mise à jour des transporteurs utilisés par l'exploitant, est tenue à la disposition de l'inspection des installations classées.

L'importation ou l'exportation de déchets (dangereux ou non) ne peut être réalisée qu'en application du règlement (CE) n° 1013/2006 du Parlement européen et du Conseil du 14 juin 2006 concernant les transferts de déchets.

## **TITRE 6 – SUBSTANCES ET PRODUITS CHIMIQUES**

### **CHAPITRE 6.1 - DISPOSITIONS GÉNÉRALES**

#### **Article 6.1.1. Identification des produits chimiques**

L'inventaire et l'état des stocks des substances et mélanges susceptibles d'être présents dans l'établissement (nature, état physique, quantité, emplacement) est tenu à jour et à disposition de l'inspection des installations classées.

L'exploitant veille notamment à disposer sur le site, et à tenir à disposition de l'inspection des installations classées, l'ensemble des documents nécessaires à l'identification des substances et des produits, et en particulier les fiches de données de sécurité à jour pour les substances et mélanges concernés présents sur le site,

Aucun produit inscrit sur l'annexe XIV ou l'annexe XVII du règlement (CE) n° 1907/2006 du Parlement européen et du Conseil du 18 décembre 2006 (REACH) n'est utilisé sur le site.

### **Article 6.1.2. Étiquetage des substances et mélanges dangereux**

Les fûts, réservoirs et autres emballages portent en caractères très lisibles le nom des substances et mélanges, et s'il y a lieu, les éléments d'étiquetage conformément au règlement n°1272/2008 dit CLP.

L'exploitant définira et fera appliquer des règles de marquage sur les tuyauteries apparentes contenant ou transportant des substances ou mélanges dangereux (gaz naturel ou propane, ...) en vue de maîtriser les risques liés à ces tuyauteries.

## **CHAPITRE 6.2 - SUBSTANCE ET PRODUITS DANGEREUX POUR L'HOMME ET L'ENVIRONNEMENT**

### **Article 6.2.1. Substances interdites ou restreintes**

L'exploitant s'assure que les substances et produits présents sur le site ne sont pas interdits au titre des réglementations européennes, et notamment :

- qu'il n'utilise pas de produits biocides contenant des substances actives ayant fait l'objet d'une décision de non-approbation au titre de la directive n° 98/8 du Parlement européen et du Conseil du 16 février 1998 et du règlement n° 528/2012 du Parlement européen et du Conseil du 22 mai 2012,
- qu'il respecte les interdictions du règlement n°850/2004 du Parlement européen et du Conseil du 29 avril 2004 concernant les polluants organiques persistants ;

### **Article 6.2.2. Substances à impacts sur la couche d'ozone (et sur le climat)**

L'exploitant ne dispose pas, sur le site, d'équipements de réfrigération, climatisations et pompes à chaleur ou d'autres équipements contenant des chlorofluorocarbures (CFC) et hydrochlorofluorocarbures (HCFC), tels que définis par le règlement n°1005/2009 du Parlement européen et du Conseil du 16 septembre 2009.

S'il dispose d'équipements de réfrigération, de climatisations et de pompes à chaleur contenant des gaz à effet de serre fluorés, tels que définis par le règlement n°517/2014, et dont le potentiel de réchauffement planétaire est supérieur ou égal à 2 500, l'exploitant en tient la liste à la disposition de l'inspection.

---

## **TITRE 7 - PRÉVENTION DES NUISANCES SONORES ET DES VIBRATIONS**

---

### **CHAPITRE 7.1 - DISPOSITIONS GÉNÉRALES**

#### **Article 7.1.1. Aménagements**

L'installation est construite, équipée et exploitée de façon que son fonctionnement ne puisse être à l'origine de bruits transmis par voie aérienne ou solidienne, de vibrations mécaniques susceptibles de compromettre la santé ou la sécurité du voisinage ou de constituer une nuisance pour celle-ci.

Les prescriptions de l'arrêté ministériel du 23 janvier 1997 relatif à la limitation des bruits émis dans l'environnement par les installations relevant du livre V – titre I du Code de l'Environnement, ainsi que les règles techniques annexées à la circulaire du 23 juillet 1986 relative aux vibrations mécaniques émises dans l'environnement par les installations classées sont applicables.

#### **Article 7.1.2. Véhicules et engins**

Les véhicules de transport, les matériels de manutention et les engins de chantier utilisés à l'intérieur de

l'établissement, et susceptibles de constituer une gêne pour le voisinage, sont conformes aux dispositions des articles R. 571-1 à R. 571-24 du code de l'environnement, à l'exception des matériels destinés à être utilisés à l'extérieur des bâtiments visés par l'arrêté du 18 mars 2002 modifié, mis sur le marché après le 4 mai 2002, soumis aux dispositions dudit arrêté.

### **Article 7.1.3. Appareils de communication**

L'usage de tout appareil de communication par voie acoustique (sirènes, avertisseurs, haut-parleurs ...) gênant pour le voisinage est interdit sauf si leur emploi est exceptionnel et réservé à la prévention ou au signalement d'incidents graves ou d'accidents.

## **CHAPITRE 7.2 - NIVEAUX ACOUSTIQUES**

### **Article 7.2.1. Valeurs Limites d'émergence**

Niveau de bruit ambiant existant dans les zones à émergence réglementée (incluant le bruit de l'établissement)	Émergence admissible pour la période allant de 7h à 22h, sauf dimanches et jours fériés	Émergence admissible pour la période allant de 22h à 7h, ainsi que les dimanches et jours fériés
Supérieur à 35 dB(A) et inférieur ou Égal à 45 dB(A)	6dB(A)	4dB(A)
Supérieur à 45 dB(A)	5 dB(A)	3 dB(A)

### **Article 7.2.2. Niveaux limites de bruit**

Les niveaux limites de bruit ne doivent pas dépasser en limite de propriété de l'établissement les valeurs suivantes pour les différentes périodes de la journée :

PÉRIODES	PÉRIODE DE JOUR Allant de 7h à 22h, (sauf dimanches et jours fériés)	PÉRIODE DE NUIT Allant de 22h à 7h, (ainsi que dimanches et jours fériés)
Niveau sonore limite admissible	70 dB(A)	60 dB(A)

Les émissions sonores dues aux activités des installations ne doivent pas engendrer une émergence supérieure aux valeurs admissibles fixées dans le tableau figurant à l'article 7.2.1, dans les zones à émergence réglementée.

Les zones à émergence réglementée ainsi que les points de mesure de l'état initial du site sont définis sur le plan annexé au dossier.

## **CHAPITRE 7.3 - VIBRATIONS**

En cas d'émissions de vibrations mécaniques gênantes pour le voisinage ainsi que pour la sécurité des biens ou des personnes, les points de contrôle, les valeurs des niveaux limites admissibles ainsi que la mesure des niveaux vibratoires émis seront déterminés suivant les spécifications des règles techniques annexées à la circulaire ministérielle n° 23 du 23 juillet 1986 relative aux vibrations mécaniques émises dans l'environnement par les installations classées.

## **CHAPITRE 7.4 - ÉMISSIONS LUMINEUSES**

De manière à réduire la consommation énergétique et les nuisances pour le voisinage, l'exploitant prend les dispositions suivantes :

- les éclairages intérieurs des locaux sont éteints une heure au plus tard après la fin de l'occupation de ces locaux ;
- les illuminations des façades des bâtiments ne peuvent être allumées avant le coucher du soleil et sont éteintes au plus tard à 1 heure.

Ces dispositions ne sont pas applicables aux installations d'éclairage destinées à assurer la protection des biens lorsqu'elles sont asservies à des dispositifs de détection de mouvement ou d'intrusion.

L'exploitant du bâtiment doit s'assurer que la sensibilité des dispositifs de détection et la temporisation du fonctionnement de l'installation sont conformes aux objectifs de sobriété poursuivis par la réglementation, ceci afin d'éviter que l'éclairage ne fonctionne toute la nuit.

---

## **TITRE 8 - PRÉVENTION DES RISQUES TECHNOLOGIQUES**

---

### **CHAPITRE 8.1 - GÉNÉRALITÉS**

#### **Article 8.1.1. Principes directeurs**

L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires pour prévenir les incidents et accidents susceptibles de concerner les installations et pour en limiter les conséquences. Il organise, sous sa responsabilité, les mesures appropriées pour obtenir et maintenir cette prévention des risques dans les conditions normales d'exploitation, les situations transitoires et dégradées. Ces mesures doivent permettre de garantir le niveau de risque déterminé dans l'étude de dangers en vigueur et ses éventuels compléments en vigueur. Il affecte les moyens matériels, humains et organisationnels permettant d'accomplir le bon accomplissement de ces mesures et permettant de détecter et corriger les écarts éventuels.

#### **Article 8.1.2. Localisation des risques**

L'exploitant recense, sous sa responsabilité, les parties de l'établissement qui, en raison des caractéristiques qualitatives et quantitatives des matières mises en œuvre, stockées, utilisées ou produites, sont susceptibles d'être à l'origine d'un sinistre pouvant avoir des conséquences directes ou indirectes sur les intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement.

L'exploitant établit un document résumant, pour chaque lieu de stockage et pour chaque local ou zone du site, les caractéristiques et les quantités de produits présents. Ce document doit permettre de :

- vérifier que les quantités de produits présents respectent les quantités maximales susceptibles d'être présentes dans l'établissement autorisées par l'article 1.2.1,
- vérifier que leur répartition est conforme aux dispositions de l'étude de dangers (dernière révision en vigueur et ses éventuels compléments en vigueur).

Ce document est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées et des services de secours . Ce document est mis à jour à une fréquence définie en fonction des conditions d'exploitation et avant la mise en œuvre de chaque modification impliquant une révision de ce document.

Les zones à risques sont matérialisées par tous moyens appropriés.

#### **Article 8.1.3. Localisation des stocks de substances et mélanges dangereux**

L'inventaire et l'état des stocks des substances et mélanges dangereux décrit précédemment à l'article ~~6.1.1~~ 6.1.1 seront tenus à jour dans un registre, auquel est annexé un plan général des stockages. Ce registre est tenu à la disposition des services d'incendie et de secours s'il apporte des compléments utiles en cas d'accident par rapport au document mentionné à l'article 8.1.2.

Ces substances y compris les déchets dangereux seront stockés sur des aires étanches et munies de rétentions compatibles avec les matières et quantités stockées.

#### **Article 8.1.4. Propreté de l'installation**

Les locaux sont maintenus propres et régulièrement nettoyés notamment de manière à éviter les amas de matières dangereuses ou polluantes et de poussières. Le matériel de nettoyage est adapté aux risques présentés par les produits et poussières.

#### **Article 8.1.5. Contrôle des accès**

Les installations sont fermées par un dispositif capable d'interdire l'accès à toute personne non autorisée.

Une surveillance est assurée en permanence.

L'exploitant prend les dispositions nécessaires au contrôle des accès, ainsi qu'à la connaissance permanente des



personnes présentes dans l'établissement.

L'exploitant établit une consigne sur la nature et la fréquence des contrôles à effectuer. Ces contrôles et les actions menées suite à ces contrôles doivent permettre la garantie du maintien en bon état de l'ensemble du dispositif de contrôle des accès. Cela couvre, non seulement les équipements mais aussi les moyens humains et organisationnels.

Le responsable de l'établissement prend toutes dispositions pour que lui-même ou des personnes nommément désignées techniquement compétentes en matière de sécurité et dans les autres domaines nécessaires pour déterminer et effectuer les actions devant l'être puissent être alertés et intervenir rapidement sur les lieux en cas de besoin y compris durant les périodes de gardiennage.

#### **Article 8.1.6. Circulation dans l'établissement**

L'exploitant fixe les règles de circulation applicables à l'intérieur de l'établissement. Elles sont portées à la connaissance des intéressés par une signalisation adaptée et une information appropriée. Ces règles intègrent les dispositions à appliquer pour les arrêts ou stationnements à l'entrée du site pour éviter, l'entrée sur le site, d'un véhicule affecté d'un échauffement ou d'un début d'incendie.

#### **Article 8.1.7. Étude de dangers - dispositions relatives aux équipements et mesures organisationnelles**

L'exploitant met en place et entretient l'ensemble des équipements mentionnés dans son étude de dangers.

L'exploitant met en œuvre l'ensemble des mesures d'organisation et de formation ainsi que les procédures mentionnées dans son étude de dangers

### **CHAPITRE 8.2 - DISPOSITIONS CONSTRUCTIVES**

#### **Article 8.2.1. Comportement au feu**

L'exploitant identifie les locaux à risque d'incendie.

Les locaux à risque d'incendie présentent des caractéristiques de réaction et de résistance au feu déterminées de façon à garantir la maîtrise du risque d'incendie, notamment en minimisant les risques de propagation d'un bâtiment à un autre ou à des équipements ou installations sensibles. Pour chaque bâtiment, un document expose ces caractéristiques, notamment celles des murs extérieurs, des murs séparatifs, des planchers, des plafonds, des portes, y compris leurs dispositifs de fermeture, des éventuels équipements d'isolement des traversées (tuyauteries, canalisations, gaines, convoyeurs...), des toitures et couvertures de toitures, des éventuels cantonnements.

Les autres locaux et bâtiments présentent des caractéristiques de réaction et de résistance au feu déterminées de façon à garantir qu'en cas d'incendie sur le site, ils ne contribuent pas à aggraver l'incendie initial.

Dans le cas où une telle aggravation est possible, des dispositions similaires à celles des locaux à risque incendie sont appliquées.

Les ouvertures effectuées dans les éléments séparatifs (passage de gaines et tuyauteries, de convoyeurs) sont munies de dispositifs assurant un degré coupe-feu équivalent à celui exigé pour ces éléments séparatifs.

Les justificatifs attestant des propriétés de résistance au feu sont conservés et tenus à la disposition de l'inspection des installations classées ; cela inclut les justificatifs de maintien de ces propriétés à l'issue des opérations de maintenance ou de modifications.

Les bâtiments et locaux dans lesquels sont contenu plus de 200 kg de matières combustibles sont équipés d'un moyen de détection de début d'incendie avec, en cas de sollicitation, émission d'une alarme sonore en un lieu avec présence humaine permanente.

#### **Article 8.2.2. Chaufferie et Chauffage des locaux**

Le site dispose de deux chaudières actuellement à l'arrêt et condamnées, leur remise en service le cas échéant fera l'objet d'une information au préfet .

Le chauffage des locaux est assuré par aérothermes à gaz, l'ensemble des conditions suivantes devra être respecté à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2018 :

- les aérothermes sont de type C au sens de la norme FD CEN/ TR 1749 (version de novembre 2015) ;
- la tuyauterie alimentant en gaz un aérotherme est située à l'extérieur de l'entrepôt et pénètre la paroi extérieure ou la toiture de l'entrepôt au droit de l'aérotherme afin de limiter au maximum la longueur de la tuyauterie présente à l'intérieur des cellules. La partie résiduelle de la tuyauterie interne à la cellule est située dans une gaine réalisée en matériau de classe A2 s1 d0 permettant d'évacuer toute fuite de gaz à l'extérieur de l'entrepôt ;
- les tuyauteries d'alimentation en gaz sont en acier et sont assemblées par soudure. Les soudures font l'objet d'un contrôle initial par un organisme compétent, avant mise en service de l'aérotherme ;
- les aérothermes et leurs tuyauteries d'alimentation en gaz y compris leur gaine de protection, sont protégés des chocs mécaniques, notamment de ceux pouvant provenir de tout engin de manutention ;
- toutes les parties des aérothermes sont à une distance minimale de deux mètres de toute matière combustible ;
- une mesure de maîtrise des risques est mise en place pour, en cas de détection de fuite de gaz ou détection d'absence de flamme au niveau de l'aérotherme, entraîner la fermeture de deux vannes d'isolement situées sur la tuyauterie d'alimentation en gaz, de part et d'autre de la paroi extérieure ou de la toiture de l'entrepôt ;
- toute partie de l'aérotherme en contact avec l'air ambiant présente une température inférieure à 120° C. En cas de d'atteinte de cette température, une mesure de maîtrise des risques entraîne la mise en sécurité de l'aérotherme et la fermeture des deux vannes citées à l'alinéa précédent ;
- les aérothermes, les tuyauteries d'alimentation en gaz et leurs gaines ainsi que les mesures de maîtrise des risques associés font l'objet d'une vérification initiale et de vérifications périodiques au minimum annuelles par un organisme compétent. Chaque vérification fait l'objet d'un rapport écrit et d'un suivi formalisé du traitement des remarques ou constats mentionnés dans ce rapport.

### **Article 8.2.3. Intervention des services de secours**

#### **8.2.3.1. Accessibilité**

Les installations de l'établissement disposent en permanence d'un accès au moins pour permettre à tout moment, y compris en situation accidentelle, l'intervention des services d'incendie et de secours.

Au sens du présent arrêté, on entend par « accès aux installations » une ouverture reliant la voie de desserte ou publique et l'intérieur du site suffisamment dimensionnée pour permettre l'entrée des engins de secours et leur mise en œuvre.

Les véhicules dont la présence est liée à l'exploitation des installations stationnent sans occasionner de gêne pour l'accessibilité des engins des services de secours depuis les voies de circulation externes aux installations, même en dehors des heures d'exploitation et d'ouverture des installations.

#### **8.2.3.2. Accessibilité des engins à proximité des installations**

Une voie « engins » au moins est maintenue dégagée pour la circulation sur la totalité du périmètre des locaux de l'établissement et est positionnée de façon à ne pouvoir être obstruée par l'effondrement de tout ou partie d'une ou plusieurs installations ou occupée par les eaux d'extinction.

Cette voie « engins » respecte les caractéristiques suivantes :

- la largeur utile est au minimum de 6 mètres,
- la hauteur libre au minimum de 4,5 mètres,
- la pente inférieure à 15%,
- dans les virages de rayon intérieur R compris entre 13 et 50 mètres, une sur-largeur de  $S = 15/R$  mètres est ajoutée et le rayon intérieur ne peut pas être inférieur à 13 mètres,
- la voie résiste à la force portante calculée pour un véhicule de 320 kN avec un maximum de 130 kN par essieu, ceux-ci étant distants de 3,6 mètres au minimum,
- chaque point du périmètre de chacune des installations de l'établissement est à une distance maximale de 60 mètres de cette voie,
- aucun obstacle n'est disposé entre les accès à chacune des installations de l'établissement et la voie « engins ».

Le positionnement de la voie "engins" est déterminé en prenant en compte la configuration et les caractéristiques

de l'installation, ainsi que la cinétique des scénarios d'incendie. Cette voie doit, en particulier, permettre le sauvetage, la mise en sécurité et l'évacuation des travailleurs présents dans l'installation et d'effectuer, à cet effet, les reconnaissances indispensables dans la première phase de développement de l'incendie. Cette voie doit également permettre l'intervention efficace des services de

secours, le stationnement en sécurité des véhicules de lutte contre l'incendie et la mise à l'abri des services d'incendie et de secours. Le positionnement de cette voie engin est défini sur un plan de masse du site tenu à la disposition de l'inspection des installations classées et des services d'incendie et de secours.

Le site dispose de 2 entrées opposées permettant l'accès des véhicules des services de secours :

- l'entrée principale du site coté Ouest,
- un accès de secours accessible depuis la rue des Chênes coté Sud-Ouest.

#### **8.2.3.3. Accès aux issues et quais de chargement**

A partir de chaque voie « engins » est prévu un accès aux issues du bâtiment ou à l'installation par un chemin stabilisé de 1,8 mètre de large au minimum.

Les quais de déchargement sont équipés d'une rampe dévidoir de 1,8 mètre de large et de pente inférieure ou égale à 10 %, permettant l'accès aux cellules sauf s'il existe des accès de plain-pied.

#### **8.2.3.4. Établissement du dispositif hydraulique depuis les engins**

A partir de chaque voie « engins » ou « échelle » est prévu un accès à toutes les issues du bâtiment ou au moins à deux côtés opposés de l'installation par un chemin stabilisé de 1,40 mètres de large au minimum.

#### **8.2.3.5. Mise en station des échelles**

Pour toute installation située dans un bâtiment de hauteur supérieure à 8 mètres, au moins une façade est desservie par au moins une voie « échelle » permettant la circulation et la mise en station des échelles aériennes. Cette voie échelle est directement accessible depuis la voie engin définie au **8.2.3.2**

Depuis cette voie, une échelle accédant à au moins toute la hauteur du bâtiment peut être disposée. La voie respecte, par ailleurs, les caractéristiques suivantes :

-la largeur utile est au minimum de 4 mètres, la longueur de l'aire de stationnement au minimum de 10 mètres, la pente au maximum de 10%,

-dans les virages de rayon intérieur inférieur à 50 mètres, un rayon intérieur R minimal de 13 mètres est maintenu et une sur-largeur de  $S = 15/R$  mètres est ajoutée,

-aucun obstacle aérien ne gêne la manœuvre de ces échelles à la verticale de l'ensemble de la voie,

-la distance par rapport à la façade est de 1 mètre minimum et 8 mètres maximum pour un stationnement parallèle au bâtiment et inférieure à 1 mètre pour un stationnement perpendiculaire au bâtiment,

-la voie résiste à la force portante calculée pour un véhicule de 160 kN avec un maximum de 90kN par essieu (320 kN avec un maximum de 130 kN par essieu pour les installations présentant des risques spécifiques nécessitant l'intervention d'importants moyens de lutte contre l'incendie : entrepôt, dépôts de liquides inflammables...), ceux-ci étant distants de 3,6 mètres au maximum et présente une résistance au poinçonnement minimale de 88 N/cm<sup>2</sup>.

### **Article 8.2.4. Désenfumage**

Les cellules de stockage sont divisées en cantons de désenfumage d'une superficie maximale de 1 600 mètres carrés et d'une longueur maximale de 60 mètres. Cette surface maximale peut être portée à 1 650 mètres carrés pour des raisons techniques. Chaque écran de cantonnement est DH 30 en référence à la norme NF EN 12 101-1, version juin 2006, et a une hauteur minimale de 1 mètre. La distance entre le point bas de l'écran et le point le plus près du stockage est supérieure ou égale à 0,5 mètre. Elle peut toutefois être réduite pour les zones de stockages automatisés.

La zone du transstocker de la cellule 3 constitue un unique canton de 2 400 m<sup>2</sup>, par ailleurs cette zone est équipée d'un dispositif d'extinction automatique d'incendie de type ESFR.

Les cantons de désenfumage sont équipés en partie haute de dispositifs d'évacuation des fumées, gaz de combustion, chaleur et produits imbrûlés.

Des exutoires à commande automatique et manuelle font partie des dispositifs d'évacuation des fumées. La surface utile de l'ensemble de ces exutoires n'est pas inférieure à 2 % de la superficie de chaque canton de désenfumage.

Le déclenchement du désenfumage n'est pas asservi à la même détection que celle à laquelle est asservi le système d'extinction automatique. Les dispositifs d'ouverture automatique des exutoires sont réglés de telle façon que l'ouverture des organes de désenfumage ne puisse se produire avant le déclenchement de l'extinction automatique.

Il faut prévoir au moins quatre exutoires pour 1 000 mètres carrés de superficie de toiture. La surface utile d'un exutoire n'est pas inférieure à 0,5 mètre carré ni supérieure à 6 mètres carrés. Les dispositifs d'évacuation ne sont pas implantés sur la toiture à moins de 7 mètres des murs coupe-feu séparant les cellules de stockage.

La commande manuelle des exutoires est au minimum installée en deux points opposés de l'entrepôt de sorte que l'actionnement d'une commande empêche la manœuvre inverse par la ou les autres commandes.

Ces commandes manuelles sont facilement accessibles depuis les issues du bâtiment ou de chacune des cellules de stockage.

Des amenées d'air frais d'une superficie au moins égale à la surface utile des exutoires du plus grand canton, cellule par cellule, sont réalisées soit par des ouvrants en façade, soit par des bouches raccordées à des conduits, soit par les portes des cellules à désenfumer donnant sur l'extérieur.

### **Article 8.2.5. Conditions de stockage**

Le site dispose de deux cellules de stockage :

La cellule 1 réservée au stockage des matières premières, les produits sont réceptionnés au niveau de 3 quais à niveau, sur palettes et sont stockés en îlots. Ils sont ensuite acheminés en fonction des besoins dans la cellule voisine dédiée à la transformation du papier. Les produits forment des îlots limités de la façon suivante :

- Volume maximal des îlots : 10 000 m<sup>3</sup>,
- Distance entre 2 îlots : 10 mètres minimum,
- Hauteur maximale de stockage : 7 mètres,
- Une distance minimale de 1 mètre est maintenue entre le sommet des îlots et la base de la toiture ou de tout système de chauffage.

La cellule 3 réservée au stockage des produits finis, le stockage se fait uniquement sur le trans-stockeur situé en partie Est de la cellule, la capacité de stockage maximal est de 5 880 palettes soit 14 700 m<sup>3</sup>. La zone de préparation des commandes se situe en partie Ouest de la cellule. Dans cette zone dédiée à la préparation des commandes, aucune marchandise n'y est entreposée en dehors des heures de fonctionnement normal de cette cellule et à fortiori en l'absence de personnel.

Cette cellule est équipée d'un système d'extinction automatique d'incendie de type ESFR compatible avec les matières stockées.

Les conditions de stockage prises en compte dans l'étude de dangers, notamment celles figurant dans les fiches de calcul des effets thermiques selon la méthode FLUMILOG sont strictement respectées.

L'exploitant prend les dispositions nécessaires pour garantir leur bonne compréhension et application par le personnel d'exploitation des cellules.

### **Article 8.2.6. Évacuation du personnel**

Conformément aux dispositions du code du travail, les parties du site dans lesquelles il peut y avoir présence de personnel comportent des dégagements permettant une évacuation rapide.

En outre, le nombre minimal de ces dégagements permet que tout point du site ne soit pas distant de plus de 75 mètres effectifs (parcours d'une personne dans les allées) d'un espace protégé, et 25 mètres dans les parties de l'entrepôt formant cul-de-sac.

Deux issues au moins vers l'extérieur du site ou sur un espace protégé, dans deux directions opposées, sont prévues dans chaque cellule d'une surface supérieure à 1 000 m<sup>2</sup>. En présence de personnel, ces issues ne sont pas verrouillées.

A l'intérieur des ateliers, les allées de circulation sont aménagées et maintenues constamment dégagées pour

faciliter la circulation et l'évacuation du personnel ainsi que l'intervention des secours en cas de sinistre.

L'exploitant prend les dispositions nécessaires pour être en mesure de communiquer aux services d'incendie et de secours, dès leur arrivée sur le site, les informations dont il dispose sur la présence de personnel sur son site, notamment dans les divers locaux en s'appuyant sur le respect de la disposition de l'article 8.1.5 relative au contrôle des accès, ainsi qu'à la connaissance permanente des personnes présentes dans l'établissement.

Dans le trimestre qui suit la signature du présent arrêté, l'exploitant organise un exercice d'évacuation. Il est renouvelé au moins tous les six mois sans préjudice des autres réglementations applicables.

### **Article 8.2.7. Moyens de lutte contre l'incendie**

L'installation est dotée de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques, notamment :

- de 5 poteaux d'incendie d'un diamètre nominal DN 150 disposés de la manière suivante :
  - 2 en façade Nord du site ;
  - 2 en façade Sud ;
  - 1 en façade Ouest ;
  - 1 poteau public est également disponible le long de la rue des Chênes.

Le réseau d'alimentation en eau assure quant à lui un débit au poteau de 60 m³/h sous une pression de 1 bar.

Le débit et la quantité d'eau d'extinction et de refroidissement nécessaires sont calculés conformément au document technique D9 (guide pratique pour le dimensionnement des besoins en eau de l'Institut national d'études de la sécurité civile, de la Fédération française des sociétés d'assurances et du Centre national de prévention et de protection, édition août 2004). Les calculs amènent à retenir un débit maximal de 300 m³/h.

L'exploitant assure la conformité des débits et pressions pour un usage simultané des 5 poteaux en implantant sur son site le volume d'eau et les équipements techniques nécessaires (raccord pompier) à leur bonne alimentation, 300 m³/h x 2h soit 600 m³. Il se rend ainsi indépendant du réseau d'adduction public.

- d'extincteurs de différents types, adaptés aux risques, répartis sur les installations, à proximité des dégagements, bien visibles et facilement accessibles. Ils sont implantés conformément à la règle APSAD R4 ou équivalent.
- de robinets d'incendie armés (RIA) sont prévus dans les cellules 1, 2 et 3 en complément du système d'extinction automatique d'incendie dans cette dernière cellule. Ils sont disposés de telle sorte qu'un foyer puisse être attaqué simultanément par deux lances sous deux angles différents. Ils sont utilisables en période de gel. Ces équipements sont alimentés depuis le réseau AEP, la totalité du volume d'eau nécessaire à l'alimentation des RIA peut être fournie par la réserve prévue sur le site.

L'exploitant tient, à la disposition de l'inspection des installations classées et des services d'incendie et de secours, la justification de la disponibilité effective des débits d'eau.

La cellule 3 (stockage des produits finis) est équipée d'un dispositif d'extinction automatique d'incendie adapté à la nature des risques et des matériels présents dans chaque local.

Ces systèmes d'extinction automatique d'incendie sont conçus, installés et entretenus régulièrement conformément aux référentiels reconnus. L'efficacité de cette installation est qualifiée et vérifiée par des organismes reconnus compétents dans le domaine de l'extinction automatique ; la qualification précise que l'installation est adaptée aux produits stockés et à leurs conditions de stockage.

Afin d'optimiser les moyens permettant de contenir les effets thermiques dans l'enceinte du site, **un deuxième groupe moto-pompe est installé pour pallier un dysfonctionnement du premier avant le 1<sup>er</sup> janvier 2018.**

L'installation est dotée d'un moyen permettant d'alerter les services d'incendie et de secours.

Dans le trimestre qui suit le début de l'exploitation de l'entrepôt, l'exploitant organise un exercice de défense contre l'incendie. Cet exercice est renouvelé au moins tous les trois ans.

L'exploitant s'assure de la vérification périodique et de la maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie conformément aux référentiels en vigueur.

Les tuyauteries transportant des fluides dangereux (gaz naturel) ou insalubres et de collecte d'effluents pollués ou

susceptibles de l'être sont étanches et résistent à l'action physique et chimique des produits qu'elles sont susceptibles de contenir. Elles sont convenablement entretenues et font l'objet d'examen périodiques appropriés permettant de s'assurer de leur bon état.

Les tuyauteries de collecte d'effluents pollués ou susceptibles de l'être respectent les dispositions de l'article 4.3.3  
Les marquages des tuyauteries sont faits selon les dispositions de l'article 6.1.2

## **CHAPITRE 8.3 - DISPOSITIF DE PRÉVENTION DES ACCIDENTS**

### **Article 8.3.1. Matériels utilisables en atmosphères explosibles**

Dans les parties de l'installation mentionnées à l'article 8.1.2 et recensées comme pouvant être à l'origine d'une explosion, les installations électriques, mécaniques, hydrauliques et pneumatiques sont conformes aux dispositions du décret n° 2015-799 du 1<sup>er</sup> juillet 2015 relatif aux produits et équipements à risques.

### **Article 8.3.2. Installations électriques et éclairage**

Les installations électriques doivent être conçues, réalisées et entretenues conformément à la réglementation du travail et le matériel conforme aux normes européennes et françaises qui lui sont applicables.

Les conducteurs électriques sont mis en place de manière à éviter tout court-circuit.

À proximité d'au moins une issue, est installé un interrupteur central, bien signalé, permettant de couper l'alimentation électrique générale ou de chaque cellule.

Les équipements métalliques (réservoirs, cuves, canalisations, racks) sont mis à la terre conformément aux règlements et aux normes applicables. et interconnecté par un réseau de liaisons équipotentielles, conformément aux règlements et aux normes applicables, compte tenu notamment de la nature explosive ou inflammable des produits.

L'exploitant tient à la disposition de l'inspection des installations classées les éléments justifiant que ses installations électriques sont réalisées conformément aux règles en vigueur.

Les installations électriques sont entretenues en bon état et contrôlées après leur installation ou suite à modification. Elles sont contrôlées périodiquement par une personne compétente, conformément aux dispositions de la section 5 du chapitre VI du titre II de livre II de la quatrième partie du code du travail relatives à la vérification des installations électriques. L'exploitant assure une traçabilité des actions qu'il réalise pour traiter les défauts éventuellement relevés lors de ces contrôles.

Les dispositions ci-dessus s'appliquent sans préjudice des dispositions du Code du Travail.

Pour l'éclairage artificiel, seul l'éclairage électrique est autorisé. Les appareils d'éclairage fixes ne sont pas situés en des points susceptibles d'être heurtés en cours d'exploitation, ou sont protégés contre les chocs.

Ils sont, en toutes circonstances, éloignés des matières entreposées pour éviter leur échauffement.

Si l'éclairage met en œuvre des lampes à vapeur de sodium ou de mercure, l'exploitant prend toute disposition pour qu'en cas d'éclatement de l'ampoule tous les éléments soient confinés dans l'appareil.

### **Article 8.3.3. Locaux de charge des batteries**

La charge des batteries se fait exclusivement à l'extérieur sous auvent à l'arrière des cellules 1 et 2 conformément au dossier de demande d'autorisation.

### **Article 8.3.4. Prévention de la pollution du sol ou des eaux, y compris en cas d'incendie**

Le sol des aires et des locaux de stockage ou de manipulation des matières dangereuses ou susceptibles de créer une pollution de l'eau ou du sol est étanche, incombustible et équipé de façon à pouvoir recueillir les eaux de lavage et les matières répandues accidentellement.

Toutes mesures sont prises pour recueillir l'ensemble des eaux et écoulements susceptibles d'être pollués lors d'un sinistre, y compris les eaux utilisées pour l'extinction d'un incendie et le refroidissement, afin que celles-ci soient récupérées ou traitées afin de prévenir toute pollution des sols, des égouts, des cours d'eau ou du milieu naturel.



## **Confinement des eaux dispersées au sein de l'entrepôt et sur les voiries extérieures**

La fermeture des vannes du réseau d'eaux pluviales se fait par une commande manuelle, le fonctionnement est intégré dans la procédure de détection et de lutte contre l'incendie; les ruissellements sur les voiries et zones de quais sont dirigés jusqu'au bassin de rétention.

### **Bassin de rétention**

Le bassin de rétention est étanche et résiste à la poussée des eaux collectées ainsi qu'à l'éventuelle action physique et chimique de ces eaux. Son volume est de 2 880 m<sup>3</sup>.

L'exploitant s'assure que la détermination du volume de ce bassin effectué selon la méthodologie présentée dans le document D9A (guide pratique pour le dimensionnement des rétentions des eaux d'extinction de l'Institut national d'études de la sécurité civile, de la Fédération française des sociétés d'assurances et du Centre national de prévention et de protection, édition Août 2004) reste bien toujours adéquate.

Les réseaux de collecte des effluents et des eaux pluviales de l'établissement sont équipés de dispositifs d'isolement visant à maintenir toute pollution accidentelle, en cas de sinistre, sur le site. Ces dispositifs sont maintenus en état de marche, signalés et actionnables en toute circonstance localement et à partir d'un poste de commande. Leur entretien et leur mise en fonctionnement sont définis par consigne.

Les produits récupérés en cas d'accident ne peuvent être rejetés que dans des conditions conformes au présent arrêté ou sont éliminés comme les déchets.

L'exploitant prend toute disposition pour entretenir et surveiller à intervalles réguliers les mesures et moyens mis en œuvre afin de prévenir les émissions dans le sol et dans les eaux souterraines et tient à la disposition de l'inspection des installations classées les éléments justificatifs (procédures, comptes rendus des opérations de maintenance, d'entretien des cuvettes de rétention, tuyauteries, conduits d'évacuations divers....).

### **Article 8.3.5. Nettoyage des locaux**

Les locaux sont maintenus propres et régulièrement nettoyés, notamment de manière à éviter les amas de matières dangereuses ou polluantes et de poussières. Le matériel de nettoyage est adapté aux risques présentés par les produits et poussières.

### **Article 8.3.6. Équipements sous pression**

La liste des équipements sous pression présents sur le site et soumis à l'arrêté ministériel du 15 mars 2000 relatif au suivi en exploitation des équipements sous pression, ainsi que les procès-verbaux des inspections périodiques et des requalifications seront tenus à disposition de l'inspecteur des installations classées.

## **CHAPITRE 8.4 - DISPOSITIONS D'EXPLOITATION**

### **Article 8.4.1. Surveillance de l'installation**

L'exploitant désigne une ou plusieurs personnes référentes ayant une connaissance de la conduite des installations de l'établissement, des dangers et inconvénients que leur exploitation induit, des produits utilisés ou stockés dans ces installations et des dispositions à mettre en œuvre en cas d'incident.

### **Article 8.4.2. Choix des sous-traitants**

Sans préjudice des dispositions du code du travail ou des conventions collectives s'appliquant à l'établissement, l'exploitant met en place un dispositif de sélection et d'habilitation des entreprises extérieures. Ce dispositif définit les critères et les modalités de sélection et d'habilitation de ces entreprises. Il détermine les modalités de cessation d'une prestation en cas de manquement grave à la sécurité. Ces critères et modalités peuvent être proportionnés aux dangers présentés par les tâches accomplies par ces entreprises extérieures. Ces critères et modalités intègrent aussi les aspects destinés à garantir la qualité des interventions effectuées si ces dernières affectent ou sont susceptibles d'affecter des mesures de maîtrise des risques.

### **Article 8.4.3. Travaux**

Dans les parties de l'établissement présentant des risques (cellules de stockage, y compris bureaux de quais, locaux des équipements électriques, chaufferie, équipements faisant partie d'une mesure de maîtrise des risques, ....), les travaux de réparation ou d'aménagement ne peuvent être effectués qu'après élaboration d'un document ou dossier comprenant les éléments suivants :

- la définition des phases d'activité dangereuses et des moyens de prévention spécifiques correspondants ;
- l'adaptation des matériels, installations et dispositifs à la nature des opérations à réaliser ainsi que la définition de leurs conditions d'entretien ;
- les instructions à donner aux personnes en charge des travaux ;
- l'organisation mise en place pour assurer les premiers secours en cas d'urgence ;
- lorsque les travaux sont effectués par une entreprise extérieure, les conditions de recours par cette dernière à de la sous-traitance et l'organisation mise en place dans un tel cas pour assurer le maintien de la sécurité.

Ce document ou dossier est établi, sur la base d'une analyse des risques liés aux travaux, et visé par l'exploitant ou par une personne qu'il aura nommément désignée. Les personnes établissant ou vérifiant ce document ou ce dossier ont reçu une formation et disposent des compétences nécessaires pour effectuer les analyses des risques liés à ces interventions. Lorsque les travaux sont effectués par une entreprise extérieure, le document ou dossier est signé par l'exploitant et l'entreprise extérieure ou les personnes qu'ils auront nommément désignées.

Le respect des dispositions précédentes peut être assuré par l'élaboration du plan de prévention défini aux articles R. 4512-6 et suivants du code du travail lorsque ce plan est exigé.

Dans les parties de l'installation présentant des risques d'incendie ou d'explosion, il est interdit d'apporter du feu sous une forme quelconque, sauf pour la réalisation de travaux ayant fait l'objet d'un document ou dossier spécifique conforme aux dispositions précédentes. Cette interdiction est affichée en caractères apparents.

Une vérification de la bonne réalisation des travaux est effectuée par l'exploitant ou son représentant avant la reprise de l'activité. Elle fait l'objet d'un enregistrement et est tenue à la disposition de l'inspection des installations classées.

### **Article 8.4.4. Vérification périodique et maintenance des équipements**

L'exploitant assure ou fait effectuer la vérification périodique et la maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie mis en place (exutoires, systèmes de détection et d'extinction, portes coupe-feu, colonne sèche par exemple) ainsi que des éventuelles installations électriques et de chauffage, conformément aux référentiels en vigueur.

Les vérifications périodiques de ces matériels sont enregistrées sur un registre sur lequel sont également mentionnées les suites données à ces vérifications.

L'exploitant maintient en bon état de marche et s'assure du bon fonctionnement, ou fait effectuer la vérification, selon le plan de maintenance relatif à tous les équipements présents sur le site et concourant à la garantie du maintien du niveau de risque déterminé dans l'étude de dangers et ses éventuels compléments en vigueur. Cette disposition est appliquée conformément à la réglementation en vigueur notamment pour les Équipements Sous Pression.

Les vérifications périodiques de ces équipements sont archivées, dans un (des) registre(s), sur un support papier ou informatique et sur lequel sont également mentionnées la qualification du fonctionnement, la nature des éventuels désordres ou dysfonctionnements, le délai d'intervention dans lequel la réparation doit être effectuée ainsi que les suites données. Le registre est tenu à jour et mis à la disposition de l'inspection en charge du contrôle des installations classées.

Les vérifications périodiques des dispositifs d'extinction automatiques comportent à minima les actions suivantes :

- une visite hebdomadaire, correspondant à une vérification de fonctionnement (bonne marche des

moteurs, des alarmes...)

- une visite semestrielle, correspondant à une vérification de conformité par rapport aux règles en vigueur (pressions des systèmes, dimensionnement...)
- une visite triennale, correspondant à une vérification de maintenance préventive (changement des pièces d'usure, joints, vérification de l'usure des moteurs thermiques (par exemple par analyse d'huile) et de l'ensemble motopompe (par exemple par mesure de vibrations),...);

#### **Article 8.4.5. Consignes d'exploitation**

Sans préjudice des dispositions du code du travail, des consignes sont établies, tenues à jour et affichées dans les lieux fréquentés par le personnel.

Ces consignes indiquent notamment :

- les contrôles à effectuer, en marche normale et à la suite d'un arrêt pour travaux de modification ou d'entretien de façon à permettre en toutes circonstances le respect des dispositions du présent arrêté.
- l'interdiction de fumer sur l'ensemble du site en dehors des emplacements dûment prévus et signalés à cet effet ;
- l'interdiction d'apporter du feu sous une forme quelconque, hormis, le cas échéant, dans les bureaux séparés des cellules de stockage (soit par une distance supérieure à 10 mètres, soit par une paroi de caractéristique minimale REI120 ;
- l'interdiction de tout brûlage à l'air libre ;
- l'obligation du document ou dossier établi pour des travaux tel que mentionné à l'article 8.4.3 pour les parties concernées de l'établissement ;
- les précautions à prendre pour l'emploi et le stockage de produits incompatibles ;
- l'interdiction de stockage sur le site de produits réagissant au contact de l'eau ;
- l'interdiction de stockage sur le site de déchets autres que des déchets entrant dans une filière de recyclage donc ayant une valeur marchande ;
- les procédures d'arrêt d'urgence et de mise en sécurité de l'installation (électricité, ventilation, climatisation, chauffage, isolement de l'arrivée de propane à la chaufferie, fermeture des portes coupe-feu, obturation des écoulements d'égouts notamment) ;
- les mesures à prendre en cas de fuite sur un récipient ou une tuyauterie contenant des substances dangereuses ;
- les modalités de mise en œuvre des dispositifs d'isolement du réseau de collecte, prévues à l'article 8.3.4 ;
- les moyens de lutte contre l'incendie ;
- les dispositions à mettre en œuvre lors de la maintenance de ceux-ci ;
- la procédure d'alerte avec les numéros de téléphone nécessaires : astreinte, responsable d'intervention de l'établissement, services d'incendie et de secours, ...
- l'obligation d'informer l'inspection des installations classées et le service de la préfecture en charge de la sécurité civile en cas d'accident susceptible d'impacter les intérêts visés par l'article L511-1 du code de l'environnement.

## **CHAPITRE 8.5 - Dispositions spécifiques liées la prévention des accidents majeurs**

### **Article 8.5.1. Dispositions d'urgence**

#### **8.5.1.1 Plan d'opération interne – Plan de défense incendie**

L'exploitant met en œuvre dès que nécessaire les dispositions prévues dans le cadre du Plan d'Opération Interne (POI) établi en application de l'article R. 181-54 du code de l'environnement.

Ce plan est par ailleurs testé au moins tous les trois ans.

Les dispositions contenues dans ce plan peuvent être utilisées pour la gestion d'événements maîtrisables avec les seuls moyens du site (situations pré-POI). Chaque mise en œuvre des dispositions du POI fait l'objet d'un compte-rendu exposant les enseignements obtenus à cette occasion.

Pour la défense contre l'incendie, ce plan comprend au moins les éléments suivants :

- le schéma d'alerte décrivant les actions à mener à compter de la détection d'un incendie (l'origine et la prise en compte de l'alerte, l'appel des secours extérieurs, la liste des interlocuteurs internes et externes) ;
- l'organisation de la première intervention et de l'évacuation face à un incendie en périodes ouvrées ;
- les modalités d'accueil des services d'incendie et de secours en périodes ouvrées et non ouvrées ;
- la justification des compétences du personnel susceptible, en cas d'alerte, d'intervenir avec des extincteurs et des robinets d'incendie armés et d'interagir sur les moyens fixes de protection incendie, notamment en matière de formation, de qualification et d'entraînement ;
- le plan de situation et les modalités de mise en œuvre, en toutes circonstances, de la ressource en eau nécessaire à la maîtrise de l'incendie de chaque cellule ;
- la description du fonctionnement opérationnel du système d'extinction automatique avec un exposé précis des modalités de sa mise à l'arrêt après une sollicitation suite à un début d'incendie ;
- les modalités selon lesquelles les fiches de données de sécurité sont portées à la connaissance du service d'incendie et de secours et de l'inspection des installations classées et, le cas échéant, les précautions de sécurité qui sont susceptibles d'en découler ;
- la stratégie de lutte contre l'incendie pour faire face aux incendies susceptibles de se produire dans les installations du site.

## **Article 8.5.2. Protection contre la foudre**

### **8.5.2.1 Dispositifs de protection**

Les installations du site sur lesquelles une agression par la foudre peut être à l'origine d'événements susceptibles de porter gravement atteinte, directement ou indirectement à la sécurité des installations, à la sécurité des personnes ou à la qualité de l'environnement, sont protégées contre la foudre en application de la réglementation de l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010.

L'exploitant tient à disposition de l'inspection des installations classées :

- son analyse du risque foudre réalisée par un organisme compétent. Elle identifie les équipements et installations dont une protection doit être assurée. L'analyse est basée sur une évaluation des risques réalisée conformément à la norme NF EN 62305-2, version de novembre 2006, ou à un guide technique reconnu par le ministre chargé des installations classées. Elle définit les niveaux de protection nécessaires aux installations. Cette analyse est systématiquement mise à jour à l'occasion de modifications substantielles au sens de l'article R. 181-46 du code de l'environnement et à chaque révision de l'étude de dangers ou pour toute modification des installations qui peut avoir des répercussions sur les données d'entrées de l'analyse du risque foudre.
- son étude technique fonction des résultats de l'analyse du risque foudre, réalisée par un organisme compétent, définissant précisément les mesures de prévention et les dispositifs de protection, le lieu de leur implantation ainsi que les modalités de leur vérification et de leur maintenance.
- sa notice de vérification et de maintenance rédigée lors de l'étude technique puis complétée, si besoin, après la réalisation des dispositifs de protection.

L'installation des dispositifs de protection et la mise en place des mesures de prévention sont réalisées, par un organisme compétent, à l'issue de l'étude technique, au plus tard deux ans après l'élaboration de l'analyse du risque foudre.

### **8.5.2.2 Vérification des dispositifs de protection**

Les agressions de la foudre sur le site sont enregistrées. En cas de coup de foudre enregistré, une vérification visuelle des dispositifs de protection concernés est réalisée, dans un délai maximum d'un mois, par un organisme compétent

L'installation des protections fait l'objet d'une vérification complète par un organisme compétent, distinct de l'installateur, au plus tard 6 mois après leur mise en place.

Une vérification annuelle visuelle et une vérification complète tous les 2 ans sont réalisées par un organisme compétent. Les installations sont vérifiées conformément à la norme NF EN 62305-3.

Toutes ces vérifications sont décrites dans une notice de vérification et de maintenance. Si l'une de ces vérifications fait apparaître la nécessité d'une remise en état, celle-ci est réalisée dans un délai maximum d'un mois.

## **CHAPITRE 8.6 - GESTION DES OPÉRATIONS PORTANT SUR DES SUBSTANCES DANGEREUSES**

### **Article 8.6.1. Consignes d'exploitation destinées à prévenir les accidents**

Les opérations comportant des manipulations dangereuses, en raison de leur nature ou de leur proximité avec des installations dangereuses, et la conduite des installations, dont le dysfonctionnement aurait par leur développement des conséquences dommageables pour le voisinage et l'environnement (phases de démarrage et d'arrêt, fonctionnement normal, entretien...) font l'objet de procédures et instructions d'exploitation écrites et contrôlées.

### **Article 8.6.2. Vérifications périodiques**

Les installations, appareils et stockages dans lesquels sont mises en œuvre ou entreposées des substances et préparations dangereuses, ainsi que les divers moyens de secours et d'intervention font l'objet de vérifications périodiques. Il convient, en particulier, de s'assurer du bon fonctionnement de conduite et des dispositifs de sécurité.

### **Article 8.6.3. Interdiction de feux**

Il est interdit d'apporter du feu ou une source d'ignition sous une forme quelconque dans les zones de dangers présentant des risques d'incendie ou d'explosion sauf pour les interventions ayant fait l'objet d'un permis d'intervention spécifique.

### **Article 8.6.4. Formation du personnel**

Outre l'aptitude au poste occupé, les différents opérateurs et intervenants sur le site, y compris le personnel intérimaire, reçoivent une formation sur les risques inhérents des installations, la conduite à tenir en cas d'incident ou accident et sur la mise en œuvre des moyens d'intervention.

### **Article 8.6.5. Travaux d'entretien et de maintenance**

Tous les travaux d'extension, modification ou maintenance dans les installations ou à proximité des zones à risque inflammable, explosible et toxique sont réalisés sur la base d'un dossier préétabli définissant notamment leur nature, les risques présentés, les conditions de leur intégration au sein des installations ou unités en exploitation et les dispositions de conduite et de surveillance à adopter.

Les travaux font l'objet d'un permis délivré par une personne dûment habilitée et nommément désignée.

## **CHAPITRE 8.7 - FACTEURS ET ÉLÉMENTS IMPORTANTS DESTINÉS À LA PRÉVENTION DES ACCIDENTS**

### **Article 8.7.1. Liste des Éléments importants pour la sécurité**

L'exploitant établit, en tenant compte de l'étude de dangers, la liste des facteurs importants pour la sécurité. Il identifie à ce titre les équipements, les paramètres, les consignes, les modes opératoires et les formations afin de maîtriser une dérive dans toutes les phases d'exploitation des installations (fonctionnement normal, fonctionnement transitoire, situation accidentelle...) susceptible d'engendrer des conséquences graves pour l'homme et l'environnement

Cette liste est tenue à la disposition de l'inspection des installations classées et régulièrement mise à jour.

### **Article 8.7.2. Systèmes d'alarme et de mise en sécurité des installations**

Des dispositions sont prises pour permettre, en cas de dépassement de seuils critiques préétablis, d'alarmer le personnel de surveillance de tout incident et de mettre en sécurité les installations susceptibles d'engendrer des conséquences graves pour le voisinage et l'environnement.

Les dispositifs utilisés à cet effet sont indépendants des systèmes de conduite. Toute disposition contraire doit être justifiée et faire l'objet de mesures compensatoires.

Les systèmes de mise en sécurité des installations sont à sécurité positive.

Les actions déclenchées par le système de mise en sécurité ne doivent pas pouvoir être annulées ou rendues inopérantes par action simple sur le système de conduite ou les organes concourant à la mise en sécurité, sans procédure préalablement définie.

### **Article 8.7.3. Surveillance et détection des zones de dangers**

Les installations susceptibles d'engendrer des conséquences graves pour le voisinage et l'environnement sont munies de systèmes de détection et d'alarme dont les niveaux de sensibilité dépendent de la nature de la prévention des risques à assurer.

L'implantation des détecteurs résulte d'une étude préalable permettant d'informer rapidement le personnel de tout incident et prenant en compte, notamment, la nature et la localisation des installations, les conditions météorologiques, les points sensibles de l'établissement et ceux de son environnement.

L'exploitant dresse la liste de ces détecteurs avec leur fonctionnalité et détermine les opérations d'entretien destinées à maintenir leur efficacité dans le temps.

Les détecteurs fixes déclenchent, en cas de dépassement des seuils prédéterminés :

- des dispositifs d'alarme sonore et visuelle destinés au personnel assurant la surveillance de l'installation,
- une mise en sécurité de l'installation selon des dispositions spécifiées par l'exploitant.

La surveillance d'une zone de danger ne repose pas sur un seul point de détection.

Tout incident ayant entraîné le dépassement de l'un des seuils donne lieu à un compte rendu écrit tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.

La remise en service d'une installation arrêtée à la suite d'une détection, ne peut être décidée que par une personne déléguée à cet effet, après examen détaillé des installations, et analyse de la défaillance ayant provoqué l'alarme.

### **Article 8.7.4. Alimentation électrique**

Les équipements et paramètres importants pour la sécurité doivent pouvoir être maintenus en service ou mis en position de sécurité en cas de défaillance de l'alimentation électrique principale.

Les réseaux électriques alimentant ces équipements importants pour la sécurité sont indépendants de sorte qu'un sinistre n'entraîne pas la destruction simultanée de l'ensemble des réseaux d'alimentation.

### **Article 8.7.5. Utilités destinées à l'exploitation des installations**

L'exploitant assure en permanence la fourniture ou la disponibilité des utilités qui permettent aux installations de fonctionner dans leur domaine de sécurité ou alimentent les équipements importants concourant à la mise en sécurité ou à l'arrêt d'urgence des installations.

## **CHAPITRE 8.8 - PRÉVENTION DES POLLUTIONS ACCIDENTELLES**

### **Article 8.8.1. Organisation de l'établissement**

Une consigne écrite doit préciser les vérifications à effectuer, en particulier pour s'assurer périodiquement de l'étanchéité des dispositifs de rétention, préalablement à toute remise en service après arrêt d'exploitation, et plus généralement aussi souvent que le justifieront les conditions d'exploitation.



### **Article 8.8.2. Rétentions**

Tout stockage fixe ou temporaire d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :

- 100 % de la capacité du plus grand réservoir,
- 50 % de la capacité des réservoirs associés.

Pour les stockages de récipients de capacité unitaire inférieure ou égale à 250 litres, la capacité de rétention est au moins égale à :

- dans le cas de liquides inflammables, à l'exception des lubrifiants, 50 % de la capacité totale des fûts,
- dans les autres cas, 20 % de la capacité totale des fûts,
- dans tous les cas, 800 l minimum ou égale à la capacité totale lorsque celle-ci est inférieure à 800 l.

La capacité de rétention est étanche aux produits qu'elle pourrait contenir, résiste à l'action physique et chimique des fluides et peut être contrôlée à tout moment. Il en est de même pour son éventuel dispositif d'obturation qui est maintenu fermé en permanence.

Les déchets et résidus produits considérés comme des substances ou préparations dangereuses sont stockés, avant leur revalorisation ou leur élimination, dans des conditions ne présentant pas de risques de pollution (prévention d'un lessivage par les eaux météoriques, d'une pollution des eaux superficielles et souterraines, des envois et des odeurs) pour les populations avoisinantes et l'environnement.

Les stockages temporaires, avant recyclage ou élimination des déchets spéciaux considérés comme des substances ou préparations dangereuses, sont réalisés sur des cuvettes de rétention étanches et aménagées pour la récupération des eaux météoriques.

### **Article 8.8.3. Réservoirs**

L'étanchéité du (ou des) réservoir(s) associé(s) à la rétention doit pouvoir être contrôlée à tout moment.

Les matériaux utilisés doivent être adaptés aux produits utilisés de manière, en particulier, à éviter toute réaction parasite dangereuse.

### **Article 8.8.4. Règles de gestion des stockages en rétention**

Les réservoirs ou récipients contenant des produits incompatibles ne sont pas associés à une même rétention.

Le stockage des liquides inflammables, ainsi que des autres produits, toxiques, corrosifs ou dangereux pour l'environnement, n'est autorisé sous le niveau du sol que dans des réservoirs installés en fosse maçonnée ou assimilés, et pour les liquides inflammables dans le respect des dispositions du présent arrêté.

L'exploitant veille à ce que les volumes potentiels de rétention restent disponibles en permanence. A cet effet, l'évacuation des eaux pluviales respecte les dispositions du présent arrêté.

### **Article 8.8.5. Stockage sur les lieux d'emploi**

Les matières premières, produits intermédiaires et produits finis considérés comme des substances ou des préparations dangereuses sont limités en quantité stockée et utilisée dans les ateliers au minimum technique permettant leur fonctionnement normal.

### **Article 8.8.6. Transports - chargements - déchargements**

Le transport des produits à l'intérieur de l'établissement est effectué avec les précautions nécessaires pour éviter le renversement accidentel des emballages (arrimage des fûts...).

Le stockage et la manipulation de produits dangereux ou polluants, solides ou liquides (ou liquéfiés) sont effectués sur des aires étanches et aménagées pour la récupération des fuites éventuelles.

### **Article 8.8.7. Élimination des substances ou préparations dangereuses**

L'élimination des substances ou préparations dangereuses récupérées en cas d'accident suit prioritairement la filière déchets la plus appropriée. En tout état de cause, leur éventuelle évacuation vers le milieu naturel s'exécute dans des conditions conformes au présent arrêté.

## **CHAPITRE 8.9 - MOYENS D'INTERVENTION EN CAS D'ACCIDENT ET ORGANISATION DES SECOURS**

### **Article 8.9.1. Définition générale des moyens**

L'établissement est doté de moyens adaptés aux risques à défendre et répartis en fonction de la localisation de ceux-ci conformément à l'analyse des risques définie dans le présent chapitre au paragraphe généralités.

L'ensemble du système de lutte contre l'incendie fait l'objet d'un plan de sécurité établi par l'exploitant en liaison avec les services d'incendie et de secours.

### **Article 8.9.2. Entretien des moyens d'intervention**

Ces équipements sont maintenus en bon état, repérés et facilement accessibles.

L'exploitant doit pouvoir justifier, auprès de l'inspection des installations classées, de l'exécution de ces dispositions. Il doit fixer les conditions de maintenance et les conditions d'essais périodiques de ces matériels.

Les dates, les modalités de ces contrôles et les observations constatées doivent être inscrites sur un registre tenu à la disposition des services de la protection civile, d'incendie et de secours et de l'inspection des installations classées.

### **Article 8.9.3. Consignes de sécurité**

Sans préjudice des dispositions du code du travail, les modalités d'application des dispositions du présent arrêté sont établies, intégrées dans des procédures générales spécifiques et/ou dans les procédures et instructions de travail, tenues à jour et affichées dans les lieux fréquentés par le personnel.

Ces consignes indiquent notamment :

- l'interdiction d'apporter du feu sous une forme quelconque dans les parties de l'installation qui, en raison des caractéristiques qualitatives et quantitatives des matières mises en œuvre, stockées, utilisées ou produites, sont susceptibles d'être à l'origine d'un sinistre pouvant avoir des conséquences directes ou indirectes sur l'environnement, la sécurité publique ou le maintien en sécurité de l'installation,
- les procédures d'arrêt d'urgence et de mise en sécurité de l'installation (électricité, réseaux de fluides),
- les mesures à prendre en cas de fuite sur un récipient ou une canalisation contenant des substances dangereuses et notamment les conditions d'évacuation des déchets et eaux souillées en cas d'épandage accidentel,
- les moyens d'extinction à utiliser en cas d'incendie,
- la procédure d'alerte avec les numéros de téléphone du responsable d'intervention de l'établissement, des services d'incendie et de secours,
- la procédure permettant, en cas de lutte contre un incendie, d'isoler le site afin de prévenir tout transfert de pollution vers le milieu récepteur.

### **Article 8.9.4. Consignes générales d'intervention**

Des consignes écrites sont établies pour la mise en œuvre des moyens d'intervention, d'évacuation du personnel et d'appel des secours extérieurs auxquels l'exploitant aura communiqué un exemplaire. Le personnel est entraîné à l'application de ces consignes.

L'établissement dispose d'une équipe d'intervention spécialement formée à la lutte contre les risques identifiés sur le site et au maniement des moyens d'intervention.

Les agents non affectés exclusivement aux tâches d'intervention, devront pouvoir quitter leur poste de travail à tout moment en cas d'appel.

## TITRE 9 – SURVEILLANCE DES ÉMISSIONS ET DE LEURS EFFETS

### CHAPITRE 9.1 - PROGRAMME D'AUTO SURVEILLANCE

Afin de maîtriser les émissions de ses installations et de suivre leurs effets sur l'environnement, l'exploitant définit et met en œuvre sous sa responsabilité un programme de surveillance de ses émissions et de leurs effets dit programme d'auto surveillance. L'exploitant adapte et actualise la nature et la fréquence de cette surveillance pour tenir compte des évolutions de ses installations, de leurs performances par rapport aux obligations réglementaires, et de leurs effets sur l'environnement. L'exploitant décrit, dans un document tenu à la disposition de l'inspection des installations classées, les modalités de mesures et de mise en œuvre de son programme de surveillance, y compris les modalités de transmission à l'inspection des installations classées.

Les articles suivants définissent le contenu minimum de ce programme en termes de nature de mesure, de paramètres et de fréquence pour les différentes émissions et pour la surveillance des effets sur l'environnement, ainsi que de fréquence de transmission des données d'auto surveillance.

#### Article 9.1.1. Mesures comparatives

Conformément aux articles L. 514-5 et L. 514-8 du code de l'environnement, l'inspection des installations classées peut, à tout moment, réaliser ou faire réaliser des prélèvements d'effluents liquides ou gazeux, de déchets ou de sol et des mesures de niveaux sonores. Les frais de prélèvement et d'analyse sont à la charge de l'exploitant. Les contrôles inopinés exécutés à la demande de l'inspection des installations classées peuvent, avec l'accord de cette dernière, se substituer aux mesures comparatives.

### CHAPITRE 9.2 - Modalités d'exercice et contenu de l'auto surveillance

#### Article 9.2.1. Relevé des prélèvements d'eau

L'exploitant effectue le relevé de ses prélèvements d'eau en respectant les dispositions de l'article 4.1.2

#### Article 9.2.2. Fréquences, et modalités de l'auto surveillance de la qualité des rejets aqueux

Les dispositions minimums suivantes sont mises en œuvre :

Paramètres	Rejet d'eaux pluviales en sortie de séparateur et avant mélange avec les eaux de toiture
	Fréquence du contrôle
Débit	Mesure semestrielle
pH	Mesure semestrielle
Température	Mesure semestrielle
Couleur	Mesure semestrielle
MEST	Mesure semestrielle
DCO eb	Mesure semestrielle
DBO5 eb	Mesure semestrielle
Azote total	Mesure semestrielle
Hydrocarbures totaux	Mesure semestrielle

#### **9.2.2.1 Effets sur les eaux souterraines**

L'exploitant prend les dispositions nécessaires pour éviter une fuite de produits dangereux en dehors de zones dont l'étanchéité est garantie et pour être en mesure de détecter, au plus tôt, un éventuel événement de ce type.

Dans le but de surveiller la qualité des eaux de la nappe sous-jacente, l'exploitant est tenu de faire réaliser annuellement, aux fins d'analyses, des prélèvements de l'eau de la nappe à partir de 4 piézomètres (PZ1 à PZ4) implantés selon les règles de l'art et conformément au plan joint au dossier.

Les prélèvements et analyses devront être effectués par un organisme dont le choix sera soumis à l'approbation de l'inspection des installations classées s'il n'est pas agréé à cet effet, et suivant des méthodes normalisées.

#### **9.2.2.2 Suivi des déchets**

L'exploitant assure le suivi de ses déchets en respectant les dispositions de l'article 5.1.6

### **Article 9.2.3. Auto surveillance des niveaux sonores**

Une mesure du niveau de bruit et de l'émergence sera effectuée dans les six mois à compter de la notification du présent arrêté et au moins tous les trois ans. Les mesures sont effectuées selon la méthode définie en annexe de l'arrêté du 23 janvier 1997. Ces mesures sont effectuées par un organisme qualifié dans des conditions représentatives du fonctionnement de l'installation sur une durée d'une demi-heure au moins.

Une mesure des émissions sonores est effectuée aux frais de l'exploitant par un organisme qualifié, notamment à la demande du préfet, si l'installation fait l'objet de plaintes ou en cas de modification de l'installation susceptible d'impacter le niveau de bruit généré dans les zones à émergence réglementée.

## **CHAPITRE 9.3 - SUIVI, INTERPRÉTATION ET DIFFUSION DES RÉSULTATS**

### **Article 9.3.1. Analyse et transmission des résultats de l'auto surveillance**

L'exploitant suit les résultats des mesures qu'il réalise notamment celles de son programme d'auto surveillance, les analyse et les interprète. Il prend le cas échéant les actions correctives appropriées lorsque des résultats font présager des risques ou inconvénients pour l'environnement ou d'écart par rapport au respect des valeurs réglementaires relatives aux émissions de ses installations ou de leurs effets sur l'environnement.

Si les résultats mettent en évidence une pollution des eaux souterraines, l'exploitant doit prendre les dispositions nécessaires pour rechercher l'origine de la pollution et, si elle provient de ses installations, en supprimer les causes. Dans ce cas, il doit en tant que de besoin entreprendre les études et travaux nécessaires pour réduire la pollution de la nappe. Il informe le préfet et l'inspection des installations classées du résultat de ses investigations et, le cas échéant, des mesures prises ou envisagées.

Les résultats de l'auto surveillance des prélèvements et des émissions sont transmis par l'exploitant à l'inspection des installations classées dans un délai d'un mois après la réception des résultats de chaque campagne de mesure.

## **CHAPITRE 9.4 - BILANS PÉRIODIQUES**

### **Article 9.4.1. Bilan environnement annuel**

L'exploitant adresse par voie électronique à l'inspection des installations classées, au plus tard le 28 février de chaque année, un bilan annuel portant sur l'année précédente :

- 5 -des utilisations d'eau ; le bilan fait apparaître éventuellement les économies réalisées ;
- 6 -de la masse annuelle des émissions de polluants (masse des polluants émis sur l'ensemble du site de manière chronique ou accidentelle, canalisée ou diffuse dans l'air, dans l'eau, ou dans les sols) ;
- 6 -de la masse annuelle des déchets produits ou expédiés et des déchets reçus ou traités.

## TITRE 10 - DISPOSITIONS A CARACTÈRE ADMINISTRATIF

### CHAPITRE 10.1 - DÉLAIS ET VOIES DE RECOURS

Le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction.

Il ne peut être déféré qu'auprès du Tribunal administratif de Clermont-Ferrand :

1° par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1 dans un délai de quatre mois à compter du premier jour de la publication ou de l'affichage de la présente décision

2° par les demandeurs ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision leur a été notifiée.

Les tiers qui n'ont acquis ou pris à bail des immeubles ou n'ont élevé des constructions dans le voisinage d'une installation classée que postérieurement à l'affichage ou à la publication de l'arrêté autorisant l'ouverture de cette installation ou atténuant les prescriptions primitives ne sont pas recevables à déférer ledit arrêté à la juridiction administrative.

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours prolonge de deux mois les délais mentionnés aux 1° et 2° ci-avant.

### CHAPITRE 10.2 - NOTIFICATION ET PUBLICITÉ

Le présent arrêté sera notifié à la Société RENOVIA FRANCE à SAINT-YORRE et publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de l'Allier.

Conformément aux dispositions de l'article R.181-44 du code de l'environnement, un extrait du présent arrêté mentionnant qu'une copie du texte intégral est déposée aux archives de la mairie et mise à la disposition de toute personne intéressée, sera affiché en mairie de Saint-Yorre pendant une durée minimum d'un mois.

Le maire de Saint-Yorre fera connaître par procès verbal, adressé à la préfecture de l'Allier, l'accomplissement de cette formalité.

Une copie du présent arrêté est également adressée à chaque conseil municipal consulté, à savoir :

- Saint-Yorre (03)
- Busset (03)
- Saint-Priest Bramefand (63)
- Saint-Sylvestre Pragoulin (63)

Le présent arrêté est publié sur le site internet de la préfecture pendant une durée minimale d'un mois.

### CHAPITRE 10.3 - EXÉCUTION ET AMPLIATION

Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture de l'Allier, monsieur le Maire de Saint-Yorre ainsi que Madame la Directrice Régionale de l'Environnement de l'Aménagement et du Logement sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une copie sera également adressée à :

- Monsieur le Directeur Départemental des Territoires,
- Monsieur le Délégué Départemental de l'Agence Régionale de Santé,
- Monsieur le Chef du Service Interministériel de Défense et de la Protection Civile,
- Monsieur le Chef de Service Départemental de l'Architecture et du Patrimoine,
- Monsieur le Directeur Départemental des Services d'Incendie et de Secours,

Fait à Moulins , le **21 AOÛT 2017**

LE PRÉFET  
Pour le Préfet et par délégation,  
Le Secrétaire Général,

  
Dominique SCHUFFENECKER

## SOMMAIRE

<b>TITRE 1- PORTÉE DE L'AUTORISATION ET CONDITIONS GÉNÉRALES.....</b>	<b>2</b>
<b>CHAPITRE 1.1- BÉNÉFICIAIRE ET PORTÉE DE L'AUTORISATION.....</b>	<b>2</b>
Article 1.1.1. Exploitant titulaire de l'autorisation.....	2
Article 1.1.2. Installations non visées par la nomenclature ou soumises à déclaration.....	2
<b>CHAPITRE 1.2- NATURE DES INSTALLATIONS.....</b>	<b>2</b>
Article 1.2.1. Liste des installations concernées par une rubrique de la nomenclature des installations classées.....	2
Article 1.2.2. Situation de l'établissement.....	4
Article 1.2.3. Consistance des installations autorisées.....	4
<b>CHAPITRE 1.3- CONFORMITÉ AU DOSSIER DE DEMANDE D'AUTORISATION.....</b>	<b>5</b>
<b>CHAPITRE 1.4- DURÉE DE L'AUTORISATION.....</b>	<b>5</b>
Article 1.4.1. Durée de l'autorisation.....	5
<b>CHAPITRE 1.5- MODIFICATIONS ET CESSATION D'ACTIVITÉ.....</b>	<b>5</b>
Article 1.5.1. Porter à connaissance.....	5
Article 1.5.2. Mise à jour des études d'impact et de dangers.....	5
Article 1.5.3. Équipements abandonnés.....	5
Article 1.5.4. Transfert sur un autre emplacement.....	5
Article 1.5.5. Changement d'exploitant.....	5
Article 1.5.6. Cessation d'activité.....	5
<b>CHAPITRE 1.6- RESPECT DES AUTRES LÉGISLATIONS ET RÉGLEMENTATIONS.....</b>	<b>6</b>
<b>TITRE 2- GESTION DE L'ÉTABLISSEMENT.....</b>	<b>6</b>
<b>CHAPITRE 2.1- EXPLOITATION DES INSTALLATIONS.....</b>	<b>6</b>
Article 2.1.1. Objectifs généraux.....	6
Article 2.1.2. Consignes d'exploitation.....	7
<b>CHAPITRE 2.2- RÉSERVES DE PRODUITS OU MATIÈRES CONSOMMABLES.....</b>	<b>7</b>
Article 2.2.1. Réserves de produits.....	7
<b>CHAPITRE 2.3- INTÉGRATION DANS LE PAYSAGE.....</b>	<b>7</b>
Article 2.3.1. Propreté.....	7
Article 2.3.2. Esthétique.....	7
<b>CHAPITRE 2.4- DANGER OU NUISANCES NON PRÉVENUS.....</b>	<b>7</b>
<b>CHAPITRE 2.5- INCIDENTS OU ACCIDENTS.....</b>	<b>7</b>
Article 2.5.1. Déclaration et rapport.....	7
<b>CHAPITRE 2.6 - RÉCAPITULATIF DES DOCUMENTS TENUS À LA DISPOSITION DE L'INSPECTION.....</b>	<b>8</b>
<b>CHAPITRE 2.7- RÉCAPITULATIF DES DOCUMENTS À TRANSMETTRE À L'INSPECTION.....</b>	<b>8</b>
Article 2.7.1. Récapitulatif des documents à transmettre à l'inspection.....	8
<b>TITRE 3- PRÉVENTION DE LA POLLUTION ATMOSPHÉRIQUE.....</b>	<b>9</b>
<b>CHAPITRE 3.1- CONCEPTION DES INSTALLATIONS.....</b>	<b>9</b>
Article 3.1.1. Dispositions générales.....	9
Article 3.1.2. Pollutions accidentelles.....	9
Article 3.1.3. Odeurs.....	9
Article 3.1.4. Voies de circulation.....	9
<b>CHAPITRE 3.2- CONDITIONS DE REJET.....</b>	<b>10</b>
Article 3.2.1. Dispositions générales.....	10
Article 3.2.2. Valeurs limites des concentrations dans les rejets atmosphériques.....	10
<b>TITRE 4- PROTECTION DES RESSOURCES EN EAUX ET DES MILIEUX AQUATIQUES.....</b>	<b>10</b>
<b>CHAPITRE 4.1- PRÉLÈVEMENTS ET CONSOMMATIONS D'EAU.....</b>	<b>10</b>
Article 4.1.1. Origine des approvisionnements en eau.....	10
Article 4.1.2. Protection des réseaux d'eau potable et des milieux de prélèvement.....	10
4.1.2.1 Prélèvement d'eau en nappe par forage.....	10
<b>CHAPITRE 4.2 - COLLECTE DES EFFLUENTS LIQUIDES.....</b>	<b>11</b>
Article 4.2.1. Dispositions générales.....	11
Article 4.2.2. Plan des réseaux.....	11
Article 4.2.3. Entretien et surveillance.....	11
Article 4.2.4. Protection des réseaux.....	11
Article 4.2.5. Protection contre les risques spécifiques.....	11

Article 4.2.6. Isolement avec les milieux.....	11
<b>CHAPITRE 4.3 - TYPES D'EFFLUENTS, LEURS OUVRAGES D'ÉPURATION ET LEURS CARACTÉRISTIQUES DE REJET AU MILIEU.....</b>	<b>12</b>
Article 4.3.1. Identification des effluents.....	12
Article 4.3.2. Collecte des effluents.....	12
Article 4.3.3. Gestion des ouvrages : conception, dysfonctionnement.....	12
Article 4.3.4. Entretien et conduite des installations de traitement.....	12
Article 4.3.5. Localisation des points de rejet.....	13
Article 4.3.6. Caractéristiques générales de l'ensemble des rejets.....	13
<b>TITRE 5- DÉCHETS.....</b>	<b>14</b>
<b>CHAPITRE 5.1- PRINCIPES DE GESTION.....</b>	<b>14</b>
Article 5.1.1. Limitation de la production de déchets.....	14
Article 5.1.2. Séparation des déchets.....	14
Article 5.1.3. Conception et exploitation des installations internes de transit des déchets.....	14
Article 5.1.4. Déchets traités ou éliminés à l'extérieur de l'établissement.....	15
Article 5.1.5. Déchets traités ou éliminés à l'intérieur de l'établissement.....	15
Article 5.1.6. Registre des déchets.....	15
<b>TITRE 6- SUBSTANCES ET PRODUITS CHIMIQUES.....</b>	<b>15</b>
<b>CHAPITRE 6.1- DISPOSITIONS GÉNÉRALES.....</b>	<b>15</b>
Article 6.1.1. Identification des produits chimiques.....	15
Article 6.1.2. Étiquetage des substances et mélanges dangereux.....	16
<b>CHAPITRE 6.2- SUBSTANCE ET PRODUITS DANGEREUX POUR L'HOMME ET L'ENVIRONNEMENT.....</b>	<b>16</b>
Article 6.2.1. Substances interdites ou restreintes.....	16
Article 6.2.2. Substances à impacts sur la couche d'ozone (et sur le climat).....	16
<b>TITRE 7- PRÉVENTION DES NUISANCES SONORES ET DES VIBRATIONS.....</b>	<b>16</b>
<b>CHAPITRE 7.1- DISPOSITIONS GÉNÉRALES.....</b>	<b>16</b>
Article 7.1.1. Aménagements.....	16
Article 7.1.2. Véhicules et engins.....	16
Article 7.1.3. Appareils de communication.....	17
<b>CHAPITRE 7.2- NIVEAUX ACOUSTIQUES.....</b>	<b>17</b>
Article 7.2.1. Valeurs Limites d'émergence.....	17
Article 7.2.2. Niveaux limites de bruit.....	17
PÉRIODE DE JOUR.....	17
PÉRIODE DE NUIT.....	17
<b>CHAPITRE 7.3- VIBRATIONS.....</b>	<b>17</b>
<b>CHAPITRE 7.4- ÉMISSIONS LUMINEUSES.....</b>	<b>17</b>
<b>TITRE 8- PRÉVENTION DES RISQUES TECHNOLOGIQUES.....</b>	<b>18</b>
<b>CHAPITRE 8.1- GÉNÉRALITÉS.....</b>	<b>18</b>
Article 8.1.1. Principes directeurs.....	18
Article 8.1.2. Localisation des risques.....	18
Article 8.1.3. Localisation des stocks de substances et mélanges dangereux.....	18
Article 8.1.4. Propreté de l'installation.....	18
Article 8.1.5. Contrôle des accès.....	18
Article 8.1.6. Circulation dans l'établissement.....	19
Article 8.1.7. Étude de dangers - dispositions relatives aux équipements et mesures organisationnelles.....	19
<b>CHAPITRE 8.2 - DISPOSITIONS CONSTRUCTIVES.....</b>	<b>19</b>
Article 8.2.1. Comportement au feu.....	19
Article 8.2.2. Chauffage et Chauffage des locaux.....	19
Article 8.2.3. Intervention des services de secours.....	20
8.2.3.1. Accessibilité.....	20
8.2.3.2. Accessibilité des engins à proximité des installations.....	20
8.2.3.3. Accès aux issues et quais de chargement.....	21
8.2.3.4. Établissement du dispositif hydraulique depuis les engins.....	21
8.2.3.5. Mise en station des échelles.....	21
Article 8.2.4. Désenfumage.....	21
Article 8.2.5. Conditions de stockage.....	22
Article 8.2.6. Évacuation du personnel.....	22
Article 8.2.7. Moyens de lutte contre l'incendie.....	23
<b>CHAPITRE 8.3 - DISPOSITIF DE PRÉVENTION DES ACCIDENTS.....</b>	<b>24</b>
Article 8.3.1. Matériels utilisables en atmosphères explosibles.....	24



Article 8.3.2. Installations électriques et éclairage.....	24
Article 8.3.3. Locaux de charge des batteries.....	24
Article 8.3.5. Nettoyage des locaux.....	25
Article 8.3.6. Équipements sous pression.....	25
<b>CHAPITRE 8.4- DISPOSITIONS D'EXPLOITATION.....</b>	<b>25</b>
Article 8.4.1. Surveillance de l'installation.....	25
Article 8.4.2. Choix des sous-traitants.....	25
Article 8.4.3. Travaux.....	26
Article 8.4.4. Vérification périodique et maintenance des équipements.....	26
Article 8.4.5. Consignes d'exploitation.....	27
<b>CHAPITRE 8.5- DISPOSITIONS SPÉCIFIQUES LIÉES LA PRÉVENTION DES ACCIDENTS MAJEURS.....</b>	<b>27</b>
Article 8.5.1. Dispositions d'urgence.....	27
8.5.1.1 <i>Plan d'opération interne – Plan de défense incendie</i> .....	27
Article 8.5.2. Protection contre la foudre.....	28
8.5.2.1 <i>Dispositifs de protection</i> .....	28
8.5.2.2 <i>Vérification des dispositifs de protection</i> .....	28
<b>CHAPITRE 8.6- GESTION DES OPÉRATIONS PORTANT SUR DES SUBSTANCES DANGEREUSES.....</b>	<b>29</b>
Article 8.6.1. Consignes d'exploitation destinées à prévenir les accidents.....	29
Article 8.6.2. Vérifications périodiques.....	29
Article 8.6.3. Interdiction de feux.....	29
Article 8.6.4. Formation du personnel.....	29
Article 8.6.5. Travaux d'entretien et de maintenance.....	29